

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION EUROPEENNE



BAC 259/1980

N° 650

1974

Disclaimer

- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as amended by Regulation (EC, Euratom) No 1700/2003 of 22 September 2003 (OJ L 243, 27.9.2003, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation.
- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1700/2003 du 22 septembre 2003 (JO L 243 du 27.9.2003, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1700/2003 vom 22. September 2003 (ABl. L 243 vom 27.9.2003, S. 1), ist diese Datei der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in dieser Datei in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben.



P.V.
Commission
CE

3AC

259/1980

Reunions

288(3)

1974

650



Annexos P.E

Historical Archives of the European Commission

PV: 288(3) Annexes PV. 1				PV. Manquant		Annexes PE. 68			PE. Manquant	
Annexes	type doc	Année	N°	type doc	N°	type doc	Année	N°		
Annexe dans UP n° 648						Annexes dans UP n° 648				
1	COM	1974	333			COM	1974	188		
2						COM	1974	189		
3						COM	1974	190		
4						COM	1974	191		
5						COM	1974	192		
6						COM	1974	193		
7						COM	1974	194		
8						COM	1974	196		
9						COM	1974	197		
10						COM	1974	198		
11						COM	1974	203		
12						COM	1974	204		
13						COM	1974	205		
14						COM	1974	206		
15						COM	1974	207		
16						COM	1974	209		
						Annexes dans UP n° 649				
17						COM	1974	210		
18						COM	1974	212		
19						COM	1974	213/1 à 10		
20						COM	1974	214		
21						COM	1974	215		
22						COM	1974	216		
23						COM	1974	217		
24						COM	1974	218		
25						COM	1974	219		
26						COM	1974	220		
27						COM	1974	224		
28						COM	1974	226		
29						COM	1974	227		
30						COM	1974	228		
31						COM	1974	229		
32						COM	1974	230		
33						COM	1974	231		
34						COM	1974	232		
35						COM	1974	234		
36						COM	1974	235		
37						COM	1974	236		
38						COM	1974	237		
39						COM	1974	238		
40						COM	1974	239		
41						COM	1974	240		

42					
43					
44					
45					
46					
47					
48					
49					
50					
51					
52					
53					
54					
55					
56					
57					
58					
59					
60					
61					
62					
63					
64					
65					
66					
67					
68					

COM	1974	241		
COM	1974	243		
Annexes dans UP n° 650				
COM	1974	244		
COM	1974	245		
COM	1974	246		
COM	1974	247		
COM	1974	249		
COM	1974	250		
COM	1974	252		
COM	1974	256		
COM	1974	257		
COM	1974	258		
COM	1974	259		
COM	1974	260		
COM	1974	265		
COM	1974	270		
COM	1974	275		
COM	1974	276		
COM	1974	277		
COM	1974	278		
COM	1974	279		
COM	1974	280		
COM	1974	311		
SEC	1974	543		
SEC	1974	602		
SEC	1974	641		
SEC	1974	667		

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(74) 244 final

Bruxelles, le 22 février 1974

Annexe 7E/44

Proposition d'un

RÈGLEMENT DU CONSEIL

portant instauration d'un régime d'autorisation
d'importation au Royaume-Uni pour les fils de
coton en provenance de pays tiers

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(74) 244 final

EXPOSE DES MOTIFS

1. La Communauté avait instauré pour la période du 1er avril jusqu'au 31 décembre 1973 un régime d'autorisation d'importation au Royaume-Uni pour les fils de coton en provenance de pays tiers (1).

Les règlements par lesquels la Commission et le Conseil avaient instauré ce régime étaient motivés par le fait que les fils de coton, dont l'importation dans la Communauté est libéralisée en vertu du règlement 1025/70 (2), faisaient avant le 1er avril 1973, date à laquelle le règlement 1025/70 a été d'application au Royaume-Uni l'objet dans cet Etat membre d'un contingentement aussi bien dans le cadre de dispositions conventionnelles que sous forme de contingents nationaux.

L'application du règlement 1025/70 aurait dû à partir du 1er avril 1973 comporter la disparition de ce contingentement ; le gouvernement britannique, arguant des graves difficultés économiques et sociales qu'aurait entraîné une brusque libération, avait demandé à la Commission l'autorisation de prendre des mesures de sauvegarde. Après consultation du Comité consultatif du règlement 1025/70 il avait été décidé d'autoriser le Royaume-Uni à subordonner à la présentation d'une autorisation les importations de fils de coton, pour une période allant du 1er avril au 31.12.1973, dans la limite de 12.750 tonnes.

2. En date du 17 décembre 1973 le gouvernement britannique a demandé à la Commission le maintien de ces mesures de sauvegarde pour quelques temps encore.

Le 10 janvier 1974, le Comité consultatif du règlement 1025/70 du Conseil a été réuni.

(1) Règlement (CEE) 1831 de la Commission (J.O. L 185 du 7.7.1973) et Règlement (CEE) 2631 du Conseil (J.O. n° L 272 du 29.9.1973).

(2) Règlement 1025/70 du Conseil portant établissement d'un régime commun applicable aux importations de pays tiers.

Au cours de cette réunion la délégation britannique a justifié sa demande en précisant que, comme en 1973, la libération immédiate des fils de coton constitue encore une menace de préjudice grave pour l'industrie britannique, industrie concentrée dans le Nord-ouest de l'Angleterre où elle occupe la plus grande partie de la main-d'oeuvre. Le processus de reconversion de cette main-d'oeuvre est en cours depuis plusieurs années (1962 : 72.500 personnes employées ; 1972 : 34.400). Ce processus ne peut toutefois se réaliser que progressivement grâce entre autres au maintien d'une certaine protection par rapport aux importations de pays tiers. En effet, une brusque libération aurait pour conséquence un accroissement important du volume des importations en provenance de pays à bas prix, une réduction de la production, et une augmentation du chômage. Au cours de l'année 1973, l'industrie britannique de la filature de coton a par ailleurs fait face aux importations accrues en provenance des pays méditerranéens (Turquie notamment) à l'égard desquels le Royaume-Uni a libéré ses importations, conformément au traité d'adhésion. Toute libération nouvelle constituerait donc une charge que l'industrie ne pourrait supporter sans graves conséquences.

Toutefois, le gouvernement britannique convaincu que le recours à de mesures de sauvegarde doit constituer une situation exceptionnelle, entend mettre en oeuvre les mesures permettant de réaliser dans les meilleurs délais le processus de reconversion de l'industrie concernée.

Au cours de la consultation l'avis a été exprimé par certaines délégations que, par l'acceptation, lors des négociations d'adhésion, du Règlement 1025/70, le Royaume-Uni avait déjà prévu la libération des fils de coton à partir du 1er avril 1973. Si des mesures de sauvegarde ont été néanmoins accordées par le Conseil au Royaume-Uni, lui permettant pour la période du 1er avril au 31 décembre 1973 de subordonner à autorisation les importations des produits en cause, cette mesure aurait dû faciliter à l'industrie britannique de la filature l'accomplissement des restructurations lui permettant la réalisation du régime de libre importation, dont le préjudice ne semble pas suffisamment prouvé. Une nouvelle mesure de sauvegarde devrait, le cas échéant, être très limitée dans le temps.

./.

Selon d'autres délégations il a été constaté :

- qu'une menace de préjudice grave existait pour l'industrie des fils au Royaume-Uni en cas de libération immédiate,
- que des nouvelles mesures de sauvegarde pouvaient ainsi être envisagées, la durée ne devant toutefois pas dépasser la période d'un an,
- que le gouvernement britannique devra toutefois tout mettre en oeuvre, pendant ce nouveau délai accordé, pour faire cesser cette situation d'exception et achever le processus de reconversion de l'industrie en cause.

3. En conséquence la Commission a estimé nécessaire de maintenir à titre temporaire, les mesures de sauvegarde adoptées par le Conseil en 1973 (1) et de subordonner immédiatement pour 1974, l'importation au Royaume-Uni de fils de coton conditionnés ou non pour la vente au détail (positions tarifaires 55.05, 55.06) à la présentation d'une autorisation d'importation en vertu de l'article 10, alinéa 1 b) du règlement 1025/70 du Conseil, ceci à titre conservatoire (Règlement (CEE) de la Commission n° 335 du 8 février 1974 (2)).

4. Conformément aux dispositions du règlement 1025/70, article 10 paragraphe 6, la Commission soumet au Conseil, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant l'entrée en vigueur de la mesure d'urgence visée au point 3 ci-dessous, une proposition concernant les mesures appropriées à prendre dans ce domaine.

La proposition de règlement jointe en Annexe est soumise au Conseil au titre des dispositions précitées.

5. Compte tenu des éléments et des considérations dont il a été fait état, les mesures proposées ne diffèrent pas de celles qui ont fait l'objet du règlement déjà adopté à titre provisoire par la Commission.

(1) Règlement (CEE) n° 2631/73 du Conseil du 29.9.1973 (J.O. n° L 272 du 29.9.1973).

(2) Règlement (CEE) n° 335/74 de la Commission du 8.2.1974 (J.O. n° L 37 du 9.2.1974)

Ces mesures, limitées au Royaume-Uni, prévoient que les importations dans cet Etat membre, seront octroyées dans des limites qui ne doivent pas être inférieures, prorata temporis, à celles prévues pour la période avril/décembre 1973. 17.000 tonnes constituent un niveau qui répond à ce critère et qui, en fait, s'avère être plus élevé, le Royaume-Uni ayant, entretemps, libéré les importations de fils de coton en provenance des pays méditerranéens.

En ce qui concerne le champ d'application géographique des mesures en cause, il semble opportun, en vue des dispositions de l'Article XIX du GATT, de suivre une formule non discriminatoire. Les mesures continueront donc à être d'application à l'égard des mêmes pays tiers que ceux repris dans le règlement du Conseil cité au point 3.

6. Suivant l'évolution ultérieure des importations des produits concernés dans la Communauté, la Commission se réserve de proposer éventuellement la modification ou l'abrogation des mesures en cause, si la menace de préjudice est éliminée, ou au contraire l'extension de ces mesures à d'autres parties de la Communauté ou à la Communauté entière, si l'évolution ultérieure des importations en cause devait entraîner la menace d'un préjudice grave pour les producteurs dans les régions autres que le Royaume Uni.

7. Il est proposé au Conseil l'adoption, compte tenu des délais prévus au règlement 1025/70 article 10, de la proposition de règlement, jointe en annexe.

Proposition de
RÈGLEMENT DU CONSEIL

portant instauration d'un régime d'autorisation d'importation au Royaume-Uni pour les fils de coton en provenance de pays tiers

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le Traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1025/70 du Conseil du 25 mai 1970 portant établissement d'un régime commun applicable aux importations de pays tiers (1) et notamment son article 10,

après consultation du Comité consultatif établi par l'article 5 dudit règlement,

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'à la suite d'une demande du gouvernement britannique en date du 17.12.1973 la Commission, par règlement n° 335/74 du 8 février 1974 (2) a instauré en vertu de l'article 10 du règlement 1025/70, un régime d'autorisation d'importation au Royaume-Uni pour l'importation de fils de coton originaires et en provenance de pays tiers, dans les mêmes conditions prévues par le règlement 2631/73 du Conseil du 27 septembre 1973 (3), portant instauration du même régime pour la période 1^{er} avril 1973 - 31 décembre 1973;

considérant que selon les données statistiques et les autres renseignements fournis par le gouvernement britannique lors de la consultation au sein du Comité consultatif, il apparaît qu'une libération immédiate des importations des fils de coton à l'égard des pays figurant à l'annexe II du règlement (CEE n° 1025/70 entraînerait dans les circonstances actuelles encore le risque d'un préjudice grave et difficilement réparable

(1) J.O. n° L 124 du 8.6.1970

(2) J.O. n° L 37 du 9.2.1974

(3) J.O. n° L 272 du 29.9.1973

pour l'industrie britannique de la filature, notamment du point de vue de l'emploi, en perturbant le processus de reconversion de l'industrie dans ce secteur;

considérant qu'il est dès lors nécessaire de reconduire les mesures de sauvegarde consistant en une limitation des importations de fils de coton;

considérant qu'en vue de remédier à la menace de préjudice il convient d'adopter des mesures de sauvegarde pour une période allant jusqu'au 31.12.1974;

considérant que la menace de préjudice grave trouve son origine dans les importations destinées au marchés au Royaume-Uni et que, tenant compte des courants d'échanges, il apparaît actuellement justifié de limiter ces mesures de sauvegarde aux importations dans le Royaume-Uni,

considérant que ces mesures de sauvegarde doivent être définies de façon à faciliter l'achèvement du processus de reconversion et permettre la libération des importations en cause à la fin de l'année 1974;

considérant qu'en tenant compte de la production et de la consommation au Royaume-Uni, ainsi que de l'évolution des importations en provenance de pays tiers, qui se sont accrues substantiellement à la suite de la libération au Royaume-Uni des importations en provenance de certains pays méditerranéens en vertu des accords entre la Communauté et ces pays, il convient de limiter ces importations à un niveau qui correspond à celui retenu pour l'année 1973;

considérant que ces mesures de sauvegarde pourront être modifiées ou abrogées compte tenu de l'évolution des importations dans d'autres régions de la Communauté,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Les importations au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des produits ci-dessous en provenance de pays tiers figurant à l'Annexe II du règlement (CEE) n° 1025/70 du Conseil, à l'exception de ceux repris en annexe, sont subordonnées à la présentation d'une autorisation d'importation et limitées pour la période comprise entre le 1er janvier 1974 et le 31 décembre 1974, aux quantités suivantes :

n° du Tarif douanier
commun

55.05	Fils de coton non conditionnés pour la vente au détail	(((17.000 tonnes
55.06	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail	((

2. Les autorisations d'importation prévues au paragraphe premier sont délivrées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil,
Le Président

Annexe visée à l'article premier

Australie
Autriche
Canada
Chypre
Espagne
Finlande
Grèce
Islande
Israël
Liban
Malte ~~xxxx~~
Maroc
Nouvelle-Zélande
Norvège
Portugal
Suède
Suisse (y compris le Liechtenstein)
Tunisie
Turquie
U.S.A.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION

COMMUNICATION

Publication de la
version actuelle de l'annexe du règlement (CEE) N° 109/70
du Conseil, du 19 décembre 1969, portant établissement
d'un régime commun applicable aux importations de pays à
commerce d'Etat

L'annexe du règlement (CEE) n°109/70 (1), modifiée par les
règlements (CEE) n°s 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70 (4),
432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71 (9),
2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13), 1751/72 (14),
955/73 (15), 956/73 (16) 957/73 (17) et 238/74 (18) est publiée
ci-après dans sa version valable depuis le 21 janvier 1974.

Cette version est publiée à titre d'information, les textes
des règlements précités faisant seuls foi.

-
- (1) JO n° L 19 du 26. 1.1970, p. 1
 - (2) JO n° L 166 du 29. 7.1970, p. 1
 - (3) JO n° L 239 du 30.10.1970, p. 1
 - (4) JO n° L 276 du 21.12.1970, p. 1
 - (5) JO n° L 60 du 13. 3.1971, p. 1
 - (6) JO n° L 80 du 5. 4.1971, p. 4
 - (7) JO n° L 119 du 1. 6.1971, p. 1
 - (8) JO n° L 119 du 1. 6.1971, p. 35
 - (9) JO n° L 249 du 10.11.1971, p. 3
 - (10) JO n° L 249 du 10.11.1971, p. 12
 - (11) JO n° L 250 du 11.11.1971, p. 1
 - (12) JO n° L 250 du 11.11.1971, p. 7
 - (13) JO n° L 151 du 5. 7.1972, p. 1
 - (14) JO n° L 184 du 12. 8.1972, p. 1
 - (15) JO n° L 98 du 12. 4.1973, p. 14
 - (16) JO n° L 98 du 12. 4.1973, p. 21
 - (17) JO n° L 98 du 12. 4.1973, p. 26
 - (18) JO n° L 27 du 31. 1.1974, p. 1

K O M M I S S I O N

Mitteilung

Bekanntmachung der geltenden Fassung des Anhangs der
Verordnung (EWG) Nr. 109/70 des Rates vom 19. Dezember 1969
zur Festlegung einer gemeinsamen Regelung für die Einfuhr
aus Staatshandelsländern

Der Anhang der Verordnung (EWG) Nr. 109/70 (1), geändert durch die Verordnungen (EWG) Nr. 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70 (4), 432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71 (9), 2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13), 1751/72 (14), 955/73 (15), 956/73 (16), 957/73 (17) und 238/74 (18) wird nachstehend in der seit dem 21. Januar 1974 geltenden Fassung bekanntgemacht.

Die Bekanntmachung dieser Fassung erfolgt zum Zwecke der Information; verbindlich ist ausschließlich der Wortlaut der genannten Verordnungen.

-
- (1) AB1. Nr. L 19 vom 26. 1.1970, S.1
 - (2) AB1. Nr. L 166 vom 29. 7.1970, S.1
 - (3) AB1. Nr. L 239 vom 30.10.1970, S.1
 - (4) AB1. Nr. L 276 vom 21.12.1970, S.1
 - (5) AB1. Nr. L 60 vom 13. 3.1971, S.1
 - (6) AB1. Nr. L 80 vom 5. 4.1971, S.4
 - (7) AB1. Nr. L 119 vom 1. 6.1971, S.1
 - (8) AB1. Nr. L 119 vom 1. 6.1971, S.35
 - (9) AB1. Nr. L 249 vom 10.11.1971, S.3
 - (10) AB1. Nr. L 249 vom 10.11.1971, S.12
 - (11) AB1. Nr. L 250 vom 11.11.1971, S.1
 - (12) AB1. Nr. L 250 vom 11.11.1971, S.7
 - (13) AB1. Nr. L 151 vom 5. 7.1972, S.1
 - (14) AB1. Nr. L 184 vom 12. 8.1972, S.1
 - (15) AB1. Nr. L 98 vom 12. 4.1973, S.14
 - (16) AB1. Nr. L 98 vom 12. 4.1973, S.21
 - (17) AB1. Nr. L 98 vom 12. 4.1973, S.26
 - (18) AB1. Nr. L 27 vom 31. 1.1974, S.1

COMMISSIONE

COMUNICAZIONE

Pubblicazione della
versione attuale dell'allegato del Regolamento (CEE)
n. 109/70 del Consiglio, del 19 dicembre 1969, che
stabilisce un regime comune applicabile alle importazioni
dei paesi a commercio di Stato

L'allegato del Regolamento (CEE) n. 109/70 (1), modificato dai Regolamenti (CEE) nn. 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70 (4), 432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71 (9), 2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13), 1751/72 (14), 955/73 (15), 956/73 (16), 957/73 (17) e 238/74 (18), è pubblicato qui di seguito nella sua versione valida a partire dal 21 gennaio 1974.

Questa versione è pubblicata a titolo informativo, i testi dei Regolamenti precitati sono i soli facenti fede.

-
- (1) GU n. L 19 del 26. 1.1970, pag. 1
 - (2) GU n. L 166 del 29. 7.1970, pag. 1
 - (3) GU n. L 239 del 30.10.1970, pag. 1
 - (4) GU n. L 276 del 21.12.1970, pag. 1
 - (5) GU n. L 60 del 13. 3.1971, pag. 1
 - (6) GU n. L 80 del 5. 4.1971, pag. 4
 - (7) GU n. L 119 del 1. 6.1971, pag. 1
 - (8) GU n. L 119 del 1. 6.1971, pag. 35
 - (9) GU n. L 249 del 10.11.1971, pag. 3
 - (10) GU n. L 249 del 10.11.1971, pag. 12
 - (11) GU n. L 250 dell'11.11.1971, pag. 1
 - (12) GU n. L 250 dell'11.11.1971, pag. 7
 - (13) GU n. L 151 del 5. 7.1972, pag. 1
 - (14) GU n. L 184 del 12. 8.1972, pag. 1
 - (15) GU n. L 98 del 12. 4.1973, pag. 14
 - (16) GU n. L 98 del 12. 4.1973, pag. 21
 - (17) GU n. L 98 del 12. 4.1973, pag. 26
 - (18) GU n. L 27 del 31. 1.1974, pag. 1

COMMISSIE

MEDEDELING

Publicatie van de
huidige versie van de bijlage van Verordening (EEG)
nr. 109/70 van de Raad van 19 december 1969 houdende
totstandbrenging van een gemeenschappelijke regeling
voor de invoer uit landen met staatshandel

De bijlage van Verordening (EEG) nr 109/70 (1) gewijzigd
bij Verordeningen nr 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70 (4),
432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71 (9),
2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13), 1751/72(14),
955/73 (15), 956/73 (16), 957/73 (17) en 238/74 (18) wordt hierbij
in de sinds 21 januari 1974 geldige versie bekendgemaakt.

Deze versie wordt ter informatie gepubliceerd, alleen
de tekst van hogergenoemde verordeningen zijn rechtsgeldig.

-
- (1) PB nr L 19 van 26. 1.1970, blz. 1
 - (2) PB nr L 166 van 29. 7.1970, blz. 1
 - (3) PB nr L 239 van 30.10.1970, blz. 1
 - (4) PB nr L 276 van 21.12.1970, blz. 1
 - (5) PB nr L 60 van 13. 3.1971, blz. 1
 - (6) PB nr L 80 van 5. 4.1971, blz. 4
 - (7) PB nr L 119 van 1. 6.1971, blz. 1
 - (8) PB nr L 119 van 1. 6.1971, blz. 35
 - (9) PB nr L 249 van 10.11.1971, blz. 3
 - (10) PB nr L 249 van 10.11.1971, blz.12
 - (11) PB nr L 250 van 11.11.1971, blz. 1
 - (12) PB nr L 250 van 11.11.1971, blz. 7
 - (13) PB nr L 151 van 5. 7.1971, blz. 1
 - (14) PB nr L 184 van 12. 8.1972, blz. 1
 - (15) PB nr L 98 van 12. 4.1973, blz.14
 - (16) PB nr L 98 van 12. 4.1973, blz.21
 - (17) PB nr L 98 van 12. 4.1973, blz.26
 - (18) PB nr L 27 van 31. 1.1974, blz. 1

COMMISSION

COMMUNICATION

Publication of the updated version of the Annex to Regulation (EEC) No. 109/70 of the Council of 19th December 1969, establishing common rules for imports from state-trading countries.

The Annex to Regulation (EEC) No. 109/70 (1) amended by Regulations (EEC) Nos. 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70 (4), 432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71 (9), 2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13), 1751/72 (14), 955/73 (15), 956/73 (16), 957/73 (17), and 238/74 (18) is published hereafter in its version valid since 21st January, 1974.

This version is published for information purposes, only the texts of the above-mentioned Regulations being authoritative.

-
- (1) O.J. No.L 19 of 26. 1.1970, p. 1
 - (2) O.J. No.L 166 of 29. 7.1970, p. 1
 - (3) O.J. No.L 239 of 30.10.1970, p. 1
 - (4) O.J. No.L 276 of 21.12.1970, p. 1
 - (5) O.J. No.L 60 of 13. 3.1971, p. 1
 - (6) O.J. No.L 80 of 5. 4.1971, p. 4
 - (7) O.J. No.L 119 of 1. 6.1971, p. 1
 - (8) O.J. No.L 119 of 1. 6.1971, p. 35
 - (9) O.J. No.L 249 of 10.11.1971, p. 3
 - (10) O.J. No.L 249 of 10.11.1971, p. 12
 - (11) O.J. No.L 250 of 11.11.1971, p. 1
 - (12) O.J. No.L 250 of 11.11.1971, p. 7
 - (13) O.J. No.L 151 of 5. 7.1972, p. 1
 - (14) O.J. No.L 184 of 12. 8.1972, p. 1
 - (15) O.J. No.L 98 of 12. 4.1973, p. 14
 - (16) O.J. No.L 98 of 12. 4.1973, p. 21
 - (17) O.J. No.L 98 of 12. 4.1973, p. 26
 - (18) O.J. No.L 270 of 31. 1.1974, p. 1

K O M M I S S I O N E N

M E D D E L E L S E

Bekendtgørelse af den gældende affattelse af
bilaget til Raadets forordning (EØF) nr. 109/70
af 19. december 1969 om fastlæggelse af en fæl-
les ordning om indførsel fra statshandelslande.

Bilaget til forordning (EØF) nr. 109/70 (1), som ændret ved
forordningerne (EØF) nr. 1492/70 (2), 2172/70 (3), 2567/70
(4), 432/71 (5), 725/71 (6), 1073/71 (7), 1074/71 (8), 2385/71
(9), 2386/71 (10), 2406/71 (11), 2407/71 (12), 1414/72 (13),
1751/72 (14), 955/73 (15), 956/73 (16), 957/73 (17), og 238/74
(18) bekendtgøres i det efterfølgende i den affattelse, der
er gældende fra den 21. januar 1974.

Bekendtgørelsen af denne affattelse er til informationsbrug;
forordningernes ordlyd er eneste gældende.

-
- | | | | |
|------|--------------|----------------|-------|
| (1) | EFT nr.L 19 | af 26. 1.1970, | s. 1 |
| (2) | EFT nr.L 166 | af 29. 7.1970, | s. 1 |
| (3) | EFT nr.L 239 | af 30.10.1970, | s. 1 |
| (4) | EFT nr.L 276 | af 21.12.1970, | s. 1 |
| (5) | EFT nr.L 60 | af 13. 3.1971, | s. 1 |
| (6) | EFT nr.L 80 | af 5. 4.1971, | s. 4 |
| (7) | EFT nr.L 119 | af 1. 6.1971, | s. 1 |
| (8) | EFT nr.L 119 | af 1. 6.1971, | s. 35 |
| (9) | EFT nr.L 249 | af 10.11.1971, | s. 3 |
| (10) | EFT nr.L 249 | af 10.11.1971, | s. 12 |
| (11) | EFT nr.L 250 | af 11.11.1971, | s. 1 |
| (12) | EFT nr.L 250 | af 11.11.1971, | s. 7 |
| (13) | EFT nr.L 151 | af 5. 7.1972, | s. 1 |
| (14) | EFT nr.L 184 | af 12. 8.1972, | s. 1 |
| (15) | EFT nr.L 98 | af 12. 4.1973, | s. 14 |
| (16) | EFT nr.L 98 | af 12. 4.1973, | s. 21 |
| (17) | EFT nr.L 98 | af 12. 4.1973, | s. 26 |
| (18) | EFT nr.L 27 | af 31. 1.1974, | s. 1 |

BIJLAGE
FRI INDFORSEL

Bilaget indeholder oplysning om indførsel i Fællesskabet af nedennævnte produkter fra tredjelande, hvortil der henvises med et "X"

ANHANG
ERFASSTE EINFÜHREN

Von diesem Anhang wird die Einfuhr der nachstehend aufgeführten Waren aus den mit einem „X“ bezeichneten Drittländern in die Gemeinschaft erlaubt

ANNEX
SCHEDULED IMPORTS

This Annex applies to the products listed herein imported into the Community from the third countries indicated by an "X"

ANNEXE
IMPORTATIONS VISÉES

L'annexe vise les importations dans la Communauté des produits énumérés ci-après des pays tiers signalés par un "X"

ALLEGATO
IMPORTAZIONI PREVISTE

L'allegato comprende le importazioni nella Comunità dei prodotti in appresso elencati dai paesi terzi contrassegnati con una "X"

BIJLAGE
VERMELDE INVOER

De bijlage heeft betrekking op de invoer in de Gemeenschap van de hierna opgesomde producten uit derde landen waarnaar met een "X" wordt verwezen

	Forkortelser:	Abkürzungen:	Abbreviations:	Abbrévations:	Abbreviazioni:	Alkortingen:
BG	Bulgarien	Bulgarien	Bulgaria	Bulgarie	Bulgaria	Bulgarije
H	Ungarn	Ungarn	Hungary	Hongrie	Ungheria	Hongarije
PL	Polen	Polen	Poland	Pologne	Polonia	Polen
R	Rumanien	Rumänien	Romania	Roumanie	Romania	Roemenië
CS	Tjekko-slovakiet	Tschecho-slowakei	Czecho-slovakia	Tchéco-slovaquie	Ceco-slovacchia	Tsjecho-slowakije
SU	Sovjetunionen	UdSSR	USSR	URSS	URSS	U.S.S.R.
AL	Albanien	Albanien	Albania	Albanie	Albania	Albanië
RPC	Folkerepublikken Kina	Volksrepublik China	People's Republic of China	République populaire de Chine	Repubblica popolare cinese	Volksrepubliek China
VN	Nordvietnam	Nordvietnam	North Vietnam	Viet-nam du Nord	Vietnam del Nord	Noord-Vietnam
COR	Nordkorea	Nordkorea	North Korea	Corée du Nord	Corea del Nord	Noord-Korea
MO	Den mongolske Folkerepublik	Mongolei	Mongolia	Mongolie	Mongolia	Mongolië

Varebeskrivelse - Pos. i FTT -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -											
Description of product - CCT No -											
Désignation des produits - No. du T.D.C.											
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.											
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -											
05.07	X	X	X	X	X	X					
05.08	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.09	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.10	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.11	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.12	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.13	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.14	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
05.15	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
06.02 A I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
06.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
07.01 B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
C	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
E	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
F I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
G	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
H	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
I J	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
K	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
N	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
O	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
P	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Q	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
R	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
S	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
T	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
07.02 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
07.03 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
C	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X				
07.05 ⁽¹⁾	X	X	X	X	X	X	X				
07.06	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
08.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
D	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
E	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
F	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
G	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
H	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
08.02	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
08.03	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
08.04 A II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

(1) Bzgl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto riferirsi alle note in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het produkt zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

[illegible]

Varebeskrivelse - Pos. i FTT -												
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -												
Description of product - CCT No -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO	
Désignation des produits - No. du T.D.C.												
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.												
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -												
28.43	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.44	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.45	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.46 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.47 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X	X				
E	X	X	X	X	X	X	X	X				
F	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.48	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.49	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.50 A I	X	X	X	X	X	X	X	X				
II	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.51	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.52	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.53	X	X	X	X	X	X	X	X				
ex 28.55 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B(1)	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.56 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.57 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X	X				
E	X	X	X	X	X	X	X	X				
28.58	X	X	X	X	X	X	X	X				
29.01 B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
29.02 A IV	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
29.04 A III b)	X	X	X	X	X	X	X	X				
IV	X	X	X	X	X	X	X	X				
B I	X	X	X	X	X	X	X	X				
C II	X	X	X	X	X	X	X	X				
III	X	X	X	X	X	X	X	X				
29.05	X	X	X	X	X	X	X	X				
29.06 A II	X	X	X	X	X	X	X	X				
III	X	X	X	X	X	X	X	X				
IV	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				

(1) Ezpl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour la désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto cf. note in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het produkt zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. C.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
29.24 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.25	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.26 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II a)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
b)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
ex c) (1)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.28	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.29	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.31	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.32	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.33	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.34 B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.35 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
C	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
E	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
F	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
G	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
IJ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
M	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
N	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
O	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
P	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
ex Q (1)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.36	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.37	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.38 A	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B1	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
IV	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
V	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
C	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
D	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.39	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.40	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.41	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.42	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.43	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
29.45	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
30.01	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
30.02	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

(1) Bzgl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désigner le produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto intarsi alle note in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BC	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
39.07 A	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X					
D	X	X	X	X	X	X	X	X			
E	X	X	X	X	X	X					
40.01	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
40.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
40.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
40.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
40.07	X	X	X	X	X	X					
40.08 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X					
40.09	X	X	X	X	X	X					
40.13	X	X	X	X	X	X	X	X			
40.14	X	X	X	X	X	X					
40.15	X	X	X	X	X	X	X	X			
40.16	X	X	X	X	X	X					
41.01	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
41.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
41.04 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B1	X	X	X	X	X	X	X	X			
41.05	X	X	X	X	X	X					
41.06	X	X	X	X	X	X					
41.07	X	X	X	X	X	X					
41.08	X	X	X	X	X	X					
41.09	X	X	X	X	X	X	X	X			
41.10	X	X	X	X	X	X					
42.01	X	X	X	X	X	X					
42.02 A	X	X	X	X	X	X					
42.03 A	X	X	X	X	X	X					
C	X	X	X	X	X	X					
42.04	X	X	X	X	X	X					
42.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
42.06	X	X	X	X	X	X					
ex 42.06 (1)							X	X			
43.01	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
43.02 A	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X	X	X			

(1) Enl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit voir note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto riferirsi alla nota in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i VFTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
43.03	X	X	X	X	X	X					
43.04	X	X	X	X	X	X					
44.01	X	X	X	X	X	X					
44.02	X	X	X	X	X	X					
44.03	X	X	X	X	X	X					
44.04	X	X	X	X	X	X					
44.05	X	X	X	X	X	X					
44.06	X	X	X	X	X	X					
44.07	X	X	X	X	X	X					
44.08	X	X	X	X	X	X					
44.09	X	X	X	X	X	X					
44.10	X	X	X	X	X	X	X	X			
44.11	X	X	X	X	X	X	X	X			
44.12	X	X	X	X	X	X	X	X			
ex 44.13 (1)	X	X	X	X	X	X					
44.14	X	X	X	X	X	X	X	X			
44.16	X	X	X	X	X	X					
44.17	X	X	X	X	X	X					
44.19	X	X	X	X	X	X					
44.20	X	X	X	X	X	X					
44.21	X	X	X	X	X	X					
44.22	X	X	X	X	X	X					
44.23 A	X	X	X	X	X	X					
44.25	X	X	X	X	X	X					
44.26 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X					
44.27	X	X	X	X	X	X					
44.28 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X					
C	X	X	X	X	X	X					
45.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
45.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
46.01	X	X	X	X	X	X	X	X			
46.02 B	X	X	X	X	X	X	X	X			
CH	X	X	X	X	X	X	X	X			
III	X	X	X	X	X	X	X	X			
47.01	X	X	X	X	X	X					
47.02	X	X	X	X	X	X					
48.01 B	X	X	X	X	X	X					
D	X	X	X	X	X	X					
48.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.03	X	X	X	X	X	X					
48.04	X	X	X	X	X	X					
48.05 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.06	X	X	X	X	X	X					

(1) Bezp. der gewöhnlichen Bezeichnung der Waare siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto riferirsi alle note in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i EUTP -	EG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -											
Description of product - COT No -											
Désignation des produits - No. du T.D.C.											
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.											
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -											
48.07	X	X	X	X	X	X					
48.08	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.10	X	X	X	X	X	X					
48.11	X	X	X	X	X	X					
ex 48.11 (1)							X	X			
48.12	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.13	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.14	X	X	X	X	X	X					
48.15	X	X	X	X	X	X					
48.16	X	X	X	X	X	X					
48.17	X	X	X	X	X	X	X	X			
48.18	X	X	X	X	X	X					
48.19	X	X	X	X	X	X					
48.21	X	X	X	X	X	X					
49.01	X	X	X	X	X	X					
49.03	X	X	X	X	X	X					
49.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
49.05	X	X	X	X	X	X					
49.06	X	X	X	X	X	X					
49.07	X	X	X	X	X	X					
49.08	X	X	X	X	X	X	X	X			
49.09	X	X	X	X	X	X					
49.10	X	X	X	X	X	X					
49.11	X	X	X	X	X	X					
50.03	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
50.08	X	X	X	X	X	X	X	X			
50.10	X	X	X	X	X	X					
51.02 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B1	X	X	X	X	X	X	X	X			
H	X	X	X	X	X	X					
51.03	X	X	X	X	X	X					
52.01	X	X	X	X	X	X					
52.02	X	X	X	X	X	X					
53.01	X	X	X	X	X	X	X	X			

(1) Bzgl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto rinviare alle note in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
59.15	X	X	X	X	X	X					
59.16	X	X	X	X	X	X					
59.17 A	X	X	X	X	X	X					
B I	X	X	X	X	X	X	X	X			
II	X	X	X	X	X	X					
C	X	X	X	X	X	X					
D	X	X	X	X	X	X					
61.08	X	X	X	X	X	X					
62.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
62.05 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
63.01	X	X	X	X	X	X					
63.02	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
64.03	X	X	X	X	X	X					
64.04	X	X	X	X	X	X					
64.05	X	X	X	X	X	X					
64.06	X	X	X	X	X	X					
65.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
65.04 A I	X	X	X	X	X	X	X	X			
II	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X					
65.07	X	X	X	X	X	X					
66.02	X	X	X	X	X	X					
66.03 A	X	X	X	X	X	X					
ex A (1)							X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
67.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
67.02	X	X	X	X	X	X					
67.03	X	X	X	X	X	X					
67.04	X	X	X	X	X	X					
67.05	X	X	X	X	X	X					
68.02 A	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
68.03	X	X	X	X	X	X					
68.04 A I	X	X	X	X	X	X					
II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
68.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
68.06	X	X	X	X	X	X	X	X			
68.07	X	X	X	X	X	X					
68.08	X	X	X	X	X	X	X	X			

(1) Bei der Eintragung der Werte siehe Anlage I am Ende des Anhangs.
(2) Pour désignation voir le produit et l'annexe en fin d'annexe.

Varubeskrivelse - Pos. i FTT -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -											
Description of product - COT No -											
Désignation des produits - No. du T.D.C.											
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.											
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -											
68.09	X	X	X	X	X	X	X	X			
68.10	X	X	X	X	X	X					
68.11	X	X	X	X	X	X					
68.13	X	X	X	X	X	X					
68.14	X	X	X	X	X	X	X	X			
68.15	X	X	X	X	X	X	X	X			
68.16 A	X	X	X	X	X	X					
69.01	X	X	X	X	X	X					
69.03	X	X	X	X	X	X					
69.05	X	X	X	X	X	X					
69.09 A	X	X	X	X	X	X					
69.14 A	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
70.01	X	X	X	X	X	X	X	X			
70.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
70.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
70.08	X	X	X	X	X	X					
70.09	X	X	X	X	X	X					
70.11	X	X	X	X	X	X					
70.12 A	X	X	X	X	X	X					
70.14 B	X	X	X	X	X	X					
70.15	X	X	X	X	X	X					
70.17 A I	X	X	X	X	X	X	X	X			
70.18	X	X	X	X	X	X					
70.19	X	X	X	X	X	X					
70.20	X	X	X	X	X	X					
70.21	X	X	X	X	X	X					
71.01	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
71.02 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	X	X	X	X	X	X					

Varebeskrivelse - Pos. i FTT -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -											
Description of product - CCT No -											
Désignation des produits - No. du T.D.C.											
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.											
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -											
71.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
71.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
71.05 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X	X			
E	X	X	X	X	X	X	X				
71.06	X	X	X	X	X	X					
71.07	X	X	X	X	X	X					
71.08	X	X	X	X	X	X					

Historical Archives of the European Commission

Varebeskrivelse - Pos. i FTT -												
Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. -												
Description of product - CCT No -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO	
Désignation des produits - No. du T.D.C.												
Designazione dei prodotti - No. della T.D.C.												
Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -												
76.15	X	X	X	X	X	X	X	X				
76.16 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C I	X	X	X	X	X	X	X	X				
II	X	X	X	X	X	X	X	X				
D	X	X	X	X	X	X	X	X				
77.04 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
78.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
79.05	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.01	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.02	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.03	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.04	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.05	X	X	X	X	X	X	X	X				
80.06	X	X	X	X	X	X	X	X				
81.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
cx A (1)									X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
81.02 A I	X	X	X	X	X	X	X	X				
II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
81.03 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
cx A									X	X	X	X
B	X	X	X	X	X	X	X	X				
C	X	X	X	X	X	X	X	X				
81.04 A	X	X	X	X	X	X	X	X				
B	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
C	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
D	X	X	X	X	X	X	X	X				
E	X	X	X	X	X	X	X	X				
F	X	X	X	X	X	X	X	X				
G	X	X	X	X	X	X	X	X				
H	X	X	X	X	X	X	X	X				
L	X	X	X	X	X	X	X	X				
M	X	X	X	X	X	X	X	X				
N	X	X	X	X	X	X	X	X				
O	X	X	X	X	X	X	X	X				
P	X	X	X	X	X	X	X	X				
Q	X	X	X	X	X	X	X	X				
R	X	X	X	X	X	X	X	X				

(1) Bepl. der partienbezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto ricorsi alla nota in fine dell'allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voormoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
82.15	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.01	X	X	X	X	X	X	X				
83.02	X	X	X	X	X	X	X				
83.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.06	X	X	X	X	X	X	X				
83.07	X	X	X	X	X	X	X				
ex 83.07 (1)							X	X			
83.08	X	X	X	X	X	X	X				
83.09	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.10	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.11	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.12	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.13	X	X	X	X	X	X	X				
83.14	X	X	X	X	X	X	X	X			
83.15	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.01	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.07	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.08	X	X	X	X	X	X	X				
84.09	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.10	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.11 A I	X	X	X	X	X	X	X				
II	X	X	X	X	X	X	X	X			
III	X	X	X	X	X	X	X	X			
IV	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.12	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.13	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.14	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.15	X	X	X	X	X	X	X	X			

(1) Bzgl. der genauen Bezeichnung der Ware siehe Anmerkung der Teile des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto riferirsi alle note in fine dell'Allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
84.16	X	X	X	X	X	X					
84.17	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.18	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.19	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.20	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.21	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.22	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.23 A	X	X	X	X	X	X					
B	X	X	X	X	X	X					
84.24	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.25	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.26	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.27	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.28	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.29	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.30	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.31	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.32	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.33	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.34	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.35 B	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.36	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.37 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
D	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.38	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.39	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.40	X	X	X	X	X	X					
84.42	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.43	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.44 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X					

Varebeskrivelse - Pos. i NPT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
84.45 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
CI	X	X	X	X	X	X	X	X			
II	X	X	X	X	X	X	X	X			
III	X	X	X	X	X	X	X	X			
IV	X	X	X	X	X	X	X	X			
V	X	X	X	X	X	X	X	X			
VI	X	X	X	X	X	X	X	X			
VII	X	X	X	X	X	X	X	X			
VIII	X	X	X	X	X	X	X	X			
IX	X	X	X	X	X	X	X	X			
X	X	X	X	X	X	X	X	X			
XI	X	X	X	X	X	X	X	X			
XII	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.46	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.47	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.48	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.49	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.50	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.51 B	X	X	X	X	X	X	X	X			
ex 84.53 (1)	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.54	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.56	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.57	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.58	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.59 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B1	X	X	X	X	X	X	X	X			
II	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
D	X	X	X	X	X	X	X	X			
E	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.60	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.63	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.64	X	X	X	X	X	X	X	X			
84.65	X	X	X	X	X	X	X	X			
85.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
85.04 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
CI	X	X	X	X	X	X	X	X			
II	X	X	X	X	X	X	X	X			

(1) Bijl. der gemeen bezeichnung der Ware siehe Anmerkung am Ende des Anhangs.

(2) Pour désignation exacte du produit cf. note en fin d'annexe.

(3) Per la designazione esatta del prodotto rimandi alla nota in fine d'Allegato.

(4) Voor de juiste omschrijving van het product zie voetnoot aan het eind van de Bijlage.

Varebeskrivelse - Pos. i FTT - Warenbezeichnung - Nr. des G.Z.T. - Description of product - CCT No - Désignation des produits - No. du T.D.C. Designazione dei prodotti - No. della T.D.C. Opgave van de produkten - Nr. G.D.T. -	BG	H	PL	R	CS	SU	AL	RPC	VN	COR	MO
86.08	X	X	X	X	X	X	X	X			
86.09 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
D	X	X	X	X	X	X	X	X			
E	X	X	X	X	X	X					
86.10	X	X	X	X	X	X	X	X			
87.07	X	X	X	X	X	X	X	X			
87.11	X	X	X	X	X	X	X	X			
87.13	X	X	X	X	X	X	X	X			
87.14 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
C	X	X	X	X	X	X	X	X			
D	X	X	X	X	X	X					
88.01	X	X	X	X	X	X					
88.02 B II a	X	X	X	X	X	X					
88.03	X	X	X	X	X	X					
88.04	X	X	X	X	X	X					
88.05	X	X	X	X	X	X					
89.02 B	X	X	X	X	X	X	X	X			
89.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
89.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
89.05	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.01 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.02	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.03	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.04	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.06	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.07	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.09	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.10	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.11	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.13	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.14	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.15	X	X	X	X	X	X	X	X			
90.16 A	X	X	X	X	X	X	X	X			
B	X	X	X	X	X	X					

NOTE - ANMERKING - NOTE - NOTA - OPMERKING

Pos. i FTT Nr. des GZT CCT Heading n° N° du TDC N. della TDC Nr. GDT	Nøjagtig beskrivelse af visse varer Genaue Bezeichnung gewisser Waren Exact description of certain products Désignation exacte de certains produits Designazione esatta di alcuni prodotti liberalizzati Juiste omschrijving van bepaalde produkten
ex 07.03	- Tomater - Tomaten - Tomatoes - Tomates - Pomodori - Tomaten
ex 28.55 B	- Calciumphosphid - Kalziumphosphid - Phosphide of calcium - Phosphures de calcium - Fosforo di calcio - Calciumfosfiden
ex 29.26 B II c	- Guanidine og salte deraf: - Guanidine und seine Salze - Guanidine and its salts - Guanidine et ses sels - Guanidina e suoi sali - Guanidine en zouten daarvan
ex 29.35 Q	- Carbazol og salte deraf : Aminoacridin og dets derivater - Carbazol und seine Salze ; Aminoacridine und ihre Derivate - Carbazole and its salts ; Aminoacridines and their derivatives - Carbazole et ses sels ; Aminoacridines et leurs dérivés - Carbazolo e suoi sali ; Amminoacridine e loro derivati - Carbazol en zouten daarvan ; Aminoacridine en derivaten daarvan

Pos. i FTT
 Nr. des COT
 CCT Heading N°
 N° du TDC
 N. della TDC
 Nr. GDT

Nøjagtig beskrivelse af visse varer
 Genaue Bezeichnung gewisser Waren
 Exact description of certain products
 Désignation exacte de certains produits
 Designazione esatta di alcuni prodotti liberalizzati
 Juiste omschrijving van bepaalde produkten

ex 42.06

- Varer af tarme, guldslagerhinde, blærer eller serer, undtagen tarmstreng
- Waren aus Därmen, Goldschlägerhäutchen, Blasen oder Sehnen, ausgenommen Darmschnüre
- Articles from gut (other than silk-worm gut), from goldbeater's skin, from bladders or from tendons, excluding catgut
- Ouvrages en boyaux, baudruches, vessies ou tendons, à l'exclusion des cordes en boyaux
- Lavori di budella, di pellicola di intestini (baudruches), di vesciche o di tendini, eccettuate le corde di budella
- Andere werken van darmen, van goudvlies (goudslagersshuidjes van blazen of van pezen m.u.v. darmsnaren

ex 44.13

- Trae, savet i laengderetningen, skaaret eller skraellet, men ikke yderligere bearbejdet (med undtagelse af ikke-sammensatte parketstaver)
- Holz, gehobelt, genutet, gefedert, gekehlt, gefalzt, abgeschrägt oder in ähnlicher Weise bearbeitet, ausgenommen Stäbe oder Friese für Parkett, nicht zusammengesetzt
- Wood (excluding blocks, strips and friezes for parquet or wood block flooring, not assembled) planed, tongued, grooved, rebated, chamfered, V-jointed, centre V-jointed, beaded, centre-beaded or the like
- Bois rabotés, rainés, bouvetés, languetés, feuillurés, chanfreinés ou similaires, à l'exclusion des lames ou frises pour parquets, non assemblées
- Legno piallato, scanalato, sagomato a forma di battente, con incastri semplici, colombelli, con smussature o similmente lavorato, eccettuate le liste e tavolette (parchetti) per pavimenti, non riunite
- Hout, geschaafd, geploegd of van sponningen voorzien, afgeschuind of op dergelijke wijze bewerkt, m.u.v. niet ineengezette plankjes voor parketvloeren

Pos. i FTT	Nøjagtig beskrivelse af visse varer
Nr. des CZT	Genaue Bezeichnung gewisser Waren
CCT Heading N°	Exact description of certain products
N° du TDC	Désignation exacte de certains produits
N. della TDC	Designazione esatta di alcuni prodotti liberalizzati
Nr. GDT	Juiste omschrijving van bepaalde produkten

ex 48.11

- Gennemskinneligt vinduespapir
- Buntglaspapier
- Window transparencies of paper
- Vitrauphanies
- Vetrofanie
- Vitrofanies

ex 66.03

- Hantag, greb og knopper samt dele dertil, helt eller delvis af aedel - og halvaedelsten, syntetiske og rekonstruerede aedel og halvaedelsten, aedel-metaller og aedel-metaldublé
- Griffé, Knäufe und Griffknöpfe, ganz oder teilweise aus Edelsteinen oder Schmucksteinen, synthetischen oder rekonstituierten Steinen, Edelmetallen oder Edelmetallplattierungen
- Poignées, pommeaux et bouts, entièrement ou partiellement en pierres gemmes, en pierres synthétiques ou reconstituées en métaux précieux ou en plaqués ou doublés de métaux précieux
- Handles and knobs, wholly or partially of precious or semi-precious stones, of synthetic or reconstructed precious or semi-precious stones, of precious metals or rolled precious metals
- Impugnatura e pomi, interamente o parzialmente di pietre preziose (gemme) o semipreziose (fini), di pietre sintetiche o ricostituite, di metalli preziosi o di metalli placcati o ricoperti di metalli preziosi
- Handvatten en knoppen, geheel of gedeeltelijk van edelstenen (natuurlijke, kunstmatige of gereconstrueerde), van edele metalen of van metalen geplateerd met edele metalen

Pos. i FTT	Nøjagtig beskrivelse af visse varer
Nr. des C2T	Genaue Bezeichnung gewisser Waren
CCT Heading N°	Exact description of certain products
N° du TDC	Désignation exacte de certains produits
Nr. della TDC	Designazione esatta di alcuni prodotti liberalizzati
Nr. DGT	Juiste omschrijving van bepaalde produkten

ex 81.01 A

- Wolfram, ubearbejdet, men ikke i pulverform ; affald og skrot af Wolfram
- Wolfram, roh, anders als in Pulverform ; Bearbeitungsabfälle und Schrott von Wolfram
- Tungsten (Wolfram), unwrought, other than in powder ; waste and scrap of tungsten (Wolfram)
- Tungstène (Wolfram), brut, autre qu'en poudre ; déchets et débris de tungstène (wolfram)
- Tungsteno (wolframio), greggio in polvere ; cascami e rottami di tungsteno (wolframo)
- Wolfram, ruw, niet in poedervorm ; resten en afvallen van wolfram

ex 81.03 A

- Tantal, uberarbejdet, men ikke i pulverform ; affald og skrot af tantal
- Tantal, roh, anders als in Pulverform ; Bearbeitungsabfälle und Schrott von Tantal
- Tantalum, unwrought, other than in powder ; waste and scrap of tantalum
- Tantale, brut, autre qu'en poudre ; déchets et débris de tantale
- Tantalio, greggio, non in polvere ; cascami e rottami di tantalio
- Tantalium, ruw, niet in poedervorm ; resten en afvallen van tantalium

ex 83.07

- Minesikkerhedslamper, dele dertil
- Grubensicherheitslampen, Teile davon
- Miners' safety lamps and parts thereof
- Lampes de sûreté pour mineurs et leurs parties
- Lampade di sicurezza per minatori e loro parti
- Veiligheidslampen voor mijnwerkers, alsmede delen en onderdelen van deze lampen

.../...

Pos. i FTT	Nøjagtig beskrivelse af visse varer
Nr. des GZT	Genaue Bezeichnung gewisser Waren
CCT Heading N°	Exact description of certain products
N° du TDC	Désignation exacte de certains produits
Nr. della TDC	Designazione esatta di alcuni prodotti liberalizzati
Nr. DGT	Juiste omschrijving van bepaalde produkten

ex 84.53

- Hulkortmachiner (fx hullemachiner, sorteringsmachiner, tabulatorer, reproduktions machiner)
- Lochkartenmaschinen (z.B. Locher, Lochprüfer, Sortiermaschinen, Tabelliermaschinen und Kartendoppler)
- Statistical machines of a kind operated in conjunction with punched cards (for example, sorting, calculating and tabulating machines) ; accounting machines operated in conjunction with similar punched cards ; auxiliary machines for use with such machines (for example, punching and checking machines)
- Machines à statistiques et similaires, à cartes perforées (perforatrices, vérificatrices, trieuses, tabulatrices, multiplicatrices, etc.)
- Macchine per statistica e simili, a schede perforate (perforatrici, verificatrici, selezionatrici, tabulatrici, moltiplicatrici, ecc.)
- Ponskaartenmachines voor statistische en dergelijke doeleinden, ponsmachines, controlemachines voor ponskaarten, sorteermachines, tabelleermachines, reproduceermachines, enz.)

Historical Archives of the European Commission

Annexe 7E/46

VI/609/74-F

cor/74/846 final.
Bruxelles, le 22 février 1974

RÈGLEMENT (CEE) no./74 DE LA COMMISSION

du

portant fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels pour les graines de colza et de navette

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement no. 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no. 1707/73 (2),

vu le règlement (CEE) no. 1569/72 du Conseil, du 20 juillet 1972, prévoyant des mesures spéciales pour les graines de colza et de navette (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no. 3477/73 (4), et notamment son article 2 paragraphe 2,

considérant que, en vertu de l'article 2 paragraphe 1 sous a) du règlement (CEE) no. 1569/72, les montants différentiels, pour les Etats membres dont les monnaies sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximum au comptant de 2,25 %, sont déterminés en tenant compte de l'incidence sur les prix du pourcentage représentant l'écart entre :

- le taux de conversion utilisé dans le cadre de la politique agricole commune, et
- le taux de conversion résultant du taux central;

que ceci conduit à prévoir des montants différentiels qui demeurent fixes tant que les données servant au calcul restent inchangées;

considérant que, pour le Danemark, le nouveau mode de calcul des montants différentiels conduit à ne pas fixer les montants pour les graines récoltées dans cet Etat membre lorsqu'elles sont transformées dans cet Etat ou sont exportées de celui-ci;

considérant que, en vertu de l'article 2 paragraphe 1 sous b) du règlement précité, les montants différentiels pour la France, l'Italie, l'Irlande et le Royaume-Uni sont déterminés compte tenu de l'incidence sur les prix de la moyenne des pourcentages représentant l'écart entre :

- (1) J.O. no. 172 du 30.9.1966, p. 3025/66
- (2) J.O. no. L 175 du 30.4.1973, p. 5
- (3) J.O. no. L 117 du 25.7.1972, p. 9
- (4) J.O. no. L 357 du 23.12.1973, p. 6

- le rapport entre le taux de conversion utilisé dans le cadre de la politique agricole commune pour la monnaie de l'Etat membre concerné et la parité effective de chacune des monnaies des Etats membres qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximum au comptant de 2,25 % et
- le cours de change au comptant constaté au cours d'une période déterminée pour la monnaie de l'Etat membre concerné par rapport à chacune des monnaies des Etats membres visées ci-dessus;

considérant que pour le franc français l'écart visé ci-dessus est constaté pour la période du 13 au 19 février 1974 s'éloigne de plus de 1 point par rapport au pourcentage retenu pour la fixation précédente;

considérant que le règlement (CEE) no. 2300/73 (5) modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no./74 (6), a arrêté les modalités d'application du règlement (CEE) no. 1569/72;

considérant que, en vertu du règlement (CEE) no. 2958/73 du Conseil, du 31 octobre 1973 (7), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no./74 (8), il a été fixé un taux de conversion représentatif à appliquer pour la lire italienne dans le secteur agricole avec effet au 28 janvier 1974; que l'article 5 bis du règlement (CEE) no. 1569/72 prévoit cependant le maintien du niveau des prix existant en Italie pour les graines de colza et de navette le 31 décembre 1973 jusqu'à la fin de la campagne 1973/1974; que toutefois, en vertu du règlement (CEE) no./74 du Conseil, du, relatif à certaines mesures à prendre pour l'Italie dans le secteur des graines de colza et de navette, suite à la fixation avec effet au 28 janvier 1974, d'un nouveau taux représentatif pour ~~la lire italienne~~ ^{le franc français} (9), les prix d'intervention valables en Italie sont augmentés de 5 % avec effet au 25 février 1974;

considérant qu'il faut tenir compte dans la fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels de l'incidence des mesures précitées;

considérant que cet objectif peut être atteint en appliquant, aux éléments servant au calcul des montants différentiels et résultant du nouveau taux de conversion, un pourcentage exprimant la différence entre les éléments qui résultent des taux de conversion applicable en Italie le 31 décembre 1973 augmentés de 5 % et celui applicable le 28 janvier 1974;

- (5) J.O. no. L 236 du 24. 8.1973, p. 28
- (6) J.O. no. L ... du, p. ..
- (7) J.O. no. L 303 du 1.11.1973, p. 1
- (8) J.O. no. L 22 du 25. 1.1974, p. 2
- (9) J.O. no. L ... du, p. ..

considérant que l'application des critères et modalités visées ci-dessus conduit à fixer les éléments servant au calcul des montants différentiels, conformément au tableau annexé au présent règlement;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion des matières grasses,

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les éléments servant au calcul des montants différentiels visés à l'article 1er du règlement (CEE) no. 1569/72 sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 février 1974.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission
Le Président.

zur Festsetzung der Beträge für die Berechnung der Differenzbeträge für
Raps- und Rübsensamen

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Verordnung Nr. 136/66/EWG des Rates vom 22. September 1966 über
die Einrichtung einer gemeinsamen Marktorganisation für Fette (1), zuletzt geän-
dert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1707/73 (2),
gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1569/72 des Rates vom 20. Juli 1972 zur Ei-
führung von Sondermassnahmen für Raps- und Rübsensamen (3), zuletzt geändert dur-
ch die Verordnung (EWG) Nr. 3477/73 (4), insbesondere auf Artikel 2 Absatz 2,
in Erwägung nachstehender Gründe:

Gemäss Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe a) der Verordnung (EWG) Nr. 1569/72 werden
die Differenzbeträge für die Mitgliedstaaten, deren Währungen in einem jeweiligen
Abstand im Kassageschäft von höchstens 2,25% gehalten werden, unter Berücksichti-
gung der Auswirkungen auf die Preise des Procentsatzes festgesetzt, der dem Unter-
schied zwischen

- dem im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik verwendeten Umrechnungskurs und
 - dem sich aus dem Leitkurs ergebenden Umrechnungskurs
- entspricht.

Dies führt dazu, dass die vorzusehenden Differenzbeträge konstant bleiben, solange
die der Berechnung zugrunde liegenden Daten unverändert bleiben.

Für Dänemark hat die neue Berechnungsmethode der Differenzbeträge zur Folge, dass
für in diesem Mitgliedstaat geerntete Saaten, die in diesem Staat verarbeitet oder
aus diesem Staat ausgeführt werden, keine Beträge festgesetzt werden.

(1) ABl. Nr. 172 vom 30.9.1966, S. 3025/66.

(2) ABl. Nr. L 175 vom 29.6.1973, S. 5.

(3) ABl. Nr. L 167 vom 25.7.1972, S. 9.

(4) ABl. Nr. L 357 vom 28.12.1973, S. 6.

Gemäss Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe b) der oben genannten Verordnung werden die Differenzbeträge für Frankreich, Italien, Irland und das Vereinigte Königreich unter Berücksichtigung der Auswirkung des prozentualen Unterschieds zwischen folgenden Grössen auf die Preise festgesetzt:

- das Verhältnis zwischen dem Umrechnungssatz, der im Rahmen der gemeinsamen A politik für die Währung des betreffenden Mitgliedstaats verwendet wird, und der tatsächlichen Parität der einzelnen Währungen der Mitgliedstaaten, deren Währungen untereinander eine Bandbreite von maximal 2,25 v.H. einhalten, sowie
- der während eines bestimmten Zeitraums für die Währung des betroffenen Mitgliedstaats festgestellte Kassawechselkurs gegenüber den einzelnen Währungen der genannten Mitgliedstaaten

Die obengenannte, für den Zeitraum vom 13. bis 19. Februar 1974 festgestellte Abweichung von dem für die vorübergehende Festsetzung berücksichtigte Prozentsatz beträgt mehr als einen Punkt.

In der Verordnung (EWG) Nr. 2300/73 (5), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. (6), wird die Durchführungsbestimmung der Verordnung (EWG) Nr. 1569/72 festgelegt.

Gemäss Verordnung (EWG) Nr. 2958/73 des Rates vom 31. Oktober 1973 (7), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 197/74 (8), wurde für die italienische Lira mit Wirkung vom 28. Januar 1974 ein in der Landwirtschaft anzuwendender Umrechnungskurs festgesetzt; Artikel 5 b) der Verordnung (EWG) Nr. 1569/72 bestimmt jedoch, dass das am 31. Dezember 1973 in Italien für Raps- und Rübensamen geltende Preisniveau bis Ende des Wirtschaftjahres 1973/1974 beizubehalten ist.

Gemäss der Verordnung (EWG) Nr. des Rates vom über bestimmte Massnahmen, die in Italien auf dem Sektor Raps- und Rübensamen infolge der Festsetzung eines neuen Umrechnungskurses mit Wirkung vom 28. Januar 1974 für die italienische Lira zu treffen sind, sind die Interventionspreise in Italien vom 25. Februar 1974 an um 5% erhöht worden.

(5) ABl. Nr. L 236 vom 24.8.1973, S. 28.

(6)

(7) ABl. Nr. L 303 vom 1.11.1973, S. 1.

(8) ABl. Nr. L 22 vom 25.1.1974, S. 2.

(9) ABl. Nr. L

Bei der Festsetzung der Elemente, die zur Berechnung der Differenzbeträge dienen, ist den vorstehenden Massnahmen Rechnung zu tragen.

Dieses Ziel kann erreicht werden durch Anwendung auf die zur Berechnung der Differenzbeträge dienenden und sich aus dem neuen Umrechnungskurs ergebenden Element eines Prozentsatzes, der die Differenz zwischen den Elementen, die sich aus dem um 5% erhöhten am 31. Dezember 1973 und dem am 28. Januar 1974 in Italien anzuwendenden Umrechnungskurs ergeben, ausdrückt.

In Anwendung der obigen Kriterien und Modalitäten werden die Elemente für die Berechnung der Differenzbeträge gemäss der Tabelle im Anhang dieser Verordnung festgelegt.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Massnahmen entsprechen der Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Fette -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Die Elemente zu Berechnung der Differenzbeträge gemäss Artikel 1 der Verordnung (EWG) Nr. 1569/72 sind im Anhang festgelegt.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am 25. Februar 1974 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den

Für die Kommission

Der Präsident

REGOLAMENTO (CEE)n° /74 DELLA COMMISSIONE
del 1974

che fissa gli elementi necessari per il calcolo degli importi differenziali per i semi di colza e di ravizzone

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento n° 136/66/CEE del Consiglio, del 22 settembre 1966, relativo all'attuazione di un'organizzazione comune dei mercati nel settore dei grassi (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE)n° 1707/73 (2),

visto il regolamento (CEE)n° 1569/72 del Consiglio, del 20 luglio 1972, che prevede misure speciali per i semi di colza e di ravizzone (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE)n° 3477/73 (4), in particolare l'articolo 2, paragrafo 2,

considerando che, a norma dell'articolo 2, paragrafo 1, lettera a) del regolamento (CEE)n° 1569/72, gli importi differenziali per gli Stati membri che mantengono tra le loro monete un divario istantaneo massimo in contanti del 2,25% vengono determinati tenendo conto dell'incidenza sui prezzi della percentuale che rappresenta la differenza tra :

- il tasso di conversione applicato nell'ambito della politica agraria comune e
- il tasso di conversione risultante dal tasso centrale;

che ciò induce a prevedere importi differenziali che rimangono fissi fintantoche restano invariati i dati necessari per il loro calcolo;

considerando che, in virtù del nuovo modo di calcolo degli importi differenziali, non vengono fissati importi per i semi raccolti in Danimarca che siano trasformati in tale Stato membro o da esso esportati;

considerando che, ai sensi dell'articolo 2, paragrafo 1, lettera b) del regolamento citato, gli importi differenziali per la Francia, l'Italia, l'Irlanda e il Regno Unito vengono determinati tenendo conto dell'incidenza sui prezzi della media delle percentuali che rappresentano la differenza tra

(1) GU n° L 172 del 30.9.1966, p.3025/66
(2) GU n° L 175 del 29.6.1973, p.5
(3) GU n° L 167 del 25.7.1972, p.9
(4) GU n° L 357 del 28.12.1973, p.6

- il rapporto fra il tasso di conversione applicato nell'ambito della politica agraria comune per la moneta dello Stato membro interessato e la parità effettiva di ciascuna delle monete degli Stati membri che mantengono tra di loro un idvario istantaneo massimo in contanti del 2,25% e
- il tasso di cambio in contanti rilevato nel corso di un determinato periodo per la moneta dello Stato membro interessato irspetto a ciascuna delle mone te degli Stati membri di cui sopra;

considerando che, per il franco francese, il predetto divario rilevato per il periodo dal 13 al 19 febbraio 1974 si scosta di oltre un punto dalla percentuale considerata per la fissazione precedente, considerando che il regolamento (CEE)n° 2300/73 (5), modificato da ultimo dal regolamento (CEE)n° / (6), ha fissato le modalità di applicazione del regolamento (CEE)n° 1569/72;

considerando che, a norma del regolamento (CEE)n° 2958/73 del Consiglio, del 31 ottobre 1973 (7); modificato da ultimo dal regolamento (CEE)n° (8), è stato fissato un tasso di conversione rappresentativo da applicare per la lira italiana nel settore agricolo con effetto dal 28 gennaio 1974; che l'articolo 5bis del regolamento (CEE)n° 1973/1974, del livello dei prezzi esistente in Italia per i semi di colza e di ravizzone al 31 dicembre 1973; che, a norma del regolamento (CEE)n° del Consiglio, del relativo a talune misure da adottare per l'Italia nel settore dei semi di colza e di ravizzone in seguito alla fissazione, con effetto dal 28 gennaio 1974, di un nuovo tasso rappresentativo per la lira italiana (9), i prezzi d'interventi validi in Italia sono aumentati del 5% con effetto dal 25 febbraio 1974;

considerando che occorre tener conto, in sede di fissazione degli elementi necessari per il calcolo degli importi differenziali, dell'incidenza delle misure citate;

considerando che tale obiettivo puo' essere conseguito applicando agli elementi necessari per il calcolo degli importi differenziali e risultanti dal nuovo tasso di conversione una percentuale che esprime la differenza tra gli elementi risultanti dal tasso di conversione applicabile in Italia il 31 dicembre 1973, aumentato del 5%, e da quello applicabile il 28 gennaio 1974;

(5) GU n° L 236 del 24.8.1973, p.28
(6) GU n° L 53
(7) GU n° L 303 del 1.11.1973, p.1
(8) GU n° L p.2
(9)

considerando che, se si applicano i criteri e le modalità di cui sopra, gli elementi necessari per il calcolo degli importi differenziali devono essere fissati conformemente alla tabella allegata al presente regolamento;

considerando che le misure previste nel presente regolamento sono conformi al parere del Comitato di gestione per i grassi,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

Gli elementi necessari per il calcolo degli importi differenziali di cui all'articolo 1 del regolamento (CEE)n° 1569/72 sono fissati nell'allegato.

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il 25 febbraio 1974.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles,

Per la Commissione

VERORDENING (EEG) Nr.

/74 VAN DE COMMISSIE

van

1974

houdende vaststelling van de elementen die dienen tot de berekening van de differentiële bedragen voor kool- en rapenzaad

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gelet op Verordening n° 136/66/EEG van de Raad van 22 september 1966 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector oliën vetten (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° 1707/73 (2);

gelet op Verordening (EEG)n° 1569/72 van de Raad van 20 juli 1972 tot instelling van bijzondere maatregelen voor kool- en rapenzaad (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° 3477/73 (4), en met name op artikel 2, lid 2, overwegende dat krachtens artikel 2, lid 1, sub a), van Verordening (EEG) n° 1569/72 de differentiële bedragen voor de Lid-staten tussen de munteenheden van 2,25% wordt gehandhaafd, worden bepaald rekening houdende met de invloed op de prijzen van het percentage dat overeenkomt met het verschil tussen - de in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid gebruikte omrekeningskoers, en

- de omrekeningskoers die voortvloeit uit de spilkoers;

dat dit leidt tot vaststelling van differentiële bedragen die ongewijzigd blijven zolang de gegevens voor de berekening geen wijziging ondergaan;

overwegende dat de nieuwe wijze van berekening van de differentiële bedragen ertoe leidt geen bedragen vast te stellen voor het in Denemarken geoogste zaad, wanneer dit zaad in deze Lid-staat wordt verwerkt of uit deze Lid-staat wordt uitgevoerd;

overwegende dat op grond van artikel 2, lid 1, sub b), van de bovengenoemde verordening, bij de vaststelling van de differentiële bedragen voor Frankrijk, Italië, Ierland en het Verenigd Koninkrijk rekening wordt gehouden met de invloed op de prijzen van het gemiddelde van de percentages die overeenkomen met het verschil tussen ;

- de verhouding tussen de in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid gebruikte wisselkoers voor de munteenheid van de betrokken Lid-staat en de werkelijke pariteit van de munteenheden van de Lid-staten waartussen een contante maximummarge op een bepaald moment van 2,25% wordt gehandhaafd en

(1) PB n° L 172 van 30.9.1966, blz. 3025/66

(2) PB n° L 172 van 30.9.1966, blz. 3025/66

- de gedurende een bepaalde periode geconstateerde contante wisselkoers van de munteenheid van de betrokken Lid-staat ten opzichte van elk van de munteenheden van de bovenbedoelde Lid-staten;

overwegende dat voor de Franse frank voor de periode van 13 tot en met 19 februari 1974 is geconstateerd meer dan 1 punt afwijkt van het percentage dat bij de vorige vaststelling is aangehouden;

overwegende dat bij Verordening (EEG)n° 2300/73 (5), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° /74 (6), de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG)n° 1569/72 zijn vastgesteld ;

overwegende dat bij Verordening (EEG)n° 2958/73 van de Raad van 31 oktober 1973 (7), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° 197/74 (8), voor de Italiaanse lire een representatieve omrekeningskoers is vastgesteld die met ingang van 28 januari 1974 in de landbouwsector dient te worden toegepast; dat in artikel 5 bis van Verordening (EEG)n° 1569/72 evenwel bepaald dat het prijspeil in Italië voor kool en raapzaad op 31 december 1973 tot aan het einde van het verkoopseizoen 1973/1974 dient te worden gehandhaafd, dat evenwel bij Verordening (EEG)n° van de Raad van betreffende bepaalde voor Italië in de landbouwsector te nemen maatregelen naar aanleiding van de vaststelling per 28 januari 1974 van een nieuwe representatieve koers voor de Italiaanse lire (9) de in Italië geldende interventieprijzen per 25 februari 1974 met 5% worden verhoogd;

overwegende dat bij de vaststelling van de elementen voor de berekening van de differentiële bedragen met de invloed van genoemde maatregelen rekening moet worden gehouden;

overwegende dat dit doel kan worden bereikt door op de elementen die voor de berekening van deze differentiële bedragen in aanmerking worden genomen en voortvloeien uit de nieuwe omrekeningkoers, een percentage toe te passen dat het verschil weergeeft tussen de elementen die voortvloeien uit de omrekeningkoers voor Italië op 31 december 1973; vermeerderd met 5% en de op 28 januari 1974 geldende omrekeningkoers;

overwegende dat de toepassing van bovengenoemde criteria en bepalingen ertoe leidt de elementen voor de berekening van de differentiële bedragen, vast te stellen, zoals aangegeven in de tabel opgenomen in de bijlage bij deze verordening;

(5) PB n° L 236 van 24.8.1973, blz. 28

(6) PB n° L 53 van dit Publikatieblad

(7) PB n° L 303 van 1.11.1973, blz. 1

(8) PB n° zie blz. 2 van dit Publikatieblad

(9) PB n°

overwegende dat de in deze verordening vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van het Comité van beheer voor oliën en vetten,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

De elementen voor de berekening van de in artikel 1 van Verordening (EEG)n° 1569/72 bedoelde differentiële bedragen worden in de bijlage vastgesteld.

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op 25 februari 1974.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Commissie

REGULATION (EEC) NO /74 OF THE COMMISSION
OF

fixing the components used to calculate the
differential amounts for colza and rape seed

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES:

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC ⁽¹⁾ of 22 September 1966 on the establishment of a common organisation of the market on oils and fats, as last amended by Regulation (EEC) No 1707/73 ⁽²⁾;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1569/72 ⁽³⁾ of 20 July 1972 laying down special measures for colza and rape seed, as last amended by Regulation (EEC) No 3477/73 ⁽⁴⁾, and in particular Article 2(2) thereof;

Whereas Article 2(1) of Regulation (EEC) No 1569/72 specifies that the differential amounts for those Member States which keep their exchange rates at any given moment within a band of 2.25% must be determined by taking into account the incidence on prices of the percentage representing the difference between:

- the conversion rate used for the purposes of the common agricultural policy; and
- the conversion rate resulting from the central rate;

Whereas this leads to the fixing of differential amounts which remain constant as long as the factors used to calculate them remain unchanged;

Whereas, applying the new method of calculating differential amounts to Denmark, no such amounts should be fixed for seeds harvested in that State and processed in or exported from that State;

Whereas under Article 2(1) (b) of the aforementioned Regulation the differential amounts for France, Italy, Ireland and the United Kingdom

(1) O.J. No 172, 30.9.1966, p. 3025/66.

(2) O.J. No L 175, 29.6.1973, p. 5

(3) O.J. No L 167, 25.7.1972, p. 9

(4) O.J. No L 357, 28.12.1973, p. 6

- 2 -

are to be determined by taking into account the incidence on the price of average percentage representing the difference between:

- the ratio between the conversion rates used for purposes of the common agricultural policy for the currency of the relevant Member State and the Member States which keep their exchange rates at any given moment within a band of 2.25%; and
- the spot exchange rate recorded over a given period for the currency of the relevant Member State against each of the currencies of the Member States specified above;

French franc and
Whereas the difference defined for the recorded over the period 13 to 19 February 1974, has changed by more than 1 point from the percentage taken as the basis for the preceding determination;

Whereas Regulation (EEC) No 2300/73 ⁽⁵⁾, as last amended by Commission Regulation (EEC) No ⁽⁶⁾, lays down detailed rules for the application of Regulation (EEC) No 1569/72;

Whereas Council Regulation (EEC) No 2958/73 ⁽⁷⁾ of 31 October 1973, as last amended by Commission Regulation (EEC) No 197/74 ⁽⁸⁾, fixed a representative conversion rate for the Italian lira to be applied in agriculture with effect from 28 January 1974; whereas, however Article 5(a) of Regulation (EEC) No 1569/72 stipulates the maintenance of the price level existing in Italy for colza and rape seed on 31 December 1973 until the end of the 1973/74 marketing year; whereas, however, under Council Regulation (EEC) No ⁽⁹⁾, of laying down certain measures to be taken in Italy in respect of colza and rape seed following the fixing with effect from 28 January 1974 of a new representative rate for the Italian lira, the intervention prices which apply in Italy are by 5% with effect from February 1974;

Whereas the incidence of this measure must be taken into account when fixing the components used for calculations the differential amounts;

(5) O.J. No L 236, 24.8.1973, n. 28

(6) O.J. No

(7) O.J. No L 303, 1.11.1973, n. 1

(8) O.J. No L 22, 25.1.1974, n. 2

(9) O.J. No L

whereas this objective can be attained by applying to the components used for calculating the differential amounts and resulting from the new conversion rate a percentage expressing the difference between the components which results from the rate of conversion applicable in Italy on 31 December 1973 and the rate applicable on 28 January 1974; increased by 5%,

Whereas, applying the rules and criteria set above, the components used to calculate the differential amounts should be fixed in accordance with the Table annexed to this Regulation;

Whereas the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Management Committee for Oils and Fats,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

The components used to calculate the differential amounts provided for in Article 1 of Regulation (EEC) No 1569/72 shall be as listed in the Annex.

Article 2

This Regulation shall enter into force on 25 February 1974.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Commission

The President.

KOMMISSIONENS FORORDNING

af

om fastsættelse af de elementer, som anvendes ved beregning af differencebeløbene for raps- og rybsfrø

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning nr. 136/66/EOF af 22. september 1966 om oprettelse af en fælles markedsordning for fedtstoffer (1), senest ændret ved forordning (EOF) nr. 1707/73 (2),

under henvisning til Rådets forordning (EOF) nr. 1569/72 af 20. juli 1972 om indførelse af særlige foranstaltninger for raps- og rybsfrø (3), senest ændret ved forordning (EOF) nr. 3477/73 (4), særlig artikel 2, stk. 2, og artikel 3, og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til artikel 2, stk. 1, litra a), i forordning (EOF) nr. 1569/72 skal differencebeløbene for så vidt angår de medlemsstater, hvis valutaer indbyrdes holdes inden for et øjeblikkeligt udsving af a vista-kurser på højst 2,25% fastsættes under hensyntagen til incidensen på priserne af den procentsats, som repræsenterer forskellen mellem

- den omregningssats, der anvendes inden for rammerne af den fælles landbrugs-politik, og

- den omregningssats, der følger af centralkursen;

dette fører til fastsættelse af differencebeløb, som forbliver faste, så længe de oplysninger, der benyttes ved beregningen, er uændrede;

(1) EFT nr. 172 af 30.9.1966, s. 3025/66.

(2) EFT nr. L 175 af 29.6.1973, s. 5.

(3) EFT nr. L 167 af 25.7.1972, s. 9.

(4) EFT nr. 357 af 28.12.1973, s. 6.

for Danmarks vedkommende fører den nye måde for beregning af differencebeløbet til ikke at fastsætte beløb for frø, høstet i denne medlemsstat, når de arbejdes i denne stat eller udføres derfra;

i henhold til artikel 2, stk. 1, litra b), i den nævnte forordning skal differencebeløbene for Frankrig, Italien, Irland og Det forenede Kongerige fastsættes under hensyntagen til incidensen på priserne af gennemsnittet af de procentsatser, som repræsenterer forskellen mellem:

- forholdet mellem den omregningssats, der benyttes inden for rammerne af den fælles landbrugspolitik for valutaen i den pågældende medlemsstat og den faktiske parikurs for hver af valutaerne i de medlemsstater, som indbyrdes holdes inden for et øjeblikkeligt udsving af a vista-kurser på højst 2,25%, og
- den a vista-kurs, der er konstateret i løbet af en nærmere bestemt periode for valutaen i den pågældende medlemsstat i forhold til hver af valutaerne i de ovennævnte medlemsstater;

franske franc og den forskel, der er nævnt for den og konstateret for perioden fra den 13. til den 19. februar 1974, fjerner sig mere end 1 point i forhold til den for den forudgående fastsættelse fastholdte procentsats;

forordning (EØF) nr. 2300/73 (5), senest ændret ved forordning (EØF) nr. (6), har fastsat gennemførelsesbestemmelserne til forordning (EØF) nr. 1569/72

i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 2958/73 af 31. oktober 1973 (7), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 197/74 (8), er der fastsat en repræsentativ omregningskurs for den italienske lire inden for landbrugssektoren med virkning fra den 28. januar 1974; artikel 5 a i forordning (EØF) nr. 1569/72 fastsætter imidlertid, at det prisniveau, som er gældende i Italien for raps- og rybsfrø den 31. december 1973, skal opretholdes til slutningen af høståret 1973/1974; i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. af om visse foranstaltninger, der skal træffes for Italien inden for sektoren for raps- og rybsfrø som følge af fastsættelse med virkning fra den 28. januar 1974 af en ny repræsentativ kurs for den italienske lire (9), forhøjes de i Italien gældende interventionspriser med 5% med virkning fra den 25. februar 1974;

(5) EFT nr. L 236 af 24.8.1973, s. 28.

(6) EFT

(7) EFT nr. L 303 af 1.11.1973, s. 1.

(8) EFT nr. L 22 af 25.1.1974, s. 2.

(9) EFT nr. L

ved fastsættelsen af de elementer, som anvendes ved beregning af differencebeløbene, bør der tages hensyn til virkningen af ovennævnte foranstaltninger;

dette mål kan nås ved på de elementer, som anvendes ved beregningen af differencebeløbene og som følger af den nye omregningskurs, at anvende en procentsats, der udtrykker forskellen mellem de elementer, som følger af den omregningskurs, der er gældende i Italien den 31. december 1973 forhøjet med 5% og den, der er gældende den 28. januar 1974;

anvendelsen af ovennævnte kriterier og nærmere bestemmelser fører til at fastsætte de elementer, der anvendes ved beregning af differencebeløbene i overensstemmelse med den tabel, der er knyttet som bilag til denne forordning;

de i denne forordning fastsatte foranstaltninger er i overensstemmelse med udtalelse fra Forvaltningskomiteen for fedtstoffer;

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

De elementer, der anvendes ved beregning af de i artikel 1 i forordning (EØF) nr. 1569/72 nævnte differencebeløb, fastsættes i bilaget.

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft den 25. februar 1974.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Kommissionens vegne

Formand

ANNEXE

	Elément correc- teur du prix in- dicatif (coeff. à appliquer)	Elément correc- teur de l'aide exté- rieur de la restituti- (coeff. à appli- quer)	Elément différen- ciateur (coeff. à ap- pliquer au prix indicatif) (1)	
Graines de colza et de navette, trans- formées en vue de la production d'huile en ALLEMAGNE ou exportées de ce pays :	+ 0,1203	- 0,1203	+	-
- récoltées en ALLEMAGNE			-	-
- récoltées en UEEL ou aux PAYS-BAS			-	0,0960
- récoltées en FRANCE			-	0,1751
- récoltées au DANEMARK			-	0,1203
- récoltées en IRLANDE			-	0,2193
- récoltées au ROYAUME-UNI			-	0,2193
- récoltées en ITALIE			-	0,2134
Graines de colza et de navette, trans- formées en vue de la production d'huile en UEEL et aux PAYS-BAS ou exportées de ces pays :	+ 0,0268	- 0,0268	+	-
- récoltées en ALLEMAGNE			0,1062	-
- récoltées en UEEL ou aux PAYS-BAS			-	-
- récoltées en FRANCE			-	0,0874
- récoltées au DANEMARK			-	0,0268
- récoltées en IRLANDE			-	0,1364
- récoltées au ROYAUME-UNI			-	0,1364
- récoltées en ITALIE			-	0,1299
Graines de colza et de navette, trans- formées en vue de la production d'huile au Danemark ou exportées de ce pays :	NEIL	NEIL	+	-
- récoltées en ALLEMAGNE			0,1367	-
- récoltées en UEEL et aux PAYS-BAS			0,0276	-
- récoltées en FRANCE			-	0,0623
- récoltées au DANEMARK			-	-
- récoltées en IRLANDE			-	0,1126
- récoltées au ROYAUME-UNI			-	0,1126
- récoltées en ITALIE			-	0,1059
Graines de colza et de navette, trans- formées en vue de la production d'huile en France ou exportées de ce pays :	- 0,0664	+ 0,00664	+	-
- récoltées en ALLEMAGNE			0,2122	-
- récoltées en UEEL ou aux PAYS-BAS			0,0958	-
- récoltées en FRANCE			-	-
- récoltées au DANEMARK			0,0664	-
- récoltées en IRLANDE			-	0,0537
- récoltées au ROYAUME-UNI			-	0,0537
- récoltées en ITALIE			-	0,0465

graines de colza et de navette, transformées en vue de la production d'huile en IRLANDE et au ROYAUME-UNI ou exportées de ces pays :	- 0,1269	+ 0,1269	+	-
récoltées en ALLEMAGNE			0,2809	-
récoltées en UEEL et aux PAYS-BAS			0,1580	-
récoltées en FRANCE			0,0567	-
récoltées au DANEMARK			0,1269	-
récoltées en IRLANDE			-	-
récoltées au ROYAUME-UNI			-	-
récoltées en ITALIE			0,0076	-
graines de colza et de navette transformées en vue de la production d'huile, en ITALIE ou exportées de ce pays:	- 0,1184	+ 0,1184	+	-
récoltées en ALLEMAGNE			0,2713	-
récoltées en UEEL et aux PAYS-BAS			0,1492	-
récoltées en FRANCE			0,0488	-
récoltées au DANEMARK			0,1184	-
récoltées en IRLANDE				0,0076
récoltées au ROYAUME-UNI				0,0076
récoltées en ITALIE				-

Pour les graines récoltées au Royaume-Uni et au Danemark le prix indicatif est diminué du montant compensatoire "adhésion".

SD
v-e

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

COM(74) 245/2

Bruxelles, le 22 février 1974

A TRAITER IMMEDIATEMENT

DELAI : VENDREDI 22 FEVRIER 1974 - 17 H.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite accélérée C/459/74

Objet : COLZA & NAVETTE - fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels

Par note en date du 20 février 1974, sous la référence COM(74) 246, le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, un projet de règlement de la Commission portant fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels pour les graines de colza et de navette.

Le Secrétariat général a à présent l'honneur de diffuser et d'annexer audit règlement précité, et d'attirer votre attention sur les modifications suivantes :

- le titre se lit comme susmentionné :

• 6ème considérant :

La référence au règlement (CEE) n° 214/74 est à remplacer par celle au règlement (CEE) n° 350/74 - version française et néerlandaise -

au lieu de : "pour la Lire italienne"
"voor de italiaanse lire";

lire :

"pour le franc français"
"voor de franse frank".

(le délai de la procédure écrite reste fixé au vendredi 22 février 1974 - 17 H.)

H. ETIENNE
Conseiller principal

Pale :

Copie à : MM. RABOT, JUCH

P. inf. : MM. MOSCA, VAN GRONSVELD,
SCHLIEDER, BRAUN,
CARPENTIER

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: COLZA & NAVETTE - fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels

Approbation par la procédure écrite C/459/74

Par notes en date des 20 et 22 février 1974, sous les réf. COM(74) 246 et /2, le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, un projet de règlement de la Commission portant fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels pour les graines de colza et de navette.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (22 février 1974), aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de cet projet. Celui-ci a fait l'objet d'une révision par les juristes linguistes du Service juridique.

En conséquence, la Commission a arrêté le 22 février 1974 :

- un règlement de la Commission portant fixation des éléments servant au calcul des montants différentiels pour les graines de colza et de navette, dans le texte du doc. COM(74) 246 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission.

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. RABOT, MUCH
P. inf. : MM. MOSCA, VAN GRONSVELD,
SCHLIEDER, BRAUN,
CARPENTIER

E. NOEL
Secrétaire général

Historical Archives of the European Commission

Con/74/247 June
Zurich le 22 fév. 1974
Annexe 7E/47

REGLEMENT (CEE) No /74 DE LA COMMISSION
du février 1974
relatif aux montants compensatoires monétaires applicables
en Italie

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) no 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de politique de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no 3450/73 (2), et notamment son article 3 et son article 6,

considérant que les montants compensatoires monétaires instaurés par le règlement (CEE) no 974/71 ont été fixés par le règlement (CEE) no 219/74 de la Commission, du 25 janvier 1974 (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no /74 (4);

considérant que, en vertu du règlement (CEE) no 2956/73 du Conseil, du 31 octobre 1973 (5), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no 197/74 (6), un taux de conversion représentatif à appliquer pour la lire italienne avec effet au 28 janvier 1974 dans le secteur agricole a été fixé; que l'article 4ter du règlement (CEE) no 974/71 a cependant prévu que les effets économiques de cette mesure sont, pour les produits pour lesquels une campagne de commercialisation est déterminée, en règle générale reportés au début de la campagne 1974/1975; que, à cet effet, aux termes dudit article, les prix d'intervention ou d'achat valables en Italie sont, jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 1973/1974, fixés au niveau exprimé en liras résultant de l'application des dispositions en vigueur au 31 décembre 1973;

- (1) JO no L 106 du 12. 5.1971, p. 1
- (2) JO no L 353 du 22.12.1973, p. 25
- (3) JO no L 24 du 2. 8.1974, p. 1
- (4) JO no L
- (5) JO no L 303 du 1.11.1973, p. 1
- (6) JO no L 22 du 26. 1.1974, p. 2

considérant toutefois, qu'en vertu du règlement (CEE) no /74 du Conseil, du , relatif à certaines mesures à prendre pour l'Italie dans le secteur agricole suite à la fixation, avec effet au 28 janvier 1974, d'un nouveau taux représentatif, pour la lire italienne (7), les prix d'intervention ou d'achat valables en Italie pour les différents produits agricoles, exception faite notamment des secteurs du vin et du sucre, sont augmentés de 5 % avec effet au 25 février 1974; que par le règlement (CEE) no 197/74 le prix d'intervention applicable dans le secteur de la viande bovine en Italie a déjà été augmenté du même pourcentage à partir du 28 janvier 1974;

considérant que, pour les produits pour lesquels des montants compensatoires monétaires sont d'application, il faut tenir compte dans la fixation de ces montants de l'incidence des mesures précitées;

considérant que cette obligation peut être remplie en appliquant aux prix résultant du nouveau taux de conversion un pourcentage représentant, d'une part, l'écart entre les cours de change établis au comptant et le nouveau taux représentatif de la lire et, d'autre part, l'écart entre les prix effectivement appliqués en Italie et ceux résultant du taux de conversion applicable le 28 janvier 1974;

considérant que, en vertu de l'article 3 du règlement (CEE) no 974/71, les montants compensatoires monétaires doivent être modifiés si l'écart visé à l'article 2 paragraphe 1 de ce règlement s'éloigne de 1 point au moins du pourcentage retenu pour la fixation précédente; que cette modification des montants compensatoires doit être effectuée en fonction de la modification de l'écart;

considérant que le règlement (CEE) no 1463/73 de la Commission, du 30 mai 1973, (8), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no 214/74 (9), a établi les modalités d'application du règlement (CEE) no 974/71; que les cours de change au comptant, constatés conformément au règlement (CEE) no 1463/73 au cours de la période du 13 au 19 février 1974 pour la lire italienne, conduisent à un écart s'éloignant de plus de

(7) JO no L

(8) JO no L 145 du 4. 6. 1973, p. 1

(9) JO no L 22 du 26. 1. 1974, p. 53

1 point par rapport au pourcentage retenu pour la fixation précédente des montants compensatoires monétaires;

considérant qu'à cette occasion il convient de supprimer la note figurant au début de la partie 8 de l'annexe I du règlement (CEE) no 213/74, cette note n'ayant pas de raison d'être;

considérant que les mesures prévues au présent règlement ^{2m} ~~concernent~~ l'Italie et celle figurant à l'article 2 sont conformes à l'avis des Comités de gestion ~~du vin, des céréales, de la viande porcine, de la viande de volaille et des oeufs, du sucre, du lait et des produits laitiers ainsi que de la viande bovine,~~ ^{des matières grasses,}

A ADOPTE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier
et l'Italie

1. Les colonnes "France" de l'annexe I du règlement (CEE) no 213/74 sont remplacées par celles figurant à l'annexe I du présent règlement
2. Les annexes II et III du règlement (CEE) no 213/74 sont remplacées par les annexes II et III du présent règlement.

Article 2

La note figurant au début de la partie 8 de l'annexe I dudit règlement est supprimée.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le février 1974

Par la Commission
Le président

VERORDNUNG (EWG) Nr. DER KOMMISSION
vom Februar 1974

über die in Italien geltenden Währungsausgleichsbeträge

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 974/71 des Rates vom 12. Mai 1971 über bestimmte konjunkturpolitische Massnahmen, die in der Landwirtschaft im Anschluss an die vorübergehende Erweiterung der Bandbreiten der Währungen einiger Mitgliedstaaten zu treffen sind (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3450/73 (2), insbesondere auf Artikel 3 und 6,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die durch die Verordnung (EWG) Nr. 974/71 eingeführten Währungsausgleichsbeträge wurden durch die Verordnung (EWG) Nr. 218/74 der Kommission vom 25. Januar 1974 (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. /74 (4), festgesetzt.

Auf Grund der Verordnung (EWG) Nr. 2958/73 des Rates vom 31. Oktober 1973 (5), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 197/74 (6), wurde ein ab 28. Januar 1974 in der Landwirtschaft anzuwendender repräsentativer Umrechnungskurs für die italienische Lira festgesetzt. Artikel 4c der Verordnung (EWG) Nr. 974/71 sieht jedoch vor, dass die wirtschaftlichen Folgen dieser Massnahme bei Erzeugnissen, für die ein bestimmtes Vermarktungsjahr besteht, im Prinzip auf den Beginn des Wirtschaftsjahres 1974/1975 übertragen werden. Hierfür werden im Sinne des genannten Artikels die Interventions- bzw. Ankaufspreise in Italien bis zum Ende des Vermarktungsjahres 1973/1974 auf einer in Lire ausgedrückten Höhe festgesetzt, die sich aus der Anwendung der am 31. Dezember 1973 geltenden Bestimmungen ergibt. Bei Erzeugnissen, auf welche Währungsausgleichsbeträge angewandt werden, ist bei deren Festsetzung den vorstehenden Massnahmen Rechnung zu tragen

-
- (1) AB1. Nr. L 106 vom 12.5.1971, S. 1.
 - (2) AB1. Nr. L 353 vom 22.12.1973, S. 25.
 - (3) AB1. Nr. L 24 vom 2.1.1974, S. 1.
 - (4) AB1. Nr. L
 - (5) AB1. Nr. L 303 vom 1.11.1973, S. 1.
 - (6) AB1. Nr. L 22 vom 26.1.1974, S. 2.

Auf Grund der Verordnung (EWG) Nr. /74 des Rates vom über bestimmte Massnahmen, die in Italien im Agrarsektor infolge der Festsetzung eines neuen repräsentativen Umrechnungskurses mit Wirkung vom 28. Januar 1974 (7) für die italienische Lira zu treffen sind, sind jedoch die Interventions- bzw. Ankaufpreise in Italien für die einzelnen landwirtschaftlichen Erzeugnisse, mit Ausnahme der Sektoren Wein und Zucker, vom 25. Februar 1974 an um 5 % erhöht worden. Durch die Verordnung (EWG) Nr. 197/74 war bereits der Interventionspreis für den Rindfleischsektor in Italien mit Wirkung vom 28. Januar 1974 um den gleichen Prozentsatz heraufgesetzt worden.

Bei Erzeugnissen, auf welche Währungsausgleichsbeträge angewandt werden, ist bei der Festsetzung den vorstehenden Massnahmen Rechnung zu tragen.

Dem kann dadurch nachgekommen werden, dass auf die sich aus dem neuen Umrechnungskurs ergebenden Preise ein Prozentsatz angewandt wird, der erstens den Unterschied zwischen den Kassawechselkursen und dem neuen repräsentativen Kurs der Lira und zweitens den Unterschied zwischen den in Italien tatsächlich angewandten Preisen und den sich aus dem vom 28. Januar 1974 geltenden Umrechnungskurs ergebenden Preisen zum Ausdruck bringt.

Nach Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 974/71 sind die Währungsausgleichsbeträge zu ändern, wenn der in Artikel 2 Absatz 1 der gleichen Verordnung genannte Unterschied um mindestens einen Punkt von dem für die vorhergehende Festsetzung zugrunde gelegten Prozentsatz abweicht. Die Änderung der Ausgleichsbeträge ist nach Massgabe der Änderung dieses Unterschieds vorzunehmen.

In der Verordnung (EWG) Nr. 1463/73 der Kommission vom 30. Mai 1973 (8), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 214/74 (9), sind die Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 974/71 festgesetzt worden. Die gemäss Verordnung (EWG) Nr. 1463/73 für den Zeitraum vom 13. bis 19. Februar 1974 im Kassageschäft festgestellten Wechselkurse für das französisch Franc führen zu einer Abweichung des obengenannten Unterschieds von mehr als einem Punkt von dem für die vorhergehende Festsetzung der Währungsausgleichsbeträge zugrunde gelegten Prozentsatz.

(7) ABl. Nr. L

(8) ABl. Nr. L 146 vom 4.6.1973, S. 1.

(9) ABl. Nr. L 22 vom 26.1.1974, S. 53.

Bei dieser Gelegenheit empfiehlt es sich, den Vermerk am Anfang von Teil 8 des Anhangs I der Verordnung (EWG) Nr. 218/74 zu streichen, da er überflüssig geworden ist.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Massnahmen für Italien und die in Artikel 2 genannte Massnahme entsprechen den Stellungnahmen der Verwaltungsausschüsse für Wein, ^{Getreide} ~~Getreide~~, ^{frisches} ~~Schweinefleisch~~, Geflügel und Eier, Zucker, Milch und Milch-~~erzeugnisse sowie Rindfleisch~~.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

und "Italia" Artikel 1

1. Die Spalte "France"/des Anhangs I der Verordnung (EWG) Nr. 218/74 werden durch die im Anhang I der vorliegenden Verordnung aufgeführten Spalten ersetzt.
2. Die Anhänge II und III der Verordnung (EWG) Nr. 218/74 werden durch die Anhänge II und III der vorliegenden Verordnung ersetzt.

Artikel 2

Der Vermerk am Anfang von Teil 8 des Anhangs I der genannten Verordnung wird gestrichen.

Artikel 3

Diese Verordnung tritt am Tage ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den Februar 1974.

Für die Kommission

Der Präsident

REGOLAMENTO (CEE) N° ... /74 DELLA COMMISSIONE
del ... febbraio 1974

relativo agli importi compensativi monetari applicabili in Italia

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 974/71 del Consiglio, del 12 maggio 1971, relativo a talune misure di politica congiunturale da adottare nel settore agricolo in seguito all'ampliamento temporaneo dei margini di fluttuazione delle monete di taluni Stati membri (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 3450/73 (2), in particolare gli articoli 3 e 6,

considerando che gli importi compensativi monetari istituiti dal regolamento (CEE) n. 974/71 sono stati fissati con regolamento (CEE) n. 218/74 della Commissione, del 25 gennaio 1974 (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. ... /74 (4);

considerando che, in virtù del regolamento (CEE) n. 2958/73 del Consiglio, del 31 ottobre 1973 (5), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 197/74 (6), è stato fissato un tasso di conversione rappresentativo da applicare per la lira italiana nel settore agricolo con effetto dal 28 gennaio 1974; che l'articolo 4ter del regolamento (CEE) n. 974/71 ha tuttavia previsto che, per i prodotti per i quali è stabilita una campagna di commercializzazione, gli effetti economici di detta misura sono riportati, in linea generale, all'inizio della campagna 1974/1975; che a tal fine lo stesso articolo dispone che, sino al termine delle campagne di commercializzazione 1973/1974, i prezzi d'intervento o d'acquisto validi in Italia sono fissati al livello espresso in lire che risulta dall'applicazione delle norme in vigore al 31 dicembre 1973;

- (1) G.U. n. L 106 del 12.5.1971, pag. 1
- (2) G.U. n. L 353 del 22.12.1973, pag. 25
- (3) G.U. n. L 24 del 2.8.1974, pag. 1
- (4) G.U. n. L ...
- (5) G.U. n. L 303 del 1.11.1973, pag. 1
- (6) G.U. n. L 22 del 26.1.1974, pag. 2.

- 2 -
considerando tuttavia che, a norma del regolamento (CEE) n. /74 del Consiglio del, relativo a talune misure da adottare per l'Italia nel settore agricolo in seguito alla fissazione, con effetto dal 28 gennaio 1974, di un nuovo tasso rappresentativo per la lire italiana (7), i prezzi d'intervento o d'acquisto validi in Italia per i diversi prodotti agricoli, fatti salvi i settori del vino e dello zucchero, sono aumentati del 5% con effetto dal 25 febbraio 1974; che, con regolamento (CEE) n. 197/74, il prezzo d'intervento applicabile nel settore delle carni bovine in Italia è già stato aumentato della stessa percentuale con effetto dal 28 gennaio 1974;

considerando che, per i prodotti per i quali si applicano importi compensativi monetari, occorra tener conto, nel fissare detti importi, dell'incidenza delle misure citate;

considerando che è possibile adempiere tale obbligo applicando ai prezzi risultanti dal nuovo tasso di conversione una percentuale che rappresenta, da un lato, il divario tra i tassi di cambio in contanti e il nuovo tasso rappresentativo della lira e, dall'altro, il divario tra i prezzi effettivamente applicati in Italia e quelli risultanti dal tasso di conversione applicabile il 28 gennaio 1974;

considerando che, a norma dell'articolo 3 del regolamento (CEE) n° 974/71, gli importi compensativi monetari devono essere modificati se il divario di cui all'articolo 2, paragrafo 1 di detto regolamento si scosta di almeno un punto degli importi compensativi deve essere effettuata in base alla variazione del divario;

considerando che il regolamento (CEE) n° 1463/73 della Commissione, del 30 maggio 1973 (8), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n° 214/74 (9), ha stabilito le modalità di applicazione del regolamento (CEE) n° 974/71; che i tassi di cambio in contanti rilevati in conformità del regolamento (CEE) n° 1463/73 nel periodo dal 13 al 19 febbraio 1974 per il franco francese comportano un divario che si scosta di oltre un punto dalla percentuale considerata per la fissazione precedente degli importi compensativi monetari;

(7) GU n° L n°

(8) GU n° L 146 del 4.6.1973, p.1

(9) GU n° L 22 del 26.1.1974, p.53

considerando che in quest'occasione è opportuno sopprimere la nota ormai priva di oggetto che figura all'allegato I, inizio della parte 8, del regolamento (CEE)n° 218/74;

considerando che le misure previste nel presente regolamento per l'Italia ~~e quelle di cui all'articolo 2 sono conformi al parere dei Comitati di gestione per il vino, i cereali, le carni suine, il pollame e la uova, lo zucchero, il latte e i prodotti lattiero-caseari e le carni bovine,~~ *dei prodotti caseari*

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

"Italia"

1. La colonna "France" dell'allegato I del regolamento (CEE)n° 218/74 sono sostituiti da quelle di cui all'allegato I del presente regolamento.
2. Gli allegati II e III del regolamento (CEE)n° 218/74 sono sostituiti dagli allegati II e III del presente regolamento.

Articolo 2

La nota che figura all'allegato I, inizio della parte 8, del predetto regolamento è soppressa.

Articolo 3

Il presente regolamento entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, febbraio 1974

Per la Commissione
il Presidente

VERORDENING (EEG)n° /74 VAN DE COMMISSIE

van Februari 1974

betreffende de in Italië toe te passen monetaire compenserende bedragen

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
gelet op Verordening (EEG)n° 974/71 van de Raad van 12 mei 1971 betreffend
bepaalde conjunctuurpolitieke maatregelen welke naar aanleiding van de
tijdelijke verruiming van de fluctuatiemarges van de valuta's van sommige
Lid-staten dienen te worden genomen in de landbouwsector (1), laatstelijk ge-
wijzigd bij Verordening (EEG)n° 3450/73 (2), en met name op artikel 6,^{3e}

overwegende dat de bij de Verordening (EEG)n° 974/71 ingevoerde monetaire
compenserende bedragen zijn vastgesteld bij Verordening (EEG)n° 216/74 van
de Commissie van 25 januari 1974 (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening
(EEG)n° /74 (4);

overwegende dat bij Verordening (EEG)n° 2958/73 van de Raad van 31 oktober
1973 (5), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° 197/74 (6), een per
28 januari 1974 voor de Italiaanse lire in de landbouwsector toe te passen
representatieve omrekeningskoers is vastgesteld; dat evenwel in artikel 4te
van Verordening (EEG)n° 974/71 is bepaald dat de consequenties van deze maat-
regel voor produkten waarvoor een verkoopseizoen geldt in het algemeen wor-
de uitgesteld tot het begin van het verkoopseizoen 1974/1975; dat daartoe over-
eenkomstig genoemd artikel de in Italië geldende interventie- of aankooppri-
zen tot aan het einde van het verkoopseizoen worden vastgesteld op het
bedrag in lire dat voortvloeit uit de toepassing van de op 31 december 1973
geldende bepalingen;

- (1) PB n° L 106 van 12.5.1971, blz.1
- (2) PB n° L 353 van 22.12.1973, blz.25
- (3) PB n° L 24 van 2.8.1974, blz.1
- (4) PB n° L
- (5) PB n° L 303 van 1.11.1973, blz.1
- (6) PB n° L 22 van 26.1.1974, blz.2

overwegende evenwel dat bij Verordening (EEG)n° /74 van de Raad van
betreffende bepaalde voor Italië in de landbouwsector te nemen maat-
regelen naar aanleiding van de vaststelling per 28.1.1974 van een nieuwe
representatieve koers voor de Italiaanse lire (7), de interventie- of
aankooprijzen in Italië voor de verschillende landbouwprodukten, met uitzon-
dering van die van de sectoren wijn en suiker, per 25 februari 1974 met 5%
worden verhoogd; dat bij de Verordening (EEG) n° 197/74 de in de sector rund-
vlees in Italië toe te passen interventieprijs reeds met ingang van
28 januari 1974 met hetzelfde percentage is verhoogd;

overwegende dat, voor de produkten waarvoor monetaire compenserende bedra-
gen gelden, bij de vaststelling van deze bedragen met de invloed van genoem-
de maatregelen rekening dient te worden gehouden;

overwegende dat aan deze verplichting kan worden voldaan door op de
uit de nieuwe omrekeningskoers voortvloeiende prijzen een percentage toe
te passen dat overeenkomt enerzijds met het verschil tussen de contante
wisselkoersen en de nieuwe representatieve koers van de lire en anderzijds
met het verschil tussen de in Italië toegepaste prijzen die voortvloeien
uit de op 28 januari 1974 geldende omrekeningskoers;

overwegende dat krachtens artikel 3 van Verordening (EEG)n° 974/71 de compen-
serende bedragen moeten worden gewijzigd, wanneer het in artikel 2, lid 1,
van die verordening bedoelde verschil 1 punt of meer afwijkt van het bij
de vorige vaststelling aangehouden percentage; dat deze wijziging van de com-
penserende bedragen op basis van de verandering van het verschil moet
geschieden;

overwegende dat de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG)n° 974/71
zijn vastgesteld bij Verordening (EEG)n° 1463/73 van de Commissie van
30 mei 1973 (8), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)n° 214/74 (9);
dat de overeenkomstig Verordening (EEG)n° 1463/73 in de periode van 13 tot
en met 19 februari 1974 geconstateerde contante wisselkoersen voor de Italia-
se lire tot een verschil leiden dat meer dan 1 punt af-
wijkt van het percentage dat bij de vorige vaststelling van de compenserende
bedragen is aangehouden;

(7) PB n° L

(8) PB n° L 146 van 4.6.1973, blz. 1

(9) PB n° L 22 van 26.1.1974, blz. 53

overwegende dat tegelijk de in de aanhef van deel 8 van bijlage I van Verordening (EEG)n° 218/74 vermelde aantekening dient te worden geschrapt, daar voor deze aantekening geen reden bestaat;

overwegende dat de in deze Verordening voor Italië vervatte maatregelen, ~~alsmede de in artikel 2 vervatte maatregel~~ in overeenstemming zijn met het advies van de comités van beheer voor ~~wijn, granen, varkensvlees, eieren en slaachtpluimvee, suiker, melk en zuivelproducten, en rundvlees,~~ ^{uachtvlees}

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. De kolommen "France" en "Italia" van bijlage I bij verordening (EEG)n° 218/74 wordt vervangen door de in bijlage I bij deze verordening opgenomen kolommen.
2. De bijlage II en III van Verordening (EEG)n° 218/74 worden vervangen door bijlage II en bijlage III bij deze verordening.

Artikel 2

De aantekening in de aanhef van deel 8 van bijlage I bij genoemde verordening vervalt.

Artikel 3

Deze verordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze Verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-staat.

Gedaan te Brussel, februari 1974

Voor de Commissie
de Voorzitter.

REGULATION (EEC) NO 974/74 OF THE COMMISSION

of February 1974

on the monetary compensatory amounts applicable
in Italy

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES:

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 974/71 ⁽¹⁾ of 12 May 1971 on certain measures of conjunctural policy to be taken in agriculture following the temporary widening of the margins of fluctuation for the currencies of certain Member States, as last amended by Regulation (EEC) No 3450/73 ⁽²⁾; and in particular Articles 3 and 6 thereof;

Whereas the monetary compensatory amounts introduced by Regulation (EEC) No 974/71 were fixed by Commission Regulation (EEC) No 218/74 ⁽³⁾ of 25 January 1974, as last amended by Regulation (EEC) No 974 ⁽⁴⁾;

Whereas Council Regulation (EEC) No 2958/73 ⁽⁵⁾ of 31 October 1973, as last amended by Regulation (EEC) No 197/74 ⁽⁶⁾, fixed a representative conversion rate for the Italian lira to be applied in agriculture with effect from 28 January 1974; whereas, however, the new Article 4b of Regulation (EEC) No 974/71 stipulates that for products for which a marketing year is fixed the economic effects of this measure must, as a general rule, be deferred to the beginning of the 1974/75 marketing year; whereas to this end, under the terms of that Article, the intervention and buying-in prices valid in Italy are, until the end of the 1973/74 marketing year, fixed at the level, expressed in lira, resulting from the application of provisions in force on 31 December 1973;

- (1) O.J. No L 105, 12 May 1971, p. 1
(2) O.J. No L 353, 22 December 1973, p. 25
(3) O.J. No L 24, 2 August, 1974, p. 1
(4) O.J. No L
(5) O.J. No L 303, 1 November, 1973, p. 1
(6) O.J. No L 22, 26 January, 1974, p. 2

Whereas, however, by Council Regulation (EEC) No /74 ⁽⁷⁾ laying down certain agricultural measures to be taken in respect of Italy following the fixing with effect from 28 January 1974 of a new representative rate for the Italian lira, the intervention and buying-in prices which apply in Italy to the various agricultural products, except for wine and sugar, are increased by 5% from 25 February 1974, whereas Regulation (EEC) No 197/74 had already increased the intervention price applicable to beef and veal by the same percentage from 28 January 1974;

Whereas for products to which monetary compensatory amounts apply, the incidence of the said measures must be taken into account when such amounts are being fixed;

Whereas this may be done by applying to prices resulting from the new conversion rate a percentage representing on the one hand the difference between spot market rates and the new representative rate for the lira and, on the other hand, the difference between the prices actually applied in Italy and those resulting from the exchange rate applicable on 28 January 1974;

Whereas Article 3 of Regulation (EEC) No 974/71 provides that monetary compensatory amounts are to be altered if the difference set out in Article 2(1) of that Regulation changes by at least 1 point from the percentage taken as a basis for the preceding determination; whereas the compensatory amounts should be altered by reference to the change in the difference;

Whereas Commission Regulation (EEC) No 1463/73 ⁽⁸⁾ of 30 May 1973, as last amended by Regulation (EEC) No 214/74 ⁽⁹⁾ laid down detailed rules implementing Regulation (EEC) No 974/71; whereas calculations based on the spot market rates recorded in accordance with Regulation (EEC) No 1463/73 over the period 13 to 19 February 1974 for

the French franc show a change of difference of more than 1 point as compared with the percentage taken as a basis for the preceding determination of monetary compensatory amounts;

(7) O.J. No L

(8) O.J. No L 146, 4 June 1973, p. 1

(9) O.J. No L 22, 25 January 1974, p. 53

Whereas the Note appearing at the beginning of Part 8 of Annex I to Regulation (EEC) No 213/74 should be deleted since it is now superfluous.

Whereas the measures provided for in this Regulation which ^{for} concern Italy, and the deletion provided for in Article 2, are in accordance with the Opinions of the Management Committees for Wine, ^{olive} for Cereals, for Pigment, for Poultrymeat and Eggs, for Sugar, for Milk and Milk Products and for Beef and Veal.

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

and "Italian"

1. Columns "France" of Annex I to Regulation (EEC) No 213/74 are replaced by those shown in Annex I to this Regulation.
2. Annexes II and III to Regulation (EEC) No 218/74 are replaced by Annexes II and III to this Regulation.

Article 2

The Note appearing at the beginning of Part 8 of Annex I to that Regulation is deleted.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

1974.

For the Commission

The President

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) NR. /7A

af februar 1974

vedrørende de monetære udligningsbeløb, som skal anvendes i Italien

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 974/71 af 12. maj 1971 om visse konjunkturpolitiske foranstaltninger, der skal træffes inden for landbrugssektoren som følge af den midlertidige udvidelse af grænserne for kursudsving i visse medlemsstaters valutaer (1), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 3450/73 (2), særlig artikel 3 og 6, og

ud fra følgende betragtninger:

De monetære udligningsbeløb indført ved forordning (EØF) nr. 974/71 er fastsat i Kommissionens forordning (EØF) nr. 213/74 af 25. januar 1974 (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. /74 (4);

i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 2958/73 af 31. oktober 1973 (5), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 197/74 (6), er der fastsat en repræsentativ omretningskurs, som skal anvendes for den italienske lire fra den 28. januar 1974 inden for landbrugssektoren; artikel 4 b i forordning (EØF) nr. 974/71 fastsætter imidlertid, at de økonomiske virkninger af denne foranstaltning for produkter, for hvilke der er fastlagt et produktionsår, almindeligvis overføres til begyndelsen af produktionsåret 1974/1975; med henblik herpå fastsættes i henhold til den pågældende artikel de i Italien gældende interventions- eller købspriser indtil slutningen af produktionsåret 1973/1974 på det niveau udtrykt i lire, som følger af anvendelsen af de den 31. december 1973 gældende bestemmelser;

(1) EFT nr. L 106 af 12.5.1971, s. 1.

(2) EFT nr. L 353 af 22.12.1973, s. 25.

(3) EFT nr. L 24 af 2.8.1974, s. 1.

(4) EFT nr. L

(5) EFT nr. L 303 af 1.11.1973, s. 1.

- 2 -

i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 197/74 af 28. januar 1974 om visse foranstaltninger, der skal træffes for Italien inden for landbrugssektoren so følge af fastsættelsen med virkning fra den 28. januar 1974 af en ny repræsentativ kurs for den italienske lire (7), forhøjes de i Italien gældende interventions- eller købspriser for de forskellige landbrugsprodukter, med undtagelse navnlig af vin- og sukkersektorerne, med 5% fra den 25. februar 1974; andre forordning (EØF) nr. 197/74 blev den interventionspris, der skal anvendes ind for oksekødsektoren i Italien, forhøjet med samme procentsats fra den 28. januar 1974;

for produkter, for hvilke der anvendes monetære udligningsbeløb, skal de ved fastsættelsen af disse beløb tages hensyn til virkningerne af de nævnte foranstaltninger;

denne forpligtelse kan opfyldes ved på de priser, som følger af den nye omregningskurs, at anvende en procentsats, der repræsenterer forskellen mellem a vista-valutakurserne og den nye repræsentative kurs for liren på den ene side og forskellen mellem de priser, som egentlig gælder i Italien, og de priser, der følger af den omregningskurs, der var gældende den 28. januar 1974, på den anden side;

i henhold til artikel 3 i forordning (EØF) nr. 974/71 skal udligningsbeløbene ændres, hvis den forskel, der er nævnt i artikel 2, stk. 1, i den pågældende forordning, afviger mindst 1 point fra den procentsats, der er fastsat ved den foregående fastsættelse; denne ændring af udligningsbeløbene skal ske i overensstemmelse med ændringen af forskellen;

Kommissionens forordning (EØF) nr. 1463/73 af 30. maj 1973 (8), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 214/74 (9), fastsætter gennemførelsesbestemmelserne til forordning (EØF) nr. 974/71; de a vista-valutakurser, der er konstateret i henhold til forordning (EØF) nr. 1463/73 i løbet af perioden fra den 13. til den 19. februar 1974 for den franske franc fører til en forskel, som afviger mere end 1 point fra den procentsats, der var fastsat ved den foregående fastsættelse af de monetære udligningsbeløb;

(7) EFT nr. L

(8) EFT nr. L 146 af 4.6.1973, s. 1.

(9) EFT nr. L 22 af 26.1.1974, s. 53.

ved denne lejlighed bør det notabene ophæves, der står i begyndelsen af del 8 i bilag I til forordning (EØF) nr. 218/74, da denne bemærkning ikke har nogen berettigelse;

de i denne forordning fastsatte foranstaltninger for Italien og den i artikel 2 fastsatte foranstaltning er i overensstemmelse med udtalelse fra Forvaltningskomiteen for vin, ^{og frugt} for korn, for ^{og}vin, for fjerkræ og æg, for sukker, for mælk og mejeriprodukter samt for oksekød;

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

- og. "Italia"
1. Kolonne "France" i bilag I til forordning (EØF) nr. 218/74 erstattes af kolonnerne i bilag I til denne forordning.
 2. Bilag II og III til forordning (EØF) nr. 218/74 erstattes af bilag II og III til denne forordning.

Artikel 2

Notabene i begyndelsen af del 8 i bilag I i den pågældende forordning ophæves.

Artikel 3

Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i De europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den februar 1974.

På Kommissionens vegne

Formand

Applicable à partir du 25-2-1974

Bruxelles, le 2-2-1974

ANNEXE I

PARTIE I

SECTEUR DES CÉRÉALES

MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES

NO. DU TARIF DOUANIER COMMUN	UN. KINGDOM LIVRE/T	IRELAND LIVRE/T	ITALIA LIT/T	FRANCE FF/T
1	5	6	7	8
10.01 A (1)			8648	38,78
10.01 B			9653	43,29
10.02			8004	35,90
10.03			7901	35,43
10.04			7427	33,31
10.05 B			6872	30,82
10.07 B			7506	33,66
10.07 C			7624	34,19
11.01 A			11005	49,36
11.01 B			10104	45,31
11.02 A (1 A)			12963	53,13
11.02 A (1 B)			11886	53,30

- (1) Le montant applicable pour le froment tendre ayant été rendu impropre à la consommation humaine par la dénaturation visée à l'article 7 du règlement n° 120/67/CEE est celui applicable pour l'orge.
- (1) Beløbet for blødt hvede, der efter bestemmelserne i artikel 7 i forordning nr. 120/67/EEF ved denaturering er blevet gjort uegnet til menneskeføde, er det, der anvendes for byg.
- (1) Der Betrag für Weichweizen, der durch Denaturierung im Sinne des Artikels 7 der Verordnung Nr. 120/67/EEG für die menschliche Ernährung ungeeignet gemacht wurde, ist der für Gerste anwendbare Ausgleichsbetrag.
- (1) L'importo applicabile al frumento tenero reso inadatto al consumo umano in seguito alla denaturazione di cui all'articolo 7 del regolamento n. 120/67/CEE è quello applicabile all'orzo.
- (1) Voor zachte tarwe die voor menselijke consumptie ongeschikt is gemaakt door de denaturering als bedoeld in artikel 7 van Verordening nr. 120/67/EEG is het bedrag voor gerst van toepassing.
- (1) The amount for common wheat rendered unfit for human consumption by denaturing as specified in Article 7 of Regulation No 120/67/EEC shall be that applicable to barley.

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

2

NO. DU TARIF DOUANIER COMMUN I	UN. KINGDOM LIVRE/100KG 5	IRELAND LIVRE/100KG 6	ITALIA LIT/100KG 7	FRANCE FF/100KG 8
11.01 C			1422	6,38
11.01 D			1337	6,00
11.01 E I			1237	5,55
11.01 E II			701	3,14
11.01 H			766	3,43
11.01 K			778	3,49
11.02 A II			1441	6,46
11.02 A III			1422	6,38
11.02 A IV			1337	6,00
11.02 A V A) 1			1000 (2)	4,49 (2)
11.02 A V A) 2			1237	5,55
11.02 A V B)			701	3,14
11.02 A VIII			766	3,43
11.02 A IX			778	3,49
11.02 B I A) 1			1264	5,67
11.02 B I A) 2 AA)			758	3,40
11.02 B I A) 2 BB)			1337	6,00
11.02 B I A) 4			1201	5,39
11.02 B I B) 1			1264	5,67
11.02 B I B) 2			1337	6,00
11.02 B I B) 4			1201	5,39
11.02 B II A)			1150	5,16
11.02 B II B)			1064	4,77
11.02 B II C)			1100	4,93
11.02 B II D)			1220	5,47
11.02 C I			1384	6,21

11.02 C II	1281	5,74
11.02 C III	1975	8,86
11.02 C IV	1188	5,33
11.02 C V	1100	4,93
11.02 C VII	1201	5,39
11.02 C VIII	1220	5,47
11.02 D I	882	3,96
11.02 D II	816	3,66
11.02 D III	806	3,61
11.02 D IV	758	3,40
11.02 D V	701	3,14
11.02 D VII	766	3,43
11.02 D VIII	778	3,49
11.02 E I A)1	806	3,61
11.02 E I A)2	758	3,40
11.02 E I A)4	766	3,43
11.02 E I B)1	1580	7,09
11.02 E I B)2	1485	6,66
11.02 E I B)4	1351	6,06
11.02 E II A)	1557	6,98
11.02 E II B)	1441	6,46
11.02 E II C)	1237	5,55
11.02 E II D)	1372	6,16
11.02 F I	1557	6,98
11.02 F II	1441	6,46
11.02 F III	1422	6,38
11.02 F IV	1337	6,00
11.02 F V	1237	5,55
11.02 F VIII	766	3,43
11.02 F IX	778	3,49

11.02 G I	649	2,91
11.02 G II	515	2,31
11.06 A	142	0,64
11.06 B I	895	4,01
11.06 B II	1106	4,96
11.07 A I A)	1539	6,90
11.07 A I B)	1150	5,16
11.07 A II A)	1406	6,31
11.07 A II B)	1051	4,71
11.07 B	1225	5,49
11.08 A I	895	4,01
11.08 A III	1223	5,48
11.08 A IV	895	4,01
11.08 A V	895	4,01
11.09 A	2223	9,97
11.09 B	2223	9,97
17.02 B II A)	1167 (3)	5,24 (3)
17.02 B II B)	895 (3)	4,01 (3)
17.05 B I	1167	5,24
17.05 B II	895	4,01
23.02 A I A)	234	1,05
23.02 A I B)1	375	1,68
23.02 A I B)2	749	3,36
23.02 A II A)	187	0,84
23.02 A II B)	749	3,36
23.03 A I	1112	4,99
23.07 B I A)1	110	0,49
23.07 B I A)2	927 (4)	4,16 (4)
23.07 B I B)1	344	1,54
23.07 B I B)2	1160 (3)	5,20 (3)

3.0718 I C)1	687	3,03
3.0718 I C)2	1504 (6)	6,74 (6)

- (P) Montants compensatoires de base pour les échanges intracommunautaires. Pour les échanges avec les pays tiers, les montants compensatoires valables sont les suivants:
- (P) Basic compensatory amounts for intra-Community exchanges. For exchanges with third countries the relevant compensatory amounts are as follows:
- (P) Basisausgleichsbeträge für innergemeinschaftlichen Handel. Für den Handel mit Drittländern gelten folgende Ausgleichsbeträge:
- (P) Importi compensativi di base per gli scambi intracomunitari. Per gli scambi con i paesi terzi, gli importi compensativi sono i seguenti:
- (P) Compenserende basisbedragen voor het handelsverkeer binnen de Gemeenschap. Voor het handelsverkeer met derde landen gelden de volgende compenserende bedragen:
- (P) Basisudligningsbeløb for handel inden for Fællesskabet. For handel med tredjelande gælder følgende udligningsbeløb:

- I. 1237 Lit

- F. 5,55 FF

- (P) Le produit relevant de la sous-position tarifaire n° 17.02 B I est, en vertu du règlement n° 189/66/CEE, soumis au même montant compensatoire que ceux relevant de la sous-position n° 17.02 B II.
- (P) Pursuant to Regulation No 189/66/EEC the product falling within subheading No 17.02 B I is subject to the same compensatory amount as products falling within subheading No 17.02 B II.
- (P) Das zu Tarifstelle 17.02 B I gehörende Erzeugnis unterliegt auf Grund der Verordnung Nr. 189/66/EWG dem gleichen Ausgleichsbetrag wie die Waren der Tarifstelle 17.02 B II.
- (P) Il prodotto di cui alla sottovoce tariffaria n. 17.02 B I è soggetto a norma del regolamento n. 189/66/CEE, allo stesso importo compensativo previsto per i prodotti di cui alla sottovoce n. 17.02 B II.
- (P) Het produkt dat valt onder onderverdeling nr. 17.02 B I is, krachtens Verordening nr. 189/66/EEG onderworpen aan hetzelfde compenserende bedrag als de producten vallende onder onderverdeling nr. 17.02 B II.
- (P) Denne vare, der henhører under pos. 17.02 B I, er i medfør af forordning nr. 189/66/EØF underkastet samme udligningsbeløb som varer henhørende under pos. 17.02 B II.
- (P) (P) Dans les échanges avec les pays tiers, ce montant est affecté du coefficient de:
- In trade with third countries this amount is affected by coefficients of:
- Im Handelsverkehr mit dritten Ländern wird dieser Betrag mit folgenden Koeffizienten multipliziert:
- Negli scambi con i paesi terzi, a tale importo si applica il coefficiente di:
- In het handelsverkeer met derde landen wordt dit bedrag met de volgende coëfficiënten vermenigvuldigd:
- Ved handel med tredjelande skal dette beløb udregnes med følgende koefficienter:

- (4) 1,5716
- (5) 1,4555
- (6) 1,3514

MONTANTS COMPENSATOIRES
MONETAIRES
A PARTIR DU 25.2.1974

ANNEXE I

PARTIE 2

SECTEUR DE LA VIANDE DE PORC

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

NO. DU TARIF DOUANIER COMMUN 1	UN. KINGDOM LIVRE/100KG 5	IRELAND LIVRE/100KG 6	ITALIA LIT/100KG 7	FRANCE FF/100KG 8
01.03 A II A)			4229	18,97
01.03 A II B)			4973	22,30
02.01 A III A) 1			6467	29,00
02.01 A III A) 2			10024	44,96
02.01 A III A) 3			7890	35,38
02.01 A III A) 4			10477	46,99
02.01 A III A) 5			5626	25,23
02.01 A III A) 6 AA)			10477	46,99
ex 02.01 A III A) 6 BB) (1)			10477	46,99
ex 02.01 A III A) 6 BB) (2)			7 890	35,38
02.05 A I			2716	12,18
02.05 A II			3169	14,21
02.05 B			1552	6,96
02.06 B I A) 1			6467	29,00
02.06 B I A) 2 AA)			8731	39,15
02.06 B I A) 2 BB)			8731	39,15
02.06 B I A) 2 CC)			9701	43,51
02.06 B I A) 3			10024	44,96
02.06 B I A) 4			7890	35,38
02.06 B I A) 5			10477	46,99
02.06 B I A) 6			5626	25,23
ex 02.06 B I A) 7 (1)			10477	46,99
ex 02.06 B I A) 7 (2)			7 890	35,38
02.06 B I B) 1			9701	43,51
02.06 B I B) 2 AA)			9701	43,51

02.06 B I B) 2 BB)	9701	43,51
02.06 B I B) 2 CC)	10671	47,86
02.06 B I B) 3 AA)	12934	58,01
02.06 B I B) 3 BB)	18237	81,79
02.06 B I B) 4 AA)	9054	40,60
02.06 B I B) 4 BB)	14357	64,39
02.06 B I B) 5 AA)	13581	60,91
02.06 B I B) 5 BB)	18043	80,92
02.06 B I B) 6 AA)	6467	29,00
02.06 B I B) 6 BB)	9377	42,06
02.06 B I B) 7 AA)	13581	60,91
02.06 B I B) 7 BB)	18237	81,79
02.06 B II A)	2069	9,28
02.06 B II C)	6790	30,45
02.06 B II D)	7825	35,09
02.06 B II E)	3880	17,40
02.06 B II F)	5691	25,52
02.06 B II G)	5691	25,52
15.01 A I (A)	2069	9,28
15.01 A II	2069	9,28
16.01 A	9895	44,38
16.01 B I (B)	16168	72,51
16.01 B II (B)	11382	51,05
16.02 A II	9119	40,89
16.02 B III A) 1 AA)	17138	76,86
16.02 B III A) 1 BB)	14228	63,81
16.02 B III A) 1 CC)	9701	43,51
16.02 B III A) 2	8084	36,25
16.02 B III A) 3	4786	21,46

- (1) - Jambons et morceaux de jambons, désossés;
- Epaules (jambons avant) et morceaux d'épaules, désossés;
- Longes et morceaux de longes, désossés;
- Filets.
- (1) - Hams and cuts of hams, boned or boneless;
- Shoulders and cuts of shoulders, boned or boneless;
- Loins and cuts of loins, boned or boneless;
- Tenderloins.
- (1) - Schinken, auch Teilstücke davon, ohne Knochen;
- Schultern, auch Teilstücke davon, ohne Knochen;
- Kotelettstränge, auch Teilstücke davon, ohne Knochen;
- Filet.
- (1) - Prosciutti, anche in parti, disossati;
- Spalle, anche in parti, disossate;
- Lombate, anche in parti, disossate;
- Filetto.
- (1) - Ham en delen van ham, zonder been;
- Schouders en delen van schouders, zonder been;
- Karbonadestreng en delen daarvan, zonder been;
- Filet.
- (1) - Skinke og stykker deraf, udbenet;
- Bov og stykker deraf, udbenet;
- Kam (karbonade) og stykker deraf, udbenet;
- Mørbrad.
- (2) - Produits autres que ceux visés sous (1).
- (2) - Other products than those falling under (1).
- (2) - Andere Erzeugnisse als unter (1) genannt.
- (2) - Prodotti diversi da quelli di cui al punto (1).
- (2) - Andere produkten dan vermeld bij (1).
- (2) - Varer med undtagelse af de under (1) nævnte.

(a) L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions à déterminer par les autorités compétentes.

(a) Entry under this subheading is subject to conditions to be determined by the competent authorities.

(a) Die Zulassung zu diesem Absatz unterliegt den von den zuständigen Behörden festzusetzenden Voraussetzungen.

(a) Sono ammessi in questa sottovoce subordinatamente alle condizioni da stabilire dalle autorità competenti.

(a) Indeling onder deze ondervelding is onderworpen aan de voorwaarden en bepalingen, vast te stellen door de bevoegde autoriteiten.

(a) Henførsel under denne underposition sker på betingelser fastsat af de kompetente myndigheder.

(b) Le montant compensatoire applicable aux saucisses présentées dans des récipients contenant également un liquide de conservation est perçu sur le poids net, déduction faite du poids de ce liquide.

(b) The monetary compensatory amounts applicable to sausages imported in containers which also contain preservative liquid are based on the net weight, ie after the deduction of the weight of the liquid.

(b) Bei der Anwendung der Ausgleichsbeträge auf Würstchen in Behältnissen, die auch Konservierungsflüssigkeit enthalten, wird nur das Gewicht der Würstchen zugrunde gelegt.

(b) Gli importi di compensazione applicabili alle salsicce, presentate in recipienti contenenti anche un liquido di conservazione, sono riscossi sul peso netto senza tener conto del detto liquido.

(b) De compenserende bedragen, op worstjes in verpakkingen welke een conserveringsvloeistof bevatten, worden alleen berekend over het gewicht van de worstjes.

(b) Udligningsbeløb for pølser i emballage, der også indeholder konserveringsvæske, beregnes alene på grundlag af pølsens nettovægt.

- (1) Væux destinés à l'engraissement d'un poids inférieur à 80 kg.
- (2) Calves for fattening weighing less than 80 kg.
- (3) Kälber mit einem Gewicht unter 80 kg, die für die Mast bestimmt sind.
- (4) Vitelli destinati all'ingrasso di un peso inferiore a 80 kg.
- (5) Kalveren voor de mesterij bestemd van een gewicht van minder dan 80 kg.
- (6) Kalve bestemt til opfødning af en vægt på under 80 kg.

- (7) Autres que ceux visés sous (1).
L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions à déterminer par les autorités compétentes.
- (8) Calves other than those referred to in (1) above.
Entry in this subheading is subject to the conditions to be determined by the competent authorities.
- (9) Andere als die unter (1) genannten.
Die Zulassung dieser Unterteilung wird von den Bedingungen abhängig gemacht, die die zuständigen Stellen bestimmen.
- (10) Diversi da quelli di cui alla nota (1).
Sono ammessi in questa sottovoce subordinatamente alle condizioni da stabilire dalle autorità competenti.
- (11) Andere dan onder (1) bedoeld.
De indeling onder deze onderverdeling is onderworpen aan de voorwaarden te bepalen door de bevoegde autoriteiten.
- (12) Andre end sådanne nævnt under (1).
Henførsel under denne underposition sker på betingelser, der fastsættes af de kompetente myndigheder.
- (13) Jeunes bovins mâles destinés à l'engraissement d'un poids égal ou supérieur à 220 kg et inférieur à 300 kg.
- (14) Young male bovine animals for fattening of a minimum weight of 220 kg and a maximum weight of 300 kg.
- (15) Junge männliche Rinder mit einem Gewicht von 220 kg oder darüber und einem Gewicht von 300 kg oder weniger, die für die Mast bestimmt sind.
- (16) Giovani bovini maschi destinati all'ingrasso d'un peso uguale o superiore a 220 kg e inferiore o uguale a 300 kg.
- (17) Jonge mannelijke kalveren bestemd voor de mesterij van een gewicht van 220 kg en meer en 300 kg of minder.
- (18) Ungryre bestemt til opfødning af en vægt på 220 kg og derover, men højst 300 kg.
- (19) Autres que ceux visés sous (2).
L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions à déterminer par les autorités compétentes.
- (20) Cattle other than those referred to in (2) above.
Entry in this subheading is subject to the conditions to be determined by the competent authorities.
- (21) Andere als die unter (2) genannten.
Die Zulassung dieser Unterteilung wird von den Bedingungen abhängig gemacht, die die zuständigen Stellen bestimmen.
- (22) Diversi da quelli di cui alla nota (2).
Sono ammessi in questa sottovoce subordinatamente alle condizioni da stabilire dalle autorità competenti.
- (23) Andere dan onder (2) bedoeld.
De indeling onder deze onderverdeling is onderworpen aan de voorwaarden te bepalen door de bevoegde autoriteiten.
- (24) Andre end sådanne nævnt under (2).
Henførsel under denne underposition sker på betingelser, der fastsættes af de kompetente myndigheder.
- (25) Le montant compensatoire n'est pas perçu dans la limite d'un contingent tarifaire annuel à octroyer par les autorités compétentes des Communautés européennes:
a) pour des génisses et vaches, autres que celles destinées à la boucherie, de la race grise, brune, jaune tacheté du Simmental et du Pinzgau;
b) pour des taureaux, vaches et génisses autres que ceux destinés à la boucherie, de la race tachetée du Simmental, de la race de Schwyz, de la race de Fribourg.
- (26) The compensatory amount will not be levied on animals imported within an annual tariff quota to be granted by the competent authorities of the European Communities:
a) for heifers and cows, other than those intended for slaughter, of the grey, brown, and mottled yellow Simmental and Pinzgau breeds
b) for bulls, heifers, and cows, other than those intended for slaughter, of the mottled Simmental breed, the Schwyz breed, and the Freiburg breed.
- (27) Der Ausgleichsbetrag wird nicht erhoben im Rahmen eines von den zuständigen Stellen der Europäischen Gemeinschaften zu gewährenden jährlichen Zolkontingents:
a) für Färsen und Kühe, nicht zum Schlachten, der Rassen Grauvieh, Braunvieh, Gelbvieh, Fleckvieh (Simmentaler) und Pinzgauer,
b) für Stiere, Kühe und Färsen der Schweizer, Simmentaler (Fleckvieh) oder Freiburger Rasse, nicht zum Schlachten.
- (28) L'importo di compensazione non è riscosso nel limite di un contingente tariffario annuale da concedere dalle autorità competenti delle Comunità europee:
a) per le giovenche e le vacche, diverse da quelle destinate alla macellazione, delle razze grigia, bruna, gialla, pezzata del Simmental e del Pinzgau,
b) per i tori, le vacche e le giovenche, diversi da quelli destinati alla macellazione della razza del Simmental, delle razze di Schwyz e di Friburgo.
- (29) Het compenserende bedrag wordt niet geheven in het kader van een door de autoriteiten van de Europese Gemeenschappen toe te kennen jaarlijks tariefcontingent:
a) voor vaarzen en koeien, niet bestemd voor de slacht, van het grijze ras, het bruine ras, het gele ras, het gevlekte Simmentaler ras en het Pinzgauer ras,
b) voor stieren, koeien en vaarzen, niet bestemd voor de slacht, van het gevlekte Simmentaler ras, het Schwyzer ras en het Freiburger ras.
- (30) Kompensationsbeløbet opkræves ikke i det omfang, en årlig tariffmæssig afgift skal bevilges af de kompetente myndigheder i De europæiske Fællesskaber:
a) for kvie- og kohoveder, som ikke er bestemt til slagting, af grå, brun, gulpletter Simmental og Pinzgau-racer,
b) for tyre-, ko- og kvikhoveder, som ikke er bestemt til slagting, af den plettede Simmentalerace, Schwyzracen, Friborgracen.
- (31) Le montant compensatoire n'est pas perçu dans la limite d'un contingent tarifaire annuel à octroyer par les autorités compétentes des Communautés européennes pour la viande bovine congelée.
- (32) The compensatory amount will not be levied on meat imported within an annual tariff quota to be granted by the competent authorities of the European Communities for frozen beef and veal.
- (33) Der Ausgleichsbetrag wird nicht erhoben im Rahmen eines von den zuständigen Stellen der Europäischen Gemeinschaften zu gewährenden jährlichen Kontingents von gefrorenem Rindfleisch.
- (34) L'importo di compensazione non è riscosso nel limite d'un contingente tariffario annuale da concedere dalle autorità competenti delle Comunità europee per carne bovina congelata.
- (35) Het compenserende bedrag wordt niet geheven in het kader van een door de autoriteiten van de Europese Gemeenschappen toe te kennen jaarlijks tariefcontingent voor bevroren rundvlees.
- (36) Kompensationsbeløbet opkræves ikke i det omfang, en årlig tariffmæssig afgift skal bevilges af de kompetente myndigheder i De europæiske Fællesskaber for frosset kvæghed.
- (37) L'admission dans cette sous-position est subordonnée à la présentation d'un certificat délivré dans les conditions prévues par les autorités compétentes des Communautés européennes.
- (38) Entry under this subheading is subject to the production of a certificate issued on conditions laid down by the competent authorities of the European Communities.
- (39) Die Zulassung zu dieser Tarifstelle ist abhängig von der Vorlage einer Bescheinigung, die den von den zuständigen Stellen der Europäischen Gemeinschaften festgesetzten Voraussetzungen entspricht.
- (40) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di un certificato rilasciato conformemente alle condizioni stabilite dalle autorità competenti delle Comunità europee.
- (41) Indeling onder deze onderverdeling is onderworpen aan de voorwaarde dat een certificaat wordt voorgelegd, hetwelk is afgegeven onder de voorwaarden en bepalingen, vastgesteld door de bevoegde autoriteiten van de Europese Gemeenschappen.
- (42) Henførsel under denne underposition er betinget af, at der frenlægges et certifikat, der opfylder de betingelser, der er fastsat af de kompetente myndigheder i De europæiske Fællesskaber.

MONTANTS COMPENSATOIRES

MONETAIRES A PARTIR DU

25.2.1974

ANNEXE I

PARTIE 4

SECTEUR DES OEUFs ET DE LA VIANDE DE VOLAILLE

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

NO. DU TARIF DOUANIER COMMUN	UN. KINGDOM LIVRE/100PC	IRELAND LIVRE/100PC	ITALIA LIT/100PC	FRANCE FF/100PC
01.05 A			267	1,20

	LIVRE/100KG	LIVRE/100KG	LIT/100KG	FF/100KG

01.05 B I			1294	5,80
01.05 B II			1976	8,86
01.05 B III			1549	6,95
01.05 B IV			1666	7,47
01.05 B V			2255	10,12
02.02 A I A)			1559	6,99
02.02 A I B)			1849	8,29
02.02 A I C)			1991	8,93
02.02 A II A)			2329	10,45
02.02 A II B)			2823	12,66
02.02 A II C)			3142	14,09
02.02 A III A)			2213	9,93
02.02 A III B)			2417	10,84
02.02 A IV			2380	10,68
02.02 A V			3222	14,45
02.02 B I			4949	22,20
02.02 B II A) 1			1991	8,93
02.02 B II A) 2			3142	14,09
02.02 B II A) 3			2417	10,84
02.02 B II A) 4			2380	10,68
02.02 B II A) 5			3222	14,45

02.02 B I I B)	1650	7,40
02.02 B I I C)	1142	5,12
02.02 B I I D) 1	3987	17,88
02.02 B I I D) 2	3927	17,61
02.02 B I I D) 3	3051	13,68
02.02 B I I E) 1	3504	15,71
02.02 B I I E) 2 AA)	1904	8,54
02.02 B I I E) 2 BB)	3451	15,48
02.02 B I I E) 3	2681	12,02
02.02 B I I F)	4949	22,20
02.02 C	1142	5,12
02.05 C	3046	13,66

LIVRE/100PC LIVRE/100PC LIT/100PC FF/100PC

04.05 A I A)	167	0,75
--------------	-----	------

LIVRE/100KG LIVRE/100KG LIT/100KG FF/100KG

04.05 A I B)	2173	9,74
04.05 B I A) 1	9213	41,32
04.05 B I A) 2	2520	11,30
04.05 B I B) 1	4433	19,88
04.05 B I B) 2	4737	21,24
04.05 B I B) 3	9343	41,90
35.02 A I I A) 1	8561	38,39
35.02 A I I A) 2	1195	5,36

FAIT LE 20-2-74.

A. Kerm

PARTIE 5

VALABLE 25.2.76

SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Montants compensatoires monétaires

N° du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation							
		United Kingdom £/100 kg		Ireland £/100 kg		Italia Lit./100 kg		France FF/100 kg	
		(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
1	2	6		7		8		9	
04.01 A		(*)	(*)			472	169	2,12	0,76
04.01 B I						421	169	1,89	0,76
04.01 B II						328	169	1,47	0,76
04.01 B III						265	169	1,19	0,76
04.02 A I	d'une teneur en poids d'eau:								
	— inférieure ou égale à 33 %		—		—	1690	—	7,58	—
	— supérieure à 33 % et inférieure ou égale à 65 %		—		—	1127	—	5,05	—
	— supérieure à 65 %		—		—	563	—	2,53	—
04.02 A II a) 1			—		—	5395	—	24,19	—
04.02 A II a) 2			—		—	3992	169	17,90	0,76
04.02 A II a) 3			—		—	3992	169	17,90	0,76
04.02 A II a) 4			—		—	3237	169	14,51	0,76
04.02 A II b) 1		(1)	—	(1)	—	5395 (1)	—	24,19(1)	—
04.02 A II b) 2			—		—	3992	169	17,90	0,76
04.02 A II b) 3			—		—	3992	169	17,90	0,76
04.02 A II b) 4			—		—	3237	169	14,51	0,76
04.02 A III a)			—		—	2416	—	10,87	—
04.02 A III b)	d'une teneur en matière sèche lactique non grasse:								
	— inférieure ou égale à 35 %		—		—	1078	169	4,84	0,76
	— supérieure à 35 %		—		—	1960	169	8,80	0,76
04.02 B I a) 1		(2)	—	(2)	—	66,04(2)	—	0,2963(2)	—
04.02 B I a) 2		(2)	—	(2)	—	71,21(2)	—	0,3196(2)	—

N° du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation							
		United Kingdom £/100 kg		Ireland £/100 kg		Italia Lit./100 kg		France FF/100 kg	
		(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
		6		7		8		9	
04.02 B I a) 3		(2)	—	(2)	—	74,09 (2)	—	0,3326 (2)	—
04.02 B I a) 4		kg (2)	—	kg (2)	—	80,99 (2)	—	0,3637 (2)	—
04.02 B I b) 1 aa)		kg (2)	—	kg (2)	—	53,95 (2)	—	0,2419 (2)	—
04.02 B I b) 1 bb)		kg (2)	—	kg (2)	—	39,92 (2)	169	0,1790 (2)	0,76
04.02 B I b) 1 cc)		kg (2)	—	kg (2)	—	32,37 (2)	169	0,1451 (2)	0,76
04.02 B I b) 2 aa)		kg (2)	—	kg (2)	—	53,95 (2)	—	0,2419 (2)	—
04.02 B I b) 2 bb)		kg (2)	—	kg (2)	—	39,92 (2)	169	0,1790 (2)	0,76
04.02 B I b) 2 cc)		kg (2)	—	kg (2)	—	32,37 (2)	169	0,1451 (2)	0,76
04.02 B II a)		kg (3)	—	kg (3)	—	2957 (3)	—	13,30 (3)	—
04.02 B II b)		kg (2)	—	kg (2)	—	13,72 (2)	169	0,0616 (2)	0,76
04.03 A	d'une teneur en poids de matières grasses:								
	— inférieure à 80 % (4)	—	—	—	—	—	169	—	0,76
	— égale ou supérieure à 80 % et inférieure à 82 % (4)	(6)	—	—	—	14035	—	62,95	—
	— égale ou supérieure à 82 % (4)	(6)	—	—	—	14386	—	64,52	—
04.03 B (4)		—	—	—	—	—	169	—	0,76
04.04 A II		—	—	—	—	12662	—	56,90	—
04.04 C		—	—	—	—	10431	—	46,93	—
04.04 D II		—	—	—	—	8440	—	37,91	—
ex 04.04 E I a)	à l'exclusion du Grana Padano et du Parmigiano Reggiano	—	—	—	—	14223	—	63,86	—
04.04 E I b) 1		(7)	—	—	—	11794	—	52,97	—

N° du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation							
		United Kingdom £/100 kg		Ireland £/100 kg		Italia Lit./100 kg		France FF/100 kg	
		(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
		6		7		8		9	
04.04 E I b) 2	— Asiago, Caciocavallo, Provolone, Ragusano, Danbo, Edam, Fontal, Fontina, Fynbo, Gouda, Havarti, Maribo, Samso, Tilsit, ainsi que les fromages d'une teneur en poids d'eau dans la matière non grasse inférieure ou égale à 62 % — Esrom, Italico, Kernhem, Saint-Nectaire, Saint Paulin, Taleggio, Butterkäse ainsi que les fromages d'une teneur en poids d'eau dans la matière non grasse supérieure à 62 %	—	—	—	—	10780	—	48,40	—
04.04 E I b) 3		—	—	—	—	10780	—	48,40	—
04.04 E I b) 4		—	—	—	—	8404	—	37,75	—
04.04 E I b) 5		—	—	—	—	4237	—	19,04	—
04.04 E I c)		—	—	—	—	14223	—	63,86	—
04.04 E II a)		—	—	—	—	9210	—	41,40	—
04.04 E II b)		—	—	—	—	2207	—	9,90	—
17.02 A		—	—	—	—	2207	—	9,90	—
17.05 A		—	—	—	—	1950 ^(a)	—	8,79(5)	—
23.07 B I a) 3		(^(b))	—	(^(b))	—	2613 ^(b)	—	11,72(5)	—
23.07 B I a) 4		(^(b))	—	(^(b))	—	2723 ^(b)	—	12,21(5)	—
23.07 B I b) 3		(^(b))	—	(^(b))	—	2304 ^(b)	—	10,33(5)	—
23.07 B I c) 3		(^(b))	—	(^(b))	—	2776 ^(b)	—	12,45(5)	—
23.07 B II		(^(b))	—	(^(b))	—				

(a) Montant de base par 100 kg poids net (sauf autre indication).

(b) Montant supplémentaire pour chaque % de matières grasses par 100 kg poids net.

Notes

(¹) Dans le cas où le produit est dénaturé conformément à l'article 2 du règlement (CEE) n° 990/72, ce montant est réduit à :

- 3266 Lit. par 100 kg pour l'Italie,
- 14,65 FF par 100 kg pour la France.

(²) Le montant de base pour 100 kilogrammes de produit relevant de cette sous-position est égal à la somme des éléments suivants :

- a) le montant par kilogramme indiqué multiplié par le poids de lait et crème de lait contenu dans 100 kilogrammes de produit ;
- b) un montant additionnel pour chaque pourcent constituant la teneur en saccharose de 100 kilogrammes de poids net du produit égal à :

- 32,96 Lit. pour l'Italie,
- 0,0864 FF pour la France.

(³) Le montant de base pour 100 kilogrammes de produits relevant de cette sous-position est égal à la somme des éléments suivants :

- a) le montant par 100 kilogrammes indiqué ;
- b) un montant additionnel pour chaque pourcent constituant la teneur en saccharose de 100 kilogrammes de poids net du produit égal à :

- 32,96 Lit. pour l'Italie,
- 0,0864 FF pour la France.

(⁴) Toutefois, pour le beurre faisant l'objet des mesures prévues :

- au règlement (CEE) n° 1519/72 (JO n° L 162 du 13. 7. 1972), ce montant est affecté du coefficient 0,2,
- au règlement (CEE) n° 1259/72 (JO n° L 139 du 17. 6. 1972), ce montant est affecté du coefficient 0,3, toutefois, pour le Royaume-Uni, ce coefficient est 0,6,
- au règlement (CEE) n° 349/73 (JO n° L 40 du 13. 2. 1973), ce montant est affecté du coefficient 0,4,
- aux règlements (CEE) n°s 1282/72 (JO n° L 142 du 22. 6. 1972), 1717/72 (JO n° L 181 du 9. 8. 1972), 2537/72 (JO n° L 272 du 5. 12. 1972) et 1412/73 (JO n° L 142 du 29. 5. 1973), ce montant est affecté du coefficient 0.

(⁵) Dans les échanges avec les pays tiers, ce montant est affecté du coefficient 1,6517.

Pour le calcul de la teneur en matières grasses, le poids des matières grasses non lactiques n'est pas à prendre en considération.

P r o d u i t s		Montants à percevoir à l'importation et à octroyer à l'exportation			Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation			
N° du tarif douanier commun	Désignation	Allemagne DM/	Belg/Lux. FB/Lux/	Pays-Bas Florin/	Royaume Uni £/	Irlande £/	Italie Lit/	France FF/
ex. 22.05 C I et C II	- Vin de table d'un titre alcoométrique acquis non inférieur à 8°5 et un titre alcoométrique total non supérieur à 15° ainsi que les vins rouges, rosés et blancs importés			degré/hl			155	0.50
ex. 22.05 C I	- Vin de table du type RIII au sens du règlement (CEE) n° 945/70 ainsi que les vins rouges présentés à l'importation sous le nom du cépage Portugieser			hl			2497	7.99
ex. 22.05 C I	- Vin de table des types A II et A III au sens du règlement (CEE) n° 945/70 ainsi que les vins blancs présentés à l'importation sous le nom de cépage Riesling ou Sylvaner.			hl			3482	11.14

Valable à partir du 25.2.1974

PARTIE 7 — PART 7 — TEIL 7 — PARTE 7a — DEEL 7 — DEL 7

SECTEUR DU SUCRE — SUGAR — SEKTOR ZUCKER — SETTORE ZUCCHIERO — SECTOR SUIKER — SUKKER

Montants compensatoires monétaires — Monetary compensatory amounts — Währungsausgleichsbeträge
Importi compensativi monetari — Monetaire compenserende bedragen — Monetare udligningsbeløb

N° du tarif douanier commun CCT heading No Nr. des Gemeinsamen Zolltarifs Numero della tariffa doganale comune Nr. van het gemeenschappelijk douanietarief Position i den fælles toldtarif	Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation (1) Amounts to be granted on imports and charged on exports (1) Beträge, die bei der Einfuhr gewährt und bei der Ausfuhr erhoben werden (1) Importi da concedere all'importazione e da riscuotere all'esportazione (1) Bij de invoer te verstrekken en bij de uitvoer te heffen bedragen (1) Beløb, der skal ydes ved indførsel og opkræves ved udførsel (1)			
	United Kingdom £	Ireland £	Italia Lit.	France FF
1	5	6	7	8
— 100 kg —				
17.01 A I			2107	5,52
17.01 B I			3296	8,64
17.01 B II			2804	7,35
par 1 % de teneur en saccharose et par 100 kg net du produit en cause (2) by 1 % of sucrose content and by 100 kg net of that product (2) je 1 v. H. Saccharosegehalt und je 100 kg netto des betreffenden Erzeugnisses (2) per 1 % di tenore di saccarosio e per 100 kg netti di prodotti in questione (2) per 1 % van het gehalte aan saccharose en per 100 kg netto van het bedoelde produkt (2) ved hver hele procent saccharoseindhold og ved 100 kg netto af det omhandlede produkt (2)				
17.02 ex D (3)			32,96	0,0864
17.02 E			32,96	0,0864
17.02 ex F (4)			32,96	0,0864
17.05 ex C (5)			32,96	0,0864

(1) Aucun montant compensatoire n'est appliqué au sucre exporté en vertu de l'article 25 du règlement n° 1099/67/CEE ou au sucre importé en vertu des dispositions du protocole n° 17 de l'acte joint au traité d'adhésion.

(2) No compensatory amounts are applied to sugar exported pursuant to Article 25 of Regulation No 1099/67/EEC or to sugar imported pursuant to Protocol No 17 of the Act appended to the Treaty of Accession.

(3) Auf gemäß Artikel 25 der Verordnung Nr. 1099/67/EWG ausgeführten Zucker oder auf gemäß den Bestimmungen des Protokolls Nr. 17 der dem Beitrittsvertrag beigefügten Akte eingeführten Zucker wird kein Ausgleichsbetrag angewandt.

(4) Nessun importo compensativo è applicato allo zucchero esportato in virtù delle disposizioni dell'articolo 25 del regolamento n. 1099/67/CEE nonché allo zucchero importato in virtù delle disposizioni del protocollo n. 17 dell'atto allegato al trattato di adesione.

(5) Et wordt geen compenserend bedrag toegepast bij de uitvoer van suiker krachtens de bepalingen van artikel 25 van Verordening nr. 1099/67/EEG of bij de invoer van suiker krachtens de bepalingen van Protocol nr. 17 van de aan het Toetredingsverdrag gehechte Akte.

(6) Inver udligningsbeløb finder anvendelse på sukker eksporteret efter artikel 25 i forordning nr. 1099/67/EØF eller på sukker importeret efter bestemmelserne i protokol nr. 17 i tilknytningen til Tiltrædelses-traktaten.

(7) La teneur en saccharose, y compris la teneur en d'autres sucres calculés en saccharose, est déterminée conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 837/68 lors d'une importation et conformément aux dispositions de l'article 13 du règlement (CEE) n° 394/70 lors d'une exportation.

(8) The sucrose content, including other sugars expressed as sucrose, shall be determined in accordance with Article 7 (2) of Regulation (EEC) No 837/68 in the case of imports and in accordance with Article 13 of Regulation (EEC) No 394/70 in the case of exports.

(9) Der Gehalt an Saccharose, einschließlich des Gehalts an anderem als Saccharose berechneten Zucker, wird bei einer Einfuhr in Übereinstimmung mit Artikel 7 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 837/68 und bei einer Ausfuhr mit Artikel 13 der Verordnung (EWG) Nr. 394/70 bestimmt.

(10) Il tenore di saccarosio, compreso il tenore di altri zuccheri calcolati in saccarosio, è determinato conformemente alle disposizioni dell'articolo 7 paragrafo 2 del regolamento (CEE) n. 837/68 qualora trattasi di un'importazione e conformemente alle disposizioni dell'articolo 13 del regolamento (CEE) n. 394/70 qualora trattasi di un'esportazione.

(11) Het gehalte aan saccharose, inclusief het in saccharose uitgedrukt gehalte aan andere suikers, wordt bepaald overeenkomstig artikel 7, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 837/68 bij invoer en overeenkomstig artikel 13 van Verordening (EEG) nr. 394/70 bij uitvoer.

(12) Indholdet af saccharose, herunder indholdet af andet sødt saccharose beregnet sukker, fastsættes i henhold til bestemmelserne i artikel 7, stk. 2, i forordning (EØF) nr. 837/68 ved indførsel og i henhold til bestemmelserne i artikel 13 i forordning (EØF) nr. 394/70 ved udførsel.

(13) Autres sucres et sirops, à l'exclusion du sorbose.

(14) Other sugars and syrups excluding sorbose.

(15) Andere Zucker und Sirupe, ausgenommen Sorbose.

(16) Altri zuccheri e sciroppi, escluso il sorboso.

(17) Andre suikers en siropen, med undtagelse af sorbose.

(18) Andet sukker og sirup, med undtagelse af sorbose.

(19) Sucres de la position tarifaire 17.01 caramélisés.

(20) Caramelized sugars contra under tariff heading 17.01.

(21) Zucker der Tarifnummer 17.01, karamellisiert.

(22) Zuccheri della voce tariffaria 17.01, caramellati.

(23) Karamel uit suiker van post 17.01.

(24) Karamel under pos. 17.01.

(25) Autres, à l'exclusion des mélasses aromatisées ou additionnées de colorants.

(26) Others excluding molasses containing added flavouring or colouring material.

(27) Andre, udelukkende Melasser, aromatiseret eller farvet.

(28) Altri, esclusi i melassi aromatizzati o colorati.

(29) Andre, med undtagelse af melasse, gearomatiseret eller med tilsættede farvestoffer.

(30) Andre, med undtagelse af melasse, tilsat smagsstoffer eller farvestoffer.

- ANNEXE I - PARTIE 8 -

Numéro du tarif douanier commun	Montants à percevoir à l'importation et à octroyer à l'exportation			Montants à octroyer à l'importation et à percevoir à l'exportation			
	Allemagne DM/100 kg	Belg/Luxemb FB/FLUX/100kg	Pays-Bas Florin/100 kg	Royaume-Uni £/100 kg	Irlande £/100 kg	Italie Lit/100 kg	France FF/100 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
18.06 A I						1 978	5,18
II						2 472	6,48
III						3 296	8,64
B I						1 363	4,58
II a)						2 589	10,38
b)						3 597	14,90
C I						2 291	10,27
II a) 1						1 483	3,89
2						1 813	4,75
b) 1						2 736	8,89
2						3 156	10,77
3						3 494	12,60
4						3 998	14,86

	Allemagne	Belg/Luxemb.	Pays-Bas	Royaume-Uni	Irlande	Italie	France
18.06 D I a)						4 106	17,80
b)						4 106	17,80
II a) 1						2 991	10,34
2						2 991	10,34
b) 1						7 463	32,85
2 aa)						4 666	17,55
bb)						7 463	32,85
18.06 D II e)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
19.01 A						1 541	6,91
B						1 256	5,63
19.03 A						1 612	7,23
B I						1 612	7,23
II						1 545	6,93
19.04						1 050	4,71
19.05 A						1 464	6,56

	Allemagne	Belg/Luxemb.	Pays-Bas	Royaume-Uni	Irlande	Italie	France
21.07 B I						637	2,86
II a)						396	1,78
b)						1 120	5,02
C I						1 363	4,58
II a)						2 589	10,38
b)						3 597	14,90
D I a) 1						4 855	21,77
2						7 553	33,87
b) 1						432	1,94
2						923	4,14
3						6 714	30,11
II a) 1						5 395	24,19
2						7 822	35,08
3						9 980	44,75
4						14 296	64,11
b)						8 392	37,64

	Allemagne	Belg/Luxemb.	Pays-Bas	Royaume-Uni	Irlande	Italie	France
21.07 F I a) 2 aa)						484	2,17
bb)						726	3,26
cc)						969	4,34
b) 1						461	-
2 aa)						814	3,04
bb)						1 056	4,12
cc)						1 298	5,21
e) 1						824	2,16
2 aa)						1 308	4,33
bb)						1 550	5,42
cc)						1 732	6,23
d) 1						1 483	3,89
2 aa)						1 967	6,06
bb)						2 149	6,87
e) 1						2 637	6,91
2						2 879	8,00
f)						3 131	8,21

	Allemagne	Belg./Luxemb.	Pays-Bas	Royaume-Uni	Irlande	Italie	France
21.07 F. III a) 1						4 181	17,21
2						4 605	19,11
d) 1						4 840	18,94
2						5 022	19,76
e)						5 335	20,24
IV a) 1						5 035	22,58
2						5 520	24,75
b) 1						5 497	23,79
2						5 808	25,19
e)						5 859	24,74
V a) 1						7 553	33,87
2						7 674	34,42
b)						7 883	34,74
21.07 F. VI à F. IX	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)

ANNEXE II — ANNEX II — ANHANG II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — BILAG II

Coefficients visés à l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1463/73

Coefficients provided for in Article 4 (3) of Regulation (EEC) No 1463/73

Koeffizienten in Artikel 4 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1463/73

Coefficienti di cui all'articolo 4, paragrafo 3, del regolamento (CEE) n. 1463/73

Coëfficiënten, in artikel 4, lid 3, van Verordening (EEG) nr. 1463/73

Koefficienter, der er nævnt i artikel 4, stk. 3, forordning (EØF) nr. 1463/73

Italia	1,082
Ireland & United Kingdom	1,127
France	1,086

ANNEXE III — ANNEX III — ANHANG III — ALLEGATO III — BIJLAGE III — BILAG III (*)

Taux de change de la lire (article 10 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1463/73)

Exchange rate for the lira (Article 10 (3) of Regulation (EEC) No 1463/73)

Wechselkurse der Lire (Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1463/73)

Tasso di cambio della lira (articolo 10, paragrafo 3, del regolamento (CEE) n. 1463/73)

Wisselkoersen van de lire (Artikel 10, lid 3, van Verordening (EEG) nr. 1463/73)

Valutakurser for lire — Artikel 10, stk. 3, forordning (EØF) nr. 1463/73

100 lires = 6,29322 Fb/Flux

100 lires = 0,992142 Dkr

100 lires = 0,415357 DM

100 lires = 0,760356 FF

100 lires = 0,433215 Hfl

100 lires = 0,0675236 £ anglaise ou irlandaise

(*) Cette annexe ne s'applique qu'aux opérations ayant fait l'objet de l'accomplissement des formalités douanières d'exportation avant le 15 janvier 1974.

(*) This Annex is only applied to operations which have been the object of the fulfilment of customs export formalities before 15 January 1974.

(*) Dieser Anhang wird nur auf Ausfuhren angewandt, für die Ausfuhrzollformlichkeiten vor dem 15. 1. 1974 vorgenommen worden sind.

(*) Il presente allegato si applica solo alle operazioni le cui formalità doganali d'esportazione sono state espletate prima del 15 gennaio 1974.

(*) De bijlage wordt slechts toegepast op handelingen, die deel hebben uitgemaakt van de vervulling van douane uitvoerformaliteiten vóór 15 januari 1974.

(*) Dette bilag finder kun anvendelse på operationer, der har opfyldt toldformaliteterne for eksport for den 15 januar 1974.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 247/3
Bruxelles, le 5 mars 1974

Secrétariat général

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES applicables en Italie

Approbation par la procédure écrite C/460/74

Par note en date du 20 février 1974 - sous la réf. COM(74) 247 - le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, un projet de règlement de la Commission concernant les montants compensatoires monétaires applicables en Italie. Par note en date du 22 février 1974, sous la référence COM(74) 247/2, des modifications rédactionnelles ont été apportées au dernier considérant de la page 2.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (22 février 1974), aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de ce projet. Celui-ci a fait l'objet d'une révision par les juristes linguistes du Service juridique.

En conséquence, la Commission a arrêté le 22 février 1974 :

- un règlement de la Commission relatif aux montants compensatoires monétaires applicables en Italie, dans le texte du doc. COM(74) 247 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission.

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. RABOT, BRAUN, MUCH
P. inf.: MM. MOSCA, VAN GRONSVELD,
SCHLIEDER, CARPENTIER

E. NOEL

Secrétaire général

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(74) 249 final.A

Bruxelles, le 28 février 1974

Annexe PE/48

Proposition de règlement du Conseil

concernant les animaux de l'espèce

bovine reproducteurs de race pure

(présentée par la Commission au Conseil)

EXPOSE DES MOTIFS

Bien que visés par le règlement (CEE) n° 827/68 du Conseil portant organisation commune des marchés pour certains produits énumérés à l'annexe II du Traité, les bovins reproducteurs de race pure demeurent soumis aux législations nationales sous réserve qu'elles soient non discriminatoires quant à l'origine des produits ; or, même si elles sont non discriminatoires, les législations nationales comportent d'un pays à l'autre des différences telles que les échanges de ces animaux sont considérablement freinés, voire complètement interdits.

Les entraves que l'on peut constater à l'heure actuelle sont dues à l'existence dans les Etats membres de politiques d'élevage qui ne vont pas toutes dans le même sens. Chaque pays encourage en effet la production de races qui, traditionnellement, lui sont propres et que l'on ne retrouve pas toujours dans les pays voisins ; ou encore, une race communément répandue peut se voir imposer des normes variables selon les pays. Il en découle que les échanges de reproducteurs de race pure rencontrent des obstacles qui vont de la simple restriction à l'interdiction totale lorsque, par exemple, ils appartiennent à une race qui n'est pas reconnue dans le pays importateur.

Il ne pourra plus subsister dans la Communauté de prescriptions, quelle que soit leur nature ou leur origine, ayant pour objet ou pour effet d'interdire l'importation ou l'élevage de bovins reproducteurs.

Il est, par ailleurs, évident que le projet ci-joint est un texte de base et qu'il ne peut en conséquence régler par lui-même tous les problèmes qui se posent dans l'harmonisation de ce secteur. C'est notamment le cas des méthodes à employer pour vérifier le respect des normes relatives à la production laitière, la conformation etc ... qui restent purement nationales. Il sera donc nécessaire d'élaborer les méthodes communautaires afin de parvenir à une appréciation uniforme des résultats obtenus ; le recours à un Comité zootechnique a été prévu à cet effet et permettra à la Commission d'arrêter les mesures d'application nécessaires. En attendant, les méthodes pratiquées sont mutuellement reconnues.

En ce qui concerne la forme juridique que doivent revêtir les dispositions envisagées, c'est celle du règlement qui a paru la plus appropriée en l'espèce.

Proposition de règlement du Conseil
concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs
de race pure

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que la production d'animaux de l'espèce bovine tient une place très importante dans l'agriculture de la Communauté et que des résultats satisfaisants dans ce domaine dépendent dans une large mesure de l'utilisation d'animaux reproducteurs de race pure ;

considérant que, dans le cadre de leur politique nationale de l'élevage, les Etats membres se sont efforcés jusqu'ici d'encourager la production d'animaux appartenant à un nombre de races limité et répondant à des normes zootechniques bien déterminées ; que ces races et ces normes varient d'un Etat membre à l'autre ; que l'existence de telles disparités constitue

considérant qu'en vue d'éliminer ces disparités et de contribuer ainsi à l'accroissement de la productivité de l'agriculture dans le secteur considéré, il convient de libérer totalement les échanges intracommunautaires de reproducteurs de race pure ;

considérant que les Etats membres doivent avoir la possibilité d'exiger la présentation de documents ayant pour but non pas d'imposer des conditions autres que celles prévues par le présent règlement, mais de fournir toutes les informations dont il est souhaitable de disposer sur les produits en cause ;

considérant que le contrôle de performance, l'examen de conformation et le testage des animaux doivent être réalisés dès que possible, selon des modalités d'application communautaires ;

considérant qu'il convient de confier à la Commission le soin de prendre certaines mesures d'application; que pour faciliter la mise en oeuvre des mesures envisagées, il convient de prévoir une procédure instaurant une coopération étroite entre les Etats membres et la Commission au sein d'un Comité zootechnique permanent,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Au sens du présent règlement, on entend par :

- a) bovin reproducteur de race pure : tout animal de l'espèce bovine dont les parents et les grands-parents sont inscrits à un livre généalogique de la même race et qui y est lui-même inscrit ou enregistré ;
- b) livre généalogique : tout livre, tenu par une association d'éleveurs agréée officiellement dans un Etat membre, où sont inscrits les bovins reproducteurs de race pure.

Article 2

Ne peuvent être interdits, restreints ou entravés pour des raisons zootechniques :

- le commerce des bovins reproducteurs de race pure,
- le commerce de sperme provenant de bovins reproducteurs qui répondent aux normes exigées dans le pays destinataire pour les bovins reproducteurs, producteurs de sperme,
- la création de livres généalogiques.

Article 3

Les associations d'éleveurs agréées officiellement sont tenues d'inscrire dans les livres généalogiques les bovins reproducteurs de race pure importés qui répondent aux normes exigées pour l'inscription des animaux élevés dans le pays importateur.

Article 4

Les Etats membres peuvent prescrire que les bovins reproducteurs de race pure visés par le présent règlement ainsi que le sperme qui en provient, doivent être accompagnés, dans les échanges intracommunautaires, d'un certificat contenant les mentions prévues aux annexes I et II suivant qu'il s'agit de race laitière ou mixte d'une part, ou de race à viande d'autre part.

Article 5

1. Les modalités d'application du présent règlement et relatives :

- aux méthodes de contrôle de performance,
 - à l'examen de conformation,
 - aux méthodes de testage des animaux,
- sont déterminées suivant la procédure prévue à l'article 6.

2. Jusqu'à l'entrée en vigueur des modalités d'application prévues au paragraphe précédent, les contrôles effectués officiellement dans chaque Etat membre sont reconnus dans tous les autres Etats membres.

Article 6

1. Dans le cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le représentant de la Commission soumet au Comité zootechnique permanent institué par la décision du Conseil du, ci-après dénommé le "Comité", un projet des dispositions à prendre. Le Comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le Président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. Il se prononce à la majorité de quarante et une voix, les voix des Etats membres étant affectées à la pondération prévue à l'article 148 paragraphe 2 du traité. Le président ne prend pas part au vote.

2. a) La Commission arrête les dispositions envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du Comité.
- b) Lorsque les dispositions envisagées ne sont pas conformes à l'avis du Comité ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux dispositions à prendre. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.
- c) Si à l'expiration d'un délai de trois mois, à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les dispositions proposées sont arrêtées par la Commission. 3

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1975.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président

RACES LAITIÈRES OU MIXTESPAYS :

Livre généalogique de la race
reconnu officiellement par

CERTIFICAT GENEALOGIQUE

L'association d'éleveurs de la race ayant
son siège à
certifie { que l'animal décrit ci-dessous de sexe (1)
 { que la semence provient d'un animal qui (1)
est inscrit au livre généalogique de la race
sous le n°
Naisseur :
Propriétaire :
Expéditeur :

DESCRIPTION DE L'ANIMAL

Nom : n° tatouage :
Né le marque auriculaire :
- soit signalement
- soit silhouette
- soit photo

Conformation :

Points :

Classe

L'animal se situe dans la 1/2 supérieure (1) de la courbe de classement des
le 1/3 supérieur (1)

animaux de même âge inscrits au livre généalogique OUI -- NON

Pour races Simmental et Gelbvich :

Age : Poids Taille au garrot

(1) Biffer la mention inutile

ANNEXE I

TESTAGE DU TAUREAU OU DU PERE

Nombre de filles contrôlées :

Production des filles :

Résultats du testage :

(à exprimer suivant la méthode utilisée dans le pays expéditeur)

Signature de l'autorité compétente

Cachet

ANNEXE I

GÉNÉALOGIE

P E R E		
M E R E		

PRODUCTION LAITIÈRE DE LA MÈRE OU DE LA FEMELLE ELLE-MÊME (1)

Dates de vêlage	N° d'ordre de lactation	Production laitière sur 305 j.		
		Kgs	% MG	Kgs GB

(1) Biffer la mention inutile

RACES A VIANDE

Pays :
Livre généalogique de la race
reconnu officiellement par

CERTIFICAT GENEALOGIQUE

L'association d'éleveurs de la race
ayant son siège à
certifie (que l'animal décrit ci-dessous de sexe (1)
 (que la semence provient d'un animal qui (1)
est inscrit au livre généalogique de la race
sous le n°
Naisseur :
Propriétaire :
Exportateur :

Description de l'animal

Nom : n° de tatouage
Né le marque auriculaire
- soit signalement
- soit silhouette
- soit photo

(1) Biffer la mention inutile

ANNEXE II

Conformation

Points :

Classe :

L'animal se situe dans la 1/2 supérieure (1) de la
le 1/3 supérieur (1)

courbe de classement des animaux de même âge inscrits au livre généalogique

OUI - NON

Performances (pour les races Charolaise, Limousine, Blonde d'Aquitaine)

Age (en mois)	Performances de l'animal (poids-kgs)	Performances moyennes du troupeau pour les animaux de même âge (poids-kgs)	Performances moyennes nationales pour les animaux de même âge (poids-kgs)
6			
12			
18			
24			

Performances (pour les races Marchigiana, Chianina, Romagnola, Piemontese,
Maremmiana)

Age (en mois)	Poids (kgs)	Taille au garrot (cms)
6		
12		
18		
24		

(1) Biffer la mention inutile

ANNEXE II

Ascendants

Conformation

Le père de l'animal se situe dans la 1/2 supérieure de la courbe de classement des animaux de même âge inscrits au livre généalogique.

OUI - NON

Points :

Classe :

La mère de l'animal se situe dans la 1/2 supérieure de la courbe de classement des animaux de même âge inscrits au livre généalogique

OUI - NON

Points :

Classe :

Résultats de testage du père :

Signature de l'autorité compétente

Cachet

Généalogie

P E R E		
M E R E		

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 249 final.B

Bruxelles, le 28 février 1974

Projet de

DECISION DU CONSEIL

instituant un Comité Zootechnique permanent

(présenté par la Commission au Conseil)

EXPOSE DES MOTIFS

I. Un acte arrêté par le Conseil des Ministres ne peut que très difficilement englober tous les problèmes pour lesquels il est nécessaire de légiférer. Certains d'entre eux, d'ordre technique, relèvent en effet du domaine de l'exécution et, s'il est indispensable de leur apporter une solution communautaire, cette solution ne doit pas nécessairement être décidée au niveau du Conseil, mais plutôt au niveau de la Commission.

Cependant, compte tenu de la technicité des problèmes à résoudre, il apparaît souhaitable de l'assister d'un comité composé de représentants des Etats membres particulièrement qualifiés dans le domaine considéré.

Dans le domaine zootechnique, et en raison du fait que l'harmonisation vient à peine de commencer, il est difficile d'énumérer avec exactitude les matières pour lesquelles le Conseil pourrait prévoir l'intervention d'un Comité. Il est néanmoins évident qu'il y aura des tâches d'exécution et qu'elles seront très nombreuses ; elles apparaîtront au fur et à mesure que l'harmonisation progressera. Mais il s'avère d'ores et déjà opportun d'envisager le recours à un Comité zootechnique pour un certain nombre de décisions relatives aux bovins et aux porcins (cf. INFRA III).

II. Ce Comité serait institué et fonctionnerait selon un schéma analogue à celui des Comités de réglementation déjà créés par le Conseil et dont le premier modèle est le Comité de l'origine (règlement CEE n° 802/68 du 27 juin 1968).

III. Les tâches pouvant être confiées au Comité ne pourront être précisées qu'à l'occasion de l'établissement des réglementations fondamentales qui seront adoptées par le Conseil. A l'heure actuelle, compte tenu des discussions qui se sont déroulées au sein du groupe "Législation zootechnique" et relatives aux bovins et aux porcins, on peut envisager l'intervention du Comité dans les domaines suivants :

1. Mise au point et confirmation des méthodes de contrôle laitier utilisées pour l'application des normes prévues dans la réglementation communautaire

2. Détermination des normes minimales pour l'inscription dans les livres généalogiques.
3. Etablissement d'une échelle commune pour l'expression d'un classement de conformation.
4. Etablissement des méthodes de testage et des normes minimales auxquelles doit répondre un animal pour être considéré comme testé favorablement.
5. Etablissement des méthodes de choix des mères à taureaux.
6. Etablissement des méthodes de choix des jeunes taureaux de testage.
7. Etablissement d'une méthode européenne d'indexation des taureaux.
8. Précisions à apporter pour les normes d'échanges de sperme.
9. Toutes les mesures d'application prévues dans les réglementations.

Projet de
DECISION DU CONSEIL

instituant un Comité zootechnique permanent

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le Traité instituant la Communauté économique européenne,
vu le projet de décision soumis par la Commission,

considérant que pour les cas pour lesquels le Conseil confère à la Commission des compétences dans le domaine zootechnique il convient de créer un Comité composé d'experts des Etats membres, afin de garantir une coopération étroite entre les Etats membres et la Commission et de permettre à celle-ci de consulter des experts ;

considérant qu'il est, en outre, souhaitable que cette coopération s'étende à l'ensemble des domaines qui font l'objet d'une réglementation communautaire dans ces matières ; qu'il convient, à cet effet, d'habiliter ledit Comité à examiner toute question relevant de ces domaines,

DECIDE :

Article premier

Il est institué un Comité zootechnique permanent, ci-après dénommé le "Comité", composé de ~~représentants des Etats membres~~ et présidé par un représentant de la Commission.

Article 2

Le Comité exerce les fonctions qui lui sont dévolues par les dispositions arrêtées par le Conseil dans le domaine zootechnique, dans les cas et les conditions qui sont prévus dans ces dispositions.

Il peut, en outre, examiner toute autre question relevant de ce domaine, évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un Etat membre.

Article 3

Le Comité établit son règlement intérieur.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président

49

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 250 final

Bruxelles, le 1er mars 1974

Annexe 2E/49

Projet de

RESOLUTION DU CONSEIL

concernant l'adaptation au progrès technique des directives
relatives à la protection et l'amélioration de l'environnement

(présenté par la Commission au Conseil)

COM(74) 250 final

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEILCONCERNANT L'ADAPTATION AU PROGRES TECHNIQUE DES DIRECTIVES OU REGLEMENTATIONS
COMMUNAUTAIRES RELATIVES A LA PROTECTION ET L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

La réalisation du programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement adopté par le Conseil le 19 juillet 1973^(*) impliquera l'adoption par le Conseil de directives ou réglementations communautaires dont certaines seront de nature technique.

Dans certains cas, il pourra s'avérer nécessaire d'adapter au progrès technique, selon une procédure ad hoc, les dispositions prévues dans ces directives ou réglementations communautaires.

Dans le domaine de l'élimination des entraves techniques aux échanges résultant des disparités entre les dispositions législatives, réglementaires et administratives, le Conseil a déjà créé une telle procédure par sa résolution du 28 mai 1969.

La Commission estime qu'une procédure semblable devrait être instaurée pour l'adaptation des directives ou réglementations communautaires relatives à la protection et l'amélioration de l'environnement.

Il est donc proposé au Conseil de retenir comme solution de principe l'institution de comités composés de représentants des Etats membres et présidés par un représentant de la Commission. Ces comités seront chargés d'émettre un avis sur les modifications projetées dans les directives ou réglementations communautaires visées par une telle procédure.

Dans certains cas cependant, soit qu'ils revêtent une importance particulière, soit que le Comité n'émette aucun avis ou encore qu'il ne puisse se mettre d'accord, la Commission saisira directement le Conseil de propositions sur lesquelles celui-ci statuera à la majorité qualifiée.

La Commission propose donc au Conseil d'approuver le projet de résolution ci-annexé.

(*) 22 Novembre 1973. J.O. 20.12.1973

RESOLUTION DU CONSEIL

du 1974

concernant l'adaptation au progrès technique des directives ou réglementations communautaires relatives à la protection et l'amélioration de l'environnement

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

Considérant que la réalisation du programme des Communautés en matière d'environnement implique notamment l'adoption de directives ou réglementations communautaires pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres, ainsi que pour l'instauration de réglementations communautaires en l'absence de toute législation nationale.

Considérant que, dans certains cas, il peut s'avérer nécessaire d'adapter au progrès technique, selon une procédure ad hoc, certaines dispositions prévues dans ces directives ou réglementations communautaires.

Considérant que, sans préjudice de décisions prises ou à prendre en ce qui concerne l'institution des comités particuliers, il convient de confier cette tâche dans la limite de l'article 155, dernier tiret du Traité, à la Commission agissant en étroite coopération avec les experts des États membres.

A. Retient à cette fin comme solution de principe :

- l'institution de comités composés de représentants des États membres et présidés par un représentant de la Commission;
- l'insertion dans les directives ou réglementations communautaires des dispositions suivantes :
"Article

1. Dans le cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le Comité. ci-après dénommé le "Comité" est saisi par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet au Comité un projet de mesures à prendre. Le Comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. Il se prononce à la majorité de 41 voix, les voix des Etats membres étant affectées de la pondération prévue à l'article 148, paragraphe 2 du Traité. Le président ne prend pas part au vote.
3. a) La Commission arrête les mesures envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du Comité.
b) Lorsque les mesures envisagées ne sont pas conformes à l'avis du Comité, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil statue à la majorité qualifiée.
c) Si à l'expiration d'un délai de trois mois, à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission.
- B. Prévoit que dans les cas, qui de l'avis de la Commission, revêtent une importance particulière, la Commission saisira directement le Conseil de propositions sur lesquelles celui-ci statuera à la majorité qualifiée.
- C. Convient que dans chaque directive ou réglementation communautaire sera précisé pour quelles dispositions de celle-ci il sera fait recours aux procédures définies ci-dessus.
- D. Convient en outre que, au terme d'une période de dix-huit mois à compter de la première application des procédures définies ci-dessus, il examinera, à la demande d'un Etat membre, sur proposition de la Commission, et à la lumière de l'expérience acquise, s'il y a lieu de modifier ces procédures.

Historical Archives of the European Commission

BON

Bruxelles, le 20.2.1974

-av-

VI/1177/74
con/74/252 final
Bruxelles, le 21 février
Précise 25/11/80 1974

Projet

RÈGLEMENT (CEE) .../74 DE LA COMMISSION

du 20 février 1974

concernant des mesures de sauvegarde dans le secteur de la viande bovine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 187/73 (2), et notamment son article 21 paragraphe 2,

considérant que la République française et la République italienne ont saisi la Commission, ~~la 19 février 1974~~, de demandes d'adoption de mesures de sauvegarde à l'importation dans le secteur de la viande bovine;

considérant qu'une très grande incertitude règne depuis un certain temps sur le marché de la viande bovine, qui a conduit la Commission à mettre en oeuvre, parmi les moyens normaux de la gestion des marchés, l'élargissement de l'éventail des produits pour lesquels sont accordées des restitutions, ainsi que des mesures d'aide au stockage privé;

considérant que ces mesures n'ont toutefois pas encore permis de rétablir le marché; que l'adoption prochaine du prix d'orientation valable pour la campagne 1974/1975 contribuera à une amélioration de la situation; que, toutefois, le relèvement prévu de ce prix d'orientation peut conduire à une perturbation momentanée dans la mesure où l'écart entre les prix de marché et le prix d'orientation serait trop important, notamment sur les marchés les plus sensibles;

considérant que dans ces circonstances il convient de protéger ces marchés afin d'éviter le risque d'une baisse accentuée des prix provoquant des mouvements qui seraient de nature à perturber le marché de la viande bovine peu avant l'augmentation du niveau du prix d'orientation; que les prix du marché italien dépendent largement des importations, tandis que le marché français est, parmi ceux des Etats membres, celui avec la plus grande production; qu'ainsi ces deux marchés sont les plus sensibles aux apports en provenance des pays tiers;

.../...

(1) J.O. n° L 148 du 28.6.1968, p. 24.

(2) J.O. n° L 25 du 30.1.1973, p. 23.

Ben

considérant que la suspension des importations de viandes fraîches et réfrigérées dans lesdits Etats membres peut dès lors contribuer à atteindre les buts recherchés; que, toutefois, il convient de limiter cette suspension à la période strictement nécessaire;

considérant que l'adoption des mesures prévues nécessite une surveillance attentive des importations de viande bovine dans toute la Communauté; qu'il convient par conséquent, dans l'attente de l'adoption par le Conseil d'un régime définitif, de soumettre toute importation d'animaux vivants et de viandes bovines à la présentation du certificat d'importation prévu par le règlement (CEE) n° 1373/70 de la Commission, du 10 juillet 1970, portant modalités d'application du régime de certificats d'importation, d'exportation et de préfixation, pour les produits agricoles soumis à un régime de prix unique (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1744/73 (4), en subordonnant la délivrance de ce certificat à la constitution d'une caution;

considérant qu'il est toutefois indiqué de soustraire à la suspension d'importation les produits importés sous le régime des certificats de préfixation prévu à l'article 12 bis du règlement (CEE) n° 805/68 pour lesquels le certificat a été déjà délivré;

(3) J.O. n° L 158 du 20.7.1970, p. 1.

(4) J.O. n° L 158 du 5.7.1973, p. 1.

L 158

.../...

BON

VI/ 1177/74

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. A-partir du 23 février 1974, toute importation dans la Communauté des produits visés à l'article 1er sous a) du règlement (CEE) n° 805/68 est soumise à la présentation du certificat d'importation prévu par le règlement (CEE) n° 1373/70, délivré, sous réserve de l'article 2, par les Etats membres à tout intéressé qui en fait la demande, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté.

Toutefois, ce certificat n'est pas exigé pour les produits pour lesquels les certificats délivrés conformément aux articles 12 bis ou 15 du règlement (CEE) n° 805/68 sont présentés.

2. La délivrance du certificat visé au paragraphe 1 premier alinéa est subordonnée à la constitution d'une caution de :

5 UC/100 kg pour les animaux vivants de l'espèce bovine des espèces domestiques autres que reproducteurs de race pure, de la sous-position 01.02. A II du T.D.C.

10 UC/100 kg pour les viandes comestibles de l'espèce bovine domestique fraîches ou réfrigérées, de la sous-position 02.01. A II a) 1 du T.D.C.

10 UC/100 kg pour les viandes comestibles de l'espèce bovine domestique salées ou en saumure, séchées ou fumées, de la sous-position 02.06. C I a) du T.D.C.

3. Le certificat d'importation est valable 60 jours à partir de la date de sa délivrance au sens de l'article 8 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1373/70.

4. La demande des certificats et les certificats d'importation ou de préfixation comportent dans la case 12 la mention de l'Etat membre dans lequel les produits doivent être importés. mis en libre pratique...

Article 2

Aucun certificat d'importation ou de préfixation n'est délivré pour l'importation de viandes comestibles de l'espèce bovine domestique, fraîches ou réfrigérées, de la ^{sous-}position 02.01 A II a) 1 au tarif douanier commun, destinées à être importées en France ou en Italie.

Amises en libre pratique

.../...

mise en libre pratique

Article 3

Les viandes pour lesquelles un certificat de préfixation a été délivré avant le ~~21 février 1974~~ peuvent être importées en France et en Italie.

(jour de l'entrée en vigueur du présent règlement)

Article 4

Les Etats membres communiquent à la Commission, au plus tard le deuxième jour ouvrable de chaque semaine, les quantités, ventilées par ^{seu-} position tarifaire, pour lesquelles les certificats ont été délivrés au cours de la semaine précédant celle au cours de laquelle la communication doit intervenir.

Article 5

(jour de sa publication au Journal officiel de la Communauté européenne)
Le présent règlement entre en vigueur le ~~21 février 1974~~. Il est applicable jusqu'au ~~24 mars 1974~~ à partir du 23 février 1974 jusqu'au 24 mars 1974.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 21 février 1974.

Par la Commission -

~~Le Vice-Président~~

~~SCARASCIA - MICHELINA~~

~~SCARASCIA - MICHELINA~~

Ortoli

Brüssel, den 20.2.1974

Entwurf

VERORDNUNG (EWG) /74 DER KOMMISSION

vom 21. Februar 1974

über Schutzmaßnahmen für Rindfleisch

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN,

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 805/68 des Rates vom 27. Juni 1968 über eine gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 187/73 (2), insbesondere auf Artikel 21 Absatz 2

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Französische Republik und die Italienische Republik haben

bei der Kommission den Erlaß von Schutzmaßnahmen bei der Einfuhr für Rindfleisch beantragt.

Seit einiger Zeit ist ^{die Lage} auf dem Rindfleischmarkt ^{überaus} unsicher, wodurch sich ^{im Rahmen} die Kommission veranlaßt sah, ^{den normalen Mitteln der Lenkung} der Märkte die Zahl der Erzeugnisse zu erhöhen, für die Erstattungen gewährt werden, und Beihilfemaßnahmen für die private Lagerhaltung durchzuführen.

Es war jedoch noch nicht möglich, mit diesen Maßnahmen das Marktgleichgewicht

wiederherzustellen. Die bevorstehende Festsetzung des für das Wirtschaftsjahr 1974/75 geltenden Orientierungspreises wird zu einer Verbesserung der Situation beitragen. Die Anhebung dieses Orientierungspreises kann jedoch eine vorübergehende Störung *daraus* hervorrufen, *wenn* der Abstand zwischen den Marktpreisen und dem Orientierungspreis, insbesondere auf den empfindlicheren Märkten, zu groß wäre.

Es empfiehlt sich unter diesen Umständen diese Märkte zu schützen, um die Gefahr eines starken Preisrückgangs zu vermeiden, durch *den* ^uStörungen (verursacht werden könnten) *den* Rindfleischmarkt kurz vor der Erhöhung des Orientierungspreises

L-7. Die Preise auf dem italienischen Markt hängen weitgehend von den Einfuhren ab, während ⁽⁻⁾ von den Märkten der Mitgliedstaaten (der französische Markt) die *höchste* Produktion aufweist. Es sind dies die beiden, gegenüber den Einfuhren aus Drittländern empfindlichsten Märkte.

(1) ABl. Nr. L 148 vom 28.6.1968, S. 24

(2) ABl. Nr. L 25 vom 30.1.1973, S. 23

Durch die Aussetzung der Einfuhren von frischem und gekühltem Fleisch in diesen Mitgliedstaaten kann zur Erreichung der verfolgten Ziele beitragen. Es empfiehlt sich jedoch, diese Aussetzung auf den unbedingt erforderlichen Zeitraum zu beschränken.

Mit dem Erlaß der vorgesehenen Maßnahmen wird eine aufmerksame Überwachung der Einfuhren von Rindfleisch in der gesamten Gemeinschaft notwendig. Folglich ist es in Erwartung der Festlegung einer endgültigen Regelung durch den Rat angebracht, jede Einfuhr von lebenden Rindern und Rindfleisch von der Vorlage des in der Verordnung (EWG) Nr. 1373/70 der Kommission vom 10. Juli 1970 über gemeinsame Durchführungsvorschriften für Einfuhr- und Ausfuhrlicenzen sowie Voraussetzungsbescheinigungen für landwirtschaftliche Erzeugnisse, die einem System gemeinsamer Preise unterliegen (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1796/73(4), vorgesehenen ^{ist,} (Einfuhrlizenz abhängig zu machen) wobei die Erteilung dieser Lizenz der Stellung einer Kautions unterliegt.

Es ist jedoch empfehlenswert, [von der Einfuhraussetzung] die im Rahmen der (Regelung der Voraussetzungsbescheinigungen) in Artikel 12 a) der Verordnung (EWG) vorgesehenen (->) Nr. 805/68 eingeführten Erzeugnisse, für die die Bescheinigung bereits erteilt wurde [] auszunehmen.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

1. Für jede Einfuhr in die Gemeinschaft von in Artikel 1 Buchstabe a) der Verordnung (EWG) Nr. 805/68 genannten Erzeugnissen ^{ist} die Vorlage einer in der Verordnung (EWG) Nr. 1373/70 vorgesehenen Einfuhrlizenz vorgeschrieben, die, unter dem Vorbehalt von Artikel 2, von allen Mitgliedstaaten jedem Antragsteller (erteilt wird) ungeachtet des Orts seiner Niederlassung in der Gemeinschaft ^{erteilt wird}.

Die Einfuhrlizenz ist jedoch nicht vorgeschrieben für die ^{jüngsten} Erzeugnisse, für die die gemäß Artikel 12 a) bzw. ^{Artikel} 15 der Verordnung (EWG) Nr. 805/68 erteilten Lizenzen vorgelegt werden.

2. Die Erteilung der in Absatz 1, erster Unterabsatz genannten Lizenz ist von der Stellung einer Kautions abhängig:

5 RE/100 kg für lebende Hausrinder, mit Ausnahme der reinrassigen Zuchttiere,

des Tarifstelle 01.02 A II des GZT

10 RE/100 kg für geniessbares Fleisch von Hausrindern, frisch oder gekühlt,

des Tarifstelle 02.01 A II a) 1 des GZT

10 RE/100 kg für geniessbares Fleisch von Hausrindern, gesalzen, in Salzlake,

getrocknet oder geräuchert, *des Tarifstelle 02.06 G I. a) des GZT*

3. Die Einfuhrlizenz gilt 60 Tage vom Tag ihrer Erteilung im Sinne von Artikel 8

Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 1373/70.

4. Die Anträge auf Bescheinigungen und die Einfuhrlizenzen ^{oder} Vorausfestsetzungen ^{Vermisch} bescheinigungen enthalten in ~~Feld~~ 12 ^{des} des Mitgliedstaats, in dem die Erzeugnisse ^{in den freien Verkehr gebracht,} werden sollen.

Artikel 2

Für die Einfuhr von geniessbarem Fleisch von Hausrindern, frisch oder ge-

kühlt, der Tarifstelle 02.01 A II a) ^{1/} des Gemeinsamen Zolltarifs, das

^{keinen Verkehr gebracht werden,}
ⁱⁿ Frankreich oder ⁱⁿ Italien ^{in dem Fall,} wird keiner Einfuhrlizenz

oder Vorausfestsetzungsbescheinigung erteilt.

Artikel 3

Fleisch, für ^{welches} eine Vorausfestsetzungsbescheinigung vor dem Tag der
erteilt worden ist, kann ⁱⁿ Frankreich und ⁱⁿ Italien ^{in den freien Verkehr} gebracht werden.

Artikel 4

Die Mitgliedstaaten teilen der Kommission spätestens am ^{zweiten} 2. Arbeitstag jeder
Woche die nach Tarif^{stellen} aufgliederten Mengen, ^{mit} für die die Lizenzen
in der Woche (erteilt worden sind) ^{mit} derjenigen (-en), in der die Mit-
teilung erfolgen muß.

Artikel 5

^(Tag über Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften)
Diese Verordnung tritt am ^{1. Februar 1974} in Kraft. Sie gilt bis zum
24. März 1974. ^{Vom 23. Februar 1974}

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar
in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 21. Februar 1974

Für die Kommission

~~Des Vizepräsidenten~~
~~Christopher J. Smith~~
C. J. Smith

ProgettoREGOLAMENTO (CEE) N°/74 DELLA COMMISSIONE

del 20 febbraio 1974

recante misure di salvaguardia nel settore delle carni bovine

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 805/68 del Consiglio, del 27 giugno 1968, relativo all'organizzazione comune dei mercati nel settore delle carni bovine (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 187/73 (2), in particolare l'articolo 21, paragrafo 2,

considerando che, ~~in data 19 febbraio 1974~~, la Repubblica francese e la Repubblica italiana hanno chiesto alla Commissione di adottare misure di salvaguardia all'importazione nel settore delle carni bovine;

considerando che ^{nel} ~~il~~ mercato delle carni bovine ^{regia} ~~è stato~~ ^è ~~stato~~ ^è da qualche tempo da un clima di grande incertezza che ha indotto la Commissione ^{ad} ~~a~~ ricorrere, fra i mezzi normali della gestione dei mercati, all'ampliamento della gamma dei prodotti per i quali sono concesse restituzioni e ^{alle} ~~a~~ misure d'aiuto all'ammasso privato;

considerando che tali provvedimenti non hanno ~~avuto~~ ancora consentito ^{un ripristino} del mercato; che l'adozione imminente del prezzo d'orientamento valido per la campagna 1974/1975 contribuirà a migliorare la situazione; che l'aumento previsto di detto prezzo d'orientamento rischia tuttavia di provocare una perturbazione ^(segnatamente sui mercati più sensibili,) momentanea se il divario tra i prezzi di mercato e il prezzo d'orientamento risulta eccessivo;

considerando che, in tali circostanze, occorre proteggere tali mercati ^{al fine di} evitare il rischio di una pronunciata flessione dei prezzi atta a provocare movimenti tali da perturbare il mercato delle carni bovine poco prima dell'aumento del livello del prezzo d'orientamento; che i prezzi del mercato italiana dipendono largamente dalle importazioni, mentre il mercato francese è, fra quelli degli Stati membri, quello con la maggiore produzione; che questi due mercati sono pertanto i più sensibili agli apporti ^{di} ~~di~~ provenienza dai paesi terzi;

considerando che la sospensione delle importazioni in detti Stati membri di carni fresche e refrigerate può contribuire a realizzare lo scopo prefisso; che occorre tuttavia limitare la sospensione al periodo strettamente necessario;

considerando che l'adozione delle misure previste richiede un'attenta sorveglianza delle importazioni di carni bovine in tutta la Comunità; che è pertanto necessario, nell'attesa che il Consiglio adotti un regime definitivo, ^{sottoporre} ~~che~~ ogni importazione di animali vivi e di carni bovine ~~alla~~ ^{sottoporre} alla presentazione del titolo d'importazione di cui al regolamento (CEE) n. 1373/70 della Commissione, del 10 luglio 1970, che stabilisce modalità comuni di applicazione per il regime dei titoli d'importazione e di esportazione e dei certificati di fissazione anticipata relativi a prodotti agricoli soggetti ad un regime di prezzo unico (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. ^{1796/73} ~~1796/73~~ (4), subordinando il rilascio del titolo alla ~~razza~~ costituzione di un deposito cauzionale;

considerando che è tuttavia opportuno sottrarre alla sospensione delle importazioni i prodotti importati in base al regime dei ^{titoli} ~~titoli~~ di fissazione anticipata previsto dall'articolo 12 bis del regolamento (CEE) n. 805/68, per i quali il titolo è già stato rilasciato;

.../...

V. O.

- (1) G. U. n. L 148 del 28.6.1968, p. 24.
(2) G. U. n. L 25 del 30.1.1973 p. 23.
(3) G. U. n. L 158 del 20.7.1970 p. 1.
(4) G. U. n. L 183 del 5.7.1973 p. 1.

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. ~~A decorrere dal 23 febbraio 1974,~~ qualsiasi importazione nella Comunità dei prodotti di cui all'articolo 1, lettera a) del regolamento (CEE) n. 805/68 è soggetta alla presentazione del titolo d'importazione ai sensi del regolamento (CEE) n. 1373/70, rilasciato, fatto salvo il disposto dell'articolo 2, dagli Stati membri a qualsiasi interessato che ne faccia richiesta, indipendentemente dal suo luogo di stabilimento nella Comunità.

Detto titolo non è richiesto per i prodotti per i quali sono presentati i titoli rilasciati in conformità degli articoli 12 bis o 15 del regolamento (CEE) n. 805/68.

2. Il rilascio del titolo di cui al paragrafo 1, primo comma, è subordinato alla costituzione di un deposito cauzionale di:

5 U.C./100 kg per gli animali vivi della specie bovina, delle specie domestiche,

diversi dai riproduttori di razza pura, *della sottovoce tariffaria 01.02. A II della tariffa doganale comune*

10 U.C./100 kg per le carni commestibili della specie bovina domestica, fresche o

refrigerate, *della sottovoce tariffaria 02.01. A II a) 1 della tariffa doganale comune*

10 U.C./100 kg per le carni commestibili della specie bovina domestica, salate o

in salamoia, secche o affumicate, *della sottovoce tariffaria 02.06. C I a) della tariffa doganale comune*

3. Il titolo d'importazione è valido per un periodo di 60 giorni a decorrere dalla data del suo rilascio ai sensi dell'articolo 8, paragrafo 1 del regolamento (CEE) n. 1373/70.

4. La domanda di titoli e i titoli d'importazione o di fissazione anticipata recano nella casella 12 l'indicazione dello Stato membro nel quale i prodotti devono essere importati. *nessi in libera pratica*

Articolo 2

Nessun titolo d'importazione o di fissazione anticipata viene rilasciato per ~~l'importazione~~ carni commestibili della specie bovina domestica, fresche o refrigerate della sottovoce 02.01 A II a) 1 della tariffa doganale comune, destinate ad essere impiegate in Francia o in Italia.

anche in libera pratica

.../...

*meno in libere pratiche*Articolo 3

Possono essere importate in Francia e in Italia le carni per le quali
~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ è stato rilasciato anteriormente al 21 febbraio 1974.

un titolo, di fissazione anticipata ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ *giorno di entrata*

~~XXXXXX~~*in vigore del
presente regolamento*Articolo 4

Al più tardi il secondo giorno lavorativo di ogni settimana, gli Stati membri
 comunicano alla Commissione i quantitativi, ripartiti per ~~sezione~~ *sezione* tariffaria, per i
 quali sono stati rilasciati titoli nella settimana precedente quella durante la
 quale ~~deve~~ *essere effettuato* ~~la~~ *la* comunicazione.

Articolo 5

Il presente regolamento entra in vigore il 21 febbraio 1974. Esso è applicabile
 fino al 31 marzo 1974. *a partire dal 23 febbraio 1974 fino al 24 marzo 1974.*

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente
 applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 20 febbraio 1974

Per la Commissione

*de Vice-Presidente**Sir Christopher SOAMES*

Ontwerp

VERORDENING (EEG)/74 VAN DE COMMISSIE

van 20 februari 1974

betreffende vrijwaringsmaatregelen in de sector rundvlees

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

gelet op Verordening (EEG) No. 805/68 van de Raad van 27 juni 1968, houdende een

gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees (1), laatstelijk

gewijzigd bij Verordening (EEG) No. 187/73 (2), inzonderheid op artikel 21 lid 2,

overwegende dat de Franse republiek en de Italiaanse republiek op 2 februari 1974

de Commissie hebben verzocht vrijwaringsmaatregelen te nemen ten aanzien van de

invoer van rundvlees,

overwegende dat sedert enige tijd een grote onzekerheid op de rundvleesmarkt heerst,

waardoor de Commissie onder meer als een van de normale middelen inzake marktbeheer

heeft besloten tot uitbreiding van het aantal produkten waarvoor restituties worden

verleend, alsmede tot steunmaatregelen voor de particuliere opslag;

overwegende dat deze maatregelen evenwel nog niet tot een herstel van het markt-

evenwicht hebben geleid; dat de komende aanpassing van de oriëntatieprijzen voor

het verkoopseizoen 1974/1975 tot een verbetering van de situatie zal bijdragen;

dat evenwel de verwachte verhoging van de oriëntatieprijs tot een tijdelijke

[] (zie volgende bladzijde)

verstoring kan leiden voor zover het verschil tussen de marktprijzen en de

oriëntatieprijs te ^{graat is} ~~een~~ vooral op de meest gevoelige markten

overwegende dat derhalve deze markten moeten worden beschermd om te voorkomen dat

een scherpe prijsdaling aanleiding geeft tot ontwikkelingen die de rundvleesmarkt

zouden kunnen verstoren kort voor de verhoging van het niveau van de oriëntatieprijs

dat de prijzen op de Italiaanse markt in ruime mate afhankelijk zijn van de invoer

terwijl ^{Frankrijk} ~~de Franse markt~~ van alle lid-staten ~~de grootste produktie heeft~~; dat der-

halve deze twee markten het meest gevoelig zijn voor invoer uit derde landen;

(1) PB No. L 148 van 28.6.1968, blz. 24

(2) PB No. L 25 van 30.1.1973, blz. 23

overwegende dat derhalve de schorsing van de invoer van vers en gekoeld vlees
ⁱⁿ
~~de~~ genoemde lid-staten kan bijdragen tot het bereiken van het beoogde doel;

dat deze schorsing evenwel moet worden beperkt tot de daartoe volstrekt noodzake-
lijke ^{duur} ~~periode~~;

overwegende dat de goedkeuring van de voorgestelde maatregelen een zorgvuldig
toezicht op de invoer van rundvlees in de gehele Gemeenschap impliceert; dat
derhalve, in afwachting van ^{de} ~~een~~ goedkeuring van een definitieve regeling door de
Raad, alle invoer van levende ^{runderen} ~~dieren~~ en van vlees van runderen afhankelijk moet
worden gesteld van de voorlegging van een invoercertificaat als bedoeld in

Verordening (EEG) No. 1373/70 van de Commissie van 10 juli 1970 houdende gemeen-
schappelijke uitvoeringsbepalingen inzake het stelsel van invoer-, uitvoer- en
voorfixatiecertificaten voor landbouwprodukten waarvoor een stelsel van gemeen-
schappelijke prijzen geldt (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG)

No. ^{1796/73} ~~....~~ (4), en ^{moet worden} ~~veroordeeld~~ dat de afgifte van dit certificaat afhankelijk ^{gemaakt}
van het stellen van een waarborg;

overwegende dat de schorsing van de invoer evenwel niet mag gelden voor de pro-
dukten die worden ingevoerd overeenkomstig de regeling inzake voorfixatiecertifi-
caten als bedoeld in artikel 12 bis van Verordening (EEG) No. 805/68 en waarvoor
het certificaat reeds is afgegeven;

(3) PB No. L 158 van 20.7.1970, blz. 1.

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

1. ~~Vanaf 23 februari 1974 moet~~ Bij elke invoer in de Gemeenschap van de in artikel 1,

sub a) van Verordening (EEG) No. 805/68 genoemde produkten ^{moet} het in Verordening

(EEG) No. 1373/70 bedoelde invoercertificaat worden voorgelegd, dat ⁵⁷ door de

^[behoudens het bepaalde in] lid-staten ~~ander voorbehoud van artikel 2~~ wordt afgegeven aan elke belanghebbende

die erom verzoekt, en ongeacht waar deze in de Gemeenschap is gevestigd.

Dit certificaat is evenwel niet vereist voor produkten waarvoor overeenkomstig

^{artikel} de artikelen 12bis of 15 van Verordening (EEG) No. 805/68 afgegeven certificaten worden voorgelegd.

2. Het in lid 1, eerste alinea, bedoelde certificaat ^{werd slechts} ~~kan slechts worden~~ afgegeven,

^{moet} ~~wanneer~~ een waarborg ^{is} ~~wordt~~ gesteld van :

5 r.e./100 kg voor levende runderen (huisdieren) andere dan fokdieren van zuiver

ras, van onderverdeling 01.02 A II van het GDT,

10 r.e./100 kg voor vers of gekoeld vlees van runderen (huisdieren), ^{van onder} ~~verdeling~~ 02.01 A II a) I van het GDT,

10 r.e./100 kg voor gezouten, gepekeld, gedroogd of gerookt vlees van runderen, ^(huisdieren) ~~van onderverdeling~~ 02.06 C I a) van het GDT

3. Het invoercertificaat is 60 dagen geldig vanaf de dag van afgifte als bedoeld

in artikel 8, lid 1 van Verordening (EEG) No. 1373/70.

van certificaten

4. In de aanvragen ^{en} in de invoer- of voorfixatiecertificaten wordt in vak 12 de

lid-staat vermeld, ^{in het vrije verkeer moeten worden} ~~waar~~ de produkten moeten worden ingevoerd.
gebracht.

Artikel 2

[Voor ~~de invoer~~ van vers of gekoeld vlees van runderen van onderverdeling

02.01 A II a) 1 van het gemeenschappelijk douanetarief dat bestemd is ^{om} ~~voor~~ invoer

in Frankrijk of Italië

Ex werker

~~wordt~~ geen invoer- of voorfixatiecertificaat ^{aan} afgegeven, []

*in het vrije verkeer
te worden gebracht.*

Artikel 3

Vlees waarvoor ~~voor~~ 21 februari 1974 een voorfixatiecertificaat werd afgegeven *voor de datum van inwerkingtreding van deze verordening* ~~leverd~~ mag in Frankrijk en Italië worden ~~ingevoerd~~ *in het vrije verkeer worden gebracht*.

Artikel 4

De lid-staten delen de Commissie uiterlijk op de tweede werkdag van iedere week *onderverdeling gespecificeerde* de naar tarief ~~est~~ ~~onderverdeelde~~ hoeveelheden mede waarvoor certificaten zijn afgegeven in de week welke voorafgaat ^{aan} ~~en~~ de week waarin de mededeling moet plaatsvinden.

Artikel 5

de dag van haar inwerkingtreding in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen
Deze verordening treedt in werking op ~~21 februari~~ 1974. Zij is van toepassing *vanaf 23 februari 1974* tot en met ²⁴ 31 maart 1974.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke lid-staat.

Brussel, 20 februari 1974

Voor de Commissie,

De vice-voorzitter
Sir Christopher Soames

Brussels, 20.2.1974

Draft

REGULATION(EEC) .../74 OF THE COMMISSION
of 20 February 1974

on protective measures for beef and veal

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 805/68⁽¹⁾ of 27 June 1968 on the common organisation of the market in beef and veal, as last amended by Regulation (EEC) No 187/73⁽²⁾, and in particular Article 21(2) thereof;

Whereas ~~on 19 February 1974~~ the French Republic and the Italian Republic placed requests before the Commission for the adoption of ~~x~~ protective measures in respect of imports of beef and veal;

Whereas the beef ⁿ and veal market has for some time now been very unsettled, which led the Commission, as a normal administrative measure, to extend the number of products for which refunds are granted and to introduce aids for private storage;

Whereas those measures have not, however, as yet proved sufficient to re-establish market equilibrium; whereas the forthcoming ^{adoption} of a guide price for the 1974/75 marketing year will improve the situation somewhat; whereas, however, the expected increase in the guide price could ~~cause momentary disturbance of the market~~ ^{if at any time} the difference between world market prices and the guide price were too great, particularly on the most sensitive markets;

~~Whereas it is necessary in these circumstances to protect the market~~

(1) OJ No L 148, 23 June 1968, p. 24.

(2) OJ No L 25, 30 January 1973, p. 23.

cc
ext
style
→

Whereas it is necessary in these circumstances to protect those markets so as to avert the risk of a sharp drop in prices giving rise to movements liable to disturb the market in beef and veal shortly before the increase in the guide price; Whereas Italian market prices are largely determined by imports while, among Community markets, the French is the largest producer market; ~~whereas~~ whereas those two markets are therefore the most sensitive to imports from third countries;

Whereas the suspension of ^{the} imports ^{ation} of fresh and chilled meat into those Member States could therefore contribute to the ~~attainment of the~~ achievement of the aim in view; whereas ~~the~~ ^{such} suspension should however be limited to the period strictly necessary;

Whereas the adoption of such measures requires attentive surveillance of imports of beef and veal into the whole Community; whereas, therefore, until such time as the Council has adopted definitive rules on the matter, all imports of live animals and of beef and veal should be subject to the production of the import licence provided for in Commission Regulation (EEC) No 1373/70⁽³⁾ of 10 July 1970

on common detailed rules for the application of the system for import and export licences and advance fixing certificates for agricultural products subject to a single price system, as last amended by Regulation (EEC) No 1796/73^{and}; ^ethe issuing of the licence ^{should be subject to} being conditional on the ~~provision~~ of lodging of security;

Whereas the importation of products accompanied ^{by an advance fixing} ~~the the pre-fixing~~ certificates as provided for in Article 12a of Regulation (EEC) No 305/68 should not be suspended if the ~~pre~~ certificate has already been issued;

⁽³⁾ JOJ No L 158 of 20 July 1970, p. 1.

⁽⁴⁾ JOJ No L 183, 5 July 1973, p. 1.

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. ~~From 23 February 1974~~ All imports into the Community of the products referred to in Article 1(a) of Regulation (EEC) No 805/68 shall be subject to production of ~~the an~~ ^{as} import licence provided for by Regulation (EEC) No 1373/70, which, subject to Article 2, shall be issued by the Member States to any interested party who applies therefor, whatever the place of his establishment in the Community.

However, this licence shall not be required for products ^{in respect of} ~~for~~ which ^{certificates or} licences ^{issued} ~~delivered~~ pursuant to Articles 12a or 15 of ~~Regulation~~ Regulation (EEC) No 805/68 are produced.

2. The issue of the licence referred to in the first subparagraph, paragraph 1 shall be subject to the lodging of security amounting to:

5 units of account per 100 kg in respect of live domestic bovine animals other than

pure-bred breeding animals; ^{sub-} ~~of~~ ^{Leading} 01.02 A II of C.C.T.

10 units of account per 100 kg for edible meats of domestic bovine animals, fresh or

chilled; ^{sub-} ~~of~~ ^{Leading} 02.01 A I a) of C.C.T.

10 units of account per 100 kg for edible meats of domestic bovine animals, salted

or in brine, dried or smoked, ^{sub-} ~~of~~ ^{Leading} 02.06 C I a) of C.C.T.

3. The import licence shall be valid for 60 days from the date of issue, within the meaning of Article 8(1) of Regulation (EEC) No 1373/70.

4. Applications for licences and the import licences and advance fixing certificates

shall indicate under item 12 the Member State into which the products are to be

~~imported~~ put into free circulation.

Article 2

No import licence or advance fixing certificate shall be issued for the importation of edible meats of domestic bovine animals, fresh or chilled, falling within subheading

No 02.01 A II (a) (1) of the common customs tariff which are to be ^(put into free circulation in) ~~imported into~~ France or Italy.

Article 3

Meat in respect of ^{which} advance fixing certificates have been delivered before ^{the day of the entry into force of this regulation} ~~21 February~~
1974 may be ^{put into free circulation in} ~~imported into~~ France and Italy.

Article 4

The Member States shall communicate with the Commission, at the latest on the second working day of each week, the quantities, broken down by tariff ^{sub-}heading, in respect of which licences have been issued during the week preceding that in which the communication is to be made.

Article 5

This Regulation shall enter into force on ^{the day of its publication in the Official Journal of the European Communities} ~~21 February 1974~~. It shall apply until ^{as from} ~~31 March 1974~~ 23 February 1974 until 24 May 1974

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, ²¹ ~~20~~ February 1974

For the Commission.

The Vice-President

~~SEARASCA MUÑOZZA~~
Sir Christopher SOAMES

COM(74) 222
Bruxelles, den 20.2.1974

Udkast

til

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF)

21.
af 20. februar 1974

om beskyttelsesforanstaltninger inden for oksekødssektoren

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 805/68 af 27 juni 1968 om den fælles markedsordning for oksekød (1), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 187/73 (2) særlig artikel 21, stk. 2, og

ud fra følgende betragtninger:

Den franske Republik og den italienske Republik har den 19. februar 1974 anmodet Kommissionen om at vedtage beskyttelsesforanstaltninger ved indførslen inden for oksekødssektoren;

i et vist tidsrum har der på markedet for oksekød rådet en meget stor usikkerhed, hvilket har medført, at Kommissionen blandt de almindelige administrative foranstaltninger har udvidet omfanget af de varegrupper, for hvilke der ydes restitutioner, såvel som støtten til privat oplagring;

disse foranstaltninger har dog endnu ikke gjort det muligt at genopbygge markedet; vedtagelsen af den orienteringspris, der skal være gældende for produktionsåret 1974/1975, som snart vil ske, vil medvirke til en bedring i den situation; den forudsete forøgelse af denne pris kan imidlertid føre til en midlertidig forstyrrelse i det omfang hvor forskellen mellem markedsprisen og orienteringsprisen bliver for betydelig, særlig på de mest følsomme markeder;

under disse omstændigheder bør disse markeder beskyttes for at undgå muligheden for en yderligere nedgang i prisen, som kan fremtvinge bevægelser, der vil kunne forstyrre oksekødsmarkedet kort før forhøjelsen af orienteringsprisen. Markedsprisen i Italien er i høj grad afhængig af indførslen medens det franske marked, er det af medlemsstaternes markeder, der har den største produktion. Disse to markeder er således de mest følsomme overfor tilførsler fra tredjelande;

suspension af indførslen af fersk og kølet kød til de nævnte medlemsstater kan således medvirke til at nå de tilstræbte mål; denne suspension bør dog begrænses til det strengt nødvendige tidsrum;

anvendelsen af de forudsete foranstaltninger nødvendiggør en nøje overvågning af indførslen af oksekød i hele Fællesskabet; medens Rådets vedtagelse af en endelig ordning afventes bør derfor enhver indførsel ~~xxxEx~~ af levende kvæg og oksekød underkastes fremlæggelse af en ^{import} ~~xxxEx~~ licens som fastsat i forordning nr. 1373/70 af 10 juli 1970 om fælles gennemførelsesbestemmelser for import- og eksportlicenser samt forudfastsættelsesattester for landbrugsvarer for hvilke der gælder en ordning med fællespriser (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 1746/73(4), idet udstedelsen af denne licens underkastes en sikkerhedsstillelse;

det vil dog være formålstjenligt at unddrage de ^{fra suspensionen} varer, der indføres under ordningen om forudfastsættelsesattester i medfør af artikel 12 a i forordning (EØF) nr. 805/68, for hvilke licensen allerede er udstedt, ~~xxxxxxx~~ af

- 1) EFT nr. L 148 af 28.6.1968 s. 24,
- 2) EFT nr. L 25 af 30.1.1973 s.23.
- 3) EFT nr. L 158 af 20.7.1970 s.1.
- 4) EFT nr. L 483 af 5.7.1973, s 1.

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. ~~Era den 23. februar 1974~~ ^{gøres} ~~undergives~~ Alle indførsler i Fællesskabet af de produkter, som er nævnt i artikel 1, litra a), i forordning (EØF) nr. 805/68, ^{gøres} betinget af fremlæggelse af den importlicens, der er fastsat ved forordning (EØF) nr. 1373/70, og som med forbehold af artikel 2 udstedes af ~~k~~ medlemsstaterne til alle interesserede, der anmoder herom, uanset disses etableringssted inden for Fællesskabet

Dog kræves denne ~~ikke~~ licens ikke for produkter, for hvilke der ^{fremlægges} ~~fremlægges~~ udstedt/
licenser ^{henhold} ~~henhold~~ til artikel 12 a eller 15 i forordning (EØF) nr. 805/68.

2. Udstedelsen af den licens, som er nævnt i stk. 1, ~~med~~ første afsnit, ^{gøres} betinget af en sikkerhedsstillelse på:

5 RE/100 kg for levende hornkvæg (tankvæg) undtagen til avlsbrug, ^{henhørende} ~~henhørende~~ under pos. 01.02 A II i FTT.

10 RE/100 kg for spiseligt kød af tankvæg, fersk eller kølet, ^{henhørende} ~~henhørende~~ under pos. 02.01 A II a) 1 i FTT.

10 RE/100 kg for spiseligt kød af ~~tankvæg~~ tankvæg, saltet eller i saltlage, tørret eller røget, ^{henhørende} ~~henhørende~~ under 02.06 C I a) i FTT.

3. Importlicensen gælder i 60 dage fra udstedelsesdagen i medfør af artikel 8, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 1373/70.

4. I ansøgningen om ~~ix~~ licenserne og i importlicenserne og forudfastsættelsesattesterne anføres i rubrik ~~ix~~ 12 den medlemsstat, ^{hvor} ~~hvor~~ produkterne skal indføres til i fri omsætning.

Artikel 2

Der udstedes ikke importlicenser eller forudfastsættelsesattester for indførsler af ~~2~~ spiseligt kød af tankvæg, fersk eller kølet, ^{henhørende} ~~henhørende~~ under ~~underpositionen~~ ^{fri omsætning} 02.01 A II a) 1 i den fælles toldtarif og bestemt til ~~indførsel~~ i Frankrig eller Italien.

Artikel 3

Kød, for hvilket der er udstedt en forudfastsat ^{frit omsættes} inden denne forordnings ikrafttrædelse, inden den 21. februar 1974, kan ~~indføres~~ i Frankrig og i Italien.

Artikel 4

Medlemstaterne meddeler senest den anden hverdag i hver uge Kommissionen de mængder, fordelt på toldpositioner, ~~som~~ for hvilke der er udstedt licenser i løbet af ugen før den uge, hvor meddelelsen bør gives.

Artikel 5

på dagen for offentliggørelsen i De europæiske Fællesskabers Tidende.
Denne forordning træder i kraft den 21. februar 1974. Den g anvendes til den 31. marts 1974. fra den 23. februar 1974 til den 24. marts 1974.

Denna forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

21.
Udfærdiget i Bruxelles, den 20. februar 1974.

På Kommissionens vegne

Christopher SOMMES

Næstformand

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 252/2

Bruxelles, le 28 février 1974

Secrétariat général

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: VIANDE BOVINE - application de la clause de sauvegarde sur demandes française et italienne

Approbation par la procédure écrite C/465/74

Par note en date du 21 février 1974 - sous la réf. COM(74) 252 - le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, une proposition concernant l'application de la clause de sauvegarde sur demandes française et italienne pour la viande bovine.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (21 février 1974), aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de cette proposition.

En conséquence, la Commission a le 21 février 1974 :

- pris acte des demandes de la République française et de la République italienne concernant l'application de la clause de sauvegarde dans le secteur de la viande bovine ;
- approuvé la règlement de la Commission concernant des mesures de sauvegarde dans le secteur de la viande bovine, dans le texte du doc. COM(74) 252 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission.

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. RABOT, WELLENSTEIN, MUCH
P. inf.: MM. PINGEL, BRAUN, CARPENTIER,
VAN GRONSVELD, FACINI

Muys
Klaus MEYER
Secrétaire général adjoint

Document joint au dossier en cours de la

484^e réunion, le

Bruxelles, le 20.2.1974

/av

20 février 1974

(H. Loucheur)

Projet

C. 74/252/3

REGLEMENT (CEE) .../74 DE LA COMMISSION

du 20 février 1974

concernant des mesures de sauvegarde dans le secteur de la viande bovine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 187/73 (2), et notamment son article 21 paragraphe 2,

considérant que la République française et la République italienne ont saisi la Commission, le 19 février 1974, de demandes d'adoption de mesures de sauvegarde à l'importation dans le secteur de la viande bovine;

considérant qu'une très grande incertitude règne depuis un certain temps sur le marché de la viande bovine, qui a conduit la Commission à mettre en oeuvre, parmi les moyens normaux de la gestion des marchés, l'élargissement de l'éventail des produits pour lesquels sont accordées des restitutions, ainsi que des mesures d'aide au stockage privé;

considérant que ces mesures n'ont toutefois pas encore permis de rétablir le marché; que l'adoption prochaine du prix d'orientation valable pour la campagne 1974/1975 contribuera à une amélioration de la situation; que, toutefois, le relèvement prévu de ce prix d'orientation peut conduire à une perturbation momentanée dans la mesure où l'écart entre les prix de marché et le prix d'orientation serait trop important, notamment sur les marchés les plus sensibles;

considérant que dans ces circonstances il convient de protéger ces marchés afin d'éviter le risque d'une baisse accentuée des prix provoquant des mouvements qui seraient de nature à perturber le marché de la viande bovine peu avant l'augmentation du niveau du prix d'orientation; que les prix du marché italien dépendent largement des importations, tandis que le marché français est, parmi ceux des Etats membres, celui avec la plus grande production; qu'ainsi ces deux marchés sont les plus sensibles aux apports en provenance des pays tiers;

.../...

(1) J.O. n° L 148 du 28.6.1968, p. 24.

(2) J.O. n° L 25 du 30.1.1973, p. 23.

considérant que la suspension des importations de viandes fraîches et, réfrigérées dans lesdits Etats membres peut dès lors contribuer à atteindre les buts recherchés; que, toutefois, il convient de limiter cette suspension à la période strictement nécessaire;

considérant que l'adoption des mesures prévues nécessite une surveillance attentive des importations de viande bovine dans toute la Communauté; qu'il convient par conséquent, dans l'attente de l'adoption par le Conseil d'un régime définitif, de soumettre toute importation d'animaux vivants et de viandes bovines à la présentation du certificat d'importation prévu par le règlement (CEE) n° 1373/70 de la Commission, du 10 juillet 1970, portant modalités d'application du régime de certificats d'importation, d'exportation et de préfixation, pour les produits agricoles soumis à un régime de prix unique (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° .../.. (4), en subordonnant la délivrance de ce certificat à la constitution d'une caution;

considérant qu'il est toutefois indiqué de soustraire à la suspension d'importation les produits importés sous le régime des certificats de préfixation prévu à l'article 12 bis du règlement (CEE) n° 805/68 pour lesquels le certificat a été déjà délivré;

(3) J.O. n° L 153 du 20.7.1970, p. 1.
(4) J.O. n° du , p.

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. A partir du 23 février 1974, toute importation dans la Communauté des produits visés à l'article 1er sous a) du règlement (CEE) n° 805/63 est soumise à la présentation du certificat d'importation prévu par le règlement (CEE) n° 1373/70, délivré, sous réserve de l'article 2, par les Etats membres à tout intéressé qui en fait la demande, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté.

Toutefois, ce certificat n'est pas exigé pour les produits pour lesquels les certificats délivrés conformément aux articles 12 bis ou 15 du règlement (CEE) n° 805/62 sont présentés.

2. La délivrance du certificat visé au paragraphe 1 premier alinéa est subordonnée à la constitution d'une caution de :

5 UC/100 kg pour les animaux vivants de l'espèce bovine des espèces domestiques autres que reproducteurs de race pure,

10 UC/100 kg pour les viandes comestibles de l'espèce bovine domestique, fraîches ou réfrigérées,

10 UC/100 kg pour les viandes comestibles de l'espèce bovine domestique, salées ou en saumure, séchées ou fumées.

3. Le certificat d'importation est valable 60 jours à partir de la date de sa délivrance au sens de l'article 3 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1373/70.

4. La demande des certificats et les certificats d'importation ou de préfixation comportent dans la case 12 la mention de l'Etat membre dans lequel les produits doivent être importés.

Article 2

Aucun certificat d'importation ou de préfixation n'est délivré pour l'importation de viandes comestibles de l'espèce bovine domestique, fraîches ou réfrigérées, de la ^{sous-}position 02.01 A II a) du tarif douanier commun, destinées à être importées en France ou en Italie.

.../...

Article 3

Les viandes pour lesquelles un certificat de préfixation a été délivré avant le 21 février 1974 peuvent être importées en France et en Italie.

Article 4

Les Etats membres communiquent à la Commission, au plus tard le deuxième jour ouvrable de chaque semaine, les quantités, ventilées par position tarifaire, pour lesquelles les certificats ont été délivrés au cours de la semaine précédant celle au cours de laquelle la communication doit intervenir.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le 29 février 1974. Il est applicable jusqu'au 31 mars 1974.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 20 février 1974.

Par la Commission

Historical Archives of the European Commission

51

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 22 février 1974.

com (74) 256 *final.*

secrétariat général

Annexe 2E/51

telex no. 61

délai : vendredi 22 février 1974 à 18.00 h

note pour mm. les membres de la commission

procédure écrite accélérée de type spécial c/486/74

objet : règlement de la commission du 22.2.1974 relatif à
l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de
farine de froment tendre destinée à l'île Maurice
à titre d'aide.

j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la commission
sur les instructions de m. Lardinois :

un projet de règlement (CEE) no .../74 de la commission du 22.2.1974
relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de
farine de froment tendre destinée à l'île Maurice à titre d'aide.

avis du comité de gestion : r favorable à l'unanimité.

accord service juridique et d.g. VIII.

cette proposition fait l'objet d'une procédure écrite accélérée
de type spécial (cf. doc. ctm (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en conséquence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou réserves éventuelles au secrétariat
général (-) l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) avant vendredi 22 février 1974 à 18.00 heures.
si aucune observation ni réserve n'a été formulée avant l'expiration
de ce délai, la proposition sera réputée approuvée.

acte en sera donné dans le procès-verbal de la commission.

(s) e. noel
secrétaire général

fin.

Bruxelles, le 21 février 1974

Projet deREGLEMENT (CEE) N° .../74 DE LA COMMISSION

du 22-2-1974

relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de farine
de froment tendre destinée à l'Ile Maurice à titre d'aide

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (1), modifié par le règlement (CEE) n° 1346/73 (2),

vu le règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil, du 3 août 1972, fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (3), et notamment son article 6,

considérant que le 14 mai 1973 le Conseil des Communautés européennes a exprimé son intention d'octroyer, sous forme de farine, dans le cadre d'une action communautaire, l'équivalent de 12.000 tonnes de froment tendre, soit 7.947 tonnes de farine de froment tendre à l'Ile Maurice au titre de son programme d'aide alimentaire pour 1972/1973;

considérant que l'examen de la situation du marché des céréales dans la Communauté conduit à faire application des critères prévus à l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil, et notamment à acheter le produit sur le marché communautaire;

considérant qu'il convient que l'adjudication envisagée porte sur la fourniture du produit mis en fob, c'est-à-dire au moment où la marchandise est déposée dans la cale du navire au port d'embarquement;

considérant que l'adjudication doit être attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre;

considérant qu'il paraît nécessaire de préciser, pour les cas de force majeure ayant empêché la réalisation de l'opération en cause dans les délais prévus, à qui incombent les frais éventuels résultant de cette situation;

(1) J.O. n° 117 du 19.6.1967, p. 2269/67;

(2) J.O. n° L 141 du 28.5.1973, p. 8;

(3) J.O. n° L 178 du 5.8.1972, p. 3.

considérant qu'il convient de prévoir la constitution d'une caution destinée à garantir le respect des obligations découlant de la participation à l'adjudication en vue de la fourniture à l'Ile Maurice;

considérant qu'il convient, de mandater l'organisme d'intervention français pour l'exécution de l'adjudication considérée;

considérant qu'il importe pour la Commission d'être informée rapidement sur les offres présentées à l'adjudication ainsi que sur celles qui ont été retenues par l'organisme d'intervention;

considérant (avis du Comité de gestion),

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication la fourniture à l'Ile Maurice, dans le cadre d'une action communautaire au titre de l'aide alimentaire, de 2.500 tonnes de farine de froment tendre.
2. L'adjudication sera réalisée en France, en un lot.
3. Le produit sera mobilisé sur le marché de la Communauté.
4. Le chargement se fera au départ d'un des ports indiqués à l'annexe.
5. Le produit visé au paragraphe 1 doit être mis en fob, c'est-à-dire au moment où la marchandise est déposée dans la cale du navire au port d'embarquement par l'adjudicataire, en sacs de jute neufs d'une contenance maximale de 67, — kilogrammes net.
6. Les sacs seront marqués comme suit par impression sur l'emballage :
"FARINE DE FROMENT TENDRE - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE"

Article 2

1. L'adjudication visée à l'article 1er aura lieu le 8 mars 1974.
2. La date limite de remise des offres est fixée au 8 mars 1974 à 12 heures.
3. La publication au Journal officiel des Communautés européennes de l'avis d'adjudication est effectuée 9 jours au moins avant la date limite fixée pour la remise des offres.

.../...

Article 3

L'adjudicataire est celui qui présente l'offre la plus favorable.

Toutefois, si les offres à l'adjudication ne semblent pas correspondre aux prix et aux frais normalement pratiqués sur le marché, l'organisme d'intervention peut annuler l'adjudication.

Article 4

Lorsque l'adjudicataire ne peut mettre les produits en fob à la date à fixer dans l'avis d'adjudication par suite de la mise à disposition tardive des navires assurant le transport par mer, les frais résultant de ce retard sont pris en charge par l'organisme d'intervention.

Article 5

1. Une caution de 10 unités de compte par tonne de produit est constituée par l'adjudicataire; elle garantit la bonne fin des opérations visées aux articles 1er et 6. Cette caution reste acquise si les opérations en cause ne sont pas réalisées dans les délais prévus, sauf pour les quantités non réalisées pour cas de force majeure.
2. La caution visée au paragraphe 1 peut être constituée en espèces ou sous forme de garantie donnée par un établissement de crédit répondant aux critères fixés par chaque Etat membre.

Article 6

1. Le produit visé à l'article 1er en vue de la fourniture à l'Ile Maurice doit répondre aux caractéristiques reprises ci-dessous :

farine de froment tendre :

- humidité : 15 % maximum,
- acidité : maximum 4 ml NaOH/n pour 100 g (calculée sur matière sèche),
- teneur en cendres : 0,52 % maximum rapportée à la matière sèche.

Si le produit visé à l'article 1er ne correspond pas aux caractéristiques précitées, il est refusé et il est acquis à l'adjudicataire.

2. L'offre pour le produit visé à l'article 1er, en vue de la fourniture à l'Ile Maurice doit être faite pour les caractéristiques reprises ci-dessous :

farine de froment tendre :

- humidité : 15 % maximum;
- acidité : maximum 4 ml NaOH/n pour 100 g (calculée sur matière sèche),
- teneur en cendres : 0,52 % maximum rapportée à la matière sèche.

Article 7

1. L'organisme d'intervention français est chargé des opérations afférentes à l'adjudication faisant l'objet du présent règlement.
2. Il adresse immédiatement à la Commission la liste nominative des firmes ayant participé aux appels d'offres, mentionnant pour chacune d'elles les offres remises ainsi que le nom et la raison sociale de l'adjudicataire.
3. L'organisme d'intervention demande à l'adjudicataire la fourniture des renseignements suivants :
 - a) après chaque expédition, une attestation faisant état des quantités embarquées et de la qualité du produit;
 - b) la date de départ des navires.L'organisme d'intervention transmet, dès leur réception, les renseignements précités à la Commission.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 22-2-1974

Par la Commission,
Le Président

C. J. J. J.

[Signature]

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

Numéro du lot	Port d'embarquement	Cadence minimum de chargement à respecter/jour	Tonnage à mettre en F.O.B.
Nummer der Lose	Verschiffungshafen	Mindestladerate/Tag	Nach fob zu bringende Menge
Numero della partita	Porto d'imbarco	Cadenza minima di carico da rispettare/giorno	Tonnellaggio da mettere in fob
Nummer van de partij	Haven van inlading	Minimum aan te houden laad- capaciteit/dag	F.o.b. aan te le- veren hoeveelheid
Partiets nummer	Indjibringshavn	Minimums kapacitet, der skal overholdes ved losning	Mængde til levering ob fob
Number of lot	Port from which consigned	Minimum rate of loading per day	Tonnage fob
1	Rouen $\left. \begin{array}{l} \text{et/ou} \\ \text{und/oder} \\ \text{e/o} \\ \text{en/of} \\ \text{og/eller} \\ \text{and/or} \end{array} \right\}$ Bordeaux	Coutume de port Hafengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnesadvane Customs of the port	2.500

DraftREGULATION (EEC) No 174 OF THE COMMISSION

opening an invitation to tender for the mobilization of common wheat flour as aid for the Island of Mauritius.

- - - - -

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation No 120/67/EEC (1) of 13 June 1967 on the common organization of the market in cereals, as last amended by Regulation (EEC) No 1346/73 (2);

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1693/72 (3) of 3 August 1972 establishing the criteria for the mobilization of cereals to be used as food aid, and in particular Article 6 thereof;

Whereas on 14 May 1973 the Council of the European Communities declared that by way of Community action it proposed to grant to the Island of Mauritius the equivalent of 12.000 metric tons of common wheat, in the form of flour, ie 7.947 metric tons of common wheat flour, under its 1972/1973 food-aid programme;

Whereas examination of the state of the cereals market in the Community indicates that the criteria of Article 3(3) of Council Regulation (EEC) No 1693/72 should be applied, and in particular that the goods should be purchased on the Community market;

Whereas the proposed invitation to tender should relate to supply of the goods fob, ie up to the point at which they are placed in the hold of the ship at the port of shipment;

Whereas the contract should be awarded to the tenderer who makes the best offer;

Whereas it must be made clear who is to bear any costs which arise in the event that for reasons of force majeure the operation in question is not completed within the time stipulated;

Whereas provision should be made for security to be given to guarantee fulfilment of obligations arising by virtue of participation in the invitation to tender for the supply of goods to the Island of Mauritius.

(1) OJ No 117, 19.6.1967, p. 2269/67,

(2) OJ No L 141, 23.5.1973, p. 8

(3) OJ No L 178, 5.8.1972, p. 3.

Whereas the French intervention agency should be made responsible for organizing the invitation to tender;

Whereas it is important that the Commission be informed without delay of the tenders submitted in response to the invitation and of those accepted by the intervention agency;

Whereas (Opinion of the Management Committee for Cereals)

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. An invitation to tender shall be issued in respect of the supply of 2.500 metric tons of common wheat flour to the Island of Mauritius by way of Community food-aid action.
2. The tendering procedure shall take place in France and shall be in respect of one lot.
3. The goods shall be mobilized on the Community market.
4. Shipment shall be from one of the ports laid down in the annex.
5. The goods referred to in paragraph 1 shall be supplied fob (that is to say the successful tenderer shall place them in the hold of the ship at the port of shipment) in jute sacks of a maximum net capacity of 67.5 kilograms.
6. The following shall be printed on the sacks:

"FARINE DE FROMENT TENDRE - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE"

Article 2

1. The award of the contract shall take place on 8 March 1974.
2. The closing date for submission of tenders shall be 8 March 1974 at 12 noon.
3. The notice of invitation to tender shall be published in the Official Journal of the European Communities not less than 9 days before the closing date for submission of tenders.

Article 3

The contract shall be awarded to the tenderer who offers the most favourable terms. If it appears, however, that the tenders submitted do not reflect normal market prices and rates, the intervention agency may cancel the invitation to tender.

Article 4

If, because of delay in the provision of ships for effecting transport by sea, the successful tenderer is unable to deliver the goods fob on the date fixed in the notice of invitation to tender, the costs resulting from such delay shall be borne by the intervention agency.

Article 5

1. The successful tenderer shall give security in an amount of 10 units of account per metric ton of goods; the purpose of such security is to guarantee performance of the operations specified in articles 1 and 6. The security shall be forfeit if those operations are not carried out within the time stipulated, save as regards quantities not delivered for reasons of force majeure.
2. The security referred to in paragraph 1 may be given in the form of a cash deposit or of a guarantee issued by a credit institution which satisfies the criteria laid down by each Member State.

Article 6

1. The goods referred to in Article 1 which are to be supplied to the Island of Mauritius must meet the following requirements:

Common wheat flour:

- moisture content: 15 % maximum,
- acidity: 4 ml Na OH/n maximum per 100g (calculated on the dry matter),
- ash content: 0,52 % maximum on the dry matter.

If the goods referred to in Article 1 do not meet the foregoing requirements they shall be rejected and the successful tenderer shall be owner thereof.

2. Tenders for supply to the Island of Mauritius of the goods referred to in Article 1 must relate to products with the following characteristics:

Common wheat flour:

- moisture content: 15 % maximum,
- acidity: 4 ml NaOH/n maximum per 100 g (calculated on the dry matter),
- ash content: 0,52 % maximum on the dry matter.

Article 7.

1. The French intervention agency shall be responsible for organizing the invitation to tender provided for by this Regulation.
2. It shall forthwith communicate to the Commission the list of firms which have responded to the invitation to tender, specifying the terms of each tender, together with the name and business name of the successful tenderer.
3. The intervention agency shall request the successful tenderer to supply the following information:
 - a) After each shipment a certificate showing the quantities dispatched and the quality of the products;
 - b) The date of departure of the ships.

The information indicated above shall be forwarded by the intervention agency to the Commission immediately upon receipt.

Article 8

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 22-2-74

For the Commission

The President

C. S. Jones

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

Numéro du lot	Port d'embarquement	Cadence minimum de chargement à respecter/jour	Tonnage à mettre en F.O.B.
Nummer der Lose	Verschiffungshafen	Mindestladerate/Tag	Each fob zu bringende Menge
Numero della partita	Porto d'imbarco	Cadenza minima di carico da rispettare/giorno	Tonnellaggio da mettere in fob
Nummer van de partij	Haven van inlading	Minimum aan te houden laad- capaciteit/dag	F.o.b. aan te le- veren hoeveelheid
Partiets nummer	Indjibriugshaw	Minimums kapacitet, der skal overholdes ved loeding	Mængde til levering op fob
Number of lot	Port from which consigned	Minimum rate of loading per day	Tonnage fob
1	Rouen } et/ou und/oder } e/o } en/of } og/eller } and/or } Bordeaux	Coutume de port Hafengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnensadvane Customs of the port	2.500

Brüssel, den

VERORDNUNG (EWG) Nr./74 DER KOMMISSION

vom 22-2-1974

über die Durchführung einer Ausschreibung zur Bereitstellung von Weichweizen
als Hilfeleistung für die Insel Mauritius.

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Verordnung Nr. 120/67/EGG des Rates vom 13. Juni 1967 über die
gemeinsame Marktorganisation für Getreide (1), zuletzt geändert durch die Ver-
(EWG) Nr. 1346/73 (2),

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates vom 3. August 1972 über
die Kriterien für die Bereitstellung von Getreide für die Nahrungsmittelhilfe (3),
insbesondere auf Artikel 6,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Am 14. Mai 1973 äußerte der Rat der Europäischen Gemeinschaften
seine Absicht, im Rahmen einer Gemeinschaftsaktion den Gegenwert von 12.000 Tonnen
Weichweizen in Form von Mehl, das sind 7.947 Tonnen Weichweizenmehl für die
Insel Mauritius als Teil des Nahrungsmittelhilfe-Programms
1972/1973 bereitzustellen.

Eine Prüfung der Marktlage für Getreide in der Gemeinschaft gibt Anlaß zur An-
wendung der in Artikel 3 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates
vorgesehenen Kriterien, insbesondere zum Ankauf des Erzeugnisses auf dem gemein-
schaftlichen Markt.

Es ist angebracht, daß die vorgesehene Ausschreibung sich auf die fob-Lieferung
des Erzeugnisses bezieht, d.h. im Augenblick, wo die Ware im Laderaum des Schiffes
im Verschiffungshafen untergebracht wird.

Der Zuschlag ist dem Bieter zu erteilen, der das beste Angebot eingereicht hat.
Für Folgen höherer Gewalt, die die fristgemäße Durchführung der betreffenden Ar-
beiten verhindert haben, ist festzulegen, wer die sich eventuell aus dieser Lage
ergebenden Kosten trägt.

.../...

(1) ABl. Nr. 117 vom 19. 6. 1967, S. 2269/67;

(2) ABl. Nr. L 141 vom 23. 5. 1973, S. 8;

(3) ABl. Nr. L 173 vom 5. 8. 1972, S. 3.

Um die Einhaltung der sich aus der Beteiligung an der Ausschreibung hinsichtlich der Lieferung an die Insel Mauritius ergebenden Verpflichtungen sicherzustellen, ist die Stellung einer Kautions vorzusehen.

Die französische Interventionsstelle^{ist} mit der Durchführung der betreffenden Ausschreibung zu beauftragen.

Für die Kommission ist es wichtig, schnell sowohl über die insgesamt eingegangenen Angebote für die Ausschreibung als auch über die von der Interventionsstelle berücksichtigten Angebote unterrichtet zu werden.

(Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Getreide) -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

1. Die Lieferung an die Insel Mauritius von 2.500 Tonnen Weichweizenmehl w. als Gemeinschaftsaktion im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe ausgeschrieben.
2. Die Ausschreibung wird in Frankreich für ein Los durchgeführt.
3. Das Erzeugnis wird auf dem Markt der Gemeinschaft bereitgestellt.
4. Die Verladung erfolgt in einem der im Anhang genannten Häfen der Gemeinschaft.
5. Das in Absatz 1. genannte Erzeugnis muß von dem Zuschlagsempfänger in neuen Jutesäcken von höchstens 67, kg netto fob, d.h. im Augenblick, wo die Ware im Laderaum des Schiffes im Verschiffungshafen untergebracht wird, verladen werden.
6. Die Baumwollsäcke werden durch Aufdruck auf die äußere Umschließung wie folgt gekennzeichnet:

"FARINE DE FROMENT TENDRE - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUPEENNE"

Artikel 2

1. Die in Artikel 1 genannte Ausschreibung erfolgt am 8. März 1974.
2. Der letzte Termin für die Einreichung von Angeboten wird auf den 8. März 1974, 12.00 Uhr, festgesetzt.
3. Die Veröffentlichung der Ausschreibung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften erfolgt mindestens 9 Tage vor dem letzten Termin für die Einreichung von Angeboten.

Artikel 3

Den Zuschlag erhält derjenige, der das günstigste Angebot einreicht.

Entsprechen die Angebote jedoch nicht den üblicherweise auf dem Markt berechneten Preisen und Kosten, so kann die Interventionsstelle die Ausschreibung für ungültig erklären.

Artikel 4

Kann der Unternehmer wegen verspäteter Bereitstellung von Schiffsraum für den Seetransport die Erzeugnisse nicht in der in der Ausschreibungsbekanntmachung angegebenen Zeit fob verladen, so werden die sich aus dieser Verzögerung ergebenden Kosten von der Interventionsstelle übernommen.

Artikel 5

1. Der Zuschlagsempfänger hinterlegt eine Kautions in Höhe von 10 Rechnungseinheiten je Tonne Erzeugnis zur Gewährleistung der Durchführung der in Artikel 1 und 6 erwähnten Arbeiten. Diese Kautions verfällt, außer im Fall höherer Gewalt, für die nicht aufgenommenen Mengen bei Nichtdurchführung der Arbeiten innerhalb der vorgesehenen Frist.
2. Die Kautions nach Absatz 1 kann in bar oder in Form einer Bürgschaft eines Kreditinstituts gestellt werden, das den durch den Mitgliedstaat festgesetzten Kriterien entspricht.

Artikel 6

1. Das in Artikel 1 genannte Erzeugnis, das an die Insel Mauritius geliefert werden soll, muß folgende Merkmale aufweisen:

Weichweizenmehl:

- Feuchtigkeitsgehalt : höchstens 15 v.H.,
- Säuregehalt : höchstens 4 ml NaOH n pro 100 g (berechnet auf Trockenstoff),
- Aschegehalt : höchstens 0,52 v.H., bezogen auf Trockenstoff.

Weist das in Artikel 1 bezeichnete Erzeugnis nicht die vorstehend genannten Merkmale auf, so wird die Annahme verweigert, und die Ware fällt an den Zuschlagsempfänger.

2. Das Angebot für das in Artikel 1 bezeichnete Erzeugnis, das an die Insel Mauritius geliefert werden soll, muß unter Berücksichtigung folgender Merkmale abgegeben werden:

Weichweizenmehl:

- Feuchtigkeitsgehalt : höchstens 15 v.H.,
- Säuregehalt : höchstens 4 ml NaOH n pro 100 g (berechnet auf Trockenstoff),
- Aschegehalt : höchstens 0,52 v.H., bezogen auf Trockenstoff.

Artikel 7

1. Die französische Interventionsstelle wird mit der Durchführung aller Maßnahmen im Zusammenhang mit der Ausschreibung die Gegenstand dieser Verordnung ist, beauftragt.
2. Sie übermittelt unverzüglich der Kommission die Namen der Firmen, die Angebote eingereicht haben, mit Angabe des jeweils abgegebenen Angebots sowie Namen bzw. Firmennamen des Zuschlagsempfängers.
3. Die Interventionsstelle verlangt vom Zuschlagsempfänger folgende Auskünfte:
 - a) nach jeder Lieferung eine Bescheinigung über die verschifften Mengen und die Qualität des Erzeugnisses,
 - b) die Abfahrtsdaten der Schiffe.

Die Interventionsstelle übermittelt der Kommission die vorgenannten Auskünfte sobald sie diese erhält.

Artikel 8

Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 22 - 2 - 1971

Für die Kommission
Der Präsident

[Handwritten signatures]

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BELAG / ANNEK

Numéro du lot	Port d'embarquement	Cadence minimum de chargement à respecter/jour	Tonnage à mettre en F.O.B.
Nummer der Lose	Verschiffungshafen	Mindestladerate/Tag	Each fob zu bringende Menge
Numero della partita	Porto d'imbarco	Cadenza minima di carico da rispettare/giorno	Tonnellaggio da mettere in fob
Nummer van de partij	Haven van inlading	Minimum aan te houden laad- capaciteit/dag	F.o.b. aan te le- veren hoeveelheid
Partiets nummer	Indjibrikingshavn	Minimums kapacitet, der skal overholdes ved loeding	Mængde til levering ob fob
Number of lot	Port from which consigned	Minimum rate of loading per day	Tonnage fob
1	Rouen $\left. \begin{array}{l} \text{et/ou} \\ \text{und/oder} \\ \text{e/o} \\ \text{en/of} \\ \text{og/eller} \\ \text{and/or} \end{array} \right\}$ Bordeaux	Coutume de port Hafengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnesædvane Customs of the port	2.500

Historical Archives of the European Commission

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 22 février 1974.

com (74) 257 *fin.*

secretariat général

Annexe 7c/52

telex no. 62

délai : vendredi 22 février 1974 à 18.00 h

note pour mm. les membres de la commission

procédure écrite accélérée de type spécial c/487/74

objet : règlement de la commission du 22.2.1974 relatif à
l'ouverture d'une nouvelle adjudication pour la
mobilisation de froment tendre destiné à la république
arabe du yemen à titre d'aide.

j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la commission
sur les instructions de m. Lardinois :

un projet de g-règlement (cee) no .../74 de la commission du
22.2.1974 relatif à l'ouverture d'une nouvelle adjudication pour
la mobilisation de froment tendre destiné à la république
arabe du yemen à titre d'aide.

avis du comité de gestion : favorable à l'unanimité.

accord service juridique et d.g. viii.

cette proposition fait l'objet d'une procédure écrite accélérée
de type spécial (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en conséquence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou réserves éventuelles au secrétariat
général (à l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) avant vendredi 22 février 1974 à 18.00 heures
si aucune observation ni réserve n'a été formulée avant l'expiration
de ce délai, la proposition sera réputée approuvée.

acte en sera donné dans le procès-verbal de la commission.

(s) e. noel
secrétaire général

fin.

Projet de
RÈGLEMENT (CEE) N° .../74 DE LA COMMISSION
du 22-2-1974

relatif à l'ouverture d'une nouvelle adjudication pour la mobilisation de froment tendre destiné à la République arabe du Yémen à titre d'aide

- - - -

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1346/73 (2);

vu le règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil, du 3 août 1972, fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (3), et notamment son article 6,

considérant que le 23 mai 1973 le Conseil des Communautés européennes a exprimé son intention d'octroyer, dans le cadre d'une action communautaire, 4.000 tonnes de froment tendre à la République arabe du Yémen au titre de son programme d'aide alimentaire pour 1971/1972;

considérant que l'adjudication faite dans la Communauté en application du règlement (CEE) n° 144/74 de la Commission, du 18 janvier 1974, relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de froment tendre destiné à la République arabe du Yémen à titre d'aide (4), n'a pas été adjugée; qu'il convient donc de procéder à une nouvelle adjudication;

considérant que l'examen de la situation du marché des céréales dans la Communauté conduit à faire application des critères prévus à l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil, et notamment à acheter le produit sur le marché communautaire;

considérant qu'il convient que l'adjudication envisagée porte sur la fourniture du produit rendu caf, c'est-à-dire au moment où la marchandise est effectivement appréhendée dans la cale du navire au port de débarquement;

considérant que l'adjudication doit être attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre;

considérant qu'il paraît nécessaire de préciser, pour les cas de force majeure ayant empêché la réalisation de l'opération en cause dans les délais prévus, à qui incombent les frais éventuels résultant de cette situation;

considérant qu'il convient de prévoir la constitution d'une caution destinée à garantir le respect des obligations découlant de la participation à l'adjudication en vue de la fourniture à la République arabe du Yémen;

(1) J.O. n° 117 du 19.6.1967, p. 2269/67;

(2) J.O. n° L 141 du 28.5.1973, p. 8;

(3) J.O. n° L 178 du 5.8.1972, p. 3.

(4) J.O. n° L 16 du 19.1.1974, p. 28.

considérant qu'il convient, de mandater l'organisme d'intervention français pour l'exécution de l'adjudication considérée;

considérant qu'il importe pour la Commission d'être informée rapidement sur les offres présentées à l'adjudication ainsi que sur celles qui ont été retenues par l'organisme d'intervention;

considérant (avis du Comité de gestion),

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication la fourniture à la République arabe du Yémen, dans le cadre d'une action communautaire au titre de l'aide alimentaire, de 4.000 tonnes de froment tendre.
2. L'adjudication sera réalisée en France en 1 lot. Le produit sera mobilisé sur le marché de la Communauté. Le chargement se fera au départ d'un port de la Communauté.
3. L'adjudication visée au paragraphe 1 porte sur la fourniture du produit rendu caf, c'est-à-dire au moment où la marchandise est effectivement appréhendée dans la cale du navire au port de débarquement, en vrac.

Le pays destinataire supporte tous les frais en aval de la livraison de la marchandise y compris les frais de déchargement (tels que désarrimage, hissage, réception) ainsi que les frais d'allège éventuels.

Les frais de surestaries ou la prime éventuelle de célérité (dispatch money) au port de débarquement sont à la charge ou au bénéfice du pays bénéficiaire. Leurs taux et leurs modalités fixés dans le contrat entre le mandataire de la Communauté et le transporteur doivent avoir été préalablement convenus entre ce mandataire et le réceptionnaire du pays bénéficiaire.

Article 2

1. L'adjudication visée à l'article 1er aura lieu le 15 mars 1974.
2. La date limite de remise des offres est fixée au 15 mars 1974 à 12 heures.
3. La publication au Journal officiel des Communautés européennes de l'avis d'adjudication est effectuée 10 jours avant celui de la date limite fixée pour la remise des offres.

.../...

- 3 -

Article 3

L'adjudicataire est celui qui présente l'offre la plus favorable.

Toutefois, si les offres à l'adjudication ne semblent pas correspondre aux prix et aux frais normalement pratiqués sur le marché, l'organisme d'intervention peut annuler l'adjudication.

Article 4

1. Une caution de 5 unités de compte par tonne de produit est constituée par l'adjudicataire; elle garantit la bonne fin des opérations visées à l'article 1er. Cette caution reste acquise si les opérations en cause ne sont pas réalisées dans les délais prévus, sauf pour les quantités non réalisées pour cas de force majeure.
2. La caution visée au paragraphe 1 peut être constituée en espèces ou sous forme de garantie donnée par un établissement de crédit répondant aux critères fixés par l'Etat membre.

Article 5

1. Le produit visé à l'article 1er en vue de la fourniture à la République arabe du Yémen doit être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair et répondre au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention, l'humidité ne pouvant cependant pas être supérieure à 15,5 % et une tolérance maximale de 3 % pour les grains germés et de 1 % pour les impuretés diverses étant toutefois admise.
2. Les offres pour le produit visé à l'article 1er en vue de la fourniture à la République arabe du Yémen doivent être faites pour du froment tendre de qualité saine, loyale et marchande, exempt de flair et répondant au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention, l'humidité ne pouvant cependant pas être supérieure à 15,5 % et une tolérance maximale de 3 % pour les grains germés et de 1 % pour les impuretés diverses étant toutefois admise.

Article 6

1. L'organisme d'intervention français est chargé des opérations afférentes à l'adjudication faisant l'objet du présent règlement.
2. Il adresse immédiatement à la Commission la liste nominative des firmes ayant participé à l'appel d'offres, mentionnant pour chacune d'elles les offres remises ainsi que le nom et la raison sociale de l'adjudicataire.

.../...

3. L'organisme d'intervention demande à l'adjudicataire la fourniture des renseignements suivants :

- a) après chaque expédition, une attestation faisant état des quantités embarquées, la qualité des produits et de leur emballage;
- b) la date de départ des navires, la date prévue pour l'arrivée des produits à destination;
- c) tout incident éventuel pouvant intervenir lors du transport des produits.

L'organisme d'intervention transmet, dès leur réception, les renseignements précités à la Commission.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 22-2-1974

Par la Commission,
Le Président

A. J. Lina

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

Numéro du lot	Port de débarquement	Cadence minimum de déchargement à respecter	Tonnage à mettre en CAF
Nummer der Lose	Bestimmungshafen	Mindestabladerate	Nach cif zu bringende Menge
Numero della partita	Porto di sbarco	Cadenza minima di scarica da rispettare	Tonnellaggio da consegnare cif
Nummer van de partij	Haven van lossing	Minimum aan te houden loscapaciteit	Cif aan te leveren hoeveel- heid
Partiets nummer	Vdskibningshavn	Minimums kapaciteit, der skal overholdes ved losning	Mængde til levering cif
Number of lot	Port of unloading	Minimum rate of unloading	Tonnage cif
1	Hodeidah	Coutume du port Havengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnesædvane Customs of the port	4.000

Bruxelles, 21.2.1974

Draft
REGULATION (EEC) No .../74 OF THE COMMISSION
of 22-2-1974.

opening a new invitation to tender for the mobilization of common wheat as food aid
for the Arabian Republic of Yemen
- - - - -

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation No 120/67/EEC ⁽¹⁾ of 13 June 1967 on the common organization of the market in cereals, as last amended by Regulation (EEC) No 1346/73 ⁽²⁾;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1693/72 ⁽³⁾ of 3 August 1972 laying down the conditions for the mobilization of cereals as food aid, and in particular Article 6 thereof;

Whereas on 23 May 1973 the Council of the European Communities declared that by way of Community action it proposed to grant the Arabian Republic of Yemen 4,000 metric tons of common wheat under its 1971/72 food aid programme;

Whereas the invitation to tender opened in the Community under Commission Regulation (EEC) No 144/74 ⁽⁴⁾ of 18 January 1974 opening an invitation to tender for the mobilization of common wheat as food aid for the Arabian Republic of Yemen was not allocated; whereas a new invitation to tender should therefore be opened;

Whereas analysis of the state of the Community cereals market indicates that the criteria of Article 3 ⁽³⁾ of Council Regulation (EEC) No 1693/72 should be applied, and that the products should be purchased on the Community market;

Whereas the proposed invitation to tender should be for supply of the products delivered cif; that is at the moment when the goods are actually removed from the ship's hold at the port of unloading;

Whereas the award under the invitation to tender must be made in favour of the tenderer offering the best terms;

Whereas, should force majeure make it impossible to complete the operation in question within the set time-limit, it must be made clear who is to bear the liability for any resulting costs;

Whereas provision should be made for security to be given for the purpose of guaranteeing that the obligations arising by virtue of participation in the invitation to tender for supplies to the Arabian Republic of Yemen will be fulfilled;

(1) OJ No 117, 19.6.1967, p. 2269/67;

(2) OJ No L 141, 28.5.1973, p. 8;

(3) OJ No L 178, 5.8.1972, p. 3.

(4) OJ No L 16, 19.1.1974, p. 28.

Whereas the French intervention agency should, be made responsible for the tendering procedure in question;

Whereas the Commission must be informed quickly of the tenders submitted in response to the invitation and of those accepted by the intervention agency;

Whereas (Opinion of the Management Committee for Cereals)

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. Tenders are hereby invited for the supply to the Arabian Republic of Yemen by way of Community food aid action :
- of 4,000 metric tons of common wheat.
2. The tendering procedure shall take place in France in one lot. The product shall be mobilized on the Community market. The products shall be loaded for departure from Community port.
3. The invitation to tender provided for in paragraph 1 is for supply of products delivered cif, that is at the moment when the goods are actually removed from the ship's hold in bulk at the port of unloading.

The recipient country shall bear all costs subsequent to delivery of the goods, including unloading costs (such as unstowing, hoisting and reception) and any lighterage costs.

Any demurrage costs or dispatch money at the port of unloading shall be a charge on or for the benefit of the recipient country. The rates and detailed arrangements relating thereto laid down in the contract between the authorized agent of the Community and the carrier must have been agreed upon in advance by the authorized agent and the receiving agent of the recipient country.

Article 2

1. The decision on tenders received in response to the invitation provided for in Article 1 shall be taken on 15 March 1974
2. The closing date for submission of tenders shall be 15 March 1974 at 12 noon.
3. The notice of invitation to tender shall be published in the Official Journal of the European Communities ten days before the closing date for submission of tenders.

.../...

Article 3

The contract shall be awarded to the tenderer who makes the most favourable offer. However, if the tenders submitted do not appear to correspond to normal market prices and costs, the intervention agency may cancel the invitation to tender.

Article 4

1. The successful tenderer shall give security of a value of five units of account per metric ton of the product; the security is intended to guarantee that the operations specified in Article 1 are duly completed.

The security shall be forfeit if those operations are not carried out within the prescribed time-limit, save as regard quantities not delivered owing to force majeure.

2. The security provided for in paragraph 1 may be given in form of a cash deposit or of a guarantee issued by a credit institution conforming to the criteria laid down by the Member State.

Article 5

1. The products specified in Article 1 to be supplied for human consumption to the Arabian Republic of Yemen must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed, except that the humidity shall not exceed 15,5 % and that a maximum tolerance of 3 % of sprouted grains and 1 % of miscellaneous impurities shall be allowed.
2. Tenders for supply to the Arabian Republic of Yemen of the products specified in Article 1 must relate to products of common wheat of fair and sound merchantable quality, free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed, except that the humidity shall not exceed 15,5 % and that a maximum tolerance of 3 % of sprouted grains and 1 % of miscellaneous impurities shall be allowed.

Article 6

1. The French intervention agency shall be responsible for the operations relating to the invitation to tender provided for by this Regulation.
2. It shall forthwith communicate to the Commission the list of firms which have responded to the invitation to tender, specifying the terms of each tender, together with the name and business name of the successful tenderer.

.../...

3. The intervention agency shall request the successful tenderer to supply the following information :

- (a) after each shipment, a certificate showing the quantities dispatched, the quality of the products and the type of packing;
- (b) the date of departure of the ships, the estimated date of arrival of the products at their destination;
- (c) incidents likely to occur during transport of the products.

The information indicated above shall be forwarded by the intervention agency to the Commission immediately upon receipt.

Article 7

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 22-2-1974

For the Commission
The President

C. J. Delors

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

Numéro du lot	Port de débarquement	Cadence minimum de déchargement à respecter	Tonnage à mettre en CAF
Nummer der Lose	Bestimmungshafen	Mindestabladerate	Nach cif zu bringende Menge
Numero della partita	Porto di sbarco	Cadenza minima di scarica da rispettare	Tonnellaggio da consegnare cif
Nummer van de partij	Haven van lossing	Minimum aan te houden loscapaciteit	Cif aan te leveren hoeveel- heid
Partiets nummer	Våskibningshavn	Minimums kapaciteit, der skal overholdes ved losning	Mængde til levering cif
Number of lot	Port of unloading	Minimum rate of unloading	Tonnage cif
1	Hodeidah	Coutume du port Havengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnesædvane Customs of the port	4.000

Brüssel; 21.2.1974

Entwurf einerVERORDNUNG (EWG) Nr. .../74 DER KOMMISSION

vom 22.2.1974

über die Durchführung einer neuen Ausschreibung zur Bereitstellung von Weichweizen als Hilfeleistung für die Arabische Republik Jemen

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, gestützt auf die Verordnung Nr. 120/67/EWG des Rates vom 13. Juni 1967 über die gemeinsame Marktorganisation für Getreide (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1346/73 (2),

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates vom 3. August 1972 über die Kriterien für die Bereitstellung von Getreide für die Nahrungsmittelhilfe (3), insbesondere auf Artikel 6,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Am 23. Mai 1973 äußerte der Rat der Europäischen Gemeinschaften seine Absicht, im Rahmen einer Gemeinschaftsaktion 4.000 Tonnen Weichweizen für die Arabische Republik Jemen als Nahrungsmittelhilfe-Programm 1971/1972 bereitzustellen.

Die in der Gemeinschaft in Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 144/74 der Kommission vom 18. Januar 1974 über die Durchführung einer Ausschreibung zur Bereitstellung von Weichweizen als Hilfeleistung für die Arabische Republik Jemen(4) durchgeführte Ausschreibung ist nicht zugeschlagen worden. Deshalb ist eine neue Ausschreibung durchzuführen.

Eine Prüfung der Marktlage für Getreide in der Gemeinschaft gibt Anlaß zur Anwendung der in Artikel 3 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates vorgesehenen Kriterien, insbesondere zum Ankauf des Erzeugnisses auf dem gemeinschaftlichen Markt.

Es ist angebracht, daß die vorgesehene Ausschreibung sich auf die cif-Lieferung des Erzeugnisses bezieht, d.h. zum Zeitpunkt, wo die Ware tatsächlich im Laderaum des Schiffes im Ausladehafen in Besitz genommen worden ist.

Der Zuschlag ist dem Bieter zu erteilen, der das günstigste Angebot eingereicht hat.

Für Folgen höherer Gewalt, die die fristgemäße Durchführung der betreffenden Arbeiten verhindert haben, ist festzulegen, wer die sich eventuell aus dieser Lage ergebenden Kosten trägt.

Um die Einhaltung der sich aus der Beteiligung an der Ausschreibung hinsichtlich der Lieferung an die Arabische Republik Jemen ergebenden Verpflichtungen sicherzustellen, ist die Stellung einer Kautions vorzusehen.

(1) ABl. Nr. 117 vom 19. 6.1967, S. 2269/67;

(2) ABl. Nr. L 141 vom 28. 5.1973, S. 8;

(3) ABl. Nr. L 178 vom 5. 8.1972, S. 3;

(4) ABl. Nr. L 16 vom 19.1.1974, S. 28.

Die französische Interventionsstelle^{VST} mit der Durchführung der betreffenden Ausschreibung zu beauftragen.

Für die Kommission ist es wichtig, schnell sowohl über die insgesamt eingegangenen Angebote für die Ausschreibung als auch über die von der Interventionsstelle berücksichtigten Angebote unterrichtet zu werden.

(Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Getreide)-

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

- (1) Die Lieferung von 4.000 Tonnen Weichweizen an die Arabische Republik Jemen wird als Gemeinschaftsaktion im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe ausgeschrieben.
- (2) Die Ausschreibung wird in Frankreich in einem Los durchgeführt. Das Erzeugnis wird auf dem Markt der Gemeinschaft bereitgestellt. Das Verladen erfolgt ab einem Hafen der Gemeinschaft.
- (3) Die in Absatz 1 genannte Ausschreibung bezieht sich auf die cif-Lieferung des Erzeugnisses, d.h. zum Zeitpunkt, wo die lose Ware tatsächlich im Laderaum des Schiffes im Ausladehafen in Besitz genommen worden ist.

Das Empfängerland übernimmt sämtliche nach der Lieferung entstehenden Kosten, einschließlich der Entladekosten (wie Umstauen, Heben, Entgegennahme), sowie gegebenenfalls Leichterungskosten.

Das etwaige Überliegegeld oder die etwaige Eilprämie (dispatch money) im Ausladehafen gehen zu Lasten des Empfängerlandes oder kommen ihm zugute. Ihre Höhe und Modalitäten, die in dem Vertrag zwischen dem bezeichneten Bevollmächtigten der Gemeinschaft und dem Beförderer festgelegt sind, müssen zuvor zwischen diesem Bevollmächtigten und dem Empfangsberechtigten des Empfängerlandes vereinbart worden sein.

Artikel 2

- (1) Die in Artikel 1 genannte Ausschreibung erfolgt am 15. März 1974.
- (2) Der letzte Termin für die Einreichung von Angeboten wird auf den 15. März 1974, 12.00 Uhr, festgesetzt.
- (3) Die Veröffentlichung der Ausschreibung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften erfolgt 10 Tage vor dem letzten Termin für die Einreichung von Angeboten.

Artikel 3

Den Zuschlag erhält derjenige Bieter, der das günstigste Angebot einreicht. Entsprechen die Angebote jedoch nicht den üblicherweise auf dem Markt berechneten Preisen und Kosten, so kann die Interventionsstelle die Ausschreibung für ungültig erklären.

Artikel 4

- (1) Der Zuschlagsempfänger hinterlegt eine Kautions in Höhe von 5 Rechnungseinheiten je Tonne der Erzeugnisse zur Gewährleistung der Durchführung der in Artikel 1 genannten Arbeiten. Diese Kautions verfällt, wenn die betreffenden Arbeiten innerhalb der vorgesehenen Frist nicht durchgeführt werden, außer für die Arbeiten, die wegen eines Falls höherer Gewalt nicht durchgeführt wurden.
- (2) Die Kautions nach Absatz 1 kann in bar oder in Form einer Bürgschaft eines Kreditinstituts gestellt werden, das den in dem betreffenden Mitgliedstaat geltenden Kriterien entspricht.

Artikel 5

- (1) Das in Artikel 1 genannte Erzeugnis, das in die Arabische Republik Jemen geliefert werden soll, muß folgende Merkmale aufweisen: von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein und mindestens der Standardqualität entsprechen, für die der Interventionspreis festgesetzt ist, wobei jedoch eine Höchstgrenze für Feuchtigkeit von 15,5 v.H., für Auswuchs von 3 v.H. und für Schwarzbesatz von 1 v.H. festgesetzt wird.
- (2) Die Angebote für das in Artikel 1 genannte Erzeugnis, das in die Arabische Republik Jemen geliefert werden soll, müssen für Weichweizen von gesunder, handelsüblicher Qualität und gesundem Geruch, der mindestens der Standardqualität entspricht, für die der Interventionspreis festgesetzt ist, abgegeben werden, wobei jedoch eine Höchstgrenze für Feuchtigkeit von 15,5 v.H., für Auswuchs von 3 v.H. und für Schwarzbesatz von 1 v.H. festgesetzt wird.

Artikel 6

- (1) Mit der Durchführung aller Maßnahmen im Zusammenhang mit der Ausschreibung, die Gegenstand dieser Verordnung ist, wird die französische Interventionsstelle beauftragt.
- (2) Sie übermittelt unverzüglich der Kommission die Namen der Firmen, die Angebote eingereicht haben, mit Angabe des jeweils abgegebenen Angebots, sowie Namen bzw. Firmennamen des Zuschlagsempfängers.

- (3) Die Interventionsstelle verlangt vom Zuschlagsempfänger folgende Auskünfte:
- a) nach jeder Lieferung eine Bescheinigung über die verschifften Mengen, die Qualität der Erzeugnisse und ihre Verpackung;
 - b) die Abfahrtsdaten der Schiffe, das vorgesehene Ankunftsdatum der Erzeugnisse am Bestimmungsort;
 - c) jeder mögliche Zwischenfall, der während des Transports des Erzeugnisses vorkommen kann.

Die Interventionsstelle übermittelt der Kommission die vorgenannten Auskünfte, sobald sie diese erhält.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

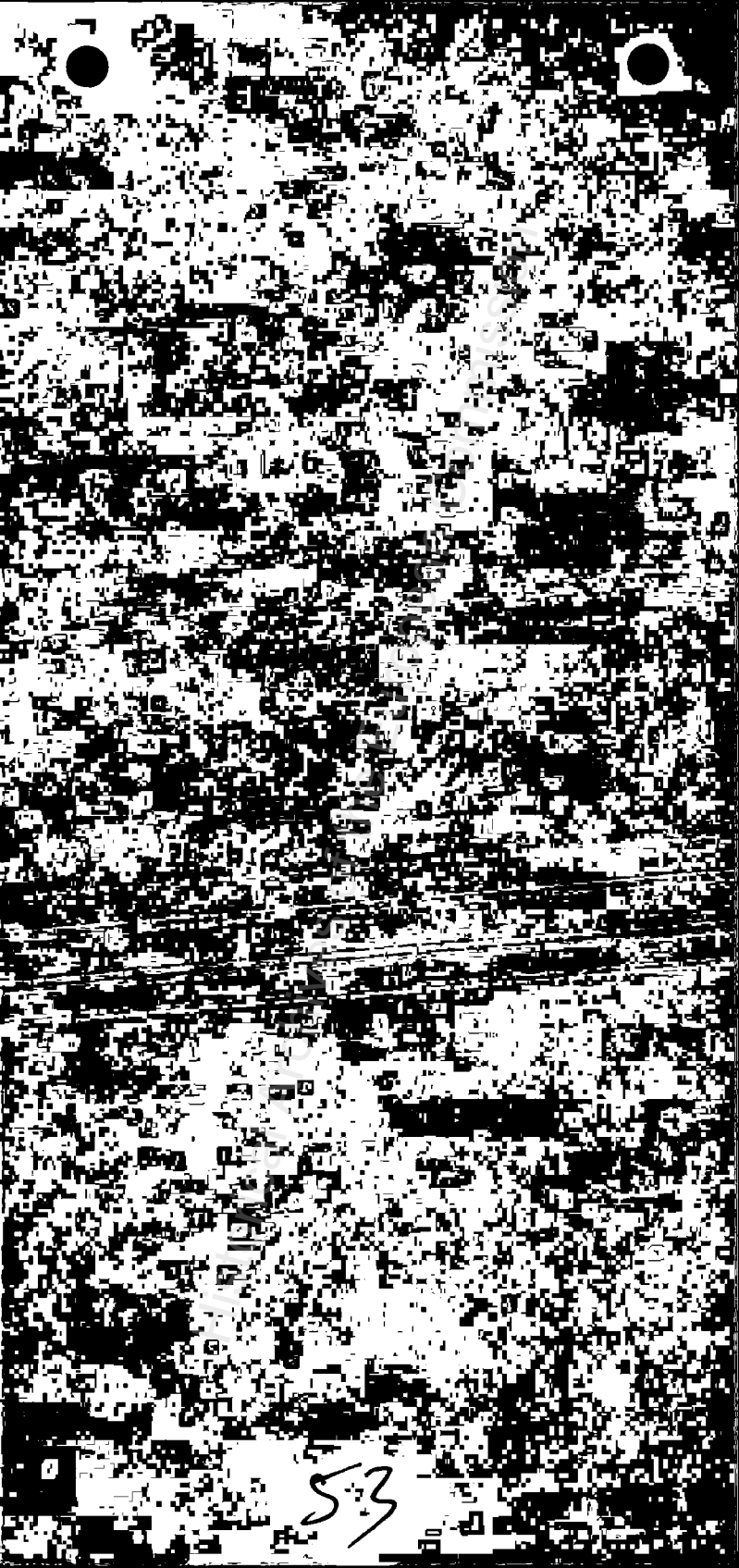
Brüssel, den 22-2-1974

Für die Kommission
Der Präsident

C. J. F. de Waele

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

Numéro du lot	Port de débarquement	Cadence minimum de déchargement à respecter	Tonnage à mettre en CAF
Nummer der Lose	Bestimmungshafen	Mindestabladerate	Nach cif zu bringende Menge
Numero della partita	Porto di sbarco	Cadenza minima di scarica da rispettare	Tonnellaggio da consegnare cif
Nummer van de partij	Haven van lossing	Minimum aan te houden loscapaciteit	Cif aan te leveren hoeveel- heid
Partiets nummer	Vdskibningshavn	Minimums kapaciteit, der skal overholdes ved losning	Mangde til levering cif
Number of lot	Port of unloading	Minimum rate of unloading	Tonnage cif
1	Hodeidah	Coutume du port Havengebräuche Usanza del porto Gebruiken van de haven Havnesædvane Customs of the port	4.000



53

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 22 février 1974.

com (74) 258 *finel*

Amex 3E/53

secrétariat général

telex no. 63

délai : vendredi 22 février 1974 à 18.00 h

note pour mm. les membres de la commission

procédure écrite accélérée de type spécial c/488/74

objet : règlement de la commission du 22.2.1974 relatif à
l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation
de sorgho, de maïs et de froment tendre destinés
aux pays du sahel et à l'éthiopie à titre d'aide.

j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la commission
sur les instructions de M. Lardinois :

un projet de règlement (cee) no .../74 de la commission du
22.2.1974
relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la
mobilisation de sorgho, de maïs et de froment tendre destinés
aux pays du sahel et à l'éthiopie à titre d'aide.

avis du comité de gestion : favorable à l'unanimité.

accord service juridique et d.g. viii.

cette proposition fait l'objet d'une procédure écrite accélérée
de type spécial (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en conséquence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou réserves éventuelles au secrétariat
général (à l'attention de M. Wehrens, Berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) avant vendredi 22 février 1974 à 18.00 heures
si aucune observation ni réserve n'a été formulée avant l'expiration
de ce délai, la proposition sera réputée approuvée.

acte en sera donné dans le procès-verbal de la commission.

(s) e. noel
secrétaire général

fin.

Bruxelles, le 21 février 1974

Projet de

REGLEMENT (CEE) N° .../74 DE LA COMMISSION

du 22 - 2 - 1974

relatif à l'ouverture d'une adjudication pour la mobilisation de sorgho, de maïs et de froment tendre destinés aux pays du Sahel et à l'Ethiopie à titre d'aide

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1346/73 (2),

vu le règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil, du 3 août 1972, fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (3), et notamment son article 6,

considérant que le 28 décembre 1973 le Conseil des Communautés européennes a exprimé son intention d'octroyer, dans le cadre d'une action communautaire, 130.000 tonnes de céréales aux pays du Sahel et à l'Ethiopie au titre de son programme d'aide alimentaire pour 1973/1974;

considérant que l'examen de la situation du marché des céréales dans la Communauté a conduit à faire application des critères prévus à l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1693/72 du Conseil selon lesquels les produits doivent être achetés sur le marché communautaire;

considérant qu'il convient que l'adjudication envisagée porte sur la fourniture du produit rendu déchargé ou non déchargé aux centres de livraison ou CAF port de débarquement, c'est-à-dire au moment où la marchandise est effectivement appréhendée dans la cale du navire;

considérant que l'adjudication doit être attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre;

considérant qu'il paraît nécessaire de préciser, pour les cas de force majeure ayant empêché la réalisation de l'opération en cause dans les délais prévus, à qui incombent les frais éventuels résultant de cette situation;

(1) J.O. n° 117 du 19.6.1967, p. 2269/67;

(2) J.O. n° L 141 du 28.5.1973, p. 8;

(3) J.O. n° L 178 du 5.8.1972, p. 3.

considérant qu'il convient de prévoir la constitution d'une caution destinée à garantir le respect des obligations découlant de la participation à l'adjudication en vue de la fourniture aux pays du Sahel et à l'Ethiopie;

considérant qu'il convient de mandater l'organisme d'intervention français pour l'exécution de l'adjudication considérée;

considérant qu'il importe pour la Commission d'être informée rapidement sur les offres présentées à l'adjudication ainsi que sur celles qui ont été retenues par l'organisme d'intervention;

considérant (avis du Comité de gestion),

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication la fourniture à l'Ethiopie, au Mali, à la Mauritanie, au Niger, à la Haute-Volta dans le cadre d'une action communautaire au titre de l'aide alimentaire, de 32.200 tonnes de maïs, 14.000 tonnes de froment tendre et 3.200 tonnes de sorgho réparties de la façon suivante :

- Empire d'Ethiopie : 5.000 t. de froment (Lot n° 1)
2.500 t. de froment (Lot n° 2)
2.500 t. de froment (Lot n° 3)
- République Islamique de Mauritanie : 4.000 t. de froment (Lot n° 4)
2.000 t. de maïs (Lot n° 5)
- République du Mali : 3.000 t. de maïs (Lot n° 6)
6.000 t. de maïs (Lot n° 7)
- République du Niger : 400 t. de maïs }
400 t. de sorgho } (Lot n° 8)
800 t. de maïs }
4.000 t. de maïs }
1.200 t. de maïs } (Lot n° 9)
2.800 t. de maïs }
- République de Haute-Volta :
6.000 t. maïs (Lot n° 10)
4.000 t. maïs (Lot n° 11)
2.000 t. maïs (Lot n° 11)
2.600 t. sorgho } (Lot n° 12)
400 t. sorgho }

2. L'adjudication sera réalisée en France, en 12 lots. Les produits seront mobilisés sur le marché de la Communauté. Le chargement se fera au départ d'un port de la Communauté.

.../...

3. L'adjudication visée au paragraphe 1 porte sur la fourniture des produits
- rendus CAF, c'est-à-dire au moment où la marchandise est effectivement appréhendée dans la cale du navire en ce qui concerne l'Ethiopie et la Mauritanie aux ports indiqués en annexe,
 - rendus déchargés ou non déchargés en ce qui concerne le Mali, le Niger et la Haute-Volta aux centres indiqués en annexe.

4. Les produits visés au paragraphe 1 doivent être livrés par l'adjudicataire en sacs de jute neufs de 50 kilogrammes net, avec liberté d'ensachage à l'embarquement ou au port de débarquement.
Les sacs seront marqués comme suit par impression sur l'emballage :

- En ce qui concerne l'Ethiopie :

"WHEAT - GIFT OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY - FOR FREE DISTRIBUTION".

- En ce qui concerne les pays du Sahel à l'exception de la Haute-Volta

"SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE".

"MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE"

"FROMENT - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE".

- En ce qui concerne la Haute-Volta

"SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"

"MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"

Article 2

1. L'adjudication visée à l'article 1er aura lieu le 8 mars 1974.
2. La date limite de remise des offres est fixée au 8 mars 1974 à 12 heures.
3. La publication au Journal officiel des Communautés européennes de l'avis d'adjudication est effectuée 9 jours au moins avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 3

L'adjudicataire est celui qui présente l'offre la plus favorable.

Toutefois, si les offres à l'adjudication ne semblent pas correspondre aux prix et aux frais normalement pratiqués sur le marché, l'organisme d'intervention peut annuler l'adjudication.

Article 4

1. Une caution de 5 unités de compte par tonne de produit est constituée par l'adjudicataire; elle garantit la bonne fin des opérations visées à l'article 1er.
Cette caution reste acquise si les opérations en cause ne sont pas réalisées dans les délais prévus, sauf pour les quantités non réalisées pour des raisons de force majeure.
2. La caution visée au paragraphe 1 peut être constituée en espèces ou sous forme de garantie donnée par un établissement de crédit répondant aux critères fixés par l'Etat membre.

Article 5

1. Les produits visés à l'article 1er, en vue de la fourniture aux pays du Sahel et à l'Ethiopie, doivent répondre aux caractéristiques reprises ci-dessous :

Sorgho :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair, et d'une humidité maximum de 14 %, une tolérance de 4 % pour les impuretés diverses étant admise.

Maïs :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair et répondre au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention

Froment tendre :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair et répondre au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention, l'humidité ne pouvant cependant pas être supérieure à 14,5 % et une tolérance maximale de 3 % pour les grains germés et de 1 % pour les impuretés diverses étant toutefois admise.

2. Les offres pour les produits visés à l'article 1er, en vue de la fourniture aux pays du Sahel et à l'Ethiopie, doivent être faites pour les caractéristiques reprises ci-dessous :

Sorgho :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair, et d'une humidité maximum de 14 %, une tolérance de 4 % pour les impuretés diverses étant admise.

Maïs :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair et répondre au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention

Froment tendré :

être de qualité saine, loyale et marchande, être exempt de flair et répondre au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix d'intervention, l'humidité ne pouvant cependant pas être supérieure à 14,5 % et une tolérance maximale de 3 % pour les grains germés et de 1 % pour les impuretés diverses étant toutefois admise.

Article 6

1. L'organisme d'intervention français est chargé des opérations afférentes à l'adjudication faisant l'objet du présent règlement.
2. Il adresse immédiatement à la Commission la liste nominative des firmes ayant participé à l'appel d'offres, mentionnant pour chacune d'elles les offres remises ainsi que le nom et la raison sociale de l'adjudicataire.

3. L'organisme d'intervention demande à l'adjudicataire la fourniture des renseignements suivants :

- a) après chaque expédition, une attestation faisant état des quantités embarquées, de la qualité des produits et de leur emballage;
- b) la date de départ des navires, la date prévue pour l'arrivée des produits à destination;
- c) tout incident éventuel pouvant intervenir lors du transport des produits.

L'organisme d'intervention transmet, dès leur réception, les renseignements précités à la Commission.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 22-2-1974

Par la Commission,
Le Président

[Signature]

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

N° du lot	Pays destinataire	Centre de livraison	Port de débarquement	Tonnage à mettre en CAF	Quantité rendue centre de livraison	
Nr der Lose	Bestimmungsland	Lieferungsort	Bestimmungshafen	Nach cif zu bringende Menge	déchargée	non déchargée
N. della partita	Paese destinatario	Centro di consegna	Porto di sbarco	Tonnellaggio da mettere in cif	An den Lieferungsort gebrachte Menge	abgeladen nicht abgeladen
Nr vande partij	Land van bestemming	Plaats van levering	Haven van lossing	c.i.f. aan te leveren hoeveelheid	Aangevoerde hoeveelheid plaats van levering	afgeladen niet afgeladen
Nr. pa parti	Bestemmelsesland	Leveringssted	Bestemmelses-havn	Mængde til levering cif	Den til bestemmelsesstedet bragte mængde	losset ikke losset
No of lot	Recipient-country	Delivery centre	Port of unloading	Tonnage c.i.f.	Quantity delivered to the delivery centre	
					unloaded	not unloaded
1	Ethiopie		Djibouti	5.000 t.		
2	Ethiopie		Assab	2.500 t.		
3	Ethiopie		Massawa	2.500 t.		
4	Mauritanie		Nouakchott	4.000 t.		
5	Mauritanie		Nouakchott	2.000 t.		
6	Mali	Kayes	Dakar	3.000 t.	3.000 t.	
7	Mali	Bamako	Dakar	6.000 t.	6.000 t.	
8	Niger	Zinder	Apapa	400 t.		400 t.
8	Niger	Zinder	Apapa	200 t.		200 t.
8	Niger	Maradi	Apapa	800 t.		800 t.
8	Niger	Niamey	Cotonou	4.000 t.		4.000 t.
9	Niger	Dosso	Cotonou	1.200 t.		1.200 t.
9	Niger	Tamoua	Cotonou	2.800 t.		2.800 t.
10	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	6.000 t.	6.000 t.	
11	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	4.000 t.	4.000 t.	
11	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	2.000 t.	2.000 t.	
12	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	2.600 t.	2.600 t.	
12	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	400 t.	400 t.	

Brüssel, den 21. Februar 1974

~~Entwurf einer~~VERORDNUNG (EWG) Nr. /74 DER KOMMISSION

von 22-2-1974

über die Durchführung einer Ausschreibung zur Bereitstellung von Sorgaum, Mais und Weichweizen als Hilfeleistung für die Sahel-Länder und Äthiopien

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, gestützt auf die Verordnung Nr. 120/67/EWG des Rates vom 13. Juni 1967 über die gemeinsame Marktorganisation für Getreide (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1346/73 (2),

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates vom 3. August 1972 über die Kriterien für die Bereitstellung von Getreide für die Nahrungsmittelhilfe (3), insbesondere auf Artikel 6,

in Erwägung nachstehender Gründe :

Am 28. Dezember 1973 äußerte der Rat der Europäischen Gemeinschaften seine Absicht, im Rahmen einer Gemeinschaftsaktion 130000 Tonnen Getreide für die Sahel-Länder und Äthiopien als Nahrungsmittelhilfe-Programm 1973/1974 bereitzustellen.

Eine Prüfung der Marktlage für Getreide in der Gemeinschaft gibt Anlaß zur Anwendung der in Artikel 3 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1693/72 des Rates vorgesehenen Kriterien, nach denen die Erzeugnisse auf dem gemeinschaftlichen Markt anzukaufen sind.

Es ist angebracht, daß die vorgesehene Ausschreibung sich auf die Lieferung des nicht abgeladenen Erzeugnisses zu den Lieferungsorten, oder auf Ausladehafen, d.h. zum Zeitpunkt, wo die Ware tatsächlich im Laderaum des Schiffes in Besitz genommen worden ist.

Der Zuschlag ist dem Bieter zu erteilen, der das günstigste Angebot eingereicht hat.

Für Folgen höherer Gewalt, die die fristgemäße Durchführung der betreffenden Arbeiten verhindert haben, ist festzulegen, wer die sich eventual aus dieser Lage ergebenden Kosten trägt.

.../...

(1) ABl. Nr. 117 vom 19. 6. 1967, S. 2269/67;

(2) ABl. Nr. L 141 vom 28. 5. 1973, S. 8;

(3) ABl. Nr. L 178 vom 5. 8. 1972, S. 3

Um die Einhaltung der sich aus der Beteiligung an der Ausschreibung hinsichtlich der Lieferung an die Sahel-Länder und Äthiopien ergebenden Verpflichtungen sicherzustellen, ist die Stellung einer Kautions vorzusehen.

In jedem Fall ist die Französische Interventionsstelle mit der Durchführung der betreffenden Ausschreibung zu beauftragen.

Für die Kommission ist es wichtig, schnell sowohl über die insgesamt eingegangenen Angebote für die Ausschreibung als auch über die von der Interventionsstelle berücksichtigten Angebote unterrichtet zu werden.

(Stellungnahme des Verwaltungsausschusses) -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

1. Für die Lieferung nach Äthiopien, Mali, Mauretanien, Niger und Obervolta werden als Gemeinschaftsaktion im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe 32.200 Tonnen Mais, 14.000 Tonnen Weichweizen und 3.200 Tonnen Sorghum nach folgender Aufteilung ausgeschrieben:

- | | |
|--|----------------------------|
| - <u>Kaiserreich Äthiopien</u> : | 5.000 T Weizen (Los Nr. 1) |
| | 2.500 T Weizen (Los Nr. 2) |
| | 2.500 T Weizen (Los Nr. 3) |
| - <u>Islamische Republik Mauretanien</u> : | 4.000 T Weizen (Los Nr. 4) |
| | 2.000 T Mais (Los Nr. 5) |
| - <u>Republik Mali</u> : | 3.000 T Mais (Los Nr. 6) |
| | 6.000 T Mais (Los Nr. 7) |
| - <u>Republik Niger</u> : | 400 T Mais |
| | 200 T Sorghum |
| | 800 T Mais |
| | 4.000 T Mais |
| | 1.200 T Mais |
| | 2.800 T Mais |
| | (Los Nr. 8) |
| | (Los Nr. 9) |
| - <u>Republik Obervolta</u> : | 6.000 T Mais (Los Nr. 10) |
| | 4.000 T Mais (Los Nr. 11) |
| | 2.000 T Mais (Los Nr. 11) |
| | 2.600 T Sorghum |
| | 400 T Sorghum |
| | (Los Nr. 12) |

2. Die Ausschreibung wird in Frankreich in zwölf Losen durchgeführt. Die Erzeugnisse werden auf dem Markt der Gemeinschaft bereitgestellt. Die Verladung erfolgt ab einem Hafen der Gemeinschaft.

3. Die in Absatz 1 genannte Ausschreibung bezieht sich
- für Äthiopien und Mauretanien auf die CIF-Lieferung der Erzeugnisse, d.h. zum Zeitpunkt, wo die Ware tatsächlich im Laderaum des Schiffes in den im Anhang genannten Ausladehäfen in Besitz genommen worden ist;
 - für Mali und Niger und Obervolta auf die Lieferung, abgeladen oder nicht abgeladen, in den im Anhang genannten Orten.
4. Die in Absatz 1 genannten Erzeugnisse müssen vom Zuschlagsempfänger in neuen Jutesäcken mit einem Nettogewicht von je 50 Kilogramm geliefert werden, wobei die Absackung beim Verladen oder im Entladehafen erfolgen kann. Die Säcke werden mit folgendem Aufdruck versehen:
- Für Äthiopien :
 - "WHEAT - GIFT OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY - FOR FREE DISTRIBUTION".
 - Für die Sahel-Länder mit Ausnahme von Obervolta:
 - "SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"
 - "MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE"
 - "FROMENT - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"
 - Für Obervolta:
 - "SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"
 - "MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"

Artikel 2

1. Die in Artikel 1 genannte Ausschreibung erfolgt am 8. März 1974,...
2. Der letzte Termin für die Einreichung von Angeboten wird auf den 8. März 1974, 12.00 Uhr festgesetzt.
3. Die Veröffentlichung der Ausschreibungsbekanntmachung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften erfolgt mindestens neun Tage vor dem letzten Termin für die Einreichung von Angeboten.

Artikel 3

Den Zuschlag erhält derjenige Bieter, der das günstigste Angebot einreicht. Entsprechen die Angebote jedoch nicht den üblicherweise auf dem Markt berechneten Preisen und Kosten, so kann die Interventionsstelle die Ausschreibung für ungültig erklären.

Artikel 4

1. Der Zuschlagsempfänger hinterlegt eine Kautions in Höhe von 5 Rechnungseinheiten je Tonne der Erzeugnisse zur Gewährleistung der Durchführung der in Artikel 1 genannten Arbeiten. Diese Kautions verfällt wenn die betreffenden Arbeiten innerhalb der vorgesehenen Frist nicht durchgeführt werden, außer für die Mengen, für die die Arbeiten wegen eines Falles höherer Gewalt nicht durchgeführt wurden.
2. Die Kautions nach Absatz 1 kann in bar oder in Form einer Bürgschaft eines Kreditinstitutes, das den von dem betreffenden Mitgliedstaat festgesetzten Kriterien entspricht, geleistet werden.

Artikel 5

1. Die in Artikel 1 genannten Erzeugnisse, die in die Sahel-Länder und Äthiopien geliefert werden sollen, müssen folgende Merkmale aufweisen :

Sorghum :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein, mit einem Höchstgehalt an Feuchtigkeit von 14 v.H., wobei eine Höchstgrenze für Schwarzbesatz von 4 v.H. jedoch zulässig ist.

Mais :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein und mindestens der Standardqualität entsprechen, für die der Interventionspreis festgesetzt ist.

Weichweizen :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein und mindestens der Standardqualität entsprechen, für die der Interventionspreis festgesetzt ist, wobei jedoch eine Höchstgrenze für Feuchtigkeit von 14,5 v.H., für Auswuchs von 3 v.H. und für Schwarzbesatz von 1 v.H. festgesetzt wird.

2. Die Angebote für die in Artikel 1 genannten Erzeugnisse, die in die Sahel-Länder und nach Äthiopien geliefert werden sollen, müssen unter Berücksichtigung folgender Merkmale abgegeben werden :

Sorghum :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein, mit einem Höchstgehalt an Feuchtigkeit von 14 v.H., wobei eine Höchstgrenze für Schwarzbesatz von 4 v.H. jedoch zulässig ist.

Mais :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein und mindestens der Standardqualität entsprechen, für die der Interventionspreis festgesetzt ist.

Weichweizen :

von gesunder und handelsüblicher Qualität und von gesundem Geruch sein und mindestens der Standardqualität entsprechen, für die der Interventionspreis festgesetzt ist, wobei jedoch eine Höchstgrenze für Feuchtigkeit von 14,5 v.H., für Auswuchs von 3 v.H. und für Schwarzbesatz von 1 v.H. festgesetzt wird.

Artikel 6

1. Mit der Durchführung aller Maßnahmen im Zusammenhang mit der Ausschreibung, die Gegenstand dieser Verordnung ist, wird die französische Interventionsstelle beauftragt.
2. Sie übermittelt unverzüglich der Kommission die Namen der Firmen, die Angebote eingereicht haben, mit Angabe des jeweils abgegebenen Angebots, sowie Namen bzw. Firmennamen des Zuschlagsempfängers.

3. Die Interventionsstelle verlangt vom Zuschlagsempfänger folgende Auskünfte :
- a) nach jeder Lieferung eine Bestätigung der verschifften Mengen, der Qualität der Ware und deren Verpackung,
 - b) das Abgangsdatum der Schiffe und das voraussichtliche Datum für die Ankunft der Erzeugnisse,
 - c) alle während des Transports der Erzeugnisse vorgekommenen eventuellen Ereignisse.

Die Interventionsstelle übermittelt diese Auskünfte sofort nach deren Erhalt an die Kommission.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am Tage ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 22-2-1974

Für die Kommission
Der Präsident

A. Bland

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

N° du lot	Pays destinataire	Centre de livraison	Port de débarquement	Tonnage à mettre en CAF	Quantité rendue centre de livraison	
					déchargée	non déchargée
Nr der Lose	Bestimmungsland	Lieferungsort	Bestimmungshafen	Nach cif zu bringende Menge	An den Lieferungsort gebrachte Menge	
					abgeladen	nicht abgeladen
N. della partita	Paese destinatario	Centro di consegna	Porto di sbarco	Tonnellaggio da mettere in cif	Quantità resa centro di consegna	
					scaricata	non scaricata
Nr van de partij	Land van bestemming	Plaats van levering	Haven van lossing	c.i.f. aan te leveren hoeveelheid	Aangevoerde hoeveelheid plaats van levering	
					afgeladen	niet afgeladen
Nr. pa parti	Bestemmelsesland	Leveringssted	Bestemmelses-havn	Mængde til levering cif	Den til bestemmelsesstedet bragte mængde	
					losset	ikke losset
No of lot	Recipient-country	Delivery centre	Port of unloading	Tonnage c.i.f.	Quantity delivered to the delivery centre	
					unloaded	not unloaded
1	Ethiopie		Djibouti	5.000 t.		
2	Ethiopie		Assab	2.500 t.		
3	Ethiopie		Massawa	2.500 t.		
4	Mauritanie		Nouakchott	4.000 t.		
5	Mauritanie		Nouakchott	2.000 t.		
6	Mali	Kayes	Dakar	3.000 t.	3.000 t.	
7	Mali	Bamako	Dakar	6.000 t.	6.000 t.	
8	Niger	Zinder	Apapa	400 t.		400 t.
8	Niger	Zinder	Apapa	200 t.		200 t.
8	Niger	Maradi	Apapa	800 t.		800 t.
8	Niger	Niaméy	Cotonou	4.000 t.		4.000 t.
9	Niger	Dosso	Cotonou	1.200 t.		1.200 t.
9	Niger	Tamoua	Cotonou	2.800 t.		2.800 t.
10	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	6.000 t.	6.000 t.	
11	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	4.000 t.	4.000 t.	
11	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	2.000 t.	2.000 t.	
12	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	2.600 t.	2.600 t.	
12	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	400 t.	400 t.	

Brussels, 21 February 1974.

DraftREGULATION (EEC) N°/74 OF THE COMMISSION

of 22-2-1974

opening an invitation to tender for the mobilization of grain sorghum, maize and common wheat as food aid for the countries of the Sahel and Ethiopia.

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation n° 120/67/EEC ⁽¹⁾ of 13 June 1967 on the common organization of the market in cereals, as last amended by Regulation (EEC) n° 1346/73 ⁽²⁾

Having regard to Council Regulation (EEC) n° 1693/72 ⁽³⁾ of 3 August 1972 laying down the conditions for the mobilization of cereals as food aid, and in particular Article 6 thereof;

Whereas on 28 December 1973 the Council of the European Communities declared that by way of Community action it proposed to grant the countries of the Sahel and Ethiopia 130,000 metric tons of cereals under its 1972/73 food aid programme;

Whereas analysis of the state of the Community cereals market indicates that the criteria of Article 3 (3) of Council Regulation (EEC) n° 1693/72 should be applied, according to which the products must be purchased on the Community market;

Whereas the proposed invitation to tender should be for supply of the products delivered unloaded or loaded at the delivery centres or CIF port of unloading, that is at the moment when the goods are actually removed from the ship's hold;

Whereas the award under the invitation to tender must be made in favour of the tenderer offering the best terms;

Whereas, should force majeure make it impossible to complete the operation in question within the set time-limits, it should be made clear who is to bear the liability for any resulting costs;

(1) OJ n° 117, 19 June 1967, p. 2269/67;

(2) OJ n° L 141, 28 May 1973, p. 8;

(3) OJ n° L 178, 5 August 1972, p. 3.

.../...

Whereas provisions should be made for security to be given for the purpose of guaranteeing that the obligations arising by virtue of participation in the invitation to tender for supplies to the Sahel countries and Ethiopia will be fulfilled;

Whereas the intervention agency of France should be made responsible for the tendering procedure in question;

Whereas the Commission must be informed quickly of the tenders submitted in response to the invitation and of those accepted by the intervention agency;

Whereas (Opinion of the Management Committee);

HAS ACCEPTED THIS REGULATION :

Article 1

1. Tenders are hereby invited for the supply to Ethiopia, Mali, Mauritania and Niger by way of Community food aid action of 32.200 metric tons of maize, 14.000 metric tons of common wheat and 3.200 metric tons of grain sorghum, divided as follows :

- <u>Empire of Ethiopia</u> :	5,000 metric tons of wheat	(lot n° 1)
	2,500 metric tons of wheat	(lot n° 2)
	2,500 metric tons of wheat	(lot n° 3)

- Islamic Republic of Mauritania :

4,000 metric tons of wheat	(lot n° 4)
2,000 metric tons of wheat	(lot n° 5)

- <u>Republic of Mali</u> :	3,000 metric tons of maize	(lot n° 6)
	6,000 metric tons of maize	(lot n° 7)

- <u>Republic of Niger</u> :	400 metric tons maize	
	200 metric tons sorghum	(lot n° 8)
	800 metric tons maize	
	4.000 metric tons maize	

1.200 metric tons maize	(lot n° 9)
2.800 metric tons maize	

- Republic of Upper Volta:

6.000 metric tons maize	(lot n° 10)
4.000 metric tons maize	(lot n° 11)
2.000 metric tons maize	(lot n° 11)

2.600 metric tons sorghum	(lot n° 12)
400 metric tons sorghum	

2. The tendering procedure shall take place in France in 12 lots.

The products shall be mobilized on the Community market. The products shall be loaded for departure from a Community port.

3. The invitation to tender provided for in paragraph 1 is for supply of products
 - delivered cif, that is at the moment when the goods are actually removed from the ship's hold as regards Ethiopia and Mauritania at the ports listed in the annex,
 - delivered unloaded or loaded as regards Mali and Niger at the centres listed in the annex.
4. The successful tenderer shall deliver the product specified in paragraph 1 in new jute sacks of a net capacity of 50 kilogrammes. The following shall be printed on the sacks :
 - As regards Ethiopia :
" WHEAT - GIFT OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY - FOR FREE DISTRIBUTION "
 - As regards the Sahel countries with the exception of Upper Volta:
" SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE "
" MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE "
" FROMENT - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE ".
 - As regards Upper Volta:
"SORGHO - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"
"MAIS - DON DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE - DISTRIBUTION GRATUITE"

Article 2

1. The decision on tenders received in response to the invitation provided for in Article 1 shall be taken on 8 March 1974.
2. The closing date for submission of tenders shall be 8 March 1974 at 12 noon.
3. The notice of invitation to tender shall be published in the Official Journal of the European Communities not less than ten days before the closing date for submission of tenders.

Article 3

The contract shall be awarded to the tenderer who offers the most favourable terms. If it appears, however, that the tenders submitted do not reflect normal market prices and rates, the intervention agency may cancel the invitation to tender.

Article 4

1. The successful tenderer shall give security in an amount of 5 units of account per metric ton of goods; the purpose of such security is to guarantee performance of the operations specified in Article 1. The security shall be forfeit if those operations are not carried out within the time stipulated, save as regards quantities not delivered for reasons of force majeure.
2. The security referred to in paragraph 1 may be given in the form of a cash deposit or of a guarantee issued by a credit institution conforming to the criteria laid down by the Member State.

Article 5

1. The goods referred to in Article 1 which are to be supplied for human consumption to the Sahel countries and Ethiopia must meet the following requirements :

Grain sorghum : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, with a moisture content not exceeding 14 %, a tolerance of 4 % of miscellaneous impurities shall be allowed.

Maize : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed.

Common wheat : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed, except that the humidity shall not exceed 14,5 % and that a maximum tolerance of 3 % of sprouted grains and 1 % of miscellaneous impurities shall be allowed.

2. Tenders for supply to the Sahel countries and Ethiopia of the products specified in Article 1 must relate to products having the following characteristics :

Grain sorghum : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, with a moisture content not exceeding 14 %, a tolerance of 4 % of miscellaneous impurities shall be allowed.

Maize : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed.

Common wheat : must be of fair and sound merchantable quality, be free from odour, and correspond at least to the standard quality for which the intervention price is fixed, except that the humidity shall not exceed 14,5 % and that a maximum tolerance of 3 % of sprouted grains and 1 % of miscellaneous impurities shall be allowed.

Article 6

1. The French intervention agency shall be responsible for organizing the invitation to tender provided for by this Regulation.
2. It shall forthwith communicate to the Commission the list of firms which have responded to the invitation to tender, specifying the terms of each tender, together with the name and business name of the successful tenderer.

.../...

3. The intervention agency shall request the successful tenderer to supply the following information :

- a) after each shipment, a certificate showing the quantities dispatched, the quality of the products and their packaging;
- b) the date of the departure of the ships, the expected date of arrival of the products at their destination;
- c) all possible contingencies which might occur during transportation of the products.

The information indicated above shall be forwarded by the intervention agency to the Commission immediately upon receipt.

Article 7

This Regulation shall enter into force on the day of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 22-2-1974

For the Commission
The President

CE Debra

VI/1.110/74-F.D.I.N.E.Dk

ANNEXE / ANHANG / ALLEGATO / BIJLAGE / BILAG / ANNEX

N° du lot	Pays destinataire	Centre de livraison	Port de débarquement	Tonnage à mettre en CAF	Quantité rendue centre de livraison	
Nr der Lose	Bestimmungsland	Lieferungsort	Bestimmungshafen	Nach cif zu bringende Menge	déchargée	non déchargée
N. della partita	Paese destinatario	Centro di consegna	Porto di sbarco	Tonnellaggio da mettere in cif	An den Lieferungsort gebrachte Menge	
Nr van de partij	Land van bestemming	Plaats van levering	Haven van lossing	c.i.f. aan te leveren hoeveelheid	abgeladen	nicht abgeladen
Nr. pa parti	Bestemmelsesland	Leveringssted	Bestemmelses-havn	Mængde til levering cif	Quantità resa centro di consegna	
No of lot	Recipient-country	Delivery centre	Port of unloading	Tonnage c.i.f.	scaricata	non scaricata
1	Ethiopie		Djibouti	5.000 t.	Aangevoerde hoeveelheid plaats van levering	
2	Ethiopie		Assab	2.500 t.	afgeladen	niet afgeladen
3	Ethiopie		Massawa	2.500 t.	Den til bestemmelsesstedet bragte mængde	
4	Mauritanie		Nouakchott	4.000 t.	losset	ikke losset
5	Mauritanie		Nouakchott	2.000 t.	Quantity delivered to the delivery centre	
6	Mali	Kayes	Dakar	3.000 t.	unloaded	not unloaded
7	Mali	Bamako	Dakar	6.000 t.	3.000 t.	
8	Niger	Zinder	Apapa	400 t.	6.000 t.	
8	Niger	Zinder	Apapa	200 t.		400 t.
8	Niger	Maradi	Apapa	800 t.		200 t.
8	Niger	Niaméy	Cotonou	4.000 t.		800 t.
9	Niger	Dosso	Cotonou	1.200 t.		4.000 t.
9	Niger	Tamoua	Cotonou	2.800 t.		1.200 t.
10	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	6.000 t.		2.800 t.
11	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	4.000 t.	6.000 t.	
11	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	2.000 t.	4.000 t.	
12	Haute-Volta	Ouagadougou	Abidjan	2.600 t.	2.000 t.	
12	Haute-Volta	Bobo-Dioulasso	Abidjan	400 t.	2.600 t.	
					400 t.	

Historical Archives of the European Commission

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 22 février 1974.

com (74) 259

final.

secrétariat général

Annexe 7E/54

telex no. 64

delai c: vendredi 22 février 1974 à 18.00 h

~~note pour mm. les membres de la commission~~

procédure écrite accélérée de type spécial c/489/74

objet : règlement de la commission du 22 février 1974 fixant le
----- prélèvement spécial à l'exportation pour les sirops et
les autres sucres.

Le texte du règlement est identique à celui du règlement (CEE)
no. 416/74 (J.O. no. L 47 du 20.2.1974, page 10), avec les
modifications suivantes :

- premier considérant :

ajouter après la référence au règlement (CEE) no. 403/74 :
"modifié par le règlement (CEE) no. 416/74".

- 2e considérant :

ajouter après la référence au règlement (CEE) no. 403/74 le
mot : "modifié".

- article 2

"entrée en vigueur le 23 février 1974".

prélèvements exportation sirops
ausfuhrabschoepfungen sirupe
prelievi esportazione sciroppi
uitvoerheffingen stropen
export levies syrups
eksportafgifter sirup

entrée en vigueur

inkrafttreden

entrata in vigore

treedt in werking

date of validity

dato for ikrafttraedelse

:/
:/
:/
:/
:/
:/

23.2.1974 (embargo 17.00 h)

(UC-RE-UA/100 kg)

montant de base / 1-0/0 de teneur en saccharose (1) :

grundbetrag / 1-0/0 saccharosegehalt (1) :

importo di base / 1-0/0 di contenuto di saccarosio (1) :

basistbedrag / 1-0/0 of gehalte aan saccharose (1) :

basic amount / 1-0/0 of sucrose content (1) :

basisbeloeb / 1-0/0 saccharose-inhold (1) :

code tarif :

17.02 ex d 0,2850

17.02 ex f 0,2850

17.05 ex c 0,2850

Historical Archives of the European Commission

55

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 26 février 1974.

com (74) 260 *finel.*

secrétariat général

telex no. 65

Annexe 7E/58.

délai : mardi 26 février 1974 à 18.00 h.

note pour mm. les membres de la commission
=====

procédure écrite accélérée de type spécial c/490/74

objet : règlement de la commission relatif à l'adjudication des
----- frais de livraison de lait écrémé en poudre au
titre de l'aide alimentaire.

j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la commission
sur les instructions de m. lardinois :

un projet de règlement (cee) no de la commission du 26/2/1974
relatif à l'adjudication de des frais de livraison de lait
écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire.

avis du comité de gestion lait et produits laitiers :

avis favorable à l'unanimité.

accord service juridique, dg i et dg viii.

cette proposition fait l'objet d'une procédure écrite accélérée
de type spécial (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en conséquence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou réserves éventuelles au secrétariat
général (à l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363)

xxxxxxxx avant mardi 26 février 1974 à 18.00 heures.
si aucune observation ni réserve n'a été formulée avant l'expiration
de ce délai, la proposition sera réputée approuvée.

acte en sera donné dans le procès-verbal de la commission.

(s) e. noel
secrétaire général

fin.

Projet de
RÈGLEMENT (CEE) N° DE LA COMMISSION
du

relatif à l'adjudication des frais de livraison de lait écrémé en poudre au
titre de l'aide alimentaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

Vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (1), modifié en dernier lieu par l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités (2); et notamment son article 7 paragraphe 5,

Considérant que le règlement (CEE) n° 3582/73 du Conseil, du 28 décembre 1973, établissant les règles générales relatives à la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire aux pays du Sahel et à l'Éthiopie (3), prévoit la fourniture à ces pays de 14.000 tonnes de lait écrémé en poudre;

Considérant que le Mali, la Haute Volta et le Niger ont fait une demande urgente de livraison de respectivement 2.100, 1.300 et 2.370 tonnes de lait écrémé en poudre qui peuvent être mises à leur disposition par les organismes d'intervention belge, allemand et français; que les frais de livraison correspondant à ces fournitures doivent faire l'objet d'une adjudication conformément au règlement (CEE) n° 192/74 de la Commission, du 4⁸ janvier 1974, relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire aux pays du Sahel et à l'Éthiopie (4);

Considérant que l'application du règlement (CEE) n° 192/74 exige toutefois certaines précisions, notamment en ce qui concerne le délai pour la présentation des offres et les conditions de livraison du lait écrémé en poudre;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

(1) JO n° L 148 du 28. 6.1968, p. 13

(2) JO n° L 73 du 27. 3.1972, p. 14

(3) JO n° L 359 du 28.12.1973, p. 50

(4) JO n° L 21 du 25. 1.1974, p. 33

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Sont mis en adjudication, conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 192/74, les frais de livraison de 5.770 tonnes de lait écrémé en poudre pour les destinations suivantes et réparties selon les lots ci-après :

- lot A : 2.100 tonnes destinées au Mali, à livrer CAF Abidjan,
- lot B : 1.300 tonnes destinées à la Haute-Volta, à livrer à Ouagadougou via Abidjan,
- lot C : 670 tonnes destinées au Niger, à livrer CAF Cotonou,
- lot D : 600 tonnes destinées au Niger, à livrer à Diffa via Port Harcourt,
- lot E : 350 tonnes destinées au Niger, à livrer à Maradi via Apapa
- lot F : 750 tonnes destinées au Niger, à livrer à Dosso via Cotonou.

2370

Article 2

Le lait écrémé en poudre est enlevé :

- auprès de l'organisme d'intervention belge en ce qui concerne le lot A,
- auprès de l'organisme d'intervention allemand en ce qui concerne le lot B,
- auprès de l'organisme d'intervention français en ce qui concerne les lots C à F.

L'organisme d'intervention concerné fait apposer sur l'emballage une inscription indiquant, en lettres d'au moins 2 cm de hauteur :

- en ce qui concerne le lot A :

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Mali
A distribuer gratuitement" ;

- en ce qui concerne le lot B :

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta
A distribuer gratuitement" ;

- en ce qui concerne les lots C, D, E et F :

"Lait écrémé en poudre

Don de la Communauté économique européenne au Niger
A distribuer gratuitement".

Article 3

1. En ce qui concerne les lots A et C, font l'objet de l'adjudication les frais de livraison depuis l'enlèvement de la marchandise des entrepôts de l'organisme d'intervention jusqu'au moment où la marchandise est déchargée sur le quai au port de débarquement.
 2. En ce qui concerne les lots B, D, E et F, font l'objet de l'adjudication les frais de livraison depuis l'enlèvement de la marchandise des entrepôts de l'organisme d'intervention concerné jusqu'au lieu de destination visé à l'article 1er, y compris les frais de déchargement de la marchandise.
- La livraison se trouve effectuée au moment où la marchandise est effectivement arrivée au lieu de destination.

Article 4

Les organismes d'intervention assurent la fourniture du lait écrémé en poudre sont chargés des opérations afférentes à l'adjudication visée aux ^{articles précédents} ~~paragraphe 1~~ et 2.

Article 5

1. Le délai pour la présentation des offres expire le 12 mars 1974 à 12 heures.
2. L'embarquement est réalisé dès que possible et au plus tard le 10 avril 1974.

.../...

Article 6

Le Gouvernement concerné, pour les livraisons dont son organisme d'intervention est chargé, assure que l'adjudicataire :

1. lorsqu'il s'agit d'une livraison CAF :

adresse au pays destinataire, au représentant de l'organisme d'intervention se trouvant au port de débarquement et à la Commission :

- dans les meilleurs délais après la mise à bord de la marchandise, un avis portant désignation du navire en indiquant la date du chargement, la quantité et la qualité de la marchandise constatées à l'embarquement, ainsi que le port de débarquement ;
- 10 jours francs au minimum avant l'arrivée au port de débarquement, un avis indiquant la date présumée d'arrivée ;
- 72 heures au minimum avant l'arrivée du navire au port, un avis indiquant *cette date d'arrivée* -

2. lorsqu'il s'agit d'une livraison jusqu'au lieu de destination :

adresse au pays destinataire, au représentant de l'organisme d'intervention se trouvant au lieu de destination et à la Commission :

- 10 jours avant la date présumée d'arrivée de la marchandise un avis indiquant le ou les moyens de transport utilisés pour l'acheminement jusqu'au lieu de destination, les modalités d'acheminement pour les phases intermédiaires, la date du chargement, la qualité et la quantité de la marchandise constatées au départ de la Communauté ;
- 2 jours au moins à l'avance, un avis indiquant *la date d'* l'arrivée de la marchandise au lieu de destination.

Article 7

1. L'organisme d'intervention concerné prend les dispositions nécessaires pour que le lait écrémé en poudre ayant fait l'objet de l'adjudication soit acheminé rapidement, selon le cas, du port de débarquement ou du lieu de destination, jusqu'aux lieux de distribution.

Pour déterminer le montant des frais afférents au transport visé ci-dessus, il conclut un contrat de gré à gré aux conditions les moins onéreuses compte tenu des conditions de transport existantes et de l'urgence.

2. Les lieux de distribution visés au paragraphe 1 sont désignés par les autorités du pays bénéficiaire et communiqués par la Commission à l'organisme d'intervention concerné.

Article 8

Lorsque la livraison visée à l'article 3 paragraphes 1^{er} et 2 est effectuée, le représentant de l'organisme d'intervention délivre à l'adjudicataire un certificat de réception attestant que les quantités prises en charge auprès de l'organisme d'intervention concerné ont été réceptionnées.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission,

~~Entwurf einer~~

VERORDNUNG (EWG) Nr.

DER KOMMISSION

vom

über die Ausschreibung der Kosten für die Lieferung von Magermilchpulver im
Rahmen der Nahrungsmittelhilfe

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 804/68 des Rates vom 27. Juni 1968 über
die gemeinsame Marktorganisation für Milch und Milcherzeugnisse (1), zuletzt
geändert durch die Akte über die Beitrittsbedingungen und die Anpassungen der
Verträge (2), insbesondere auf Artikel 7 Absatz 5,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Verordnung (EWG) Nr. 3582/73 des Rates vom 28. Dezember 1973 zur Aufstel-
lung der Grundregeln für die Lieferung von Magermilchpulver im Rahmen der Nah-
rungsmittelhilfe an die Länder der Sahelzone und Äthiopien (3) sieht vor, daß
diesen Ländern 14 000 t Magermilchpulver zur Verfügung gestellt werden.

Mal, Obervolta und der Niger haben eine dringende Lieferung von 2 100 t,
1 300 t bzw. 2 370 t Magermilchpulver beantragt, das von der belgischen,
der deutschen und der französischen Interventionsstelle zur Verfügung ge-
stellt werden kann. Die Kosten dieser Lieferungen müssen gemäß der Verordnung
(EWG) Nr. 192/74 der Kommission vom 18. Januar 1974 über die Lieferung von
Magermilchpulver im Rahmen der Nahrungsmittelhilfe an die Länder der Sahel-
zone und nach Äthiopien (4) ausgeschrieben werden.

Die Anwendung der Verordnung (EWG) Nr. 192/74 macht jedoch einige Präzisie-
rungen notwendig, insbesondere hinsichtlich der Frist für die Einreichung
der Angebote und der Lieferbedingungen für das Magermilchpulver.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der Stellungnahme
des Verwaltungsausschusses für Milch und Milcherzeugnisse,

- (1) ABl. Nr. L 148 vom 28. 6. 1968, S. 13.
- (2) ABl. Nr. L 73 vom 27. 3. 1972, S. 14.
- (3) ABl. Nr. L 359 vom 28. 12. 1973, S. 50.
- (4) ABl. Nr. L 21 vom 25. 1. 1974, S. 33.

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Für die Kosten der Lieferung nachstehender Partien von insgesamt 5 770 t Magermilchpulver nach folgenden Bestimmungsorten wird gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 192/74 eine Ausschreibung durchgeführt.

- Partie A: 2 100 t für Mali, cif Abidjan,
- Partie B: 1 300 t für Obervolta, über Abidjan nach Kouagadougou,
- Partie C: 670 t für den Niger, cif Cotonou,
- Partie D: 600 t für den Niger, über Port Harcourt nach Diffa,
- Partie E: 350 t für den Niger, über Apapa nach Maradi,
- Partie F: 750 t für den Niger, über Cotonou nach Dosso.

Artikel 2

Das Magermilchpulver wird abgenommen:

- Partie A von der belgischen Interventionsstelle,
- Partie B von der deutschen Interventionsstelle,
- Partien C bis F von der französischen Interventionsstelle.

Die betreffende Interventionsstelle läßt auf die Verpackung in mindestens 2 cm hohen Buchstaben folgende Aufschrift drucken:

- bei der Partie A:

"Lait écrémé en poudre

Don de la Communauté économique européenne au Mali

A distribuer gratuitement";

- bei der Partie B:

"Lait écrémé en poudre

Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta

A distribuer gratuitement";

- bei den Partien C, D, E und F:

"Lait écrémé en poudre

Don de la Communauté économique européenne au Niger

A distribuer gratuitement".

Artikel 3

1. Bei den Partien A und C sind Gegenstand der Ausschreibung die Kosten der Lieferung ab Auslagerung der Ware aus den Kühlhäusern der betreffenden Interventionsstelle bis zur Entladung der Ware auf dem Kai des Ausladehafens.
2. Bei den Partien B, D, E und F sind Gegenstand der Ausschreibung die Kosten der Lieferung ab Auslagerung der Ware aus den Kühlhäusern der betreffenden Interventionsstelle bis zu dem jeweiligen in Artikel 1 genannten Bestimmungsort, einschließlich der Kosten für das Entladen der Ware.

Die Lieferung gilt als durchgeführt, wenn die Ware tatsächlich an ihrem Bestimmungsort eingetroffen ist.

Artikel 4

Die Interventionsstellen, die mit der Lieferung des Magermilchpulvers betraut sind, führen alle Maßnahmen durch, die mit der in den vorstehenden Artikeln vorgesehenen Ausschreibung im Zusammenhang stehen.

Artikel 5

1. Die Frist für die Einreichung der Angebote endet am 12. März 1974, 12 Uhr.
2. Die Verschiffung erfolgt sobald wie möglich, spätestens jedoch am 10. April 1974.

Artikel 6

Die Regierung, deren Interventionsstelle mit der jeweiligen Lieferung betraut ist, stellt sicher, daß der Zuschlagsempfänger:

1. wenn es sich um eine cif-Lieferung handelt:
 - dem Empfängerland, dem Vertreter der Interventionsstelle im Bestimmungshafen und der Kommission:
 - innerhalb kürzester Frist nach Verschiffung der Ware die Bezeichnung des Schiffes, das Datum der Verladung, die bei der Verschiffung festgestellte Menge und Qualität der Ware sowie den Bestimmungshafen mitteilt;

- das mutmaßliche Ankunftsdatum des Schiffes im Bestimmungshafen mindestens 10 volle Tage vor diesem Datum mitteilt;
- das Ankunftsdatum des Schiffes im Hafen mindestens 72 Stunden vorher mitteilt;

2. wenn es sich um eine Lieferung bis zum Bestimmungsort handelt:

dem Empfängerland, dem Vertreter der Interventionsstelle am Bestimmungsort und der Kommission:

- das oder die für die Beförderung bis zum Bestimmungsort benutzten Transportmittel, die Einzelheiten der Beförderung in den Zwischenphasen, das Datum der Verladung, die beim Verlassen der Gemeinschaft festgestellte Menge und Qualität der Ware 10 Tage vor dem mutmaßlichen Eintreffen der Ware mitteilt;
- das Eintreffen der Ware am Bestimmungsort mindestens 2 Tage vorher mitteilt.

Artikel 7

1. Die betreffende Interventionsstelle trifft die erforderlichen Vorkehrungen, damit das Magermilchpulver, das Gegenstand der Ausschreibung gewesen ist, schnellstmöglich vom Entladehafen bzw. Bestimmungsort an die Verteilungs-orte gelangt.

Zur Bestimmung der mit der vorgenannten Beförderung verbundenen Kosten schließt sie unter Berücksichtigung der gegebenen Transportmöglichkeiten und der Dringlichkeit zu den kostenmäßig günstigsten Bedingungen einen Vertrag im Wege einer freihändigen Vergabe ab.

2. Die im Absatz 1 genannten Verteilungsorte werden von den Behörden des Empfängerlandes angegeben und der betreffenden Interventionsstelle von der Kommission mitgeteilt.

Artikel 8

Wenn die in Artikel 3 Absatz 1 bzw. Absatz 2 genannte Lieferung durchgeführt worden ist, stellt der Vertreter der Interventionsstelle im Bestimmungshafen bzw. am Bestimmungsort dem Zuschlagsempfänger eine Bescheinigung darüber aus,

Die von der betreffenden Interventionsstelle abgeordneten Herren in Empfang genommen werden.

Artikel 9

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den

Für die Kommission

Historical Archives of the European Commission

~~Draft~~

REGULATION (EEC) No OF THE COMMISSION
of

concerning the issue of an invitation to tender for the costs of delivering
skimmed milk powder as food aid

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 804/68 ⁽¹⁾ of 27 June 1968 on the common organisation of the market in milk and milk products, as last amended by the Act ⁽²⁾ concerning the Conditions of Accession and the Adjustments to the Treaties, and in particular Article 7 ⁽⁵⁾ thereof;

Whereas Council Regulation (EEC) No 3582/73 ⁽³⁾ of 28 December 1973 laying down general rules for the supply of skimmed milk powder as food aid to the countries of the Sahel and Ethiopia provides for 14,000 metric tons of skimmed milk powder to be supplied to those countries;

Whereas Mali, Upper Volta and Niger have requested the supply, as emergency aid, of 2,100, 1,300 and 2,370 metric tons of skimmed milk powder respectively, which can be made available to them by the Belgian, German and French intervention agencies; whereas the costs of delivering these supplies must be put out to tender as provided in Commission Regulation (EEC) No 192/74 ⁽⁴⁾ of 18 January 1974 on the supply of skimmed milk powder as food aid to the countries of the Sahel and Ethiopia;

Whereas certain items must be specified in pursuance of Regulation (EEC) No 192/74, such as the time limit for the submission of tenders and the terms of delivery of the skimmed milk powder;

Whereas the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion with the Management Committee for Milk and Milk Products,

-
- (1) OJ No L 148, 28. 6.1968, p. 13.
(2) OJ No L 73, 27. 3.1972, p. 14.
(3) OJ No L 359, 28. 12.1973, p. 50.
(4) OJ No L 21, 25. 1. 1974, p. 33.

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

Tenders shall be invited in accordance with Regulation (EEC) No 192/74 for the cost of delivering 5,770 metric tons of skimmed milk powder, divided up as specified below, to the following destinations:

- lot A: 2,100 metric tons for Mali, to be delivered cif to Abidjan,
- lot B: 1,300 metric tons for Upper Volta, to be delivered to Ouagadougou via Abidjan,
- lot C: 670 metric tons for Niger, to be delivered cif to Cotonou,
- lot D: 600 metric tons for Niger, to be delivered to Diffa via Port Harcourt,
- lot E: 350 metric tons for Niger, to be delivered to Maradi via Apapa,
- lot F: 750 metric tons for Niger, to be delivered to Zosso via Cotonou.

Article 2

The skimmed milk powder shall be removed from the premises of the intervention agencies as follows:

- lot A from the Belgian intervention agency,
- lot B from the German intervention agency,
- lots C to F from the French intervention agency.

The intervention agencies shall procure that the packing is marked in letters at least 2 cm high:

- in the case of lot A:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Mali
A distribuer gratuitement";

- in the case of lot B:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta
A distribuer gratuitement";

- in the cases of lots C, D, E and F:

"Lait écrémé en poudre

Don de la Communauté économique européenne au Niger
A distribuer gratuitement".

Article 3

1. In the case of lots A and C, the tenders shall be for the delivery costs incurred between removal of the goods from the storage depots of the relevant intervention agencies and the time when the goods are unloaded on the quayside at the port of unloading.
2. In the case of lots B, D, E and F, the tenders shall be for the delivery costs incurred between removal of the goods from the storage depots of the relevant intervention agencies and their delivery at the places of estination specified in Article 1, including unloading costs.

Delivery shall be completed when the goods actually arrive at the place of destination.

Article 4

The intervention agencies supplying the skimmed milk powder shall be responsible for the invitation to tender provided for in the previous Articles.

Article 5

1. The time limit for the submission of tenders shall be 12 March 1974 at 12.00 hours.
2. Loading shall take place as soon as possible and be completed on 10 April 1974 at the latest.

Article 6

In respect of the supplies for which its intervention agency is responsible, the government concerned shall ensure that:

1. in the case of delivery cif:

the successful tenderer notifies the country of destination, the representative of the intervention agency at the port of unloading and the Commission:

- as soon as possible after the goods have been loaded on board ship, of details of the ship, the loading date, the quantity and quality of the goods as recorded on shipment and the port of unloading;
- at least ten clear days before arrival at the port of unloading, of the expected date of arrival;
- at least seventy-two hours before the ship's arrival in port, of the date of arrival;

2. In the case of delivery to the place of destination:

the successful tenderer notifies the country of destination, the representative of the intervention agency at the place of destination and the Commission:

- ten days before the goods' expected date of arrival, of the means of transport to be used to carry the goods to the place of destination; the means of shipment to be used during the intermediary phases, the date of loading and the quantity and quality of the goods as recorded on shipment from the Community;
- at least two days in advance, of the date of arrival of the goods at the place of destination.

Article 7

1. The intervention agency concerned shall take all measures necessary to ensure that the skimmed milk powder for which a contract is awarded is transported rapidly from the port of unloading or place of destination, as the case may be, to the distribution points.

Private contracts shall be negotiated on the best terms possible for the costs of such transport, account being taken of prevailing transport terms and of the urgency of delivery.

2. The distribution points mentioned in paragraph 1 are named by the authorities of the recipient countries and communicated by the Commission to the intervention agency concerned.

Article 8

When the delivery provided for in Article 3 (1) and (2) has been completed the representative of the intervention agency shall issue the successful tenderer with a certificate to the effect that delivery has been taken of the quantity of goods taken over from the intervention agency.

Article 9

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Commission,

van

met betrekking tot de openbare inschrijving voor de kosten van levering van magere-melkpoeder in het kader van de voedselhulp

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 804/68 van de Raad van 27 juni 1968 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelprodukten (1), laatstelijk gewijzigd bij de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden en de aanpassing der Verdragen (2), inzonderheid op artikel 7, lid 5,

OVERWEGENDE dat in Verordening (EEG) nr. 3582/73 van de Raad van 28 december 1973 tot vaststelling van de algemene regels betreffende de levering van magere-melkpoeder als voedselhulp aan de Sahellanden en Ethiopië(3), in de levering van 14.000 ton magere-melkpoeder aan deze landen wordt voorzien;

OVERWEGENDE dat Mali, Opper-Volta en Niger een dringende aanvraag hebben gedaan tot levering van respectievelijk 2.100, 1.300 en 2.370 ton magere-melkpoeder, die ter beschikking kunnen worden gesteld door het Belgische, het Duitse en het Franse interventiebureau; dat voor de kosten van deze leveringen een openbare inschrijving moet worden gehouden overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 192/74 van de Commissie van 18 januari 1974 met betrekking tot de levering van magere-melkpoeder in het kader van de voedselhulp aan de Sahellanden en Ethiopië (4);

OVERWEGENDE dat voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 192/74 evenwel nadere voorschriften moeten worden vastgesteld, met name ten aanzien van de termijn voor het indienen van de aanbiedingen en de levering van het magere-melkpoeder;

OVERWEGENDE dat de in deze verordening vervatte maatregelen in overeenstemming zijn met het advies van het Comité van beheer voor melk en zuivelprodukten,

(1) PB nr. L 148 van 28. 6.1968, blz. 13

(2) PB nr. L 73 van 27. 3.1972, blz. 14

(3) PB nr. L 359 van 28.12.1973, blz. 50

(4) PB nr. L 21 van 25. 1.1974, blz. 33

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD:

Artikel 1

Overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 192/74 wordt een openbare inschrijving gehouden voor de kosten van levering van 5.770 ton magere-melkpoeder voor de volgende bestemmingen en onderverdeeld volgens de hieronder vermelde partijen:

- partij A : 2.100 ton bestemd voor Mali, te leveren c.i.f. Abidjan,
- partij B : 1.300 ton bestemd voor Opper-Volta, te leveren naar Quagadougou via Abidj.
- partij C : 670 ton bestemd voor Niger, te leveren c.i.f. Cotonou,
- partij D : 600 ton bestemd voor Niger, te leveren naar Diffa via Port Harcourt,
- partij E : 350 ton bestemd voor Niger, te leveren naar Maradi via Apapa,
- partij F : 750 ton bestemd voor Niger, te leveren naar Dosso via Cotonou.

Artikel 2

Het magere-melkpoeder wordt afgehaald:

- bij het Belgische interventiebureau voor partij A,
- bij het Duitse interventiebureau voor partij B,
- bij het Franse interventiebureau voor de partijen C t/m F.

Het betrokken interventiebureau laat op de verpakking in letters van ten minste 2 cm hoogte een vermelding aanbrengen:

- voor partij A:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Mali
A distribuer gratuitement";

- voor partij B:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta
A distribuer gratuitement";

- voor de partijen C, D, E en F:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Niger
A distribuer gratuitement".

Artikel 3

1. Voor de partijen A en C wordt een openbare inschrijving gehouden voor de leveringskosten vanaf de afname van de goederen uit de opslagplaatsen van het interventiebureau tot en met het ogenblik dat de goederen zijn gelost op de kade van de ont-schepingshaven.

2. Voor de partijen B, D, E en F wordt een openbare inschrijving gehouden voor de leveringskosten vanaf de afname van de goederen uit de opslagplaatsen van het betrokken interventiebureau tot en met de in artikel 1 bedoelde plaats van bestemming, inclusief de kosten van lossing van de goederen.

De levering is geschied op het ogenblik dat de goederen daadwerkelijk op de plaats van bestemming zijn aangekomen.

Artikel 4

De interventiebureaus die voor de levering van het magere-melkpoeder zorgdragen worden belast met de handelingen die betrekking hebben op de in de voorgaande artikelen bedoelde openbare inschrijving.

Artikel 5

1. De termijn voor de indiening van de aanbiedingen verstrijkt op 12 maart 1974, om 12 uur.
2. De inschepping geschiedt zo spoedig mogelijk en uiterlijk op 10 april 1974.

Artikel 6

De betrokken Regering zorgt er voor dat voor de leveringen waarmede haar interventiebureau is belast, de inschrijver, die de toewijzing heeft ontvangen:

1. wanneer het een c.i.f.-levering betreft:

aan het land van bestemming, aan de vertegenwoordiger van het interventiebureau, die zich in de ontschepingshaven bevindt en aan de Commissie:

- binnen de kortst mogelijke tijd na het aan boord brengen van de goederen een bericht zendt, waarin de aanduiding van het schip, de datum van inlading, de hoeveelheid en de kwaliteit van de goederen die zijn vastgesteld bij de inschepping, alsmede de ontschepingshaven staan vermeld;
- ten minste 10 volle dagen vóór de aankomst van het schip in de ontschepingshaven een bericht zendt, waarin de vermoedelijke datum van aankomst wordt vermeld;
- ten minste 72 uur vóór de aankomst van het schip in de haven een bericht zendt waarin deze datum wordt vermeld;

2. wanneer het een levering betreft tot en met de plaats van bestemming:

aan het land van bestemming, aan de vertegenwoordiger van het interventiebureau, die zich in de ontschepingshaven bevindt en aan de Commissie:

- 4-
- 10 dagen voor de vermoedelijke datum van de aankomst van de goederen een bericht zendt, waarin het of de voor de aanvoer tot en met de plaats van bestemming gebruikte vervoermiddelen, de wijze van aanvoer tot de tussenliggende stadia, de datum van aflading en de kwaliteit en de hoeveelheid van de goederen, die zijn vastgesteld bij het vertrek uit de Gemeenschap, worden vermeld;
 - ten minste 2 dagen van te voren een bericht zendt, waarin de aankomst van de goederen op de plaats van bestemming wordt vermeld.

Artikel 7

1. Het betrokken interventiebureau treft de nodige maatregelen opdat het magere-melkpoeder dat deel uitmaakt van de openbare inschrijving snel wordt aangevoerd, al naar gelang het geval, van de ontschepingshaven of van de plaats van bestemming tot aan de distributieplaatsen.

Om het bedrag van de bij bovenbedoeld vervoer optredende kosten nader te kunnen vaststellen sluit het een onderhandse overeenkomst af tegen de voordeligste voorwaarden, waarbij rekening wordt gehouden met de bestaande vervoersvoorwaarden en met de urgentie.

2. De in lid 1 bedoelde plaatsen van distributie worden aangeduid door de autoriteiten van het begunstigde land en door de Commissie medegedeeld aan het betrokken interventiebureau.

Artikel 8

Wanneer de in artikel 3, leden 1 en 2 bedoelde levering is geschied, verstrekt de vertegenwoordiger van het interventiebureau aan degene die de toewijzing heeft ontvangen een bewijs van ontvangst, waarin wordt bevestigd dat de bij het betrokken interventiebureau afgenomen hoeveelheden zijn ontvangen.

Artikel 9

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Commissie,

Progetto di
REGOLAMENTO (CEE) n. DELLA COMMISSIONE
del

relativo ad una gara per le spese di fornitura di latte scremato in polvere
a titolo di aiuto alimentare

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

Visto il regolamento (CEE) n. 804/68 del Consiglio, del 27 giugno 1968, relativo all'organizzazione comune dei mercati nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari (1), modificato da ultimo dall'atto relativo alle condizioni di adesione ed agli adattamenti dei trattati (2), in particolare l'articolo 7, paragrafo 7,

Considerando che il regolamento (CEE) n. 3582/73 del Consiglio, del 28 dicembre 1973, che stabilisce le norme generali relative alla fornitura di latte scremato in polvere a titolo di aiuto alimentare ai paesi del Sahel e all'Etiopia (3), prevede la fornitura a tali paesi di 14.000 tonnellate di latte scremato in polvere;

Considerando che il Mali, l'Alto Volta e il Niger hanno chiesto la fornitura d'urgenza di rispettivamente 2.100, 1.300 e 2.370 tonnellate di latte scremato in polvere che possono essere messe a disposizione dagli organismi d'intervento belga, tedesco e francese; che le corrispondenti spese di fornitura devono formare oggetto di gara conformemente al disposto del regolamento (CEE) n. 192/74 della Commissione, del 18 gennaio 1974, relativo alla fornitura di latte scremato in polvere a titolo di aiuto alimentare ai paesi del Sahel e all'Etiopia (4);

Considerando che l'applicazione del regolamento (CEE) n. 192/74 esige tuttavia alcune precisazioni, specie per quanto riguarda il termine di presentazione delle offerte e le modalità di consegna del latte scremato in polvere;

Considerando che le misure previste nel presente regolamento sono conformi al parere del Comitato di gestione per il latte e i prodotti lattiero-caseari,

- (1) G.U. n. L 148 del 28. 6.1968, pag. 13
- (2) G.U. n. L 73 del 27. 3.1972, pag. 14
- (3) G.U. n. L 359 del 28.12.1973, pag. 50
- (4) G.U. n. L 21 del 25. 1.1974, pag. 33

.../...

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

E' indetta una gara, conformemente al disposto del regolamento (CEE) n. 192/74, per le spese di fornitura di 5.770 tonnellate di latte scremato in polvere suddivise secondo le partite e le destinazioni seguenti:

- partita A : 2.100 tonnellate destinate al Mali, CIF Abidjan,
- partita B : 1.300 tonnellate destinate all'Alto Volta, consegna ad Ouagadougou, via Abidjan,
- partita C : 670 tonnellate destinate al Niger, CIF Cotonou,
- partita D : 600 tonnellate destinate al Niger, consegna a Dikka via Port Harcourt,
- partita E : 350 tonnellate destinate al Niger, consegna a Maradi via Apapa,
- partita F : 750 tonnellate destinate al Niger, consegna a Dosso via Cotonou.

Articolo 2

Il latte scremato in polvere viene ritirato :

- presso l'organismo d'intervento belga per la partita A
- presso l'organismo d'intervento tedesco per la partita B
- presso l'organismo d'intervento francese per le partite da C ad F.

L'organismo d'intervento interessato ha cura di far apporre sull'imballaggio, in lettere dell'altezza di almeno 2 cm, la dicitura seguente:

- per la partita A :

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Mali
A distribuer gratuitement" ;

- per la partita B :

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta
A distribuer gratuitement" ;

.../...

- per le partite C, D, E ed F :

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Niger
A distribuer gratuitement".

Articolo 3

1. Per le partite A e C, la gara ha per oggetto le spese di fornitura dal momento del ritiro della merce dai depositi dell'organismo d'intervento fino al momento nel quale la merce è scaricata sulla banchina del porto di sbarco.
2. Per le partite B, D, E ed F, la gara ha per oggetto le spese di fornitura dal momento del ritiro della merce dai depositi dell'organismo d'intervento fino al luogo di destinazione di cui all'articolo 1, comprese le spese di scarico della merce.

La fornitura si considera effettuata al momento in cui la merce è effettivamente arrivata al luogo di destinazione.?

Articolo 4

Gli organismi d'intervento incaricati della fornitura del latte scremato in polvere provvedono alle operazioni relative alla gara di cui agli articoli precedenti.

Articolo 5

1. Il termine per la presentazione delle offerte scade il 12 marzo 1974 alle ore 12.
2. L'imbarco ha luogo nel più breve termine e al più tardi il 10 aprile 1974.

Articolo 6

Il Governo interessato assicura che, per le forniture affidate al rispettivo organismo d'intervento, l'aggiudicatario :

.../...

1. quando si tratti di una consegna CIF:

faccia pervenire al paese destinatario, al rappresentante dell'organismo d'intervento nel porto di sbarco e alla Commissione:

- nel più breve termine dopo il carico della merce a bordo, una comunicazione indicante il nome della nave, la data di carico, il quantitativo e la qualità della merce constatati all'imbarco, nonché il porto di sbarco;
- almeno 10 giorni franchi prima dell'arrivo della nave al porto di sbarco, una comunicazione indicante la data presunta di arrivo;
- almeno 72 ore prima dell'arrivo della nave al porto di sbarco, una comunicazione indicante la data d'arrivo;

2. quando si tratti di una consegna al luogo di destinazione:

faccia pervenire al paese destinatario, al rappresentante dell'organismo d'intervento nel luogo di destinazione e alla Commissione:

- 10 giorni prima della data presunta di arrivo della merce, una comunicazione indicante il o i modi di trasporto utilizzati per l'inoltro fino al luogo di destinazione, le modalità d'inoltro per le fasi intermedie, la data di carico, il quantitativo e la qualità della merce constatati alla partenza dalla Comunità;
- con almeno 2 giorni di anticipo, una comunicazione indicante la data d'arrivo della merce al luogo di destinazione .

Articolo 7

1. L'organismo d'intervento interessato prende i provvedimenti necessari perché il latte scremato in polvere oggetto della gara venga inoltrato rapidamente dal porto di sbarco e dal luogo di destinazione, secondo il caso, fino ai luoghi di distribuzione.

Per determinare l'importo delle spese relative al trasporto di cui sopra, l'organismo d'intervento conclude un contratto a trattativa privata alle condizioni meno onerose in considerazione delle possibilità di trasporto esistenti e dell'urgenza.

.../...

2. I luoghi di distribuzione di cui al paragrafo 1 sono designati dalle autorità del paese beneficiario e comunicati dalla Commissione all'organismo d'intervento interessato.

Articolo 8

Una volta effettuata la fornitura di cui all'articolo 3, paragrafi 1 o 2, il rappresentante dell'organismo d'intervento rilascia all'aggiudicatario un titolo comprovante la ricezione dei quantitativi presi in consegna presso l'organismo d'intervento interessato.

Articolo 9

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il

Per la Commissione,

Udkast

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) nr. /74

af

om udbydelse i licitation af omkostningerne i forbindelse med levering
af skummetmælkspulver som fødevarehjælp

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 804/68 af 27. juni 1968 om den fælles markedsordning for mælk og mejeriprodukter (1), senest ændret ved akten vedrørende tiltrædelsesvilkårene og tilpasningerne af traktaterne (2), særlig artikel 7, stk. 5, og

ud fra følgende betragtninger:

Rådets forordning (EØF) nr. 3582/73 af 28. december 1973 om oprettelse af almindelige regler, vedrørende levering af skummetmælkspulver som fødevarehjælp til Sahel-landene og Etiopien (3) fastsætter leveringen af 14.000 tons skummetmælkspulver til disse lande;

Mali, Øvre Volta og Niger har indtraængende anmodet om levering af henholdsvis 2.100, 1.300 og 2.370 tons skummetmælkspulver, som det belgiske, tyske og franske interventionsorgan kan stille til deres rådighed; ud-
kostningerne i forbindelse med levering bør udbydes i licitation i henhold til Kommissionens forordning (EØF) nr. 192/74 af 18. januar 1974 om levering af skummetmælkspulver som fødevarehjælp til Sahel-landene og Etiopien (4);

anvendelsen af forordning (EØF) nr. 192/74 kræver imidlertid visse nærmere bestemmelser, særlig for saa vidt angaar fristen for indgivelse af bud og betingelserne for levering af skummetmælkspulver;

(1) EFT nr. L 148 af 28. 6.1968, s. 13

(2) EFT nr. L 73 af 27. 3.1972, s. 14

(3) EFT nr. L 359 af 28.12.1973, s. 50

(4) EFT nr. L 21 af 25. 1.1974, s. 33

de i denne forordning fastsatte foranstaltninger er i overensstemmelse med udtalelse fra Forvaltningskomiteen for mælk og mejeriprodukter,

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

I henhold til bestemmelserne i forordning (EØF) nr. 192/74 udbydes til levering af 5.770 tons skummetmælkspulver til følgende bestemmelsessteder og fordelt efter følgende partier i licitation:

- parti A: 2.100 tons til Mali, leveres CIF Abidjan,
- parti B: 1.300 tons til Øvre Volta, leveres til Ouagadougou via Abidjan,
- parti C: 670 tons til Niger, leveres CIF Cotonou,
- parti D: 600 tons til Niger, leveres til Diffa via Port Harcourt,
- parti E: 350 tons til Niger, leveres til Maradi via Apapa,
- parti F: 750 tons til Niger, leveres til Dosso via Cotonou.

Artikel 2

Skummetmælkspulveret afhentes:

- hos det belgiske interventionsorgan for saa vidt angaar parti A,
- hos det tyske interventionsorgan for saa vidt angaar parti B,
- hos det franske interventionsorgan for saa vidt angaar partierne C til F.

Det paagældende interventionsorgan forsyner emballagen med følgende paa-skrift angivet med typer, der er mindst 2 cm høje:

- for saa vidt angaar parti A:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Mali
A distribuer gratuitement";

- for saa vidt angaar parti B:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne à la Haute-Volta
A distribuer gratuitement";

- for saa vidt angaar partierne C, D, E og F:

"Lait écrémé en poudre
Don de la Communauté économique européenne au Niger
A distribuer gratuitement".

Artikel 3

1. For saa vidt angaar partierne A og C, angaar licitationen leveringsomkostningerne fra afhentningen af varen paa det paagaeldende interventionsorgans lagre til det øjeblik, hvor varen er udløst paa kajen i lossehavnen.
2. For saa vidt angaar partierne B, D, E og F, angaar licitationen leveringsomkostningerne fra afhentningen af varen paa det paagaeldende interventionsorgans lagre indtil det i artikel 1 omhandlede bestemmelsessted, herunder omkostningerne i forbindelse ved losningen af varen.

Leveringen har fundet sted i det øjeblik, hvor varen faktisk er ankommet til bestemmelsesstedet.

Artikel 4

De interventionsorganer, der sørger for leveringen af skummetmælkspulver, træffer foranstaltningerne i forbindelse med den i de foregaaende artikler omhandlede licitation.

Artikel 5

1. Fristen for indgivelse af bud udløber den 12. marts 1974, kl. 12.
2. Lastningen foretages hurtigst muligt og senest den 10. april 1974.

Artikel 6

Den paagaeldende regering garanterer, for saa vidt angaar de leveringer, som dens interventionsorgan varetager, at tilslagsmodtageren:

1. naar det drejer sig om en cif-levering:

tilsender bestemmelseslandet, den repraesentant for interventionsorganet, der befinder sig i lossehavnen og Kommissionen:

- hurtigst muligt efter indladningen af varen en meddelelse indeholdende angivelse af skibet og lastningsdatoen, varens mængde og kvalitet som konstateret ved lastningen, samt lossehavnen;
- mindst ti fulde dage inden ankomsten til lossehavnen, en meddelelse om det formodede tidspunkt for ankomsten;
- mindst 72 timer inden skibets ankomst i havnen, en meddelelse om denne dato;

2. Naar det drejer sig om en levering til bestemmelsesstedet:

tilsender bestemmelseslandet, den repraesentant for interventionsorganet, der befinder sig paa bestemmelsesstedet, og Kommissionen:

- 10 dage inden det formodede tidspunkt for varens ankomst en meddelelse med angivelse af de transportmidler, der er benyttet ved forsendelsen til bestemmelsesstedet, transportformerne paa de mellemliggende stadier, lastetidspunktet, varens kvalitet og kvantitet som konstateret ved afgang fra Fællesskabet;
- mindst 2 dage i forvejen, en meddelelse med angivelse af varens ankomst til bestemmelsesstedet.

Artikel 7

1. Det paagaeldende interventionsorgan træffer de nødvendige foranstaltninger for, at det skummetmælkspulver, der har været udbudt i licitation, hurtigst viderebefordres, enten fra lossehavnen eller fra bestemmelsesstedet til uddelingsstederne.

For at fastsætte størrelsen af udgifterne i forbindelse med den før-
omtalte transport indgaar det en uformel aftale paa de gunstigste be-
tingelser under hensyn til de tilstedevaerende transportmuligheder og
sagens vigtighed.

2. De i stk. 1 omhandlede uddelingssteder er udpeget af modtagerlandet, og
Kommissionen underretter det paagældende interventionsorgan herom.

Artikel 8

Naar den i artikel 3, stk. 1 og 2 omhandlede levering har fundet sted,
giver interventionsorganets repræsentant tilslagsmodtageren et modtagelses-
certifikat, der bekræfter, at de hos det paagældende interventionsorgan
afhentede mængder, er modtaget.

Artikel 9

Denne forordning træder i kraft paa tredje dagen efter offentliggørelsen
i De europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og
gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

Paa Kommissionens vegne

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 265 final

Bruxelles, le 27 février 1974

Annexe 7E/86

REGLEMENT (CEE) N° 481/74 DE LA COMMISSION

du 27 février 1974

fixant la restitution à la production pour les huiles d'olive
utilisées pour la fabrication de certaines conserves de poissons
et de légumes

REGLEMENT (CEE) No. 481 /74 DE LA COMMISSION

du 27 février 1974

fixant la restitution à la production pour les huiles d'olive utilisées pour la fabrication de certaines conserves de poissons et de légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement no. 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no. 1707/73 (2), et notamment son article 6,

vu le règlement no. 162/66/CEE du Conseil, du 27 octobre 1966, relatif aux échanges de matières grasses entre la Communauté et la Grèce (3),

vu le règlement (CEE) no. 155/71 du Conseil, du 26 janvier 1971, relatif à la restitution à la production pour les huiles d'olive utilisées pour la fabrication de certaines conserves (4), et notamment son article 3 paragraphe 1, considérant que l'article 2 du règlement (CEE) no. 155/71 prévoit l'octroi d'une restitution à la production pour l'huile d'olive utilisée pour la fabrication de certaines conserves de poissons et de légumes;

considérant que, conformément à l'article 3 paragraphe 1 du règlement précité, la restitution doit être fixée tous les deux mois; que, aux termes du paragraphe 2 de cet article, le montant de la restitution est égal à la moyenne arithmétique de l'élément mobile des prélèvements appliqués à l'importation des huiles d'olive relevant de la sous-position 15.07 A I a) du tarif douanier commun pendant la période allant du seizième jour du troisième mois au quinzième jour du dernier mois précédant celui où la restitution est mise en application;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) no. 615/71 de la Commission, du 24 mars 1971, relatif aux modalités d'application de la restitution à la production pour les huiles d'olive utilisées pour la fabrication de certaines conserves (5), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) no. 2305/71 (6), la restitution fixée antérieurement est maintenue

- (1) J.O. no. 172 du 30. 9.1966, p. 3025/66
- (2) J.O. no. L 175 du 29. 6.1973, p. 5
- (3) J.O. no. 197 du 29.10.1966, p. 3393/66
- (4) J.O. no. L 21 du 28. 1.1971, p. 5
- (5) J.O. no. L 71 du 25. 3.1971, p. 12
- (6) J.O. no. L 258 du 23.11.1971, p. 10

lorsque l'écart entre cette restitution et la moyenne visée ci-dessus est égal ou inférieur à 0,5 unité de compte; que toutefois la restitution doit être fixée à zéro lorsque la moyenne est égale à zéro;

considérant que, pour la période du 16 décembre 1973 au 15 février 1974, le prélèvement appliqué à l'importation des huiles d'olive susvisées a été fixé par les règlements (CEE) no. 3524/73 et (CEE) 103/74,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Pour les mois de mars et avril 1974, le montant de la restitution à la production visé à l'article 2 du règlement (CEE) no. 155/71 est égal à 0,000 unité de compte par 100 kg.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1er mars 1974.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 27 février 1974

Par la Commission

Le Président

(s) François-Xavier ORTOLI

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(74) 265 endg.

Brüssel, den 27. Februar 1974

VERORDNUNG (EWG) NR. 481/74 DER KOMMISSION

vom 27. Februar 1974

zur Festsetzung der Erstattung bei der Erzeugung für Olivenöl zur Herstellung
von Fisch- und Gemisekonserven

KOM(74) 265 endg.

VERORDNUNG (EWG) Nr. 481/74 DER KOMMISSION

vom 27. Februar 1974

zur Festsetzung der Erstattung bei der Erzeugung für Olivenöl zur Herstellung von Fisch- und Gemüsekonserven

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, gestützt auf die Verordnung Nr. 136/66/EWG des Rates vom 22. September 1966 über die Errichtung einer gemeinsamen Marktorganisation für Fette (1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1707/73 (2), insbesondere auf Artikel 6,

gestützt auf die Verordnung Nr. 162/66/EWG des Rates vom 27. Oktober 1966 über den Handel mit Fetten zwischen der Gemeinschaft und Griechenland (3), gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 155/71 des Rates vom 26. Januar 1971 über die Erstattung bei der Erzeugung von Olivenöl zur Herstellung bestimmter Konserven (4), insbesondere auf Artikel 3 Absatz 1,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach Artikel 2 der Verordnung (EWG) Nr. 155/71 wird eine Erstattung bei der Erzeugung für Olivenöl, das zur Herstellung von bestimmten Fisch- und Gemüsekonserven verwendet wird, gewährt.

Gemäß Artikel 3 Absatz 1 dieser Verordnung muß die Erstattung alle zwei Monate festgesetzt werden. Nach Absatz 2 dieses Artikels ist der Erstattungsbetrag gleich dem arithmetischen Mittel des beweglichen Teilbetrags der Abschöpfungen, die bei der Einfuhr von Olivenöl der Tarifstelle 15.07 A I a) des Gemeinsamen Zolltarifs während des Zeitraums vom 16. Tag des dritten Monats bis zum 15. Tag des letzten Monats vor demjenigen, in dem die Erstattung angewandt wird, gelten.

Gemäß Artikel 5 der Verordnung (EWG) Nr. 615/71 der Kommission vom 24. März 1971 mit Durchführungsbestimmungen für die Erstattung bei der Erzeugung von Olivenöl zur Herstellung bestimmter Konserven (5), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 2503/71 (6), wird der früher festgesetzte Erstattungsbe-

-
- (1) ABl. Nr. 172 vom 30. 9.1966, S. 3025/66
 - (2) ABl. Nr. L 175 vom 29. 6.1973, S. 5
 - (3) ABl. Nr. 197 vom 29.10.1966, S. 3393/66
 - (4) ABl. Nr. L 22 vom 28. 1.1971, S. 5
 - (5) ABl. Nr. L 71 vom 25. 3.1971, S. 12
 - (6) ABl. Nr. L 258 vom 23.11.1971, S. 10

trag beibehalten, wenn der Abstand zwischen diesem Erstattungsbetrag und dem obengenannten arithmetischen Mittel nicht mehr als 0,5 Rechnungseinheit beträgt; der Erstattungsbetrag kann jedoch auf Null festgesetzt werden, wenn das arithmetische Mittel gleich Null ist.

Für die Zeit vom 16. Dezember 1973 bis zum 15. Februar 1974 wurde die bei der Einfuhr der vorgenannten Olivenöle angewandte Abschöpfung durch die Verordnungen (EWG) Nr. 3524/73 und (EWG) Nr. 103/74 festgesetzt -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Für die Monate März und April 1974 ist der in Artikel 2 der Verordnung (EWG) Nr. 155/71 vorgesehene Erstattungsbetrag gleich 0,000 Rechnungseinheit je 100 kg.

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am 1. März 1974 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 27. Februar 1974

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) François-Xavier ORTOLI

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(74) 265 def.

Bruxelles, il 27 febbraio 1974

REGOLAMENTO (CEE) N° 481/74 DELLA COMMISSIONE

del 27 febbraio 1974

che fissa la restituzione alla produzione per gli oli d'oliva impiegati
nella fabbricazione di alcune conserve di pesci e di ortaggi

REGOLAMENTO (CEE) N. 481 /74 DELLA COMMISSIONE

del 27 febbraio 1974

che fissa la restituzione alla produzione per gli oli d'oliva
impiegati nella fabbricazione di alcune conserve di pesci e di
ortaggi

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento n. 136/66/CEE del Consiglio, del 22 settembre 1966, relativo all'attuazione di un'organizzazione comune dei mercati nel settore dei grassi (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 1707/73(2), in particolare l'articolo 6,

visto il regolamento n. 162/66/CEE del Consiglio, del 27 ottobre 1966, relativo agli scambi di grassi tra la Comunità e la Grecia (3),

visto il regolamento (CEE) n. 155/71 del Consiglio, del 26 gennaio 1971, relativo alla restituzione alla produzione per gli oli d'oliva impiegati nella fabbricazione di alcune conserve (4), in particolare l'articolo 3, paragrafo 1,

considerando che l'articolo 2 del regolamento (CEE) n. 155/71 prevede la concessione di una restituzione alla produzione per l'olio d'oliva impiegato nella fabbricazione di alcune conserve di pesci e di ortaggi;

considerando che, ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 1, del regolamento suindicato, la restituzione deve essere fissata con la frequenza bimestrale; che, a norma del paragrafo 2 di tale articolo, l'importo della restituzione è pari alla media aritmetica dell'elemento mobile dei prelievi applicabili all'importazione di oli d'oliva della sottovoce 15.07 A I a) della tariffa doganale comune durante il periodo che va dal sedicesimo giorno del terzo mese al quindicesimo giorno dell'ultimo mese che precede quello in cui è applicata la restituzione;

considerando che, conformemente all'articolo 5 del regolamento (CEE) n. 615/71 della Commissione, del 24 marzo 1971, relativo alle modalità di applicazione della restituzione alla produzione per gli oli d'oliva impiegati nella fabbricazione di alcune conserve (5), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 2305/73 (6), la restituzione fissata in precedenza è mantenuta qualora la

(1) G.U. n. 172 del 30.9.1966, pag. 3025/66 (4) G.U.n. L 22 del 28.1.1971, p.5
(2) G.U. n. L 175 del 29.6.1973, pag. 5 (5) G.U.n.L 71 del 25.3.1971, p.12
(3) G.U. n. 197 del 29.10.1966, pag. 3393/66 (6) G.U.n.L 258 del 23.11.1971, p.10.

differenza fra detta restituzione e la media suddetta sia pari o inferiore a 0,5 unità di conto; che, tuttavia, la restituzione deve essere fissata a zero, quando la media è uguale a zero:

considerando che per il periodo dal 16 dicembre 1973 al 15 febbraio 1974 il prelievo applicato all'importazione degli oli d'oliva suindicati, è stato fissato dai regolamenti (CEE) n. 3524/73 e (CEE) n. 103/74,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

Per i mesi di marzo e aprile 1974, l'importo della restituzione alla produzione di cui all'articolo 2 del regolamento (CEE) n. 155/71 è pari a 0,000 unità di conto per 100 kg.

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il 1° marzo 1974.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 27 febbraio 1974

Per la Commissione

Il Presidente

(F.to) François-Xavier ORTOLI

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(74) 265 def.

Brussel, 27 februari 1974

VERORDENING (EEG) Nr. 481/74 VAN DE COMMISSIE

van 27 februari 1974

houdende vaststelling van de restitutie bij de produktie voor olijfolie die gebruikt wordt voor de vervaardiging van bepaalde vis- en groentenconserven

VERORDENING (EEG) Nr. 481/74 VAN DE COMMISSIE

van 27 februari 1974

houdende vaststelling van de restitutie bij de produktie voor olijfolie die gebruikt wordt voor de vervaardiging van bepaalde vis- en groentenconserven

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening nr. 136/66/EEG van de Raad van 22 september 1966 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector oliën en vetten (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1707/73 (2), en met name op artikel 6,

Gelet op Verordening nr. 162/66/EEG van de Raad van 27 oktober 1966 betreffende het handelsverkeer in oliën en vetten tussen de Gemeenschap en Griekenland (3),

Gelet op Verordening (EEG) nr. 155/71 van de Raad van 26 januari 1971 betreffende de restitutie bij de produktie voor olijfolie die wordt gebruikt voor de vervaardiging van bepaalde conserven (4), met name op artikel 3, lid 1,

Overwegende dat artikel 2 van Verordening (EEG) nr. 155/71 bepaalt dat een restitutie bij de produktie wordt verleend voor olijfolie die voor de vervaardiging van bepaalde vis- en groentenconserven wordt gebruikt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3, lid 1, van bovengenoemde verordening de restitutie alle twee maanden moet worden vastgesteld; dat uit hoofde van lid 2 van dit artikel het bedrag van de restitutie gelijk is aan het rekenkundig gemiddelde van het variabele element van de heffingen bij invoer van olijfolie van de onderverdeling 15.07 A I a) van het gemeenschappelijk douanetarief tijdens de periode van de zestiende dag van de derde maand tot en met de vijftiende dag van de laatste maand voorafgaande aan die waarin de restitutie van toepassing wordt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EEG) nr. 615/71 van de Commissie van 24 maart 1971 houdende nadere regelen inzake de restitutie bij de produktie voor olijfolie die wordt gebruikt voor de vervaardiging van bepaalde conserven (5), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 2305/71 (6), de vroeger vastgestelde restitutie ongewijzigd blijft wanneer het verschil

(1) Pb nr. 172 van 30. 9.1966, blz. 3025/66

(2) PB nr. L 175 van 29. 6.1973, blz. 5

(3) PB nr. 197 van 29.10.1966, blz. 3393/66

(4) PB nr. L 22 van 28. 1.1971, blz. 5

(5) PB nr. L 71 van 25. 3.1971, blz. 12

(6) PB nr. L 258 van 23.11.1971, blz. 10

tussen deze restitutie en het hierboven bedoelde gemiddelde gelijk is aan of kleiner dan 0,5 rekeneenheid; dat de restitutie evenwel op 0 dient te worden vastgesteld wanneer het gemiddelde gelijk is aan 0;

Overwegende dat voor de periode van 16 december 1973 tot 15 februari 1974 de op de invoer van bovenbedoelde olijfolie toegepaste heffing is vastgesteld bij Verordening (EEG) nr. 3524/73 en (EEG) nr. 103/74,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Voor de maanden maart en april 1974 is het bedrag van de restitutie bij de produktie bedoeld in artikel 2 van Verordening (EEG) nr. 155/71 gelijk aan 0,000 rekenseenheid per 100 kg.

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op 1 maart 1974.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Brussel, 27 februari 1974

Voor de Commissie

De Voorzitter

(w.g.)

François-Xavier ORTOLI

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(74) 265 Final

Brussels, 27 February 1974.

REGULATION (EEC) No. 481/74 OF THE COMMISSION

of 27 February 1974

fixing the production refund on olive oil used in the
manufacture of certain preserved fish and vegetables

REGULATION (EEC) No 1774/74 OF THE COMMISSION

of 27 February 1974

fixing the production refund on olive oil used in the manufacture of certain preserved fish and vegetables

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation No 136/66/EEC (1) of 22 September 1966 on the establishment of a common organization of the market in oils and fats, as last amended by Regulation (EEC) No 1707/73 (2) and in particular Article 6 thereof;

Having regard to Council Regulation No 152/66/EEC (3) of 27 October 1966 on trade in oils and fats between the Community and Greece;

Having regard to Council Regulation (EEC) No 155/71 (4) of 26 January 1971 on the production refund on olive oil used in the manufacture of certain preserved foods and in particular Article 3 (1) thereof;

Whereas Article 2 of Regulation (EEC) No 155/71 provides that a production refund should be granted in respect of olive oil used in the manufacture of certain preserved fish and vegetables;

Whereas Article 3 (1) of that Regulation provides that the refund must be fixed every two months; whereas paragraph 2 of that Article provides that the amount of the refund is equal to the average of the variable components of the levies on imports of olive oil falling within subheading No 15.07 A I a) of the Common Customs Tariff during the period from the sixteenth day of the third month to the fifteenth day of the last month preceding that in which the refund began to apply;

Whereas Article 5 of Commission Regulation (EEC) No 615/71 (5) of 24 March 1971 on detailed rules for the application of the production refund on olive oil used in the manufacture of certain preserved foods, as last amended by Regulation (EEC) No 2503/71 (6), provides that the refund previously fixed is retained where the difference between that refund and the average referred to above does not exceed 0.50 unit of account; whereas, however the refund must be fixed at 0 if the average is 0;

- (1) OJ No 172, 30. 9.1966, p. 3025/66
- (2) OJ No L 175, 29. 6.1973, p. 5
- (3) OJ No 197, 29.10.1966, p. 3393/66
- (4) OJ No L 22, 28. 1.1971, p. 5
- (5) OJ No L 71, 25. 3.1971, p. 12
- (6) OJ No L 258, 23.11.1971, p. 10

Whereas the import levy applicable from 16 December 1973 to 15 February 1974 to the olive oil referred to above was fixed by Regulations (EEC) No. 3524/73 and (EEC) No 103/74,

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

For the months of March and April 1974 the amount of the production refund referred to in Article 2 of Regulation (EEC) No 155/71 shall be 0 unit of account per 100 kilogrammes.

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 March 1974.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 27 February 1974

For the Commission

The President

François-Xavier ORTOLI.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPEISKE FÆLLESSKABER

KOM(74) 265 endelig udg.

Bruxelles, den 27. februar 1974

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) Nr. 481/74

af 27. februar 1974

om fastsættelse af produktionsrestitutionen for oliven-
olier, der benyttes til fremstilling af visse former for
fiske- og grønsagskonserver

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) NR. 481/74
af 27. februar 1974

om fastsættelse af produktionsrestitutionen for olivenolier,
der benyttes til fremstilling af visse former for fiske- og
grønsagskonserver

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske
Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning nr. 136/66/EØF af 22. september 1966
om oprettelse af en fælles markedsordning for fedtstoffer (1), senest ændret
ved forordning (EØF) nr. 1707/73 (2), særlig artikel 6,

under henvisning til Rådets forordning nr. 162/66/EØF af 27. oktober 1966 om
samhandelen med fedtstoffer mellem Fællesskabet og Grækenland (3),

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 155/71 af 26. januar 1971
om produktionsrestitutionen for de olivenolier, der benyttes til fremstilling
af visse konserverprodukter (4), særlig artikel 3, stk. 1, og

ud fra følgende betragtninger:

Artikel 2 i forordning (EØF) nr. 155/71 fastsætter ydelsen af en produktions-
restitution for olivenolie, der benyttes til fremstilling af visse former
for fiske- og grønsagskonserver;

i henhold til artikel 3, stk. 1, i den nævnte forordning skal restitutionen
fastsættes hver anden måned; i henhold til stk. 2 i denne artikel er størrel-
sen af denne restitution lig med det aritmetiske gennemsnit af det variable
element i de importafgifter, som anvendes på indførslen af de olivenolier,

-
- (1) EFT nr. 172 af 30.9.1966, s. 3025/66.
(2) EFT nr. L 175 af 29.6.1973, s. 5.
(3) EFT nr. 197 af 29.10.1966, s. 3393/66.
(4) EFT nr. L 22 af 28.1.1971, s. 5.

der henhører under pos. 15.07 A I a) i den fælles toldtarif i perioden fra den sekstende dag i den tredje måned til den femtende dag i den sidste måned, der går forud for den, i hvilken restitutionen er bragt i anvendelse;

i henhold til artikel 5 i Kommissionens forordning (EØF) nr. 615/71 af 24. marts 1971 om de nærmere regler for anvendelsen af produktionsrestitutionen for de olivenolier, der benyttes til fremstilling af visse konservesprodukter (5), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 2503/71 (6), opretholdes den tidligere fastsatte restitution, når afstanden mellem denne restitution og det ovennævnte gennemsnit er lig med eller mindre end 0,5 regningsenheder; dog skal restitutionen fastsættes til nul, når gennemsnittet er lig med nul;

for perioden fra 16. december 1973 til 15. februar 1974 er den importafgift, der anvendes ved indførsel af de ovennævnte olivenolier, fastsat ved forordning (EØF) nr. 3524/73, og forordning (EØF) nr. 103/74,

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

For månederne marts og april 1974 er størrelsen af den produktionsrestitution, der er nævnt i artikel 2 i forordning (EØF) nr. 155/71 lig med 0,000 regningsenheder pr. 100 kg.

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft den 1. marts 1974.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den 27. februar 1974
På Kommissionens vegne
Francois-Xavier ORTOLI
Formand

(5) EFT nr. L 71 af 25.3.1971, s. 12.

(6) EFT nr. L 258 af 23.11.1971, s. 10.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 270 final

Bruxelles, le 25 février 1974

Annexe 7E/57

REGLEMENT (CEE) n° 462/74 DE LA COMMISSION

du 25 février 1974

portant extension à la Belgique et au Luxembourg,
du règlement (CEE) n° 442/74 concernant des
mesures de sauvegarde dans le secteur de la
viande bovine.

COM(74) 270 final

REGLEMENT (CEE) N° 462/74 DE LA COMMISSION

du 25 février 1974

portant extension, à la Belgique et au Luxembourg, du règlement (CEE) n° 442/74 concernant des mesures de sauvegarde dans le secteur de la viande bovine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27
juin 1968, portant organisation commune des marchés
dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en der-
nier lieu par le règlement (CEE) n° 187/73 ⁽²⁾, et
notamment son article 21 paragraphe 2,

considérant que le royaume de Belgique et le grand-
duché de Luxembourg ont saisi la Commission de
demandes d'extension des mesures de sauvegarde
prises pour la France et l'Italie par le règlement (CEE)
n° 442/74 de la Commission, du 21 février 1974,
concernant des mesures de sauvegarde dans le secteur
de la viande bovine ⁽³⁾;

considérant que le marché de l'Union économique
belgo-luxembourgeoise présente sensiblement les
mêmes caractéristiques que le marché français; que,
en outre, ce marché est susceptible d'être perturbé par
des importations supplémentaires provoquées par la
suspension des importations en France et en Italie;

qu'il y a lieu, par conséquent, de donner suite aux
demandes des deux États membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

A l'article 2 du règlement (CEE) n° 442/74, les termes
« en France ou en Italie » sont remplacés par les
termes « en Belgique, en France, en Italie ou au
Luxembourg ».

Article 2

A l'article 3 du règlement (CEE) n° 442/74, les termes
« en France et en Italie » sont remplacés par les termes
« en Belgique, en France, en Italie et au Luxem-
bourg ».

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa
publication au *Journal officiel des Communautés
européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 25 février 1974.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 25 du 30. 1. 1973, p. 23.

⁽³⁾ JO n° L 50 du 22. 2. 1974, p. 33.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(74) 270 endg.

Brüssel, den 25. Februar 1974

VERORDNUNG (EWG) NR. 462/74 DER KOMMISSION

vom 25. Februar 1974

zur Ausdehnung der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 über Schutzmaßnahmen für
Rindfleisch auf Belgien und Luxemburg

KOM(74) 270 endg.

VERORDNUNG (EWG) Nr. 462/74 DER KOMMISSION

vom 25. Februar 1974

zur Ausdehnung der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 über Schutzmaßnahmen für
Rindfleisch auf Belgien und Luxemburg

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN
GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europä-
ischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 805/68 des
Rates vom 27. Juni 1968 über eine gemeinsame Markt-
organisation für Rindfleisch ⁽¹⁾, zuletzt geändert durch
die Verordnung (EWG) Nr. 187/73 ⁽²⁾, insbesondere
auf Artikel 21 Absatz 2,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Das Königreich Belgien und das Großherzogtum
Luxemburg haben bei der Kommission Anträge auf
Ausdehnung der Schutzmaßnahmen gestellt, die für
Frankreich und Italien mit der Verordnung (EWG)
Nr. 442/74 der Kommission vom 21. Februar 1974
über Schutzmaßnahmen für Rindfleisch ⁽³⁾ erlassen
worden sind.

Der Markt der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschafts-
union weist im wesentlichen die gleichen Merkmale
wie der französische Markt auf. Ferner droht dieser
Markt durch zusätzliche Einfuhren gestört zu werden,

die die Aussetzung der Einfuhren in Frankreich und
Italien nach sich ziehen könnte. Folglich empfiehlt es
sich, den Anträgen der beiden Mitgliedstaaten stattzu-
geben —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

In Artikel 2 der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 wird
„in Frankreich oder in Italien“ durch „in Belgien, in
Frankreich, in Italien oder Luxemburg“ ersetzt.

Artikel 2

In Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 wird
„in Frankreich und in Italien“ durch „in Belgien, in
Frankreich, in Italien und in Luxemburg“ ersetzt.

Artikel 3

Diese Verordnung tritt am Tag ihrer Veröffentlichung
im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* in
Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem
Mitgliedstaat.

Brüssel, den 25. Februar 1974

Für die Kommission

Der Präsident

(gez.) François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 148 vom 28. 6. 1968, S. 24.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 25 vom 30. 1. 1973, S. 23.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 50 vom 22. 2. 1974, S. 33.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(74) 270 def.

Bruxelles, il 25 febbraio 1974

REGOLAMENTO (CEE) N° 462/74 DELLA COMMISSIONE

del 25 febbraio 1974

che estende al Belgio ed al Lussemburgo il regolamento (CEE) n. 442/74 recante
misure di salvaguardia nel settore delle carni bovine

COM(74) 270 def.

REGOLAMENTO (CEE) N. 462/74 DELLA COMMISSIONE

del 25 febbraio 1974

che estende al Belgio ed al Lussemburgo il regolamento (CEE) n. 442/74 recante misure di salvaguardia nel settore delle carni bovine

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 805/68 del Consiglio, del 27 giugno 1968, relativo all'organizzazione comune dei mercati nel settore delle carni bovine⁽¹⁾, modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 187/73⁽²⁾, in particolare l'articolo 21, paragrafo 2,

considerando che il Regno del Belgio ed il Granducato del Lussemburgo hanno chiesto alla Commissione l'estensione delle misure di salvaguardia adottate per la Francia e per l'Italia con regolamento (CEE) n. 442/74 della Commissione, del 21 febbraio 1974, recante misure di salvaguardia nel settore delle carni bovine⁽³⁾;

considerando che il mercato dell'Unione economica belgo-lussemburghese presenta praticamente le stesse caratteristiche del mercato francese; che detto mercato rischia inoltre di essere perturbato da importazioni supplementari provocate dalla sospensione delle importazioni in Francia ed in Italia; che occorre per-

tanto dar seguito alle richieste dei due Stati membri in causa,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

All'articolo 2 del regolamento (CEE) n. 442/74, i termini « in Francia o in Italia » sono sostituiti dai termini « nel Belgio, in Francia, in Italia e nel Lussemburgo ».

Articolo 2

All'articolo 3 del regolamento (CEE) n. 442/74, i termini « in Francia e in Italia » sono sostituiti dai termini « nel Belgio, in Francia, in Italia e nel Lussemburgo ».

Articolo 3

Il presente regolamento entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale delle Comunità europee*.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 25 febbraio 1974.

Per la Commissione

Il Presidente *al. 3*

François-Xavier ORTOLI in veste di
vice-presidente della *Gazzetta ufficiale delle Comunità europee*.

La Commissione

il presidente

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ GU n. L 148 del 28. 6. 1968, pag. 24.

⁽²⁾ GU n. L 25 del 30. 1. 1973, pag. 23.

⁽³⁾ GU n. L 50 del 22. 2. 1974, pag. 33.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(74) 270 def.

Brussel, 25 februari 1974

VERORDENING (EEG) Nr. 462/74 VAN DE COMMISSIE

van 25 februari 1974

waarbij verordening (EEG) nr. 442/74 betreffende vrijwaringsmaatregelen in de
sector rundvlees wordt uitgebreid tot België en Luxemburg

COM(74) 270 def.

VERORDENING (EEG) Nr. 462/74 VAN DE COMMISSIE

van 25 februari 1974

waarbij Verordening (EEG) nr. 442/74 betreffende vrijwaringsmaatregelen in de sector rundvlees wordt uitgebreid tot België en Luxemburg

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE
GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese
Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad
van 27 juni 1968, houdende een gemeenschappelijke
ordering der markten in de sector rundvlees⁽¹⁾, laat-
stelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 187/73⁽²⁾,
inzonderheid op artikel 21, lid 2,

Overwegende dat het Koninkrijk België en het
Groothertogdom Luxemburg de Commissie hebben
verzocht om uitbreiding van de vrijwaringsmaatrege-
len die bij Verordening (EEG) nr. 442/74 van de
Commissie van 21 februari 1974, betreffende vrijwa-
ringsmaatregelen in de sector rundvlees, voor Frank-
rijk en Italië zijn genomen⁽³⁾;

Overwegende dat op de markt van de Belgisch-
Luxemburgse economische unie nagenoeg dezelfde si-
tuatie bestaat als op de Franse markt; dat eerstge-
noemde markt bovendien dreigt te worden verstoord
door extra-invoer ten gevolge van de schorsing van de

invoer in Frankrijk en Italië; dat er derhalve aanlei-
ding toe bestaat het verzoek van genoemde twee Lid-
Staten in te willigen,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING
VASTGESTELD:

Artikel 1

In artikel 2 van Verordening (EEG) nr. 442/74 worden
de woorden „in Frankrijk of Italië” vervangen door de
woorden „in België, Frankrijk, Italië of Luxemburg”.

Artikel 2

In artikel 3 van Verordening (EEG) nr. 442/74 worden
de woorden „in Frankrijk en Italië” vervangen door de
woorden „in België, Frankrijk, Italië en Luxemburg”.

Artikel 3

Deze verordening treedt in werking op de dag van
haar bekendmaking in het *Publikatieblad van de
Europese Gemeenschappen*.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk
in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel, 25 februari 1974.

Voor de Commissie

De Voorzitter

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ PB nr. L 148 van 28. 6. 1968, blz. 24.

⁽²⁾ PB nr. L 25 van 30. 1. 1973, blz. 23.

⁽³⁾ PB nr. L 50 van 22. 2. 1974, blz. 33.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(74) 270 Final

Brussels, 25 February 1974

COMMISSION REGULATION (EEC) 462/74

of 25 February 1974

extending Regulation (EEC) No 442/74, on protective measures
for beef and veal, to Belgium and Luxembourg

REGULATION (EEC) No 462/74 OF THE COMMISSION

of 25 February 1974

extending Regulation (EEC) No 442/74 on protective measures for beef and veal
to Belgium and Luxembourg

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN
COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European
Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) No
805/68⁽¹⁾ of 27 June 1968 on the common organiza-
tion of the market in beef and veal, as last amended
by Regulation (EEC) No 187/73⁽²⁾, and in particular
Article 21 (2) thereof;

Whereas the Kingdom of Belgium and the Grand
Duchy of Luxembourg have applied to the Commis-
sion for the extension of the protective measures
taken in respect of France and Italy by Commission
Regulation (EEC) No 442/74⁽³⁾, of 21 February 1974,
on protective measures for beef and veal;

Whereas the market in the Belgo-Luxembourg
Economic Union has much the same characteristics as
the French market, whereas moreover that market is
liable to be disturbed by additional imports resulting
from the suspension of imports into France and Italy,

and whereas it is therefore necessary to accede to the
applications of the two Member States,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

In Article 2 of Regulation (EEC) No 442/74, the
words 'France or Italy' shall be superseded by the
words 'in Belgium, France, Italy or Luxembourg'.

Article 2

In Article 3 of Regulation (EEC) No 442/74, the
words 'in France and Italy' shall be superseded by the
words 'in Belgium, France, Italy and Luxembourg'.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its
publication in the *Official Journal of the European
Communities*.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member
States.

Done at Brussels, 25 February 1974

For the Commission

The President

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ OJ No L 148, 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ OJ No L 25, 30. 1. 1973, p. 23.

⁽³⁾ OJ No L 50, 22. 2. 1974, p. 33.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM (74) 270 endelig udg.

Bruxelles, den 25. februar 1974

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) Nr. 462/74

af 25. februar 1974

om udvidelse af anvendelsen af forordning (EØF) nr. 442/74

om beskyttelsesforanstaltninger inden for oksekødssektoren

til også at omfatte Belgien og Luxembourg

KOM (74) 270 endelig udg.

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) Nr. 462/74

af 25. februar 1974

om udvidelse af anvendelsen af forordning (EØF) nr. 442/74 om beskyttelsesforanstaltninger inden for oksekødssektoren til også at omfatte Belgien og Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE
FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 805/68 af 27. juni 1968 om den fælles markedsordning for oksekød ⁽¹⁾, senest ændret ved forordning (EØF) nr. 187/73 ⁽²⁾, særlig artikel 21, stk. 2, og

ud fra følgende betragtninger:

Kongeriget Belgien og storhertugdømmet Luxembourg har rettet anmodning til Kommissionen om en udvidelse af anvendelsen af de beskyttelsesforanstaltninger, som er truffet for Frankrigs og Italiens vedkommende ved Kommissionens forordning (EØF) nr. 442/74 af 21. februar 1974 om beskyttelsesforanstaltninger inden for oksekødssektoren ⁽³⁾;

markedet i Den belgisk-luxembourgske økonomiske Union udviser de samme karakteristika som det franske marked; endvidere kan dette marked blive forstyrret af yderligere indførsler fremkaldt af suspensionen af indførslerne til Frankrig og Italien;

derfor bør disse to medlemsstaters anmodninger efterkommes,

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

I artikel 2 i forordning (EØF) nr. 442/74 erstattes »i Frankrig eller Italien« af »i Belgien, Frankrig, Italien eller Luxembourg«.

Artikel 2

I artikel 3 i forordning (EØF) nr. 442/74 erstattes »i Frankrig og i Italien« af »i Belgien, Frankrig, Italien og Luxembourg«.

Artikel 3

Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i *De europæiske Fællesskabers Tidende*.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den 25. februar 1974

På Kommissionens vegne

François-Xavier ORTOLI

Formand

⁽¹⁾ EFT nr. L 148 af 28. 6. 1968, s. 24.

⁽²⁾ EFT nr. L 25 af 30. 1. 1973, s. 23.

⁽³⁾ EFT nr. L 50 af 22. 2. 1974, s. 33.

Historical Archives of the European Commission

58

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(74) 275 final

Bruxelles, le 26 février 1974

Annexe 7E/58

REGLEMENT (CEE) N° 474/74 DE LA COMMISSION

du 26 février 1974

portant dérogation au règlement (CEE) n° 442/74 concernant
des mesures de sauvegarde dans le secteur de la viande
bovine.

RÈGLEMENT (CEE) N° 474/74 DE LA COMMISSION

du 26 février 1974

portant dérogation au règlement (CEE) n° 442/74 concernant des mesures de sau-
vegarde dans le secteur de la viande bovine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27
juin 1968, portant organisation commune des marchés
dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en der-
nier lieu par le règlement (CEE) n° 187/73 ⁽²⁾, et
notamment son article 21 paragraphe 2,

considérant que, pour les viandes bovines fraîches et
réfrigérées en provenance des pays tiers et parvenues,
immédiatement après la mise en application de la sus-
pension des importations, aux frontières des États
membres pour lesquels cette suspension a été décidée,
des difficultés particulières peuvent se poser du fait
qu'il n'est plus possible de diriger ces viandes vers
d'autres destinations;

considérant qu'il convient dès lors d'admettre l'impor-
tation de ces viandes, pour autant qu'elles soient parve-
nues à la frontière des États membres concernés et
qu'elles aient été conduites en douane pendant les
deux premiers jours ouvrables de l'application des
mesures de sauvegarde,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les viandes visées à l'article 2 du règlement (CEE) n°
442/74 ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 462/
74 ⁽⁴⁾, peuvent être mises en libre pratique sans certifi-
cat d'importation si elles ont été conduites en
douane:

- a) en France ou en Italie avant le 26 février 1974,
- b) en Belgique ou au Luxembourg avant le 28 février
1974.

Article 2

Les viandes pour lesquelles un certificat d'importation
avec mention «Belgique» ou «Luxembourg» dans la
case 12 a été délivré avant le 26 février 1974, peuvent
être mises en libre pratique dans les États membres
visés.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa
publication au *Journal officiel des Communautés
européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 26 février 1974.

Par la Commission

Le président

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 25 du 30. 1. 1973, p. 23.

⁽³⁾ JO n° L 30 du 22. 2. 1974, p. 33.

⁽⁴⁾ JO n° L 53 du 26. 2. 1974, p. 6.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(74) 275 endg.

Brüssel, den 26. Februar 1974

VERORDNUNG (EWG) Nr. 474/74 DER KOMMISSION
vom 26. Februar 1974

über eine Abweichung von der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 über
Schutzmaßnahmen für Rindfleisch

KOM(74) 275 endg.

VERORDNUNG (EWG) Nr. 474/74 DER KOMMISSION

vom 26. Februar 1974

Über eine Abweichung von der Verordnung (EWG) Nr. 442/74 über Schutzmaßnahmen für Rindfleisch

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 805/68 des Rates vom 27. Juni 1968 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch⁽¹⁾, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 187/73⁽²⁾, insbesondere auf Artikel 21 Absatz 2,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Für frisches und gekühltes Rindfleisch mit Herkunft aus dritten Ländern, das unmittelbar nach dem Beginn der Aussetzung der Einfuhren an den Grenzen derjenigen Mitgliedstaaten eingetroffen ist, für die diese Aussetzung beschlossen worden ist, können auf Grund der Unmöglichkeit, das Fleisch anderen Bestimmungen zuzuleiten, besondere Schwierigkeiten auftreten.

Es ist daher angebracht, die Einfuhr dieses Fleisches zuzulassen, soweit es während der ersten zwei Werktage der Anwendung der Schutzmaßnahmen an den Grenzen der betroffenen Mitgliedstaaten eingetroffen und zollamtlich erfaßt ist —

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 26. Februar 1974

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Das in Artikel 2 der Verordnung (EWG) Nr. 442/74⁽³⁾, geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 462/74⁽⁴⁾, genannte Fleisch kann ohne Einfuhrlizenz in den freien Verkehr gebracht werden, wenn es

- a) in Frankreich oder Italien vor dem 26. Februar 1974,
- b) in Belgien oder Luxemburg vor dem 28. Februar 1974

zollamtlich erfaßt worden ist.

Artikel 2

Fleisch, für welches eine Einfuhrlizenz mit dem Vermerk „Belgien“ oder „Luxemburg“ in Feld 12 vor dem 26. Februar 1974 erteilt worden ist, kann in den angegebenen Mitgliedstaaten in den freien Verkehr gebracht werden.

Artikel 3

Diese Verordnung tritt am Tage ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Für die Kommission

Der Präsident

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 148 vom 28. 6. 1968, S. 24.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 25 vom 30. 1. 1973, S. 23.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 59 vom 22. 2. 1974, S. 33.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 55 vom 26. 2. 1974, S. 6.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(74) 275 def.

Bruxelles, 26 febbraio 1974

REGOLAMENTO (CEE) N. 474/74 DELLA COMMISSIONE

del 26 febbraio 1974

che deroga al regolamento (CEE) n. 442/74 recante misure di salvaguardia
nel settore delle carni bovine

COM(74) 275 def.

REGOLAMENTO (CEE) N. 474/74 DELLA COMMISSIONE

del 26 febbraio 1974

che deroga al regolamento (CEE) n. 442/74 recante misure di salvaguardia nel settore delle carni bovine

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 805/68 del Consiglio, del 27 giugno 1968, relativo all'organizzazione comune dei mercati nel settore delle carni bovine⁽¹⁾, modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 187/73⁽²⁾, in particolare l'articolo 21, paragrafo 2,

considerando che per le carni bovine, fresche e refrigerate, provenienti dai paesi terzi e pervenute subito dopo la messa in applicazione della sospensione delle importazioni alle frontiere degli Stati membri per i quali questa sospensione è stata decisa, difficoltà particolari possono sorgere dal fatto che non è più possibile avviare queste carni verso altre destinazioni;

considerando che occorre quindi ammettere l'importazione di queste carni a condizione che esse siano pervenute alla frontiera degli Stati membri di cui trattasi e che siano state presentate alle autorità doganali durante i due primi giorni lavorativi dell'applicazione delle misure di salvaguardia,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Le carni di cui all'articolo 2 del regolamento (CEE) n. 442/74⁽³⁾, modificato dal regolamento (CEE) n. 462/74⁽⁴⁾, possono essere messe in libera pratica senza titolo d'importazione se sono state presentate in dogana:

- a) in Francia o in Italia prima del 26 febbraio 1974;
- b) in Belgio o in Lussemburgo prima del 28 febbraio 1974.

Articolo 2

Le carni per le quali è stato rilasciato prima del 26 febbraio 1974 un titolo d'importazione con la menzione «Belgio» o «Lussemburgo» nella casella 12, possono essere messe in libera pratica negli Stati membri di cui trattasi.

Articolo 3

Il presente regolamento entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale delle Comunità europee*.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il 26 febbraio 1974

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to)

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ GU n. L 148 del 28. 6. 1968, pag. 24.

⁽²⁾ GU n. L 25 del 30. 1. 1973, pag. 23.

⁽³⁾ GU n. L 50 del 22. 2. 1974, pag. 33.

⁽⁴⁾ GU n. L 55 del 26. 2. 1974, pag. 6.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(74) 275 def.

Brussel, 26 februari 1974

VERORDENING (EEG) Nr. 474/74 VAN DE COMMISSIE

van 26 februari 1974

houdende afwijking van Verordening (EEG) nr. 442/74 betreffende
vrijwaringsmaatregelen in de sector rundvlees

COM(74) 275 def.

VERORDENING (EEG) Nr. 474/74 VAN DE COMMISSIE

van 26 februari 1974

houdende afwijking van Verordening (EEG) nr. 442/74 betreffende vrijwaringsmaatregelen in de sector rundvlees

DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE
GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese
Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad
van 27 juni 1968 houdende een gemeenschappelijke
ordering der markten in de sector rundvlees⁽¹⁾, laat-
stelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 187/73⁽²⁾,
inzonderheid op artikel 21, lid 2,

Overwegende dat voor vers of gekoeld rundvlees uit
derde landen dat onmiddellijk na de tenuitvoerlegging
van de schorsing van de invoer aan de grenzen van de
Lid-Staten waarvoor deze schorsing is vastgesteld is
aangevoerd, bijzondere moeilijkheden kunnen ont-
staan doordat dit vlees niet meer naar andere bestem-
mingen kan worden afgeleid;

Overwegende dat de invoer van dit vlees derhalve
dient te worden toegestaan voor zover het gedurende
de eerste twee werkdagen waarin de vrijwaringsmaat-
regelen van toepassing zijn aan de grens van de be-
trokken Lid-Staten is aangevoerd, en het bij de douane
is aangebracht,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING
VASTGESTELD:

Artikel 1

Het in artikel 2 van Verordening (EEG) nr. 442/74⁽³⁾,
gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 462/74⁽⁴⁾, be-
doelde vlees mag zonder invoercertificaat in het vrije
verkeer worden gebracht als het bij de douane aange-
bracht werd:

- a) in Frankrijk of in Italië vóór 26 februari 1974,
- b) in België of in Luxemburg vóór 28 februari 1974.

Artikel 2

Vlees, waarvoor een invoercertificaat, met in vak 12 de
vermelding „België of Luxemburg”, is afgegeven vóór
26 februari 1974 kan in bedoelde Lid-Staten in het
vrije verkeer worden gebracht.

Artikel 3

Deze verordening treedt in werking op de dag van
haar bekendmaking in het *Publikatieblad van de
Europese Gemeenschappen*.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk
in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel, 26 februari 1974.

Voor de Commissie

De Voorzitter

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ PB nr. L 148 van 28. 6. 1968, blz. 24.
⁽²⁾ PB nr. L 25 van 30. 1. 1973, blz. 23.

⁽³⁾ PB nr. L 50 van 22. 2. 1974, blz. 33.
⁽⁴⁾ PB nr. L 55 van 26. 2. 1974, blz. 6.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(74) 275 Final

Brussels, 26 February 1974

REGULATION (EEC) No 474/74 OF THE COMMISSION

of 26 February 1974

making derogation from Regulation (EEC) No 442/74 on protective
measures for beef and veal

REGULATION (EEC) No 474/74 OF THE COMMISSION

of 26 February 1974

making derogation from Regulation (EEC) No 442/74 on protective measures for
beef and veal

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN
COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European
Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) No
805/68⁽¹⁾ of 27 June 1968 on the common organiza-
tion of the market in beef and veal, as last amended
by Regulation (EEC) No 187/73⁽²⁾, and in particular
Article 21 (2) thereof;

Whereas for beef and veal, fresh and chilled, coming
from third countries and arriving immediately after
the application of suspension of imports, at the fron-
tiers of the Member States to whom the suspension
applies, particular difficulties may arise from the fact
that it is no longer possible to redirect this meat to
other destinations;

Whereas it is appropriate therefore to allow the
import of meat in as far as it has arrived at the frontier
of the Member States concerned and has been placed
under customs procedure during the first two working
days of the application of the protective measures,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

The meat referred to in Article 2 of Regulation (EEC)
No 442/74⁽³⁾, as amended by Regulation (EEC) No
462/74⁽⁴⁾, can be placed in free circulation without
import certificate if it has been placed under customs
procedure:

- (a) in France or in Italy before 26 February 1974;
- (b) in Belgium or in Luxembourg before 28 February
1974.

Article 2

Meat, for which an import certificate with the indica-
tion 'Belgium' or 'Luxembourg' under item 12 has
been delivered before 26 February 1974, can be placed
in free circulation in the Member States shown.

Article 3

This Regulation shall enter into force on the day of its
publication in the *Official Journal of the European
Communities*.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member
States.

Done at Brussels, 26 February 1974

For the Commission

The President

François-Xavier ORTOLI

⁽¹⁾ OJ No L 140, 28. 6. 1968, p. 24.
⁽²⁾ OJ No L 25, 30. 1. 1973, p. 23.

⁽³⁾ OJ No L 50, 22. 2. 1974, p. 33.
⁽⁴⁾ OJ No L 55, 26. 2. 1974, p. 6.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM (74) 275 endelig udg.

Bruxelles, den 26. februar 1974

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) Nr. 474/74

af 26. februar 1974

om afvigelse fra forordning (EØF) nr. 442/74

om beskyttelsesforanstaltninger inden for
oksekødsektoren.

KOM (74) 275 endelig udg.

KOMMISSIONENS FORORDNING (EØF) Nr. 474/74

af 26. februar 1974

om afvigelse fra forordning (EØF) nr. 442/74 om beskyttelsesforanstaltninger inden for oksekødsektoren

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 805/68 af 27. juni 1968 om den fælles markedsordning for oksekød⁽¹⁾, senest ændret ved forordning (EØF) nr. 187/73⁽²⁾, særlig artikel 21, stk. 2, og

ud fra følgende betragtninger :

For oksekød, fersk eller kølet, der indføres fra tredje-lande og som straks efter anvendelsen af suspensionen af indførsler kommer til de medlemsstaters grænser, for hvilke denne suspension er blevet besluttet, kan der opstå særlige vanskeligheder, fordi det ikke længere er muligt at sende dette kød til andre bestemmelsesteder ;

indførsel af dette kød bør herefter tillades, for så vidt som det er ankommet til de pågældende medlemsstaters grænser, og såfremt toldbehandlingen er begyndt i de to første hverdage efter anvendelsen af beskyttelsesforanstaltningerne,

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING :

Artikel 1

Det kød, der er nævnt i artikel 2 i forordning (EØF) nr. 442/74⁽³⁾, ændret ved forordning (EØF) nr. 462/74⁽⁴⁾, kan overgå til fri omsætning uden importlicens, såfremt toldbehandlingen er begyndt :

- a) i Frankrig eller Italien før den 26. februar 1974 ;
- b) i Belgien eller Luxembourg før den 28. februar 1974.

Artikel 2

Det kød, for hvilket der før den 26. februar 1974 er udstedt en importlicens med påskriften »Belgique« eller »Luxembourg« i rubrik 12, kan overgå til fri omsætning i de nævnte medlemsstater.

Artikel 3

Denne forordning træder i kraft på dagen for offentliggørelsen i *De Europæiske Fællesskabers Tidende*.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den 26. februar 1974.

På Kommissionens vegne

François-Xavier ORTOLI

Formand

⁽¹⁾ EFT nr. L 148 af 28. 6. 1968, s. 24.

⁽²⁾ EFT nr. L 25 af 30. 1. 1973, s. 23.

⁽³⁾ EFT nr. L 50 af 22. 2. 1974, s. 33.

⁽⁴⁾ EFT nr. L 55 af 26. 2. 1974, s. 6.

59

Historical Archives of the European Commission

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 26 février 1974

com (74) 276 *quiel*

telex no. 66

Annexe 7E/59

secretariat général

delai : mardi 26 février 1974 à 18.00 h.

note pour mm. Les membres de la commission

~~procédure écrite accélérée de type spécial c/521/74~~

objet:

reglement de la commission du 26.2.1974 fixant les prix moyens
à la production dans le secteur du vin

Le texte du reglement est identique à celui du reglement (cee)
no. 414/74 (j.o. no. L 47 du 20.2.1974, page 6)

article 2

+++++

"entrée en vigueur le 27.2.1974"

prix moyens des types de vin de table sur les différentes places de
commercialisation

durchschnittspreise fuer tafelweinarten auf den verschiedenen handels
plaetzen

prezzo medio dei tipi di vino da pasto sui differenti centri di com-
mercializzazione

gemiddelde prijzen van tafelwijnsoorten op de verschillende commer-
cialisatiecentra

type / art / tipo / soort

u.c. degré/ht - r.e. grad alkohol/ht
u.c. grado/ht - r.e. graad/ht

r i

===

beziers	1,561
montpellier	1,575
narbonne	1,593
nîmes	1,580
perpignan	1,629
asti	pas de cotation
firenze	pas de cotation
lecce	pas de cotation
pescara	1,830
reggio emilia	pas de cotation
treviso	pas de cotation

verona(pour les vins locaux/fuer
die dort erzeugten weine/per i vi-
ni locali/voor lokale wijnen) .. pas de cotation

r ii

====

bari	pas de cotation
barletta	pas de cotation
cagliari	2,106
lecce	pas de cotation
taranto	pas de cotation

r iii

uc-re / hl

====

rheinpfalz - rheinhessen (huegelland) ... 19,12

a i

===

u.c. degre/hl - r.e. grad alkohol/hl
u.c. grado/hl - r.e. graad/hl

bordeaux	pas de cotation (1)
nantes	pas de cotation
bari	pas de cotation
cagliari	pas de cotation
chieti	pas de cotation
ravenna (lugo, faenza).....	pas de cotation
trapani (alcamo)	1,437
treviso	pas de cotation

a ii

====

uc-re / hl

rheinpfalz (oberhaardt)	17,76
rheinhessen (huegelland)	21,86
la region viticole de la moselle luxembourgeoise/das weinbaugebiet der luxemburgischen mosel/ la regione viticola della mosella lussemburghese/de wijnbouwstreek van de luxemburgse moezel	pas de cotation (1)

a iii

====

mosel - rheingau	pas de cotation (1)
la region viticole de la moselle luxembourgeoise/das weinbaugebiet der luxemburgischen mosel / la regione viticola della mosella lussemburghese/de wijnbouwstreek van de luxemburgse moezel	pas de cotation (1)

(1)

cotation pas prise en consideration conformement a l'article 10 para-
graphe 1 du reglement (cee) no. 1020/70

gemaess artikel 10 absatz 1 der verordnung (ewg) nr 1020/70 nicht be-
ruecksichtigte notierung

quotazione non presa in considerazione conformemente all'articolo 10,
paragrafo 1, del regolamento (cee) n 1020/70

overeenkomstig artikel 10, lid 1, van verordening (eeg) nr 1020/70
niet in aanmerking genomen notering

quotation not taken into account in accordance with article 10 (1)
of regulation (eec) n. 1020/70

notering som lades ude af betragtning i henhold til artikel 10
pr. 1 i forordning eef nr. 1020/70.

cette proposition fait l'objet d'une procedure ecrite acceleree
de type special (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en consequence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou reserves eventuelles au secretariat
general (a l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) *avant mardi 26 fevrier 1974 à 18.00 heures.*
si aucune observation ni reserve n'a ete formulee avant l'expiration
de ce delai, la proposition sera reputee approuvee.

acte en sera donne dans le proces-verbal de la commission.

(s) e. noel
secretaire general

fin.

Historical Archives of the European Commission

60

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 26 février 1974

com (74) 277 *spécial.*

secrétariat général

Amex. 7E/60

telex no. 67

délai : mardi 26 février 1974 à 18.00 h.

note pour mm. les membres de la commission
=====

procédure écrite accélérée de type spécial c/522/74
=====

objet : règlement de la commission du 26.2.1974 relatif à la mise
----- en adjudication aux fins de leur exportation, de quartiers
arrière de bovins stockés par l'organisme d'intervention
irlandais.

j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la commission
sur les instructions de M. Lardinois :

un projet de règlement (CEE) no./74 de la commission du
26.2.1974 relatif à la mise en adjudication aux fins de leur
exportation, de quartiers arrière de bovins stockés par
l'organisme d'intervention irlandais.

Le comité de gestion a émis un avis favorable sur ce projet de
règlement par :

48 voix pour et
10 abstentions (royaume-uni)

Le royaume uni s'est abstenu estimant que les mesures prévues
ne sont économiquement pas entièrement justifiées.

accord service juridique.

cette proposition fait l'objet d'une procédure écrite accélérée
de type spécial (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en conséquence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou réserves éventuelles au secrétariat
général (à l'attention de M. Wehrens, Berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) avant mardi 27 26 février 1974 à 18.00 heures.
si aucune observation ni réserve n'a été formulée avant l'expiration
de ce délai, la proposition sera réputée approuvée.

acte en sera donné dans le procès-verbal de la commission.

(s) e. noel
secrétaire général

fin.

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Projet

RÈGLEMENT (CEE) n° .../74 DE LA COMMISSION

du 26 février 1974

relatif à la mise en adjudication aux fins de leur exportation, de quartiers arrières de bovins stockés par l'organisme d'intervention irlandais

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 137/73 (2), et notamment son article 7 paragraphe 3

considérant que la possibilité d'offrir en permanence de la viande bovine à l'intervention a conduit à la création de certains stocks en Irlande ; qu'il est par conséquent nécessaire de procéder à la vente de ces stocks pour dégager les entrepôts frigorifiques;

considérant que dans la situation actuelle du marché caractérisée par des prix relativement faibles et instables, il est inopportun d'écouler les viandes sur le marché communautaire; qu'il convient par conséquent de lier la vente à l'obligation d'exporter les marchandises;

considérant que dans ces conditions le déstockage peut s'effectuer conformément à l'article 1er paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) n° 93/69 du Conseil, du 16 janvier 1969, établissant les règles générales relatives à l'écoulement de la viande bovine congelée achetée par les organismes d'intervention (3);

considérant qu'à cet effet il est indiqué d'avoir recours à la procédure de vente par adjudication permettant le déstockage dans les conditions les plus économiques conformément au règlement (CEE) n° 216/69 de la Commission, du 4 février 1969, relatif aux modalités d'application concernant l'écoulement de la viande bovine congelée achetée par les organismes d'intervention (4); qu'il a lieu de prévoir dans ces circonstances, la constitution d'une caution d'un montant couvrant, outre le montant fixé à l'article 10 du règlement (CEE) n° 216/69, la restitution valable pour les viandes en cause, pour assurer leur exportation;

.../...

(1) J.O. n° L 148 du 28.6.1968, p. 24.

(2) J.O. n° L 25 du 30.1.1973, p. 23.

(3) J.O. n° L 14 du 21.1.1969, p. 2.

(4) J.O. n° L 28 du 5.2.1969, p. 10.

considérant toutefois que des cas de force majeure, définie par la Cour de Justice des Communautés européennes dans les affaires 4-68 (5) et 11-70 (6), peuvent intervenir pendant les opérations de déstockage et d'exportation; qu'il convient dès lors de permettre dans un tel cas aux organismes d'intervention de prendre les mesures nécessaires;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis

~~du Comité de gestion de la viande bovine,~~

du Comité de gestion de la viande bovine,
A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Il est procédé à la vente de quartiers arrière de bovins ayant fait l'objet d'achats conformément à l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68, détenus par l'organisme d'intervention irlandais.

Article 2

La vente a lieu selon la procédure d'adjudication conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 216/69, et notamment de ses articles 6 à 14, ainsi qu'aux dispositions du présent règlement.

Article 3

L'offre n'est valable que si elle est accompagnée de l'engagement écrit du soumissionnaire de retirer et d'exporter la viande, dans un délai de huit semaines à partir du jour auquel il est informé qu'elle lui a été attribuée.

Article 4

1. Par dérogation à l'article 10 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 216/69, la caution s'élève à 52 unités de compte par 100 kg de produit.
2. Outre les conditions visées à l'article 14 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 216/69 la caution reste acquise pour la quantité pour laquelle l'adjudicataire n'a pas apporté la preuve que le produit a été importé dans un pays tiers.
3. La preuve de l'importation dans un pays tiers est apportée comme en matière de restitutions.

(5) Recueil 1968, 549.

(6) Recueil 1970, 1125.

Article 5

Aucune restitution n'est accordée aux viandes exportées en vertu des dispositions du présent règlement.

Article 6

En cas de force majeure, l'organisme d'intervention détermine les mesures qu'il juge nécessaire en raison de la circonstance invoquée.

L'organisme d'intervention informe la Commission de chaque cas de force majeure et des mesures prises en raison de celui-ci.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le 4 mars 1974.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le 26 février 1974

Par la Commission

EntwurfVERORDNUNG (EWG) Nr. .../74 DER KOMMISSION

vom 26.2.1974

über die Ausschreibung für die Ausfuhr von Hintervierteln von Rindern
aus Beständen der irischen Interventionsstelle

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 805/68 des Rates vom 27. Juni 1968 über
die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch (1), zuletzt geändert durch
die Verordnung (EWG) Nr. 187/73 (2), insbesondere auf Artikel 7 Absatz 3,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Durch die Möglichkeit, ständig Rindfleisch zur Intervention anzubieten, sind
insbesondere in Irland Lagerbestände aufgelaufen. Es ist deshalb erforder-
lich, diese Bestände zu verkaufen, um die Gefrierhäuser zu entlasten.

In der derzeitigen Marktlage, die durch recht schwache und unstabile Preise
gekennzeichnet ist, erscheint es nicht angezeigt, das Fleisch auf den Markt
der Gemeinschaft zu bringen. Darum empfiehlt es sich, den Verkauf an die Ver-
pflichtung zur Ausfuhr der Ware zu binden.

Unter diesen Bedingungen kann die Auslagerung gemäß Artikel 1 Absatz 2 Buch-
stabe a) der Verordnung (EWG) Nr. 93/69 des Rates vom 16. Januar 1969 zur
Festsatzung der Grundregeln über den Absatz des von den Interventionsstellen
aufgekauften gefrorenen Rindfleisches (3), durchgeführt werden.

Zu diesem Zweck ist es angebracht, den Verkauf im Ausschreibungsverfahren
gemäß Verordnung (EWG) Nr. 216/69 der Kommission vom 4. Februar 1969 über
Durchführungsbestimmungen betreffend den Absatz des von den Interventions-
stellen gekauften gefrorenen Rindfleisches (4), durchzuführen, das die Aus-
lagerung unter den wirtschaftlichen Bedingungen erlaubt. Unter diesen Umstän-
den muß eine Kaution vorgesehen werden, deren Betrag außer dem in Artikel 10
der Verordnung (EWG) Nr. 216/69 vorgesehenen Betrag auch die für das betref-
fende Fleisch geltende Erstattung umfaßt, um die Ausfuhr sicherzustellen.

(1) ABl. Nr. L 143 vom 23.6.1968, S. 24

(2) ABl. Nr. L 25 vom 30.1.1973, S. 23

(3) ABl. Nr. L 14 vom 21.1.1969, S. 2

(4) ABl. Nr. L 23 vom 5.2.1969, S. 10

Während der Auslagerung und Ausfuhr können jedoch Fälle höherer Gewalt, wie sie in den Rechtssachen 4/68 (5) und 11/70 (6) vom Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften definiert worden sind, auftreten, so daß es sich empfiehlt, den Interventionsstellen zu ermöglichen, in einem solchen Fall die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen.

Die in dieser Verordnung vorgesehenen Maßnahmen entsprechen der
Stellungnahme des Verwaltungsausschusses für Rindfleisch -
HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Zum Verkauf stehen Hinterviertel von Rindern, die gemäß Artikel 6 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 805/68 Gegenstand von Ankäufen waren und die bei der irischen Interventionsstelle gelagert werden.

Artikel 2

Der Verkauf erfolgt im Ausschreibungsverfahren nach Maßgabe der Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 216/69 und insbesondere deren Artikel 6 bis 14 sowie nach Maßgabe der Bestimmungen dieser Verordnung.

Artikel 3

Das Angebot ist nur gültig, wenn ihm eine schriftliche Erklärung des Bieters beigelegt ist, in der dieser sich verpflichtet, das Fleisch abzunehmen und innerhalb von acht Wochen nach Empfang der Zuschlagsbestätigung auszuführen.

Artikel 4

1. Abweichend von Artikel 10 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 216/69 beläuft sich die Kautions auf 52 Rechnungseinheiten je 100 kg.
2. Zusätzlich zu den Bedingungen des Artikels 14 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 216/69 verfüllt die Kautions für die Menge, für die der Zuschlagsempfänger nicht den Nachweis erbracht hat, daß das Erzeugnis in ein Drittland eingeführt worden ist.
3. Der Nachweis über die erfolgte Einfuhr in ein Drittland wird nach dem für die Erstattungs-gewährung vorgesehenen Verfahren erbracht.

Artikel 5

Für Fleisch, das im Rahmen dieser Verordnung ausgeführt wird, entfallen die Erstattungen.

-
- (5) Sammlung 1968, S. 549
(6) Sammlung 1970, S. 1125

Artikel 6

Im Falle höherer Gewalt bestimmt die Interventionsstelle die Maßnahme, die sie aufgrund der angeführten Umstände für notwendig erachtet.

Die Interventionsstelle teilt der Kommission jeden Fall höherer Gewalt sowie die daraufhin getroffenen Maßnahmen mit.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am 4. März 1974 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in dem Mitgliedstaat.

Brüssel, den 26. Februar 1974 Für die Kommission

XXXXXX

XXXXXXXXXXXX
74-2
XXXXXXXXXXXX
Brussels, 21 February 1974

Draft

REGULATION (EEC) N° /74 OF THE COMMISSION

of 26 February 1974

on an invitation to tender for the sale for export of hindquarters of beef and veal held by the Irish intervention agency.

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community;

Having regard to Council Regulation (EEC) N° 805/68¹ of 27 June 1968 on the common organization of the market in beef and veal, as last amended by Regulation (EEC) N° 187/73², and in particular Article 7 (3) thereof;

Whereas the possibility of permanent intervention has led to the build-up of certain stocks particularly in Ireland; it is therefore necessary to arrange for the sale of these stocks in order to free the cold stores;

Whereas in the present market situation which is characterised by relatively low and unstable prices, it is not desirable to distribute the meat on the Community market, therefore it is necessary to link the sale to an obligation to export the goods;

Whereas under these conditions the release from storage can be made according to Article 1 (2) (a) of Council Regulation (EEC) N° 98/69³ of 15 January 1969, laying down general rules for the disposal of frozen beef and veal bought-in by the intervention agencies;

Whereas for this propose it appears necessary to make arrangement for sale by tender in order to allow the release from storage in the most economical conditions as laid down in Commission Regulation (EEC) N° 216/69⁴ of 4 February 1969 on detailed rules for the disposal of frozen beef and veal bought-in by the intervention agencies; whereas there is cause to make provision, in these circumstances, for a deposit of an amount covering, besides the amount fixed in Article 10 of Regulation (EEC) N° 216/69, the refund applicable to the meat in question, in order to ensure its export;

.../...

¹OF N° L 148, 28 June 1968, p. 24.

²OF N° L 25, 30 January 1973, p. 23.

³OF N° L 14, 21 January 1969, p. 2.

⁴OF N° L 28, 5 February 1969, p. 10.

Whereas however force majeure, as defined by the Court of Justice of the European Communities in cases 4-68⁵ and 11-70⁶, may occur during the release from storage and export; therefore in this case the intervention agencies are allowed to take necessary measures;

Whereas the measures provided for in this Regulation are in accordance with the Opinion of the Management Committee for Beef and Veal;

HAS ADOPTED THIS REGULATION :

Article 1

Hind quarters of beef and veal bought in by the Irish intervention agency under Article 6 (1) of Regulation (EEC) N° 805/68, shall be sold.

Article 2

The sale shall take place by tendering procedure as provided for by Regulation (EEC) N° 216/69, and in particular Articles 6 to 14 thereof, and by this Regulation.

Article 3

A tender shall not be valid unless accompanied by a written statement in which the tenderer undertakes to take out and to export the meat within eight weeks of the day on which he is informed that his tender has been accepted.

Article 4

1. By way of derogation from Article 10 (1) of Regulation (EEC) N° 216/69, the deposit shall be 52 units of account per 100 kg of the product.
2. In addition to the circumstances specified in Article 14 (2) of Regulation (EEC) N° 216/69, the deposit shall be forfeit in respect of any quantities of meat in respect of which the successful tenderer does not provide proof of importation into a third country.
3. Proof of importation into a third country shall be provided in the same way as for the purposes of export refunds.

Article 5

No refund shall be granted in respect of meat exported pursuant to this Regulation.

.../...

(5) Case-book 1968, 549.

(6) Casebook 1970, 1125.

Article 6

In case of force majeure, the intervention agencies shall adopt the measures which appear warranted by the circumstances invoked.

The intervention agencies shall inform the Commission of each case of force majeure and of the measures taken in respect of it.

Article 7

This Regulation shall enter into force on 4 March 1974.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, ²⁶ February 1974

For the Commission

Historical Archives of the European Commission

61

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 26 février 1974.

com (74) 278 *final*.

Annexe 2E/61

secrétariat général

telex no. 68

délai : mercredi 27 février 1974 à 10.30 h

~~note pour mm. les membres de la commission~~
~~=====~~

~~procédure écrite accélérée de type spécial c/523/74~~
~~-----~~

~~objet : règlement de la commission du 27.2.1974 fixant les restitu-
===== tions à l'exportation dans le secteur de la viande bovine
pour la période débutant le 1er mars 1974.~~

Le texte du règlement est identique à celui du règlement (CEE)
no. 138/74 (J.O. no. L 16 du 19.1.1974, page 12). avec les modifi-
cations suivantes :

- 4e considérant :

remplacer : "... de certaines viandes congelées reprises à l'an-
nexe sous les positions ex 02.01 à 11 a) 2 aa), bb), cc) et
dd) 22".

par : "... de certaines viandes congelées reprises à l'annexe
sous les positions ex 02.01 à 11 a) 2 aa), bb), cc), dd) 11 et
dd) 22".

- article 2 :

entrée en vigueur le 1er mars 1974.

avis du comité de gestion : favorable.

~~48 voix pour~~

~~10 voix contre (France)~~

~~La France a voté contre étant donné qu'elle désirait que la restitu-
tion accordée aux gros bovins d'un poids supérieur à 300 kg soit
également accordée aux animaux de 220 à 300 kg.~~

~~accord d.g. 1~~

a n n e x e

=====

numero du tarif douanier commun	designation des marchandises	montant des restitutions uc/100 kg	poids vif
ex 01.02 a ii	animaux vivants de l'espece bovine des especes domestiques autres que reproducteurs de race pure :		
	b) gros bovins d'un poids superieur a 300 kilogrammes	18,00 (1)	poids net
ex 02.01 a ii a) 1	viandes comestibles de l'espece bo- vine domestique, fraiches ou refri- gerees :		
	bb) de gros bovins :		
	11. en carcasses, demi-carcasses et quar- tiers dits compenses	35,00 (1)	
	22. quartiers avant, avec au minimum quatre ex 33. cotes et au maximum treize cotes, entie- res ou coupees, avec ou sans le flan- chet	29,00 (1)	
	ex 33. quartiers arriere, a l'exclusion du quar- tier avant avec plus de dix cotes entie- res ou coupees	42,00 (1)	
	cc) autres presentations de viandes de veau et de gros bovins :		
	11. morceaux non desosses	35,00 (1)	
	ex 22. morceaux desosses, provenant de la de- coupe du quartier arriere, a l'exception du flanchet et du jarret, emballes sepa- rement	50,00 (1)	
ex 02.01 a ii a) 2	viandes comestibles de l'espece bovine domestique, congelees :		
	aa) en carcasses, demi-carcasses et quartiers dits compenses :		
	- pour les exportations a destination du portugal et des pays tiers riverains de la mediterranee et pour les livraisons pour l'avitaillement des bateaux desti- nees a la navigation maritime et des aeronefs ou pour les livraisons aux forces armees stationnees sur le terri- toire d'un etat membre et qui ne rele- vent pas de son drapeau	35,00 (1)	

bb) quartiers avant, avec au minimum quatre
ex cc) cotes et au maximum treize cotes, entieres ou coupees, avec ou sans le flanchet :

- pour les exportations a destination du portugal et des pays tiers riverains de la mediterranee et pour les livraisons pour l'avitaillement des bateaux destines a la navigation maritime et des aeronefs ou pour les livraisons aux forces armees stationnees sur le territoire d'un etat membre et qui ne relevent pas de son drapeau 29,00 (1)

ex cc) quartiers arriere, a l'exclusion du quartier avant avec plus de dix cotes entieres ou coupees :

- pour les exportations a destination du portugal et des pays tiers riverains de la mediterranee et pour les livraisons pour l'avitaillement des bateaux destines a la navigation maritime et des aeronefs ou pour les livraisons aux forces armees stationnees sur le territoire d'un etat membre et qui ne relevent pas de son drapeau 42,00 (1)

dd) autres :

11. morceaux non desosses :

- pour les livraisons pour l'avitaillement des bateaux destines a la navigation maritime et des aeronefs ou pour les livraisons aux forces armees stationnees sur le territoire d'un etat membre et qui ne relevent pas de son drapeau 29,00 (1)

ex 22. morceaux desosses, a l'exception des joues et des abats :

- pour les exportations a destination des etats-unis 54,00 (1)

- emballes separement, pour les livraisons pour l'avitaillement des bateaux destines a la navigation maritime et des aeronefs ou pour les livraisons aux forces armees stationnees pour le territoire d'un etat membre et qui ne relevent pas de son

drapeau 35,00 (1)

ex 02.06 c 1 a) 2 viandes comestibles de l'espece bovine domestique, desosses, salees et sechees :

- pour les exportations a destination de la suisse 14,00 (1)

irlande royaume autres
uni etats
membres

ex 16.02 b iii b) 1 autres préparations et conserves de viandes ou d'abats, autres, non dénommées, contenant de la viande ou des abats de l'espèce bovine, à l'exclusion de celles contenant de la viande ou des abats de l'espèce porcine :

- conserves autres qu'homogénéisées, contenant les pourcentages suivants de viandes de l'espèce bovine :

1. 80-0/0 ou plus de viandes, à l'exception des abats et de la graisse	0	0	12,50
2. 60-0/0 ou plus et moins de 80-0/0 de viandes, à l'exception des abats et de la graisse	0	0	7,50
3. 40-0/0 ou plus et moins de 60-0/0 de viandes à l'exception des abats et de la graisse	0	0	5,00

(1) pour l'Irlande et le Royaume-Uni, le montant de la restitution, fixe ci-dessus, doit être diminué du montant compensatoire conformément à l'article 12 paragraphe 1 du règlement (CEE) no. 131/73 (J.O. no. L 25 du 30.1.1973, p. 9).

n.b. : en vertu de l'article 7 du règlement (CEE) no. 885/68, aucune restitution n'est accordée lors de l'exportation de produits importés des pays tiers et réexportés vers les pays tiers."

a n h a n g
=====

nummer des gemeinsamen zolltarifs	w a r e n b e z e i c h n u n g	erstattungs- betrag re/100 kg
ex 01.02 a ii	hausrinder, lebend, andere als reinrassige zuchttiere :	Lebendgewicht
b)	ausgewachsene rinder mit einem gewicht ueber 300 kg	18,00 (1)
ex 02.01 a ii a)	1 genießbares fleisch von hausrindern, frisch oder gekuehlt :	nettogewicht

bb) von ausgewachsenen rindern :

11. ganze, halbe tierkoerper und "quartiers compenses" 35,00 (1)
22. vorderviertel mit mindestens vier rippen und hoechstens dreizehn ganzen oder teilweise abgeschnittenen rippen, mit oder ohne fleisch- und knochenduennung 29,00 (1)
- ex 33. hinterviertel, ausgenommen vorderviertel mit mehr als zehn ganzen oder teilweise abgeschnittenen rippen 42,00 (1)

cc) andere angebotsformen von kalbfleisch und fleisch von ausgewachsenen rindern :

11. teilstuecke mit knochen 35,00 (1)
- ex 22. teilstuecke ohne knochen, vom hinterviertel stammend, getrennt verpackt, ausgenommen fleisch- und knochenduennung und die hesse 50,00 (1)

ex 02.01 a ii a)

2 geniessbares fleisch von hausrindern, gefroren :

aa) ganze, halbe tierkoerper und "quartiers compenses" :

- fuer ausfuehren nach portugal und nach den an das mittelmehr grenzenden drittländern und fuer lieferungen zur bevorratung von seeschiffen oder luftfahrzeugen oder fuer die lieferungen an streitkraefte, die auf dem hoheitsgebiet eines mitgliedstaates stationiert sind, aber nicht dessen flagge fuehren 35,00 (1)

bb)
ex cc)

vorderviertel mit mindestens vier rippen und hoechstens dreizehn ganzen oder teilweise abgeschnittenen rippen, mit oder ohne fleisch- und knochenduennung

- fuer ausfuehren nach portugal und nach den an das mittelmehr grenzenden drittländern und fuer lieferungen zur bevorratung von seeschiffen oder luftfahrzeugen oder fuer die lieferungen an streitkraefte, die auf dem hoheitsgebiet eines mitgliedstaates stationiert sind, aber nicht dessen flagge fuehren 29,00 (1)

ex cc)

hinterviertel, ausgenommen vorderviertel mit mehr als zehn ganzen oder teilweise abgeschnittenen rippen

- fuer ausfuehren nach portugal und nach den an das mittelmehr grenzenden drittländern und fuer lieferungen zur bevorratung von seeschiffen oder luftfahrzeugen oder fuer die lieferungen an streitkraefte, die auf dem hoheitsgebiet eines mitgliedstaates stationiert sind, aber nicht dessen flagge fuehren 42,00 (1)

dd) anderes :

11. teilstuecke mit knochen :

- fuer lieferungen zur bevorratung von seeschiffen und luftfahrzeugen oder fuer die lieferungen an streitkraefte, die auf dem hoheitsgebiet eines mitgliedstaats stationiert sind, aber nicht dessen flagge fuehren 29,00 (1)

ex 22. teilstuecke ohne knochen, mit ausnahme von kopffleisch und schlachtabfaellen :

- fuer ausfuehren nach den vereinigten staaten 54,00 (1)
- getrennt verpackt, fuer lieferungen zur bevorratung von seeschiffen und luftfahrzeugen oder fuer lieferungen an streitkraefte, die auf dem hoheitsgebiet eines mitgliedstaats stationiert sind, aber nicht dessen flagge fuehren 35,00 (1)

ex 02.06 c i a)

- 2 geniessbares fleisch von hausrindern, ohne knochen, gesalzen und getrocknet :
- fuer ausfuehren nach der schweiz 14,00 (1)

irland	vereinigtes koenigreich	andere mit- glied- staaten

ex 16.02 b

iii b) 1 fleisch und schlacht-
abfall, anders zubereitet
oder haltbar gemacht,
andere, andere, rind-
fleisch oder schlacht-
abfall von rindern ent-
haltend, mit ausnahme
solcher zubereitungen
und konserven, die
schweinefleisch oder
schlachtabfall von
schweinen enthalten :

- konserven, andere als ho-
mogenisierte konserven,
die folgende gewichts-
hundertteile rindfleisch
enthalten :

1. mit einem gehalt an fleisch, ausgenommen schlachtabfall und fett, von 80 gewichtshundert- teilen oder mehr	0	0	12,50
2. mit einem gehalt an fleisch, ausgenommen schlachtabfall und fett, von 60 oder mehr, jedoch weniger als 80 gewichts- hundertteilen	0	0	7,50
3. mit einem gehalt an fleisch, ausgenommen schlachtabfall und fett, von 40 oder mehr, jedoch weniger als 60 gewichts- hundertteilen	0	0	5,00

(1) fuer irland und das vereinigte koenigreich muss der oben fest-
gesetzte erstattungsbetrag um den ausgleichsbetrag gemaess
artikel 12 absatz 1 der verordnung (ewg) nr. 181/73
(abl. nr. l 25 vom 30.1.1973, s. 9) vermindert werden.

n.b.

====

gemaess artikel 7 der verordnung (ewg) nr. 885/68 wird bei der aus-
fuhr von erzeugnissen, die aus drittlaendern eingefuehrt und
nach drittlaendern wieder ausgefuehrt werden, keine erstattung
gewaehrt.

annex

cct
heading
no

description

refund in
ua/100 kg
live weight

ex 01.02 a ii live domestic animals of the bovine species
other than pure-bred breeding animals:

b) adult animals of a weight of more than
300 kg 18.00(1)

net weight

ex 02.01 a ii

a) 1 edible meat of domestic bovine animals,
fresh or chilled:

bb) of adult animals:

11. carcasses, half-carcasses or 'compensated'
quarters. 35.00(1)

22. forequarters, with a minimum of four and a
ex 33. maximum of thirteen whole or cut ribs, with
or without the thin flanks. 29.00(1)

- ex 33. hindquarters, excluding the forequarter with more than ten whole or cut ribs. 42.00(1)
- cc) other cuts of beef and veal
11. unboned (bone-in) 35.00(1)
- ex 22. boned or boneless, coming from the hind-quarters' cuts, without the thin flanks and the shin, packaged separately 50.00(1)
- ex 02.01 a 11
- a)2 edible meat of domestic bovine animals, frozen:
- aa) carcasses, half-carcasses and "compensated" quarters:
- for export to portugal and to third countries on the mediterranean and for the provision of sea-going vessels or aircraft or armed forces stationed on the territory of a member state other than that of their flag. 35.00(1)
- ex bb) forequarters, with a minimum of four and a
- cc) maximum of thirteen whole or cut ribs, with or without the thin flanks:
- for export to portugal and third countries on the mediterranean, and for the provision of sea-going vessels or aircraft or armed forces stationed in the territory of a member state other than that of their flag. 29.00(1)
- ex cc) hindquarters, excluding the forequarter with more than ten whole or cut ribs:
- for export to portugal and third countries on the mediterranean, and for the provision of sea-going vessels or aircraft or armed forces stationed in the territory of a member state other than that of their flag. 42.00(1)
- dd) others:
11. unboned (bone-in):
- for the provision of sea-going vessels or aircraft or armed forces stationed on the territory of a member state other than that of their flag. 29.00(1)
- ex 22. boned or boneless, excluding the chaps and the offals
- for export to the united states of america 54.00(1)
 - packaged separately, for the provision of sea-going vessels or aircraft or armed forces stationed on the territory of a member state other than that of their flag. 35.00(1)

ex 02.06 c 1

- a)2 edible meat of domestic bovine animals,
boned or boneless, salted and dried:
- for export to switzerland

14.00(1)

ex 16.02 b iii

- b) 1 other prepared or preserved
meat or meat offal, other,
containing bovine meat or
offal but excluding those
containing meat or offals
of domestic swine:

ireland united other
kingdom member
states

- preserves other than homo-
genized, containing the
following percentages of
bovine meat:

1. 80-0/0 or more of meat, excluding offal and fat	0	0	12.50
2. 60-0/0 or more but less than 80-0/0 of meat exclu- ding offal and fat	0	0	7.50
3. 40-0/0 or more but less than 60-0/0 of meat, excluding offal and fat	0	0	5.00

(1) for ireland and the united kingdom the refund fixed above must be reduced by the compensatory amount pursuant to article 12 (1) of regulation (eec) no 181/73 (o.j. L 25, 30.1.1973, p. 9).

n.b.: whereas article 7 of regulation (eec) no 885/68 provides that no export refunds shall be granted on products imported from third countries and re-exported to third countries.

cette proposition fait l'objet d'une procedure ecrite acceleree de type special (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en consequence mm. les membres de la commission pourront formuler leurs observations ou reserves eventuelles au secretariat general (a l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362, tel. secr. 2363) avant mercredi 27 fevrier 1974 a 10.30 heures si aucune observation ni reserve n'a ete formulee avant l'expiration de ce delai, la proposition sera reputee approuvee.

acte en sera donne dans le proces-verbal de la commission.

(s) e. noel
secretaire general

fin.

Historical Archives of the European Commission

agricom c
sec general c

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 27 février 1974

com (74) 279 *quiel.*

secretariat général

telex no. 69

délai : mercredi 27 février 1974 à 18.00 h.

note pour mm. les membres de la commission

procédure écrite accélérée de type spécial c/524/74

objet : règlement de la commission du 27 février 1974 fixant le
----- prélevement spécial à l'exportation pour les sirops et
les autres sucres.

Le texte du règlement est identique à celui du règlement (CEE)
no. 450/73 (J.O. no L 51 du 23.2.1974, page) avec les
modifications suivantes:

- premier considérant:
la référence au règlement (CEE) no 416/74 est remplacée par
celle au règlement (CEE) no 450/74.

- article 2:

entrée en vigueur le 28 février 1974''.

prelevements exportation sirops
ausfuhrabschoepfungen sirupe
prelievi esportazione sciroppi
uitvoerheffingen stropen
export levies syrups
eksportafgifter sirup

entrée en vigueur
inkrafttreden

entrata in vigore

treedt in werking

date of validity

dato for ikrafttraedelse

:
:
:
:
:
:

28.2.1974 (embargo 17.00 h)

(uc-re-ua/100 kg)

montant de base/ 1-0/0 de teneur en saccharose (1) :
grundbetrag / 1-0/0 saccharosegehalt (1) :
importo di base / 1-0/0 di contenuto di saccarosio (1) :
basisbedrag / 1-0/0 of gehalte aan saccharose (1) :
basic amount / 1-0/0 of sucrose content (1) :
basisbeloeb / 1-0/0 saccharose-inhold (1) :

code tarif :

17.02 ex d	0,2350
17.02 ex f	0,2350
17.05 ex c	0,2350

/++++++

(1) =

foot-note inchangee
fuessnote unveraendert
nota invariata
voetnoot onveranderd
footnote unchanged
fodnote uforandret

--- fin 16.12---

)

Historical Archives of the European Commission

commission des communautés
européennes

bruxelles, le 1 mars 1974

com (74) 280

secretariat general

telex no. 70

delai : vendredi 1 mars 1974 a 18.00 h.

note pour mm. les membres de la commission

procédure écrite accélérée de type spécial c/525/74

objet : règlement de la commission du 1.3.1974 fixant le
----- prélèvement spécial à l'exportation pour les sirops et
les autres sucres.

Le texte du règlement est identique à celui du règlement (cee)
no. 477/74 (j.o. no. L 57 du 28.2.1974,) avec les modifications
suivantes :

- premier considérant:

La référence au règlement (cee) no 450/74 est remplacée par
celle au règlement (cee) no 477/74.

- article 2:

entrée en vigueur le 2 mars 1974''.

embargo : 17.00 hrs

prelevements exportation sirops
ausfuhratschoepfungen sirupe
prelievi esportazione sciroppi
uitvoerheffingen stropen
export levies syrups
eksportafgifter sirup

entrée en vigueur	:	
inkrafttreden	:	
entrata in vigore	:	2.3.1974
treedt in werking	:	
date of validity	:	
dato for ikrafttraedelse	:	

(uc-re-ua/100 kg)

montant de base/ 1-C/0 de teneur en saccharose (1) :
grundbetrag / 1-0/0 saccharosegehalt (1) :
importo di base / 1-0/0 di contenuto di saccarosio (1) :
basisbedrag / 1-0/0 of gehalte aan saccharose (1) :
basic amount / 1-0/0 of sucrose content (1) :
basisbeloeb / 1-C/0 saccharose-inhold (1) :

code tarif :

17.02 ex d	0,2200
17.02 ex f	0,2200
17.05 ex c	0,2200

++++++

(1) =

foot-note inchangee
fuessnote unveraendert
nota invariata
voetnoot onveranderd
footnote unchanged
fodnote uforandret

cette proposition fait l'objet d'une procedure ecrite acceleree
de type special (cf. doc. com (68) pv 32, par. xxiv - d.p. 28).

en consequence mm. les membres de la commission pourront
formuler leurs observations ou reserves eventuelles au secretariat
general (a l'attention de m. wehrens, berlaymont 11/124, tel. 2362,
tel. secr. 2363) avant vendredi 1 mars 1974 a 18.00 heures.
si aucune observation ni reserve n'a ete formulee avant l'expiration
de ce delai, la proposition sera reputee approuvee.

acte en sera donne dans le proces-verbal de la commission.

(s) e. noel
secretaire general

fin.

agricom c
sec general c

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(74) 311 def.

Bruxelles, 5 marzo 1974

Allegato 7E/64

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 5 marzo 1974

che autorizza la Repubblica italiana ad escludere
dal trattamento comunitario i diodi della voce n. 85.21 ex D
della Tariffa doganale comune, originari del Giappone
e messi in libera pratica nella Repubblica federale di
Germania

COM(74) 311 def.

(Il testo in lingua italiana è il solo facente fede)

DECISIONE DELLA COMMISSIONE

del 5 marzo 1974

che autorizza la Repubblica italiana
ad escludere dal trattamento comunitario
i diodi

della voce n. 85.21 ex D

della Tariffa doganale comune, originari del Giappone

e messi in libera pratica nella Repubblica federale di Germania

LA COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare
l'articolo 115 primo comma,

Visto il ricorso all'articolo 115 primo comma del Trattato, che il Governo
italiano ha presentato alla Commissione con telex della sua
Rappresentanza permanente presso le Comunità europee, in data 25 febbraio 1974
al fine di essere autorizzato ad escludere dal trattamento comunitario i diodi,

della voce n. 85.21 ex D

della Tariffa doganale comune, originari del Giappone

e messi in libera pratica nella Repubblica federale di Germania,

Considerando che le disparità nelle misure di politica commerciale applicate
per tali prodotti nei confronti del Giappone

dall'Italia, da un lato, e dalla Repubblica federale di Germania, dell'altro,
provocano delle deviazioni di traffico,

Considerando che tali deviazioni di traffico ostacolerebbero l'esecuzione delle
misure di politica commerciale adottate dall'Italia nei confronti
del Giappone,

Considerando che non è possibile al momento attuale applicare i metodi con cui la
Repubblica federale di Germania apporterebbe la necessaria cooperazione,

Considerando che è opportuno autorizzare, per le deviazioni di traffico ^{/l'applicazione/} di misure di protezione ai sensi dell'articolo 115 primo comma, nelle condizioni che sono definite dalla decisione della Commissione del 12 maggio 1971 in particolare all'articolo primo (1),

HA ADOTTATO LA PRESENTE DECISIONE:

Articolo 1

La Repubblica italiana è autorizzata ad escludere dal trattamento comunitario le importazioni dei seguenti prodotti:

No. T.D.C.	Designazione dei prodotti
------------	---------------------------

85.21 ex D	Diodi
------------	-------

originari del Giappone e messi in libera pratica nella Repubblica federale di Germania per le quali delle domande di titoli d'importazione introdotte dopo il 18 febbraio 1974 sono, alla data della presente decisione, in istanza presso le autorità italiane.

Articolo 2

La Repubblica italiana è destinataria della presente decisione.

Fatto a Bruxelles, il 5 marzo 1974

Per la Commissione

Il Presidente

(f.to)

François-Xavier ORTOLI

(1) G.U. L 121 del 3.6.1971, p. 26.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(74) 543 final

Bruxelles, le 18 février 1974

Annexe 7E/65

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Coopération scientifique et technique dans le cadre du groupe COST

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Objet: Coopération scientifique et technique dans le cadre du groupe COST

La Commission estime utile que le Conseil se saisisse dans les meilleurs délais du problème concernant le groupe COST pour la raison suivante:

1. Le Gouvernement belge a transmis au Conseil un mémorandum relatif à la coopération scientifique et technique dans le cadre du groupe COST (doc. R/3099 RECH 23).
2. Depuis le 1er janvier 1973 le groupe COST est composé de neuf Etats membres de la Communauté et de dix Etats non membres.
3. Le 14 janvier 1974 le Conseil a décidé le développement d'une politique commune dans le domaine scientifique et technologique. Dans ce cadre, il a été souligné que "... chaque fois cela se révèle nécessaire ou opportun, l'association des pays tiers, notamment européens, à ces actions (de la Communauté), devra être rendue possible".
4. Sur cette base, la Commission souhaite que le Conseil approuve ce qui suit:
 - a) Le groupe COST constitue un cadre où la Communauté négocie avec les Etats tiers les accords nécessaires pour associer ces derniers aux actions communautaires;

- b) Ce cadre permet aux pays tiers de présenter leurs propositions à la Communauté;
- c) Au cas où une proposition d'un Etat membre ou d'un Etat tiers n'est pas retenue sur le plan communautaire, après avis du CREST, une telle proposition peut être discutée dans le cadre COST;
- d) En ce qui concerne les projets COST qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision d'action (actions 12, 20, 30, 43, 56, 72), ils devront être examinés par le CREST afin d'aider la Commission et le Conseil à déterminer s'ils pourraient s'inscrire dans le cadre des objectifs communautaires.

Pour information on peut consulter les textes suivants:

- 1) Relevé des décisions prises par le Conseil lors de sa 123^{ème} session tenue le 23 juillet 1970 (doc.R/1699/70 RECH 6 ATO 93)
- 2) Résolution générale de la Conférence ministérielle pour la coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique (COST) des 22 et 23 novembre 1971 (doc.COST/40/72)
- 3) Etat actuel des actions COST (Annexe I).

ACTIONS COST DECIDEES

ANNEXE I

Signataires \ Accords/ Convention	Action 11	Action 25/1	Action 25/2	Actions 50/51/52	Action 53	Action 61 a	Action 64 b	Action 68	Action 70 Centre Téléo.
BELGIQUE/BELGIE				+	+	+		+	+
DENMARK									+
DEUTSCHLAND									+
ESPAÑA									+
FRANCE									+
HELLAS									+
IRELAND									+
ITALIA	+		+	+	+	+	+	+	+
JOUGOSLAVIJA									+
LUXEMBOURG					+				
IRLAND									+
NORGE									
OESTERREICH									
PORTUGAL									+
SCHWEIZ SUISSE SVIZZERA									+
SUOMI									+
SVERIGE									+
TURKIJE								+	
UNITED KINGDOM									+
COMMUNAUTES EUROPEENNES	(1)			(2)+		(2)+			
Nombre de signataires	9	5	5	11	10	12	12	13	15
Nombre de notifications requis pour l'entrée en vigueur de chaque accord	2/3 Signataires, soit 6 dont 3 au moins avec un centre nodal			Signataires cou- vrant au moins 2/3 du total des montants maximum annuels prévus		Majorité des Signataires, soit 6 7 6			2/3 Signa- taires couvrant au moins 80 % du total des contri- butions
Date de la mise en vigueur des accords	1/2/73	1/6/73	1/6/73	1/7/72	1/11/72	1/11/72	1/11/72	1/8/72	

+ = Signataire de cet accord

 = Notification reçue

(1) En vertu de l'article 102 du Traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique, la mise en vigueur de cet Accord ne deviendra effective à l'égard de la Communauté que le jour où tous les Etats membres parties à l'Accord auront notifié que l'Accord leur est devenu applicable, conformément aux dispositions de leur droit interne respectif.

(2) Lors de sa session des 22/23 novembre 1971, le Conseil a autorisé la Commission à signer, sur la base de l'article 55, paragraphe 2 c) du Traité C.E.C.A. ces deux accords. Conformément à cette procédure, la Commission a consulté le Comité Consultatif et demandé l'avis conforme du Conseil, en vue de permettre la participation de la CECA à ces ACTIONS. Le Comité Consultatif s'est prononcé les 15 septembre et 5 décembre 1972 unanimement contre ces propositions de la Commission, estimant que les matières faisant l'objet de ces recherches ne relevaient pas du Traité CECA. Le 26 juillet 1973, la Commission a informé le Conseil qu'elle "estimait opportun que la C.E.E.A. et la C.E.E. adhèrent respectivement aux lieu et place de la CECA aux deux accords en question". A cet effet, elle a alors soumis une nouvelle proposition dans ce sens.

ANNEXE I

A. ACTIONS COST DECIDEES

- No. 11 -"Réseau Informatique européen"
- No. 25/1 -"Réseau d'antennes à commande à phase"
- No. 25/2 -"Antennes à lobes secondaires réduits et rapport G/T maximal"
- No. 50/51/52 -"Matériaux pour turbines à gaz"
- No. 53 -"Matériaux pour usines de dessalement de l'eau de mer"
- No. 61 a -"Comportement physico-chimique de SO₂ dans l'atmosphère"
- No. 64 b -"Analyse des micropolluants organiques dans l'eau"
- No. 68 -"Traitement des boues d'épuration"
- No. 70 -"Centre Européen pour les Prévisions Météorologiques à moyen terme".

B. ACTIONS NON DECIDEES

I. Projets COST en phase de préparation dont l'étude technique n'est pas achevée :

- No. 20 -"Etudes prospectives des prestations de services de télécommunications"
- No. 30 -"Aide électronique à la circulation sur les grands axes routiers"
- No. 43 -"Réseau de mesures océanographiques et météorologiques dans les eaux européennes"
- No. 56 -"Matériaux supraconducteurs"
- No. 72 -"Développement et standardisation d'équipements météorologiques".

II. Projet COST en phase de préparation dont l'étude est achevée mais pour lequel aucun accord n'est intervenu :

- No. 12 -"Centre d'information sur les programmes pour ordinateurs"

Une première proposition de la Commission, datée du 18 septembre 1972, visant à régler le problème de la participation de la Communauté à cette action n'ayant pu recueillir un accord unanime, la Commission a saisi en date du 25 juin 1973 le Conseil d'une nouvelle proposition.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(74) 602 final

Bruxelles, le 21 février 1974

Annexe 7E/66

QUINZIEME RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'application du règlement (CEE) n° 974/71 relatif à certaines mesures de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres

QUINZIEME RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'application du règlement (CEE) n° 974/71 relatif à certaines mesures de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres.

I.

Aux termes de l'article 8 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 974/71 du Conseil, du 12 mai 1971, relatif à certaines mesures de conjoncture à prendre dans le secteur agricole à la suite de l'élargissement temporaire des marges de fluctuation des monnaies de certains Etats membres (J.O. n° L 106 du 12 mai 1971, p.1) modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1225/73 (J.O. n° L 125 du 11.5.1973. p.49) la Commission doit soumettre, périodiquement, un rapport au Conseil sur les conditions d'application du dit règlement.

Le présent rapport - le quinzième - couvre la période allant du 3 juin 1973 au 16 septembre 1973.

II.

La période faisant l'objet du présent rapport est caractérisée par l'instauration d'un nouveau régime de calcul des montants compensatoires, prenant effet le 4 juin 1973 (règlement (CEE) no 1112/73 JO no L 114 p. 4).

1. L'annonce de la dévaluation du ₯ , faite le 12 février 1973, a été rapidement suivie par une nouvelle crise monétaire qui conduisit, à partir du 1er mars 1973, à une fermeture des marchés de change, se prolongeant jusqu'au 19 mars 1973. En effet, le ₯ accusait de nouveau une faiblesse sensible, toutes les monnaies des Etats membres se trouvant, par rapport au ₯ , à la limite supérieure des marges de fluctuation. A l'issue de conférences internationales qui eurent lieu, se dégagèrent le 11 mars 1973, la solution de la flottaison commune des monnaies des Etats membres (c'est-à-dire, les Etats membres concernés sont convenus de maintenir entre leurs

.../...

monnaies un écart instantané maximum au comptant de 2,25 %), la livre et la lire ne faisant pas partie actuellement de cette flottaison commune. En même temps, le taux central du DM était relevé de 3 %.

2. Ceci a permis d'instituer pour le calcul des montants compensatoires, un régime moins complexe. La modification la plus importante réside dans l'abandon de la règle du calcul des montants compensatoires sur la base de la relation entre chaque monnaie communautaire concernée et le § . En effet, à partir du moment où les banques centrales des Etats membres abandonnent les marges d'intervention sur le § , celui-ci ne peut plus convenir comme le point fixe auquel on se réfère. Ce sont maintenant les monnaies des Etats membres qui flottent ensemble qui représentent le point de départ. C'est dans cette optique que le règlement (CEE) n° 1112/73 a établi comme principe du nouveau régime la prise en considération, lors du calcul des montants compensatoires pour les monnaies des Etats membres maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximum de 2,25 %, de l'écart qui existe entre le taux de conversion utilisé dans le cadre de la politique agricole commune et le taux central; en ce qui concerne les autres monnaies, la base de calcul est leur relation avec les monnaies précitées. (cf. article 2 paragraphe 1 du règlement susvisé).

L'article 2bis du règlement (CEE) n° 974/71 avait institué le système d'addition et de soustraction des montants compensatoires applicables dans les échanges intracommunautaires. L'expérience ayant montré qu'il en résultait des difficultés considérables d'ordre administratif, il a semblé indiqué de s'orienter vers un système dans lequel chaque Etat membre compense les écarts dus à l'évolution de sa monnaie. Cependant, une possibilité a été prévue, lorsqu'un produit exporté d'un Etat membre a été importé dans un Etat membre devant octroyer un montant compensatoire à l'importation, pour l'Etat membre exportateur, en accord avec l'Etat membre importateur, de payer le montant compensatoire qui devrait être octroyé par cet Etat membre importateur. Dans ce cas, aucun montant compensatoire n'est octroyé par l'Etat membre importateur pour les produits provenant de l'Etat membre en question. Le montant compensatoire fixé pour l'Etat membre importateur est converti dans la monnaie de l'Etat membre exportateur à l'aide du cours de change au comptant des monnaies en question, constaté au cours d'une période de référence.

.../...

Dans les échanges avec l'Italie, tous les autres Etats font usage de cette possibilité.

3. La Commission a arrêté le 30 mai 1973 le règlement (CEE) n° 1463/73 portant modalités d'application des montants compensatoires monétaires (J.O. n° L 146 du 4.6.1973. p.1) et qui remplace le règlement (CEE) n° 648/73. Les nouvelles modalités d'application se limitent pour l'essentiel à abolir les complications rendues superflues par le nouveau régime. Les innovations par rapport au système précédent sont :
 - a) la période servant au calcul du pourcentage à retenir pour la fixation des montants compensatoires monétaires s'étend - au lieu du jeudi au mercredi suivant - du mercredi au mardi suivant; (article 2 du règlement (CEE) n° 1469/73).
 - b) pour les Etats membres pour lesquels le pourcentage en question est égal à la différence entre la parité et le taux central de leur monnaie (Allemagne, pays du Benelux), le coefficient à appliquer sur les montants compensatoires "adhésion", les prélèvements et les restitutions est devenu fixe (article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1463/73), sauf variation du taux central (cas du relèvement du taux central du DM effectué le 29 juin 1973);
 - c) les Etats membres assurent eux-mêmes le respect de la règle de l'article 4bis du règlement (CEE) n° 974/71. Une exception existe pour la viande bovine (article 5 du règlement (CEE) n° 1463/73.). Dans ce secteur, la Commission fixe forfaitairement sur la base du prix à l'importation, des montants qui sont déduits des montants compensatoires monétaires, une application directe de l'article 4bis du règlement (CEE) n° 974/71 par les Etats membres n'étant pas possible puisque des droits ad valorem doivent être perçus dans les échanges avec les pays tiers, tandis qu'ils ne s'appliquent pas dans les échanges intra-communautaires. Dans ces échanges, il faut tenir compte de la charge à l'importation en provenance des pays tiers à laquelle le produit en question a été soumis. Or, sur un plan strict, il n'y a pas de charge à l'importation unique. On est donc nécessairement conduit à une solution forfaitaire. L'application de cet article a conduit en outre à un problème dans les échanges de produits du secteur de la viande bovine entre l'Irlande et

.../...

le Royaume-Uni.

Les droits de douane appliqués par l'Irlande aux importations de produits du secteur en cause en provenance des pays tiers sont différents de ceux appliqués par le Royaume-Uni. Les montants compensatoires monétaires valables pour ces deux Etats membres sont dès lors également différents du fait de l'application de la règle de l'écroûtement (article 4bis paragraphe 2 premier alinéa du règlement (CEE) n° 974/71). Cette dernière différence provoque des distorsions de concurrence dans les échanges de ces deux pays avec les autres Etats membres, notamment parce que les échanges entre l'Irlande et le Royaume-Uni ne sont soumis à aucune charge à l'importation. Pour pallier à cette difficulté, il a paru indiqué de limiter les montants compensatoires monétaires appliqués par les deux Etats membres concernés à un montant identique, égal à l'incidence des charges à l'importation en provenance des pays tiers les moins élevées. A cet effet, il a été prévu que si le montant à déduire du montant compensatoire qui est fixé par la Commission est différent pour l'Irlande et le Royaume-Uni, seul le montant ^{à déduire} le plus élevé s'applique pour les deux Etats membres. (règlement (CEE) n° 2113/73 de la Commission du 1er août 1973 - J.O. n° L 214 du 2.8.1973.p.17);

- d) comme période de référence pour l'établissement du taux de conversion entre la livre italienne et les monnaies des autres Etats membres (article 2bis du règlement (CEE) n° 974/71) a été retenue celle qui est utilisée pour déterminer le taux servant au calcul des montants compensatoires (article 2 du règlement (CEE) n° 1463/73). Ces taux de conversion sont changés en cas de modification des montants compensatoires (article 10, paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1463/73) ;
- e) pour le reste, le régime de contrôle administratif des échanges soumis à l'application des montants compensatoires monétaires a été adapté à la nouvelle situation comportant une simplification certaine par rapport au régime précédent, mais incluant également des dispositions particulières nouvelles pour le cas visé à l'article 2bis du règlement (CEE) n° 974/71.

.../...

4. Les montants compensatoires monétaires ont été fixés selon les nouvelles règles pour la première fois avec effet au 4 juin 1963. Par la suite, une modification a été nécessaire chaque semaine, étant donné les grandes variations des monnaies au cours de cette période. Pour les particularités du développement de la situation monétaire et des mesures prises cf. les annexes. Il convient de souligner dans ce contexte, que le relèvement du taux central du DM effectué par le Gouvernement allemand le 29 juin 1973, s'est intégré à l'intérieur du régime, se traduisant par la modification des montants compensatoires monétaires pour l'Allemagne (y compris les coefficients visés ci-dessus sous 3b).

III.

Il convient de rappeler, en outre, une série de mesures qui concernent directement les montants compensatoires bien qu'elles visent en premier lieu les prix. En effet, le règlement (CEE) n° 1225/73 a introduit dans le règlement (CEE) n° 974/71 un article 4 ter augmentant en Italie de 1 % les prix d'intervention ou d'achat (pour le vin : le prix de déclenchement) valables pour la campagne 1973/1974, afin de réduire l'importance des montants compensatoires.

1. L'augmentation des prix concernés et la répercussion éventuelle de cette augmentation sur d'autres montants ont été effectuées pour différents secteurs par des règlements de la Commission, figurant à l'annexe I B.
2. Les dispositions du paragraphe 3 dudit article 4 ter ont été respectées en calculant pour les produits pour lesquels des mesures d'intervention sont prévues dans le cadre de l'organisation commune des marchés, les montants compensatoires monétaires sur la base de l'ancien prix d'intervention ou d'achat mais à l'aide d'un taux représentant une dépréciation de la lire de 1 point inférieure à celle résultant des cours constatés sur les marchés de référence.

IV.

Les opérateurs ont été mis au courant du changement de réglementation à intervenir dans le régime par le règlement (CEE) no 1112/73. Toutefois, la date d'application du nouveau système a été fixée seulement par le règlement (CEE) no 1463/73. Lorsqu'un opérateur avait fixé à l'avance un prélèvement ou une restitution avant cette date, il a pu subir un dommage, compte tenu de l'évolution du dollar intervenue au moment du passage d'un système à l'autre.

Eu égard notamment à l'entrée en vigueur du nouveau régime le 4 juin 1973, - date imprévisible - il a dès lors paru équitable de prendre une mesure forfaitaire et de prévoir que, pour toutes les opérations d'importation ou d'exportation pour lesquelles la préfixation du prélèvement ou de la restitution avait été demandée avant cette date, le montant compensatoire monétaire applicable serait celui valable le 3 juin 1973. L'attribution d'une adjudication à l'exportation dans le secteur du sucre a été assimilée au cas précités (règlement (CEE) no 2042/73 de la Commission du 27 juillet 1973 - JO no L 207 du 28.7.1973, p. 34).

ANNEXE I

Mesures d'application du règlement (CEE) n° 974/71
prises par la Commission au cours de la période de
référence

A. MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES.

Règl. (CEE) n° ou décision	du	Publication au JO			contenu	remarques
		n°L	du	p.		
1463/73 R	30.5.73.	146	4.6.73.	1	modalités d'applica- tion	modifié par le règl. (CEE) n° 1957/73
1469/73 R	30.5.73.	147	4.6.73.	17	première fixation des montants compen- satoires monétaires avec effet au 4.6.73.	
73/168 D	4.6.73.	182	5.7.73	42	montants à déduire des montants compensatoires avec effet au 4.6.73.	
1547/73 R	7.6.73	155	11.6.73.	10	montants compensatoires monétaires valables avec effet au 11.6.73.	
73/193 D	8.6.73.	194	16.7.73.	22	montants à déduire des mont. compens. valables avec effet au 11.6.73.	
1609/73 R	14.6.73.	161	18.6.73.	1	mont. compens. monét. avec effet au 18.6.73.	
73/219 D	15.6.73.	217	6.8.73.	17	mont. à déduire des mon- tants compensatoires valables avec effet au 18.6.73.	
1667/73 R	21.6.73.	168	25.6.73.	1	mont. comp. monétaires valables avec effet au 25.6.73.	
73/225 D	25.6.73.	217	6.8.73.	25	mont. à déduire des mont. comp. valables avec effet au 25.6.73.	fixation provis. modifiée par décision du 3.7.73.
73/233 D	3.7.73.	217	6.8.73.	39	modification décis. du 25.6.73 (fixation définitive avec effet au 25.6.73.	modif. rendue né- cessaire par l'en- trée en vigueur du règl. (CEE) n° 1695/73 du Conseil

.../...

Rég1.(CEE) n° ou déc.	du	Publication au J.O.			contenu	remarques
		n°L	du	p.		
1774/73 R	29.6.73.	178	2.7.73.	1	mont.comp.monét.val. avec effet au 2.7.73.	
73/231 D	2.7.73.	217	6.8.73.	32	mont.à déduire des mont.comp.val.avec effet au 2.7.73.	
1786/73 R	2.7.73.	180	3.7.73.	1	mont.comp.monét.val. en Allemagne avec ef- fet au 3.7.73. en gé- néral et 29.6.73. pour autant qu'avantageux.	modif.à la suite du relèvement du taux central du DM effectué le 29.6.73.
1840/73 R	6.7.73.	186	9.7.73.	5	mont.comp.monétaires valables avec effet au 9.7.73.	
73/245 D	9.7.73.	228	16.8.73.	42	mont.à déduire des montants compensatoi- res valables avec ef- fet au 9.7.73.	
1902/73 R	12.7.73.	195	16.7.73.	1	mont.compensat.monét. val.avec effet au 16.7.73.	
73/250 D	16.7.73.	228	16.8.73.	50	mont.à déduire des mon- tants comp.val.avec effet au 16.7.73.	
1957/73 R	18.7.73.	200	20.7.73.	32	modif. -règl.(CEE) n° 1463/73	précision du texte original
1958/73 R	19.7.73.	200	20.7.73.	33	modif.mont.comp.monét. pour certains produits du sect.des céréales avec effet au - 20.7.73.en général - 16.7.73. pour autant qu'avantageux	correction d'une faute de calcul.
1961/73 R	19.7.73.	202	23.7.73.	1	mont.compens.monét. val.avec effet au 23.7.73.	
73/261 D	20.7.73.	253	10.9.73.	3	mont.à déduire val. à partir du 23.7.73.	
2023/73 R	26.7.73.	209	30.7.73.	1	mont.comp.valables à partir du 30.7.73.	
73/268 D	30.7.73.	253	10.9.73.	18	mont.à déduire des mont.comp.valables à partir du 30.7.73.	

Régl. (CEE) no ou déc.	du	Publication au J.O.			contenu	Remarques
		no L	du	p.		
2042/73 R	27.7.73	207	28.7.73	34	Mesures transitoi- res au 4.6.73	
2102/73 R	31.7.73	213	1.8.73	1	mont.compens.val. à partir du 1.8.73	modif.nécessaire en raison des nouveaux prix des céréales à prendre en consid. pour les calculs avec effet au début de la campagne de commercialisation
2113/73 R	1.8.73	214	2.8.73	17	modific.R 1463/73	Si le montant à déduire est différ. pour l'Irlande et le Roy.Uni, seul le montant le plus élevé s'applique.
2133/73 R	2.8.73	218	6.8.73	1	mont.comp.monet. valables à partir du 6.8.73	
73/272 D	3.8.73	253	10.9.73	24	mont.à déduire des mont.comp.val.à partir du 6.8.73	
2187/73 R	9.8.73	225	13.8.73	1	mont.comp.val.à partir du 13.8.73	
73/273 D	10.8.73	253	10.9.73	27	mont.à déduire des mont.comp.val. à partir du 13.8.73	
2197/73 R	10.8.73	223	11.8.73	21	modific.mont.comp. monétaire pour le beurre et le fromage néo-zélandais	modific.nécessaire en raison de la mo- dification du pré- lèvement spécial applicable à ces importations au Roy.Uni
2240/73 R	16.8.73	232	20.8.73	1	mont.comp.val.à partir du 20.8.73	
73/278 D	17.8.73	254	11.9.73	21	mont.à déduire des mont.comp.val.à partir du 20.8.73	

Règl. (CEE) no ou déc.	du	Publication au J.O.			contenu	remarques
		no L	du	P.		
2314/73 R	24.8.73	237	25.8.73	33	modification des mont. comp.monét.pour certains aliments du bétail	correction d'une erreur
2319/73 R	23.8.73	238	27.8.73	1	mont.comp.val.à partir du 27.8.73	
73/283 D	24.8.73	256	13.9.73	25	mont.à déduire des mont.comp. val. à partir du 27.8.73	
2361/73 R	31.8.73	246	3.9.73	1	mont.comp. val. à partir du 3.9.73	variation du taux de la lire; changement de prix au R.U. pour la viande porcine
73/289 D	31.8.73	268	25.9.73	19	mont.à déduire des mont.comp.val. à partir du 3.9.73	
2393/73 R	31.8.73	245	1.9.73	74	mont.comp.val.pour le secteur de la viande bovine lors de la suppression du régime "pénurie"	mesures transitoires pour le retour au régime normal
D	11.9.73				mont.à déduire des mont.comp., val.à partir du 11.9.73	fixation nécessaire en raison d'une modification des prix du marché mondial

B. RELEVEMENT DES PRIX EN ITALIE

Règl. (CEE) no ou déc.	du	Publication au J.O.			contenu contenu remarques
		no L	du	p.	
1266/73	14.5.73	130	17.5.73	21	relèvement des prix dans les secteurs du lait et des produits laitiers ainsi que de la viande bovine avec effet au 14.5.73.
1634/73	19.6.73	164	21.6.73	16	relèvement des prix dans le secteur des fruits et légumes (prise d'effet différenciée selon les produits concernés)
1766/73	29.6.73	177	30.6.73	11	relèvement des prix dans le secteur du sucre avec effet au 1.7.73
1770/73	29.6.73	177	30.6.73	17	relèvement des prix pour les graines oléagineuses avec effet au 1.7.73 pour les graines de colza et de navette 1.9.73 pour les graines de tournesol
2007/73	25.7.73	205	26.7.73	15	relèvement des prix pour le tabac de la récolte 1973
2111/73	1.8.73	214	2.8.73	14	relèvement de l'aide pour le blé dur

ANNEXE II - ANHANG II - ANNEX II

TAUX RETENUS

ZUGRUNDE GELEGTE SÄTZE

RATES USED

Fixation des montants compensatoires valables à partir du : Festsetzung der Ausgleichsbeträge gültig ab : Fixing of compensatory amounts valid from :	Cours effectifs constatés les : Tatsächliche Kurse festgestellt am : Actual exchange rates recorded on:	Taux retenus en % Zugrunde gelegte Sätze in v.H. Rates used %			
		DM	ø Fl/BF	Y/.	Dkr.
12/5/71	12-13.5.1971	3			
21/6/71	11.16.6.1971	4,2			
2/8/71	28. 7.1971	5,4			
6/8/71	5-11.8.1971	6,4	3		
24/8/71	24.8. 1971	6,4	3,		
30/8/71	23-25.8.1971	7	3,6		
27/9/71	16-22.9.1971	8,2	5,1		
4/10/71	23-29.9.1971	8,4	6,9		
29/11/71	18-24.11.1971	9,4	7,9		
12/12/71	2-8.12.1971	10,7	8,9		

ANNEXE II - ANHANG II - ANNEX II

TAUX RETENUS

ZUGRUNDE GELEGTE SATZE

RATES USED

Fixation des montants compensatoires valables à partir du : Festsetzung der Ausgleichsbeträge gültig ab : Fixing of compensatory amounts valid from :	Cours effectifs constatés les : Tatsächliche Kurse festgestellt am : Actual exchange rates recorded on	Taux retenus en % Zugrunde gelegte Sätze in v.H Rates used %			
		DM	ø Fl/FB	Lit	FF
3/1/72 (France 24/12/71 pour importations für Einfuhren for imports)	21-27.12.1971	10,8	9,5	4,9	5,9
24/1/72	13-19.1.1972	12,2	11,5	5,9	7,1
14/2/72	3-9.2.1972	13,3	11,5	5,9	8,2
28/2/72	17-23.2.1972	13,3	11,5	5,9	8,2
13/3/72	2-8.3.1972	13,3	11,5	5,9	9,2
20/3/72	9-15.3.1972	13,3	11,5	7,2	9,2
9/2/72	4-5.5.1972	5,7	4,0		1,9
26/12/72	14-20.12.1972	5,7	4,0		1,9
7/2/73	25-31.1.1973	5,7	4,0		1,4

Fixation des montants compensatoires valables à partir du : Festsetzung der Ausgleichsbeträge gültig ab : Fixing of compensatory amounts valid from :	Cours effectifs constatés les : Tatsächliche Kurse festgestellt am : Actual exchange rates recorded on:	Taux retenus en % Zugrunde gelegte Sätze in v.H Rates used %					
		DM	Ø Fl/FB	Lit	FF	¥	Dkr
26/2/1973 (12/2/1973)	15-21.2.1973	2,5	1,3	-10,3	-2,5	-7,0	
5/3/1973	22-28.2.1973	5,2	4,0	-10,3		-5,8	
26/3/1973	19-21.3.1973	6,9	4,0	-10,3	1,5	-5,8	1,4
9/4/1973	29.3.-4.4.1973	6,9	2,5	-13,1	1,5	-5,8	1,4
30/4/1973	19-25.4.1973	6,9	2,5	-14,4	1,5	-5,8	1,4
14/5/1973	3-9.5.1973	6,9	2,5	-14,4	1,5	-4,7	
21/5/1973	10-16.5.1973	6,9	3,7	-14,4	1,5	-3,1	1,2
28/5/1973	17-23.5.1973	9,0	5,5	-14,4	3,9	-2,0	3,3

Fixation des montants compensatoires valables à partir du : Festsetzung der Ausgleichsbeträge gültig ab : Fixing of compensatory amounts valid from :	Cours effectifs constatés les : Tatsächliche Kurse festgestellt am : Actual exchange rates recorded on:	Taux retenus en % Zugrunde gelegte Sätze in v.H. Rates used %					
		DM	Ø Fl/FB	Lit	FF	///	Dkr
4/7/1973	14.14.18.15.7.1973	7,2	2,7	-16,0		-4,4	
11/6/1973	30.5.-5.6.1973	7,2	2,7	-13,6		-7,4	
18/6/1973	6.6.-12.6.1973	7,2	2,7	-22,7		-7,4	
25/6/1973	13.6.-19.6.1973	7,2	2,7	-27,5		-8,8	
2/7/1973	20.6.-26.6.1973	7,2	2,7	-24,8		-10,0	
3/7/1973		12,03	2,7	-24,8		-10,0	
9/7/1973	27.6.-3.7.1973	12,03	2,7	-24,8		-12,3	
16/7/1973	4.7.-10.7.1973	12,03	2,7	-28,2		-16,5	
23/7/1973	11.7.-17.7.1973	12,03	2,7	-26,4		-15,2	
30/7/1973	18.7.-24.7.1973	12,03	2,7	-28,3		-18,1	
1/8/1973		12,03	2,7	-28,3		-18,1	
6/8/1973	25.7.-31.7.1973	12,03	2,7	-28,3		-19,1	
13/8/1973	1.8.-7.8.1973	12,03	2,7	-26,2		-17,7	
20/8/1973	8.-14.8.1973	12,03	2,7	-23,5		-16,6	
27/8/1973	15.-21.8.1973	12,03	2,7	-19,5		-14,1	
3/9/1973	22.-28.8.1973	12,03	2,7	-18,2		-14,1	

Annexe III - Anhang III - Annex III

Evolution des cours de change au comptant
Entwicklung der Kassawechselkurse von
Movement in spot rates in

Lit. & //

par rapport à
zu

(FB
{ Dkr
{ DM
{ FF
{ Lf

	Lit.	//
30.5. - 5.6.1973	- 19,6	- 7,4
6.6. - 12.6.1973	- 22,7	- 7,9
13.6. - 19.6.1973	- 27,5	- 8,8
20.6. - 26.6.1973	- 24,8	-10,0
27.6. - 3.7.1973	- 25,5	-12,3
4.7. - 10.7.1973	- 28,2	-16,5
11.7. - 17.7.1973	- 26,4	-15,2
18.7. - 24.7.1973	- 28,3	-18,1
25.7. - 31.7.1973	- 28,3	-19,1
1.8. - 7.8.1973	- 26,2	-17,7
8.8. - 14.8.1973	- 23,5	-16,6
15.8. - 21.8.1973	- 19,5	-14,1
22.8. - 28.8.1973	- 18,2	-14,2
29.8. - 4.9.1973	- 18,2	-14,8

Historical Archives of the European Commission

67

Annexé 7F/167

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 13 février 1974

Secrétariat général
SEC(74) 641

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite C/392/74

Objet : échange de lettres avec la Roumanie concernant certaines dispositions dans le domaine agricole

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la Commission une proposition de M. LARDINOIS et Sir Christopher SOAMES tendant à :

- approuver le projet de lettre ci-joint au Directeur général de Prodelexport concernant la non-application d'un montant compensatoire aux importations d'huile de tournesol en provenance de la Roumanie.

Il est ici proposé à la Commission de donner une réponse favorable à la demande introduite par le Gouvernement roumain de proroger une nouvelle fois pour une période de douze mois le régime concernant les exportations d'huile de tournesol originaire de la Roumanie.

Les délégations représentées au sein du Comité de gestion des matières grasses n'ont pas formulé d'objection à cette proposition.

A la demande de M. LARDINOIS et Sir Christopher SOAMES, l'accord de la Commission est recherché par la procédure écrite.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître au Secrétariat général (à l'attention de M. WEHRENS (tél. 2362) ou de M. NUTTALL (tél. 5395), tél. secr. 2363, bureau MERL. 11-125) avant le jeudi 21 février 1974 - 12 h., vos observations ou réserves éventuelles. Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, le projet sera réputé approuvé.

Rel. :

Copie à : MM. RABOT, WELLENSTEIN, NUCH

P. inf. : M. BRAUN, PIRGEL, MOSCA

Henri TILLER
Conseiller principal

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Directions générales responsables

: AGRICULTURE

: RELATIONS EXTERIEURES

Service associé :

- pour avis -

Service juridique

: avis favorable

Projet de communication de Messieurs LARDINOIS et SOAMES à la Commission

Objet : Prolongation de la période de validité des modalités techniques faisant l'objet d'un échange de lettres entre les représentants de la Commission et du Gouvernement Roumain concernant la non-application d'un montant compensatoire aux importations d'huile de tournesol en provenance de la Roumanie.

1. En date du 22 avril 1970 la Commission a approuvé un échange de lettres d'une part entre le Ministère de l'Industrie alimentaire de Roumanie et la Direction Générale du commerce extérieur, et d'autre part, entre la Société d'Etat roumaine "Prodexport" et la Direction Générale de l'Agriculture (SEC (70) 1516). Cet échange de lettres concernait les conditions à respecter par la Roumanie, pour la non-application d'un montant compensatoire aux importations dans la C.E.E. d'huile de tournesol de Roumanie ainsi que certaines modalités techniques relatives au respect de ces conditions.

Les modalités techniques en question reprises dans les lettres échangées entre "Prodexport" et la Direction Générale de l'Agriculture, qui avaient une validité de 6 mois, sont venues à échéance le 2 décembre 1970.

2. Les 4.12.1970, 4.12.1971 et 4.12.1972 ces modalités techniques ont été reconduites pour un an.

La Société Prodexport ayant proposé une nouvelle prorogation des modalités techniques d'une année (voir annexe I), le Comité de gestion des matières grasses a eu le 30.1.1974 un échange de vues sur ce problème.

Les 9 délégations représentées ont pris acte de la demande roumaine et n'ont pas formulé d'objection contre une nouvelle prolongation pour un an.

3. Il est à signaler que, d'une part un montant compensatoire aux huiles de tournesol n'a pas été appliqué depuis l'échange de lettres visé ci-dessus et son application n'est pas à prévoir dans un proche avenir.

D'autre part, l'échange de lettres en question ne crée pas d'obligations contractuelles entre la Commission et les Autorités roumaines; en effet par son contenu cet échange de lettres ne comporte qu'une déclaration explicite de la Commission de ne pas appliquer des montants compensatoires aux exportations roumaines d'huiles de tournesol si elles sont conformes

aux conditions prévues par la réglementation communautaire en vigueur et si elles sont effectuées dans le respect des modalités techniques convenues par l'échange de lettres.

Il est donc proposé à la Commission d'accepter la proposition de la Société Prodexport et d'autoriser la Direction Générale de l'Agriculture à signer la lettre de réponse en annexe II.

ANNEXE I

Télex adressé par l'entreprise Prodexport aux services de la Commission en date du 28.1.1974.

REF.: Les modalités techniques concernant les exportations d'huile de tournesol originaire de la République Socialiste Roumaine.

En tenant compte des résultats satisfaisants de l'application des modalités techniques mentionnées, nous avons l'honneur de vous proposer de reconduire celles-ci pour encore une année respectivement jusqu'au 3 décembre 1974.

En attendant votre réponse pour laquelle nous vous remercions d'avance, nous vous prions Monsieur le Directeur, d'agréer nos salutations les plus distinguées.

ANNEXE II

Lettre adressée à Prodexport

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre telex du 28.1.1974 libellé comme suit :

"REF : Les modalités techniques concernant les exportations d'huile de tournesol originaire de la République Socialiste Roumaine.

En tenant compte des résultats satisfaisants de l'application des modalités techniques mentionnées, nous avons l'honneur de vous proposer de reconduire celles-ci pour encore une année respectivement jusqu'au 3 décembre 1974."

En prenant acte de cette déclaration de votre part, j'ai l'honneur de vous confirmer les déclarations de la Commission telles qu'elles figurent dans sa lettre du 3 juin 1970.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma plus haute considération.

FRANKLIN

Directeur-Général Adjoint.

Direction Générale de l'Agriculture

Directeur Général
Ing. AUREL ANTONIU.

PRODEXPORT
rue Gabriel Péri 5,

BUCAREST

NICHT ZU VERÖFFENTLICHEN

Entwurf einer Mitteilung der Herren LARDINOIS und SOAMES an die Kommission

Betr.: Verlängerung der Gültigkeitsdauer der technischen Einzelheiten die in einem Briefwechsel zwischen Vertretern der Kommission und der rumänischen Regierung bezüglich der Nichtanwendung eines Ausgleichsbetrages auf die Einfuhren von Sonnenblumenöl aus Rumänien festgelegt sind.

1. Am 22. April 1970 hat die Kommission einen Briefwechsel zwischen dem rumänischen Ernährungsministerium und der Generaldirektion Außenhandel einerseits, sowie zwischen der staatlichen Gesellschaft "Prodeport" andererseits, gebilligt (SEC (70) 1516). Dieser Briefwechsel betraf die durch Rumänien einzuhaltenden Bedingungen der Nichtanwendung eines Ausgleichsbetrages für Einfuhren von Sonnenblumenöl aus Rumänien in die EWG, sowie gewisse technische Einzelheiten, die Gegenstand des Briefwechsels zwischen Prodexport und der Generaldirektion Landwirtschaft waren, und die eine Gültigkeitsdauer von 6 Monaten hatten, sind am 2. Dezember 1970 ausgelaufen.
2. Am 4.12.1970, 4.12.1971 und 4.12.1972 wurden diese technischen Einzelheiten um ein Jahr verlängert.

Die Firma Prodexport schlug eine neue Verlängerung der technischen Einzelheiten um ein Jahr vor (siehe Anhang I), der Verwaltungsausschuß für Öle und Fette hatte am 30.1.1974 einen Gedankenaustausch über dieses Problem.

Die im Verwaltungsausschuß vertretenen 9 Delegationen nahmen von dem rumänischen Antrag Kenntnis und hatten gegen eine neue Verlängerung für ein Jahr nichts einzuwenden.
3. Es ist darauf hinzuweisen, daß einerseits seit dem oben genannten Briefwechsel kein Ausgleichsbetrag für Sonnenblumenöl angewandt worden ist und es ist auch in der nächsten Zukunft keine Anwendung zu erwarten.

Andererseits schafft der zur Frage stehende Briefwechsel keine vertraglichen Verpflichtungen zwischen der Kommission und den rumänischen Behörden; dieser Briefwechsel enthält in seinem Inhalt lediglich eine ausdrückliche Erklärung der Kommission, Ausgleichsbeträge für die rumänischen

Ausfuhren von Sonnenblumenöl unter der Bedingung nicht anzuwenden, solange diese Ausfuhren den Bedingungen entsprechen wie sie in der in Kraft befindlichen Gemeinschaftsregelung vorgesehen sind und diese unter Einhaltung der in diesem Briefwechsel vereinbarten technischen Einzelheiten durchgeführt werden.

Es wird daher der Kommission vorgeschlagen den Vorschlag der Firma Prod-export anzunehmen und die Generaldirektion Landwirtschaft zu ermächtigen, das im Anhang II befindliche Antwortschreiben zu unterzeichnen.

ANHANG I

Wortlaut des Fernschreibens von Prodelexport an die Dienststellen der Kommission vom 28.1.1974.

Betr.: Technische Modalitäten über die Ausfuhr von Sonnenblumenöl aus der Sozialistischen Republik Rumänien.

Unter Berücksichtigung der befriedigenden Ergebnisse hinsichtlich der Anwendung der vorgenannten technischen Modalitäten erlauben wir uns vorzuschlagen, daß diese nochmals um ein Jahr bzw. bis zum 3. Dezember 1974 verlängert wird.

Für Ihre Rückantwort danken wir Ihnen bestens.

ANHANG II

Brief an die Société Prodexport

Sehr geehrter Herr Generaldirektor!

Ich bestätige dankend den Erhalt Ihres Fernschreibens vom 28.1.1974 mit folgendem Text:

"Betr.: Technische Modalitäten über die Ausfuhr von Sonnenblumenöl aus der Sozialistischen Republik Rumänien.

Unter Berücksichtigung der befriedigenden Ergebnisse hinsichtlich der Anwendung der vorgenannten technischen Modalitäten erlauben wir uns vorzuschlagen, daß diese nochmals um ein Jahr bzw. bis zum 3. Dezember 1974 verlängert wird."

Im Hinblick auf diese Erklärung bestätige ich Ihnen die Erklärung der Kommission in Ihrem Schreiben vom 3. Juni 1970.

Mit vorzüglicher Hochachtung

M.D.M. FRANKLIN

Stellvertretender Generaldirektor
GENERALDIREKTION LANDWIRTSCHAFT

GENERALDIREKTOR

Ing. AUREL ANTONIU

PRODEXPORT 2024

BUCAREST

Draft letter from Mr. LARDINOIS and SIR CHRISTOPHER SOAMES to the Commission

Subject : Extension of the period of validity for the technical conditions about which there was an exchange of letters between the representatives of the Commission and the Rumanian Government concerning the non-application of a compensatory amount to sunflower oil imported from Rumania

1. On 22 April 1970, the Commission gave its approval to an exchange of letters between, on the one hand, the Rumanian Ministry for the Food Products Industry and the General Directorate for External Trade, and on the other, between the Rumanian state-run enterprise "Prodexport" and the General Directorate for Agriculture (SEC (70) 1516).

This exchange of letters concerned the provisions to be fulfilled by Rumania for the non-application of a compensatory amount to the imports into the EEC of sunflower oil from Rumania as well as certain technical conditions relating to the fulfilment of these provisions.

The technical conditions in question, set out in the letters exchanged between "Prodexport" and the General Directorate for Agriculture, of which the period of validity was six months, expired on 3 December 1970.

2. On 4.12.1970, 4.12.1971 and 4.12.1973, these technical conditions were renewed for one year.

The enterprise "Prodexport" having proposed a further prolongation of the technical conditions for one year (see Annex I), the Management Committee for Oils and Fats discussed this problem on 30 January 1974.

The 9 delegations present noted the Rumanian request and offered no objection to the further prolongation of one year.

3. It should be noted that, on the one hand, no compensatory amount has been applied to sunflower oils since the exchange of letters mentioned above, and its application is not envisaged in the near future.

On the other hand, the exchange of letters in question does not create any contractual obligations between the Commission and the Rumanian authorities; in fact, the content of this exchange of letters involves only an explicit undertaking by the Commission not to apply compensatory amounts to Rumanian exports of sunflower oils if they conform to the

conditions laid down in the Community regulations in force and if they are carried out in accordance with the technical conditions agreed in the exchange of letters.

It is thus proposed that the Commission should accept the proposal of the enterprise Prodexport, and should authorise the General Directorate for Agriculture to sign the letter of reply in Annex II.

ANNEX I

Telex sent by the enterprise Prodexport to the Services of The Commission on 28 January 1974.

Ref.: The technical conditions concerning exports of sunflower oil from the Socialist Republic of Rumania.

In view of the satisfactory results of the application of the above-mentioned technical conditions, we respectfully propose their renewal for one year, to 3 December 1974.

Hoping for a favourable reply, we thank you in advance.

Yours sincerely,

ANNEX II

Letter addressed to Prodexport

To the Managing Director,

Thank you for your telex of 28 January 1974, which reads as follows:

"Ref.: The technical conditions concerning exports of sunflower oil
from the Socialist Republic of Rumania.

In view of the satisfactory results of the application of the above-men-
tioned technical conditions, we respectfully propose their renewal for
one year, to 3 December 1974. "

Taking note of your declaration, I have pleasure in confirming the state-
ments of the Commission as expressed in its letter of 3 June 1970.

M.D.M. FRANKLIN

Managing Director
Ing. AUREL ANTONIU

PRODEXPORT
rue Gabriel Péri 5,
BUCAREST

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 28 février 1974

Secrétariat général

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

SEC(74) 641/2

Objet: échange de lettres avec la Roumanie concernant certaines dispositions dans le domaine agricole

Approbation par la procédure écrite C/392/74

Par note en date du 13 février 1974 - sous la réf. SEC(74) 641 - le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, une proposition concernant un échange de lettres avec la Roumanie concernant certaines dispositions dans le domaine agricole.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (21 février 1974), aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de cette proposition.

En conséquence, la Commission a le 21 février 1974 :

- approuvé la lettre dont le projet est joint à la note SEC(74) 641, au Directeur général de Prodexport concernant la non-application d'un montant compensatoire aux importations d'huile de tournesol en provenance de la Roumanie, dans le texte du doc. SEC(74) 641 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. RABOT, WELLENSTEIN, MUCH
P. inf.: MM. BRAUN, PINGEL, MOSCA


Klaus MEYER

Secrétaire général adjoint

Historical Archives of the European Commission

68

See(74) 667 final.

Bruxelles, le 26 février 1974

Annexe 75/68.

COMMUNICATION DE LA COMMISSION CONCERNANT LE SOUTIEN DE
PROJETS COMMUNAUTAIRES DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES
(REGLEMENT (CEE) Nr. 3056/73 DU CONSEIL DU 9 NOVEMBRE 1973
JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES Nr. L 312/1
DU 13 NOVEMBRE 1973)

1. Le Conseil des Communautés Européennes a arrêté le Règlement (CEE) Nr. 3056/73 concernant le soutien des projets, dits "projets communautaires", dans le secteur des hydrocarbures. Le soutien de la Communauté est destiné à encourager les activités de développement technologique directement liées aux activités d'exploration, d'exploitation, de stockage et de transport des hydrocarbures, qui sont de nature à améliorer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Communauté.
2. La Commission des Communautés Européennes invite les intéressés à lui soumettre dans les 30 jours qui suivent la publication de la présente communication au Journal Officiel des Communautés Européennes, les demandes de soutien susceptibles d'être prises en considération au cours de l'exercice budgétaire 1974.
3. Chaque demande doit comporter les indications dont l'énumération figure à l'art. 5, paragraphe 2, du Règlement (CEE) Nr. 3056/73 du Conseil.
4. Les demandes doivent être adressées à :

Monsieur le Président de la
Commission des Communautés Européennes
200, Rue de la Loi
1040 BRUXELLES

COMMISSION COMMUNICATION ON THE SUPPORT OF COMMUNITY
PROJECTS IN THE HYDROCARBONS SECTOR (REGULATION (EEC)
No 3056/73 OF THE COUNCIL OF 9 NOVEMBER 1973 - OFFICIAL
JOURNAL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES No L 312/1 OF
13 NOVEMBER 1973)

1. The Council of the European Communities has adopted Regulation (EEC) No 3056/73 on the support of projects, to be known as "Community projects", in the hydrocarbons sector. The Community support is intended to promote technological development projects likely to improve the security of the Community's energy supplies and directly connected with prospecting for, producing, storing or transporting hydrocarbons.
2. The Commission of the European Communities invites those interested to submit, within 30 days following the publication of this communication, in the Official Journal of the European Communities, application for support which would be eligible for consideration in the course of the 1974 financial year.
3. Each application must include the information listed in Article 5(2) of Council Regulation (EEC) No 3056/73.
4. The applications must be sent to :

The President of the Commission
of the European Communities,
200, Rue de la Loi
1040 BRUSSELS

MITTEILUNG DER KOMMISSION ÜBER DIE UNTERSTÜTZUNG
GEMEINSCHAFTLICHER VORHABEN IM BEREICH DER KOHLEN-
WASSERSTOFFE (VERORDNUNG (EWG) Nr. 3056/73 DES RATES
VOM 9. NOVEMBER 1973, AMTSBLATT DER EUROPÄISCHEN
GEMEINSCHAFTEN Nr. L 312/1 VOM 13. NOVEMBER 1973)

1. Der Rat der Europäischen Gemeinschaften hat die Verordnung (EWG) Nr. 3056/73 über die Unterstützung von gemeinschaftlichen Vorhaben im Bereich der Kohlenwasserstoffe erlassen. Die Unterstützung durch die Gemeinschaft soll einen Anreiz für die technologischen Entwicklungstätigkeiten schaffen, die unmittelbar mit den Tätigkeiten des Aufsuchens, des Abbaus, der Lagerung oder des Transports von Kohlenwasserstoffen verbunden sind und geeignet sind, die Sicherheit der Energieversorgung der Gemeinschaft zu erhöhen.
2. Interessenten werden gebeten, Anträge auf Unterstützung, die für eine Berücksichtigung im Haushaltsjahr 1974 in Frage komme, binnen 30 Tagen nach Veröffentlichung dieser Mitteilung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften einzureichen.
3. Jeder Antrag muss die in Artikel 5 Ziffer 2 der Verordnung (EWG) Nr. 3056/73 des Rates genannten Angaben enthalten.
4. Die Anträge sind an folgende Anschrift zu richten :

An den
Herrn Präsidenten der Kommission
der Europäischen Gemeinschaften
Rue de la Loi 200

B-1040 BRÜSSEL

Meddelelse fra Kommissionen om støtte til Fællesskabs-
projekter inden for kulbrintsektoren (Rådets forordning
(EØF) nr. 3056/73 af 9. november 1973 - De Europæiske
Fællesskabers Tidende nr. L 312/1 af 13. november 1973)

1. Rådet for De europæiske Fællesskaber har vedtaget forordning (EØF) nr. 3056/73 om støtte til projekter, kaldet "fællesskabsprojekter", i kulbrintsektoren. Formålet med Fællesskabets støtte er at tilskynde til virksomhed med henblik på den teknologiske udvikling, der er direkte forbundet med eftersøgning, udnyttelse, oplagring og transport af kulbrinter, og som vil kunne føre til sikrere forhold for energiforsyningen i Fællesskabet.
2. Kommissionen for De europæiske Fællesskaber opfordrer vedkommende til inden 30 dage efter offentliggørelsen af denne meddelelse i De europæiske Fællesskabers Tidende til Kommissionen at indsende de ansøgninger om støtte, som kan komme i betragtning i regnskabsåret 1974.
3. Hver ansøgning skal indeholde de i artikel 5, stk. 2, i Rådets forordning (EØF) nr. 3056/73 anførte oplysninger.
4. Ansøgningerne skal sendes til:

Monsieur le Président de la
Commission des Communautés Européennes
200, Rue de la Loi
B-1040 BRUXELLES

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE BETREFFENDE DE STEUN AAN COMMUNAUTAIRE
PROJECTEN IN DE SECTOR KOOLWATERSTOFFEN (VERORDENING (EEG) Nr 3056/73
VAN DE RAAD VAN 9 NOVEMBER 1973)

1. De Raad van de Europese Gemeenschappen heeft Verordening (EEG) Nr 3056/73 vastgesteld betreffende de steun aan "communautaire projecten" in de sector koolwaterstoffen. De steun van de Gemeenschap is bestemd ter bevordering van de activiteiten op het gebied van de technologische ontwikkeling die rechtstreeks verband houden met de opsporing, de winning, de opslag en het vervoer van koolwaterstoffen, welke activiteiten bijdragen tot verhoogde beveiliging van de energievoorziening van de Gemeenschap.
2. De Commissie van de Europese Gemeenschappen nodigt belanghebbenden uit haar binnen 30 dagen na publikatie van deze mededeling in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen aanvragen om steun voor te leggen die in de loop van het begrotingsjaar 1974 in aanmerking kunnen worden genomen.
3. Elke aanvraag moet de gegevens bevatten die zijn opgesomd in artikel 5, lid 2, van de Verordening (EEG) Nr 3056/73 van de Raad.
4. De aanvragen moeten worden gericht tot :

De Heer Voorzitter van de
Commissie van de Europese Gemeenschappen
Wetstraat, 200
1040 BRUSSEL

COMUNICAZIONE DELLA COMMISSIONE RELATIVA AL SOSTEGNO
DI PROGETTI COMUNITARI NEL SETTORE DEGLI IDROCARBURI
(REGOLAMENTO (CEE) Nr. 3056/73 DEL CONSIGLIO DEL
9 NOVEMBRE 1973, GAZZETTA UFFICIALE DELLE COMUNITA'
EUROPEE Nr. L 312/1 DEL 13 NOVEMBRE 1973)

1. Il Consiglio delle Comunità Europee ha adottato il Regolamento (CEE) Nr. 3056/73 relativo al sostegno dei progetti, denominati, "progetti comunitari" nel settore degli idrocarburi. Il sostegno della Comunità è destinato a incoraggiare quelle attività di sviluppo tecnologico - direttamente connesse con le attività di prospezione, sfruttamento, immagazzinamento e trasporto degli idrocarburi - che possono migliorare la sicurezza dell'approvvigionamento energetico della Comunità.
2. La Commissione delle Comunità Europee invita gli interessati a presentarle, entro 30 giorni dalla pubblicazione della presente comunicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee, le domande di sostegno che potranno essere prese in considerazione nel corso dell'esercizio finanziario 1974.
3. Le domande dovranno contenere le indicazioni il cui elenco figura nell'articolo 5, paragrafo 2, del Regolamento (CEE) Nr. 3056/73 del Consiglio.
4. Le domande dovranno essere indirizzate :

Al Presidente della
Commissione delle Comunità Europee
200, Rue de la Loi
1040 BRUXELLES

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 4 Mars 1974

Secrétariat général
SEC(74) 667/2

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: soutien de projets communautaires dans le secteur des hydrocarbures

Approbation par la procédure écrite C/420/74

Par note en date du 18 février 1974 - sous la réf. SEC(74) 667, le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, un projet de communication de la Commission concernant le soutien de projets communautaires dans le secteur des hydrocarbures.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (26 février 1974), aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de ce projet.

En conséquence, la Commission a, en date du 26 février 1974 :

- approuvé la communication de la Commission concernant le soutien de projets communautaires dans le secteur des hydrocarbures (règlement (CEE) n° 3056/73 du Conseil du 9 novembre 1973 journal officiel des Communautés européennes nr. L 312/1 du 13 novembre 1973),

dans le texte du doc. SEC(74) 667 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission.

- décidé la publication de cette communication au Journal Officiel des Communautés européennes.

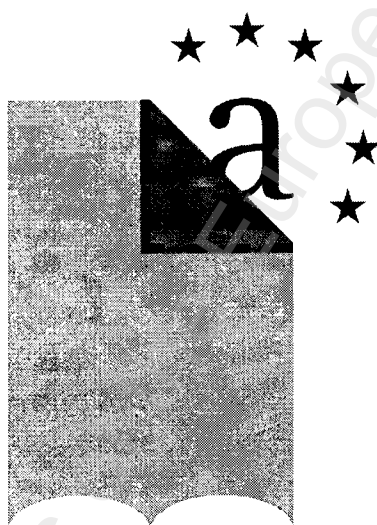
Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. SPAAK, MUCH.

Pour inf.: MM. LOEFF, BRAUN,
VAN GRONSVELD,
FACINI, MAYER.

E. NOEL
Secrétaire général

Fin de l'unité physique



Cette page, ajoutée lors du traitement des archives, ne fait pas
partie de l'unité physique originale.